Feuilleton : « Frissons fin de siècle »

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14142 – 5 F

MARDI 17 JUILLET 1990

## La Banque mondiale iconoclaste

FAIRE progresser la démocratie n'est pas le seul et unique grand dessein des années 90. La lutte contre la pauvreté, à laquelle la Banque mondiale a choisi de consacrer son treizième rapport annuel sur le développement dans le monde, doit plus que jamais dépasser le stade de l'incantation. Elle doit enfin devenir une vraie priorité, afin d'arracher au sous-développement quatre cents millions d'êtres humains d'ici à l'an 2000.

Parce qu'elle lie l'obtention de prêts et d'aides à la mise en place de politiques d'adaptation toujours douloureuses, la Banque mondiale a souvent mauvaise réputation dans les pays du tiers-monde. Ce rapport lui permet d'affirmer, exemples à l'appui, que la rigueur économique est aussi une condition du recul de la pauvreté. Ainsi, des *« améliorations spectaculaires »* sont perceptibles en Asie, où l'espérance de vie et les progrès de l'éducation ont fortement progressé, même si les revenus ont stagné.

ALORS que la situation reste catastrophique en Amérique du Sud et en Afrique sub-saharienne, la Banque mondiale prône une *« stratégie à deux volets »*. Il convient *« de promouvoir l'utilisation productive de la ressource qui est la plus abondante chez les pauvres : la force de travail »*, tout en assurant aux populations les plus défavorisées les services sociaux de base (santé, planning familial, nutrition, enseignement primaire).

Cette approche est moins théorique qu'il n'y paraît. Le vrai débat, affirme le rapport, est social. Il ne s'agit pas de sacrifier la croissance économique à la réduction de la pauvreté, mais de prendre conscience que toute politique efficace suppose un arbitrage entre les intérêts des pauvres et ceux des non-pauvres.

Cette analyse a des conséquences iconoclastes. Elle met en cause les réformes agraires qui, de même que les lois sur le salaire minimum ou la sécurité de l'emploi, ont été le plus souvent inefficaces. En outre, les pays en voie de développement consacrent 70 % à 85 % de leurs dépenses de santé au traitement des maladies – dont les bénéficiaires ne sont généralement pas les plus pauvres – en négligeant trop les actions préventives. Enfin, les gouvernements ont eu trop tendance à développer les formations de niveau supérieur alors que l'enseignement primaire devrait être leur priorité absolue.

LA Banque mondiale va jusqu'au bout de son raisonnement : selon elle, l'aide fournie par les pays industrialisés doit non seulement augmenter (si elle était respectée, la norme de 0,7 % du PNB, acceptée par l'assemblée générale des Nations unies depuis trente ans, devrait se traduire par une aide de 144 milliards de dollars dans dix ans contre 51 milliards en 1988), mais elle doit aussi être plus étroitement liée à la qualité des engagements pris par les bénéficiaires.

*« A ceux qui ne font pas d'efforts sérieux »* de lutte contre la pauvreté, *« seul un minimum d'aide devrait être offert »*, estime la Banque mondiale, qui demande ainsi que la justice sociale devienne un critère de choix, tandis que les dirigeants occidentaux, et M. Mitterrand encore récemment, lient de plus en plus les aides au respect des principes démocratiques. Ces principes élémentaires, n'ont ils pas été trop longtemps négligés ?

*Lire nos informations page 16*

Rapprochement sur le statut militaire de l'Allemagne

# Bonn et Moscou vont négocier un nouveau traité

## L'Ukraine a proclamé sa souveraineté

*Le chancelier Helmut Kohl, en visite en URSS, a proposé le dimanche 15 juillet à M. Mikhaïl Gorbatchev la négociation d'un nouveau traité qui engloberait l'ensemble des relations germano-soviétiques. Concernant le statut militaire de la future Allemagne, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a dit s'attendre qu'un accord soit trouvé, alors que jusqu'à maintenant Moscou s'opposait à l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN. D'autre part, l'Ukraine a proclamé sa souveraineté et la primauté de ses lois sur celle de la fédération* (lire page 26).

STAVROPOL

*de notre envoyé spécial*

La place Lénine de Stavropol est un monument d'architecture provinciale. Elle est dominée par un énorme bunker rectangulaire qui héberge à la fois le comité du parti et le conseil régional de ce territoire du sud de la république de Russie. L'immensité de cette place Lénine, théâtre habituel des parades communistes, fait apparaître le peu d'intérêt que manifestent les Stavropoliens pour la présence dans leurs murs de deux hommes qui pourtant mobilisent l'attention du monde entier : M. Mikhaïl Gorbatchev et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl.

Ils ne sont qu'un petit millier, policiers compris, à attendre l'arrivée du cortège officiel ce dimanche vers 17 heures. Parmi eux, peu de vrais Stavropoliens : les visages basanés et les chevelures noir corbeau des Géorgiens de passage sont relativement nombreux.

LUC ROSENZWEIG

*Lire la suite page 5*




**Les ondes soviétiques « libérées »**

*Lire nos informations page 5*



# « Ordre moral » islamique en Algérie

## Les nouveaux élus intégristes ont commencé à imposer leurs vues

ALGER

*de notre correspondant*

Au lendemain de leur victoire aux élections locales, en juin, les militants du Front islamique du salut (FIS) avaient fait serment d'interdire la mixité, la prostitution, les jeux de hasard, la vente et la consommation d'alcool. Petit à petit, le FIS est en train de mettre en œuvre son programme. Plusieurs villes ou régions ont d'abord engagé le combat contre l'alcool, puis la municipalité islamiste de Tipasa a interdit le port du short à l'intérieur de la commune (*le Monde* du 12 juillet).

La musique raï n'a déjà plus droit de cité à Oran. Et, le 12 juillet, première à prendre cette mesure, l'assemblée de la willaya de Constantine, où les islamistes sont majoritaires, a voté la suppression de la mixité dans les écoles. Une telle décision est en réalité de la seule compétence de l'Etat, mais, sur le terrain, les islamistes ont déjà pratiquement gagné.

A l'école comme dans d'autres domaines de la vie sociale, la séparation des sexes est désormais souvent la règle, conséquence logique d'une époque durant laquelle le FLN a fait voter plusieurs lois, dont le code de la famille, qui n'ont pas peu contribué à la prééminence de l'homme sur la femme.

GEORGES MARION

*Lire la suite page 3*

# Dix mois de service en 1992

## M. Mitterrand paraît plus pressé que son ministre

L'échéance électorale de 1993 approchant et dictant l'annonce de mesures populaires, M. Mitterrand paraît plus pressé de réduire – dès 1992 – de deux mois la durée du service militaire que ne semble l'avoir été, la semaine dernière, le ministre de la défense. M. Chevènement s'était déclaré partisan d'assortir cette initiative *« lourde à prendre »* d'une série de conditions concernant, notamment, un volontariat accru pour un service de plus longue durée. Non seulement, le chef de l'Etat n'a pas rappelé, le 14 juillet, lors de son entretien télévisé, les préalables avancés par son ministre, qui aboutissaient à renvoyer le projet aux calendes grecques. Mais encore, il a donné l'impression de considérer cette réduction de douze à dix mois de la durée du service comme une étape.

JACQUES ISNARD

*Lire la suite page 6*

ÉTÉ SEUIL
Franz-Olivier Giesbert
LE PRÉSIDENT
Seuil
120 F

# L'été du « Monde »

## Frissons fin de siècle

### un feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

Nous entrons dans la dernière ligne droite de notre siècle, avec des espoirs mitigés et des perplexités évidentes : de quoi sera fait l'avenir, le nôtre et celui de nos enfants ? Quel sera le visage de la France et celui de l'Europe ? Jusqu'où nous conduira le progrès technique ? Quelles seront les nouvelles frontières de la morale ?

Jean-Pierre Rioux s'est tourné vers nos parents, grands-parents ou arrière-grands-parents pour voir avec quels enthousiasmes et quelles inquiétudes ils avaient, eux, vécu leur fin de siècle et passé le cap. Nous commençons aujourd'hui la publication de son feuilleton en trente-cinq épisodes, *Frissons fin de siècle.*

C'est une navigation thématique, de 1889 à 1900, dans ces années névrosées et optimistes à la fois où l'on invente l'adjectif « fin-de-siècle », dans un mélange d'archaïsme et de modernité. Une République corrompue, menacée par l'extrême droite, guettée par le terrorisme des « anars », qui trouve pourtant les moyens du sursaut et qui, cahin caha, inscrit dans la vie de tous les jours et expose aux enfants des écoles une démocratie de liberté et de fraternité un peu moins rude.

Une société violente, avec ses exclus et ses grévistes, ses étrangers haïs et ses antisémites rameutés, ses berceaux vides, ses vérolés honteux et ses fonctionnaires courtelinesques, où pourtant on trouve le temps d'inventer la presse pour tous, la science des foules, le tourisme, le sport de masse et le café-concert.

Une France qui s'ouvre au monde, s'allie à la Russie, bâtit un empire colonial. Le temps des églantines et du bas de laine, du progrès massifié et des doutes individuels, des élans religieux et des froufrous. Avec l'espoir de vivre bientôt, enfin, une Belle Epoque...

*Lire page 2 le premier épisode « Le phare de la tour Eiffel »*

**L'URSS SANS CLICHÉS**

Les changements en Union soviétique seront peut-être le... feuilleton de notre fin de siècle. L'Histoire évaluera, plus tard, l'ampleur exacte des bouleversements. En attendant, nous avons demandé à des photographes soviétiques de nous donner, chaque jour, une vision instantanée d'une société complexe et traversée de contradictions. Notre correspondant à Moscou, Bernard Guetta, commente chacun de ces clichés. *Lire page 5*

**CARTES POSTALES**

Du Nord au Sud, du cap Gris-Nez aux Pyrénées, une promenade estivale à l'intérieur de la France. Paysages oubliés, musées inconnus, centrale nucléaire, messe dans une abbaye bénédictine, derniers saumons de la Loire... Une visite guidée hors des lieux communs. *Lire page 26*

**AVIGNON 90**

Si les festivals se multiplient en France depuis quelque temps, celui d'Avignon – le quarante-quatrième – reste l'un des rendez-vous les plus courus de l'été. A côté du théâtre, la Cité des papes accueille de plus en plus la danse, la musique, les arts plastiques et même le cinéma. Et rend un hommage solennel à René Char. *Lire page 9*

M 0147 - 717 0- 5,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $ ; USA (others), 2 $.

هكذا من الاصل

# Frissons fin de siècle

1889-1900 — par Jean-Pierre Rioux

# 1. Le phare de la tour Eiffel

*C'est la plus intense, la plus prodigieuse accumulation de lumière électrique que le génie industriel ait jamais convoquée. Des millions de badauds s'émerveillent, tandis que des plumes rageuses dénoncent ce « suppositoire solitaire et criblé de trous ».*

IL était une fois un vieux pays, la France, aux reins pleins d'ardeurs nouvelles. Frissonnant, piaffant à l'entrée de la ligne droite d'une fin de siècle prometteuse. Sonnant clair comme un sou neuf. Tous muscles bandés pour franchir les obstacles. Et découvrant au terme du voyage une jolie petite plage qu'on baptisera plus tard avec nostalgie, après la grande tuerie de 14-18, la « Belle Epoque ». Cette histoire passionnée commence, comme il se doit, au printemps. Très exactement le lundi 6 mai 1889.

« *Un ciel mauve, où les lueurs des illuminations mettent comme le reflet d'un immense incendie, un bruissement de pas faisant l'effet de l'écoulement de grandes eaux, la foule toute noire, de ce noir un peu papier brûlé, un peu roux, qui est le caractère des foules modernes, une espèce d'ivresse sur la figure des femmes, dont beaucoup font queue à la porte des water-closets, la vessie émotionnée : la place de la Concorde : une apothéose de lumière blanche, au milieu de laquelle l'obélisque apparaît avec la couleur rosée d'un sorbet au champagne : la tour Eiffel faisait l'effet d'un phare laissé sur la terre par une génération disparue, une génération de dix coudées* » : Edmond de Goncourt lui-même, l'esprit fort à la verve caustique, s'est laissé prendre par les couleurs apéritives du soir en ce jour d'inauguration de l'Exposition « universelle internationale ». « *Une génération de dix coudées* » : l'hommage n'est pas mince dans le *Journal* d'un pessimiste. Et un phare est proprement planté au milieu du décor.

Ce phare de la tour Eiffel éclaire, on l'a compris, un avenir triomphal, tout en signalant les écueils du malheur des temps. Les guides de l'Expo, crachés par millions des rotatives de presse ou distribués derechef aux enfants méritants des écoles en épais volumes rouges dorés sur tranche, sont intarissables dans leur exaltation de cet épicentre des lendemains qui chanteront. Car, si la tour fut d'abord banalement éclairée au gaz de ville à tous les étages, sa crête où flottait une immense flamme tricolore, elle, ne pouvait qu'être couronnée par l'énergie des temps nouveaux qui renversait la vapeur du vieil âge charbonnier, par la jeune merveille de la science, l'électricité.

L'effet, recherché avec persévérance par Eiffel et ses ingénieurs, fut à la hauteur : des trois cents mètres de la tour jusqu'aux plus infimes grouillements de l'Exposition allongée à ses pieds, ce fut la plus prodigieuse, la plus intense accumulation de lumière électrique que le génie industrieux eût jamais convoquée. Et comme il s'agissait de se distraire en s'instruisant, rien n'a interdit de fouiller la description du dispositif. Au-dessus de la plate-forme du troisième étage, précise donc M. Louis Rousselet dans son *Exposition universelle de 1889* publiée par Hachette dans la « Bibliothèque des écoles et des familles », sont installés deux projecteurs de marine « *portés par un petit chariot que l'on fait rouler sur une voie Decauville établie autour de la terrasse, et l'on peut ainsi les transporter facilement d'un point à un autre, de façon à promener en quelque sorte leur faisceau lumineux suivant un cercle dont la tour occupe le centre. [...] On peut faire varier dans tous les sens la direction des rayons lumineux, et éclairer, après quelques tâtonnements, un monument ou un point quelconque de Paris ou des environs [...]. Le foyer lumineux de chacun de ces appareils est une lampe électrique à arc, d'un pouvoir éclairant de 10 000 carcels.* »

Plus haut encore, après cette terrasse, voici le phare lui-même : « *L'étoile, alternativement bleue, blanche, rouge, brille chaque soir au sommet, visible déjà à plus de 60 kilomètres, pour les localités qui ne sont pas situées sensiblement au-dessus du niveau de la mer, et à des distances beaucoup plus considérables pour les points plus élevés. Le rayon lumineux partant d'un point situé à 300 mètres d'altitude devient en effet tangent à la sphère terrestre à une distance qui peut être évaluée à 67 kilomètres ; au-delà de cette distance on ne peut donc plus percevoir le point lumineux du phare, à moins que l'observateur ne soit lui-même placé à une certaine hauteur au-dessus du niveau de la mer, et c'est ainsi que le phare de l'Exposition a été vu à 115 kilomètres, du haut de la cathédrale d'Orléans.* »

La suite de la visite est à l'avenant. Vingt-cinq millions de badauds enthousiastes – Christophe en croqua quatre, venus de Saint-Rémy-sur-Deule, dans le *Petit Français illustré* : la famille Fenouillard est née, et avec elle la bande dessinée – ont défilé devant la *Fontaine du Progrès* de Formigé et Coutan ou le groupe de Saint Vidal titré *La Nuit essayant d'arrêter le génie de la Lumière qui s'efforce d'éclairer la Vérité*, qui furent les deux grosses commandes officielles aux artistes. Des foules ont applaudi le pont roulant du palais des Machines, sauté de joie face aux fontaines lumineuses impeccablement actionnées par un chef machiniste en cabine vitrée, frémi dans le chuintement des ascenseurs, suivi docilement les rudes conférences-promenades thématiques organisées par la Société internationale des électriciens. Tous ont suffoqué sous un déluge d'appareils euphorisants et de promesses à haute technicité, dynamos, accumulateurs, alternateurs, sonnettes, compteurs, théâtrophones, horloges et autres plumes électriques. Le héros du jour, décoré par la Ville de Paris et visité humblement par l'Académie des sciences au grand complet, celui qui rivalise avec Buffalo Bill tirant à la carabine sur les bords de Seine ou avec Eiffel recevant le Tout-Paris là-haut dans son bureau capitonné, c'est Thomas Edison, le père *yankee* du phonographe, dont l'invention si prisée, dans un plaisant paradoxe, dédaigne ce courant qui vivifie le télégraphe Morse ou le téléphone Bell, mais dont le stand d'entrepreneur avisé est un délice : « *Le petit parterre gazonné qui précède le pavillon est entouré d'un gros fil métallique fixé sur des pieux et formant ceinture. Or une dérivation faisait souvent passer dans le fil un petit courant d'une centaine de volts. Quand les visiteurs mettaient la main sur le fil, ils ressentaient une légère secousse : c'était à qui se ferait ainsi électriser. D'où des rires, des bousculades qui ont rendu ce petit coin populaire.* »

CETTE ferveur électrisée est bien dans la logique d'un siècle fou de science et de progrès, qui a célébré les noces du savoir, de la technique et de l'industrie dès 1851 à Londres, pour la première des grandes expositions. Depuis quarante ans bientôt, ingénieurs et hommes d'affaires, politiques et pédagogues, savants et rêveurs se sont coalisés pour dresser à date fixe l'inventaire du génie humain dans un lieu clos, pour y classer à perdre haleine, y exhiber avec méthode tout ce que le comte de Saint-Simon avait couché dans son *Catéchisme des industriels*. Cette fois, pourtant, ce phare de la tour, ces fils si souples qui enlacent Paris, ces dizaines de milliers d'étoiles et ces millions de volts chassant la nuit, ont sans doute été guettés comme le bouquet d'artifice qui clôt le bal, mais aussi, déjà, comme la promesse chatoyante d'un grand basculement qui demain redoublera le frisson.



RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX

*Symbole du rayonnement de l'Exposition universelle, la lumière du phare est visible jusqu'à Orléans.*

Cette commotion d'avenir, enregistrée par une avalanche humaine – comment imaginer 175 000 personnes en moyenne piétinant chaque jour avec application, pendant six mois sans une interruption, ces 843 530 mètres carrés où se pressent 61 722 exposants ?. – a ridiculisé les esprits chagrins qui n'avaient pas senti le vent tourner. Des croisés catholiques ont en effet dénoncé « *Babel-Eiffel* », le monument de la vanité humaine, la tour sans croix érigée par les mains impies des francs-maçons. Edouard Drumont s'est déchaîné contre ce « *témoignage [...] bête comme la vie moderne* », ce « *contre-sens artistique qui fera le bonheur de l'industriel juif, fournisseur de fer* ». Huysmans, lui, a dit sa haine du « *grillage infundibuliforme* », du « *suppositoire solitaire et criblé de trous* » qui « *séduira les rastaquouères* », du symbole, au choix, de l'impuissance, de la stérilité, de la décadence ou la fin d'un monde. Quelques artistes, et parmi eux Gounod, Bouguereau, Leconte de Lisle et Maupassant, ont même pétitionné dans *le Temps* pour signaler aux autorités combien leur sens de la beauté allait souffrir face à « *l'odieuse colonne de tôle boulonnée. [...] la noire et gigantesque cheminée d'usine écrasant de sa masse barbare [...], tous nos monuments humiliés, toutes nos architectures rapetissées, qui disparaîtront dans ce rêve stupéfiant* ». Le ministre du commerce, grand patron de l'Exposition, Edouard Lockroy, qui ne manquait pas d'humour, fit afficher ce morceau d'anthologie bien à la vue des visiteurs : « *Une si belle et si noble prose signée de noms connus dans le monde entier*, dit-il, *ne pourra manquer d'attirer la foule et, peut-être, de l'étonner* ». Ce qui fut fait, sous les rires d'à peu près deux millions d'amateurs d'autres beautés qui prirent d'assaut la tour. La « *masse barbare* », décidément, donnait dans l'esprit fin de siècle.

« *Nous déploierons le drapeau tricolore [...] / Pour saluer cette nouvelle aurore / Illuminons la nuit de nos flambeaux / Que l'étranger acclame notre fête / Nos ennemis devant notre succès / Courbant le front, connaîtront leur défaite / En saluant la fête du Progrès* » : cette strophe de *Fêtons le centenaire*, le chant patriotique de l'heure, signale à quel point d'incandescence le succès de l'Expo porta la commémoration des heures glorieuses de 1789. Au vrai, tout fut mêlé, et tout au long, dans les préparatifs comme dans les fêtes, hymne au progrès et mélopée des droits de l'homme, révérence à la liberté et fièvre industrielle. Le 5 mai, les corps constitués avaient rendu à Versailles l'hommage obligé aux Etats généraux, mais ils regagnèrent bien vite le Champ-de-Mars et les abords de la tour. Dès lors, les cérémonies républicaines se succédèrent à un rythme soutenu, sur fond de féerie électrique et dans de grands concours de peuple. Si le 14 juillet fut pluvieux, le président Sadi Carnot eut l'intime satisfaction d'arborer sa belle barbe noire le 4 août à la panthéonisation de son grand-père Lazare, l'organisateur de la victoire en l'an II. Le lendemain furent inaugurés des bâtiments de la nouvelle Sorbonne, ce temple du haut savoir laïque. Le 13 août, 13 000 maires de la France profonde banquetèrent à la santé du peuple au palais de l'Industrie. Le 11 septembre, sous la même verrière, Mme Augusta Holmès chanta avec conviction l'*Ode triomphale* à la République, au milieu d'un chœur viril de soldats et de marins et dans l'indispensable profusion de palmes, de rameaux d'olivier et d'épis mûrs.

LA République, il est vrai, avait grand besoin de s'échauffer ainsi les sangs. Un César populaire, le brave général Boulanger, avait été à deux doigts de la violenter en janvier, après une triomphale élection parisienne : le bretteur s'effondra à l'automne, mais l'alerte avait été chaude. La grogne tourmentait les bas-fonds ouvriers, et ce n'est pas un hasard si l'Exposition détaillait avec frénésie les charmes de l'éducation et de l'hygiène pour tous, de l'économie sociale, des œuvres philanthropiques et du travail consciencieux. Les puissances mondiales, en boudant l'Exposition, avaient tenu à marquer l'isolement diplomatique de la République : Bismarck détestait la foire parisienne, la perfide Albion n'admettait pas d'être dépossédée du monopole de l'industrie, l'Autriche-Hongrie faisait la morte ; seuls répondirent à l'invite des Russes en ordre dispersé, de méthodiques citoyens des Etats-Unis et des Latino-Américains en liesse. La seule revanche de la France fut d'offrir une visite pittoresque de ses espoirs coloniaux ravivés par Jules Ferry : l'exotisme délirant vint à son secours, de farouches Touaregs en plaisantes Cambodgiennes, avec de folles évasions du côté des plaines orientales chantées par Borodine et des sonorités javanaises qui séduisirent aussitôt Debussy et Ravel.

« *Dans l'aurore de 1889, nous saluons l'espérance d'une période décisive pour une République pacifique, libérale, s'occupant sans relâche de l'amélioration morale et matérielle de la nation, combattant l'ignorance, la misère et le mal sous toutes ses formes, servant partout et à toute heure la cause du bien et de la justice* » : le vœu du *Petit Parisien* du 3 janvier fut aussi celui des édiles et des élus qui inaugurèrent le 21 septembre, place de la Nation, une statue de Dalou opportunément consacrée au *Triomphe de la République*. Le monument, hélas, était en plâtre. Il faudra attendre dix ans encore avant de le couler dans le bronze du progrès.

**Prochain épisode**
Le spectre
de la décadence

**Sur France-Culture**

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
● Lundi 16 juillet : Le phare de la tour Eiffel
● Mardi 17 juillet : Le spectre de la décadence.

*Pour en savoir plus*

▶ *1889. Un état du discours social*, de Marc Angenot, Québec, Editions du Préambule, 1989.
▶ *Le Centenaire de la Révolution de 1789*, La Documentation française, 1989.
▶ *La Tour de Monsieur Eiffel*, de Bertrand Lemoine, Gallimard, 1989.
▶ « Mise en scène et vulgarisation. L'Exposition universelle de 1889 », numéro spécial du *Mouvement social*, octobre-décembre 1989, sous la direction de Madeleine Rebérioux.
▶ *1889. L'Expo universelle*, de Pascal Ory, Complexe, 1989.
▶ *Century's End. A Cultural History of the Fin de Siècle, from the 990s through the 1990s*, de Hillel Schwartz, New-York, Doubleday, 1990.
▶ *Fin de siècle. La France à la fin du XIXe siècle*, d'Eugen Weber, Fayard, 1986.

# ÉTRANGER

## ALBANIE : après l'arrivée des réfugiés en Europe occidentale

**Les quelque 4 500 Albanais réfugiés dans les ambassades de Tirana étaient tous arrivés à bon port lundi 16 juillet. De petits groupes de transfuges ont ainsi été accueillis à Sofia, Belgrade, Ankara, Budapest et Varsovie. Les 2 000 personnes qui s'étaient réfugiées à l'ambassade de RFA, arrivées en trains spéciaux en République fédérale, vont être réparties dans différents Lander. Ceux qui avaient « choisi » l'ambassade d'Italie sont restés à Brindisi, alors que les 500 réfugiés de l'ambassade de France, débarqués à Marseille dimanche après-midi, ont pris le train pour Reims où ils sont arrivés lundi matin, avant d'être, nous rapporte notre correspondant, conduits en autobus dans trois centres d'accueil installés dans la Marne, les Yvelines et l'Oise. Quelques-uns d'entre eux ont été directement amenés en Dordogne. Si l'on en croit l'ambassadeur de Grèce à Tirana, de retour à Athènes, la situation serait calme dans le pays. *« C'est l'Albanie placide que je connaissais »*, a déclaré le diplomate, qui a toutefois ajouté que l'ambiance, dans la capitale, était *« lourde »*. Selon d'autres observateurs, des troubles perturberaient depuis une dizaine de jours la ville ouvrière de Kavallia, où la répression des manifestations aurait fait deux ou trois morts.**

### « En France, nous espérons devenir de vrais hommes »

**MARSEILLE**

*de notre correspondant régional*

*« Roft Franca ! Roft Franca ! »* (« *Vive la France !* »). *L'Orient Star*, qui arborait les couleurs françaises et le pavillon bleu de l'ONU, avait à peine franchi la passe du port de la Joliette que les réfugiés albanais, massés sur les ponts supérieurs du car-ferry, ont laissé éclater leur joie. Les bras levés en signe de victoire, certains agitant des étoffes, ils ont continué à s'époumoner, au milieu des coups de sirène et du bourdonnement d'un hélicoptère survolant le port, jusqu'à ce que le bateau accoste le quai du Maroc. Puis, une fois, deux fois, ils ont entonné *la Marseillaise* apprise pendant la traversée et scandé encore, à perdre haleine, *Franca ! Franca !* tandis qu'à terre, leur répondaient les ovations d'une vingtaine d'Albanais de la diaspora française et belge.

Parmi ceux-ci, la famille Muselier, parente du roi Leka I^er, ainsi qu'Albert Aziri, un tailleur marseillais militant de la Lidhja Vardarit Besa (Ligue de la parole donnée, pro-monarchiste), arrivé du Kosovo en 1953, qui s'était coiffé, pour la circonstance, du *Kësulé* traditionnel. Albert et ses amis ont été priés, par le préfet de police des Bouches-du-Rhône, M. François Filliatre, de replier les quelques drapeaux rouges frappés de l'aigle noir à deux têtes et du casque de Skanderbeg (héros national de la lutte contre les Turcs au vingtième siècle) qu'ils avaient apportés avec eux. *« C'est la France qui accueille avec ses couleurs, les réfugiés sur son sol »*, leur a-t-on fait savoir. Des larmes mouillent ses abondantes moustaches. *« Je ne les connais pas*, dit-il, *mais ce sont mes enfants. »* Il ne pourra s'empêcher de leur crier, avec ceux qui l'entourent sur le quai, *« Liri ne Shqipni ! »* (*« Liberté pour l'Albanie ! »*), obtenant, en réponse, de nouveaux et vibrants *« Franca ! Franca ! »*

#### « Tout s'est bien passé »

Les transfuges albanais sont, pour la plupart, très jeunes. Selon le décompte officiel, ils sont quatre cent trois hommes, quatre-vingt-six femmes et cinquante-neuf enfants de moins de onze ans. En majorité des gens simples, ouvriers et artisans. A 17 h 30, la porte du car-ferry est abaissée et la première vague de réfugiés descend rapidement. L'un d'eux embrasse la terre française. D'autres se signent. Certains envoient des baisers. Non rasés, les traits tirés, ils sont pour la plupart simplement vêtus de survêtements multicolores ou de T-shirts et de bermudas. La plupart n'ont aucun bagage sinon quelques sacs en plastique contenant un maigre viatique. Ceux, rares, qui parlent français sont autorisés à un bref contact avec les journalistes, maintenus derrière des barrières en face du ponton de débarquement.

La traversée a été longue, mais *« tout s'est bien passé »*. *« En France*, confie Sokol Murati, un instituteur de vingt-trois ans, *nous avons la liberté. Nous pensons devenir de vrais hommes... »* Si la France le *« lui permet »*, il espère continuer ses études. En Albanie, il ne sait pas *« ce qui va se passer »*, mais il espère que *« tout va changer »*. *« Personne ne doit avoir peur »*, assure, après lui, un ingénieur en mécanique de trente-huit ans qui, pourtant, refuse même de donner son prénom. *« Mais vous êtes en France. Vous êtes libres ! »* lui fait-on remarquer. *« Moi, je suis libre, ma femme et mon enfant sont libres*, répond-il, *mais ma sœur et mon frère sont encore en Albanie »*. Sa crainte pourrait bien être justifiée par la présence, parmi les réfugiés, de quelques membres de la police politique, la Sigurimi.

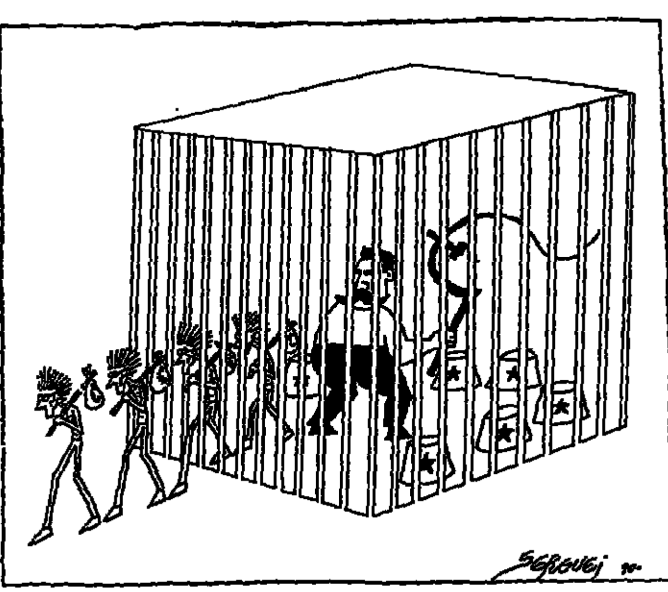
#### « Aucune tradition démocratique »

Arian, un ingénieur géologue de vingt-cinq ans qui enseigne, comme assistant, à la faculté de géologie et des mines de Tirana, explique les raisons de son départ : *« L'absence de toute liberté individuelle et des conditions sociales très difficiles. »* En Albanie, il a pu se procurer *« secrètement »* des journaux français, *le Monde, le Figaro, le Point, Paris-Match*. Que va-t-il se passer là bas ? *« Je pense que cela va bouger. Mais lentement, car il n'existe aucune tradition démocratique. Les gens ne connaissent pas ce mot. »* Selon lui, *« la population des villes soutient le mouvement des ambassades, celle des campagnes, non »*. *« La Sigurimi*, ajoute-t-il, *est bien pire que la Securitate de Ceausescu. »* Il conteste vivement, par ailleurs, la distinction faite par la presse occidentale entre les durs et les modérés au sein du bureau politique du PC albanais. *« Ils sont tous les mêmes. Ils ont tous plongé leurs mains dans le sang ! ... »*

Après avoir été accueillis et réconfortés par une centaine de bénévoles des comités locaux de la Croix-Rouge de Marseille et des Bouches-du-Rhône, les réfugiés albanais ont quitté Marseille, à destination de Reims peu après 18 h 30. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire a indiqué qu'une initiation au français leur serait dispensée dans les centres d'accueil. *« Il est encore difficile de savoir*, a-t-il déclaré, *combien veulent rester en France et combien veulent aller dans d'autres pays. »* Beaucoup, cependant, auraient d'ores et déjà émis le désir de se rendre aux Etats-Unis et certains de s'installer en Belgique, où vit une communauté albanaise relativement importante.

Les représentants des quelques centaines de réfugiés albanais déjà installés en France (en particulier dans la région parisienne, à Montargis, dans le Loiret et à Digne et Manosque, dans les Alpes-de-Haute-Provence) qui avaient fait le déplacement à Marseille, se sont déclarés prêts, pour leur part, à *« tout faire »* pour faciliter leur insertion et *« leur apprendre la liberté »*.

GUY PORTE



Les témoignages à Brindisi

### « Notre pays est un trou noir »

**BRINDISI**

*de notre envoyé spécial*

A peine débarqués d'un pays qu'ils qualifient de camp de prisonniers, les quelque huit cents réfugiés albanais arrivés vendredi 13 juillet en Italie se sont retrouvés de nouveau enfermés, cette fois-ci dans leur centre d'accueil. Ils devront en effet rester dans l'enceinte du camp, sauf s'ils obtiennent une dispense préfectorale pour visiter un parent hospitalisé. Un jeune couple, invité par un journaliste à dîner en ville, a appris qu'il ne pourrait quitter le camp qu'avec l'accord soit du ministre des affaires étrangères soit du premier ministre lui-même.

Les témoignages des réfugiés permettent toutefois de se faire une idée un peu plus précise de la vie quotidienne derrière le dernier pan du rideau de fer.

L'ouvrier albanais travaille six jours par semaine pour 5 000 leks par mois (environ quinze dollars au marché noir). Le salaire d'une journée représente le prix d'un kilo de sucre, de trois paquets de cigarettes ou de trois kilos de pain, lorsqu'il y en a. L'Albanie, pays exportateur de produits agricoles, limite en effet sévèrement la consommation de ses habitants. La plupart des vivres sont rationnés et les fruits et légumes demeurent quasiment introuvables.

*« Une fois que les cochons du gouvernement sont nourris, le reste est exporté »*, affirme un des réfugiés. Une famille albanaise recevrait par semaine cinq cents grammes de fromage, deux cents grammes de beurre, un poulet ou un kilo de viande, cinq cents grammes de saucisson sec et, par mois, deux kilos de sucre, un demi-litre d'huile d'olive et deux cents grammes de café. Les pâtes sont disponibles à volonté mais il est impossible de trouver des œufs.

Un petit marché noir, organisé par des camionneurs, approvisionne la population en montres, cassettes de musique et blue-jeans à des prix faramineux. Une montre de mauvaise qualité vaut deux mois de salaire.

#### Une police omniprésente

Gerta vivait avec son fiancé dans un *« appartement »* standard, c'est à dire une pièce de 4 mètres sur 3, avec pour faire la cuisine un réchaud à alcool d'un seul brûleur et une bassine d'eau froide qui sert de réfrigérateur. L'eau courante ne fonctionne que deux fois par jour et l'Albanie, pays exportateur d'électricité, subit de fréquentes coupures de courant.

La surveillance de la police secrète, la SIGURIMI, est quasi permanente. Un jeune homme raconte qu'il a fait trois ans de prison ferme – travail forcé dans les mines – pour s'être exprimé sur ses conditions de vie. Aussi sévère que la Securitate roumaine, la SIGURIMI donne des récompenses allant jusqu'à 2000 leks à ceux qui dénoncent leurs voisins et plus personne ne sait qui surveille qui. *« Le système détruit l'âme du peuple, et quand un homme n'a plus d'âme, il est capable de tout »*, explique le jeune homme. Le contrôle de l'Etat est omniprésent : ne risque-t-on pas d'être matraqué pour porter simplement les cheveux longs ou la barbe ?

Les réfugiés ne se font pas d'illusions. *« Nous savons que ce sera difficile*, avoue l'un d'entre eux, *mais nous sommes des réfugiés politiques. Si les conditions changent en Albanie, on est prêts à y retourner »*. Adrien, ancien prisonnier politique, avoue qu'il est pessimiste sur les chances de voir de réels changements intervenir dans son pays. *« Il nous faudrait des dissidents pour que ça démarre*, dit-il, *mais tous les dissidents sont en prison, les autres viennent de quitter le pays. »*

Les Albanais, explique Adrien, sont trop corrompus et compromis par le régime pour savoir et même vouloir lancer une révolution. *« Culturellement, économiquement et politiquement, l'Albanie est un trou noir »*, dit-il.

PETER GREEN

□ **YOUGOSLAVIE : Les communistes serbes vont former un Parti socialiste.** – Lors d'un congrès extraordinaire à Belgrade, les communistes serbes devaient former lundi 15 juillet un Parti socialiste. La Ligue des communistes serbes doit fusionner avec l'Alliance socialiste, organisation regroupant plusieurs mouvements et dirigée par les communistes. Le parti sera probablement dirigé par le président de la République de Serbie, M. Slobodan Milosevic. – *(Reuter.)*

# AFRIQUE

### « Ordre moral » islamique en Algérie

*Suite de la première page*

Aussi, aujourd'hui, la mixité apparaît surtout comme un vestige des premières années du « socialisme algérien » et l'on ne voit pas qui saurait mobiliser les foules pour la défendre.

D'autant que les islamistes ne manquent pas d'habileté. En même temps qu'ils parlaient de supprimer la mixité, ils décidaient une distribution *« équitable »* de l'eau potable, manière de souligner que, jusqu'à présent, elle ne l'était pas. Pour le consommateur des cités populaires, victime privilégiée des pénuries chroniques, voilà une décision qui sera perçue comme autrement plus importante que la précédente.

Sur le front de l'alcool, le combat est plus délicat, mais il est, lui aussi, largement engagé à l'avantage des islamistes. Comme la consommation individuelle est difficile à contrôler, le FIS fait désormais porter l'essentiel de ses efforts sur les marchands de vins, dont il demande qu'ils ferment boutique. Des exigences qui ne sont pas nouvelles : depuis de nombreux mois, déjà, des *« délégations »* de citoyens se sont efforcées de faire comprendre aux commerçants où était leur devoir de musulman.

De *« bons conseils »* en pressions bienveillantes, de menaces voilées en intimidations brutales, plusieurs d'entre eux, surtout dans les petites villes, se sont reconvertis dans d'autres activités, parfois après avoir été indemnisés par les islamistes. Effet pervers de cette prohibition : il y a quelques semaines, près de vingt personnes sont mortes après avoir ingéré un produit hautement toxique, fabriqué clandestinement avec du méthanol.

Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux menaces mais à la persuasion. Dans plusieurs quartiers d'Alger, les islamistes se livrent au porte-à-porte, incitant les habitants à signer une pétition pour arracher à l'administration préfectorale la fermeture des débits d'alcool. A quelques rares exceptions près, tout le monde signe, y compris les plus intempérents. La pression sociale est trop forte et personne ne veut prendre le risque d'être désigné comme un mauvais musulman auprès de ses voisins.

Car, il ne faut pas s'y tromper, c'est toute la société qui, peu à peu, rentre dans le rang. Rares sont les mesures prises sous l'effet de la seule brutalité. La contrainte est plus subtile : les « frères » parlent et leurs interlocuteurs se conforment à leur avis, par conviction, conformisme ou prudence. C'est cela, la véritable victoire du FIS. Sous l'influence de la crise, les mœurs ont évolué vers plus de rigorisme et une majorité de la population n'a aucun état d'âme, bien au contraire, à l'égard des interdits agités par le FIS. Même les électeurs qui n'ont pas voté pour lui ne savent comment résister.

#### Plages pour hommes

Rares ont ainsi été les protestations contre l'arrêté municipal interdisant, dans la ville de Tipasa, le port du short et du maillot de bain. Pourtant, l'année dernière, à Dellys, petite cité balnéaire à l'est d'Alger, des fondamentalistes avaient été condamnés pour avoir placardé sur les murs des affiches interdisant le short. L'un de ces condamnés, M. Ahmed Khider, vient d'être élu maire de Dellys sur une liste du FIS. Comme il l'a déclaré à l'hebdomadaire *Algérie actualités*, il ne prendra pas cette année un arrêté d'interdiction. Le short, a-t-il constaté, n'est tout simplement plus porté par ses administrés.

Les plages des communes contrôlées par le FIS sont désertées par les femmes. Le phénomène, là non plus, n'est pas nouveau, mais il a atteint une ampleur inégalée, touchant même les plages des environs d'Alger majoritairement fréquentées par la bourgeoisie de la capitale. Nul besoin pour cela d'interdire à quiconque l'accès des lieux, ce qui serait d'ailleurs illégal. En quelques endroits, la municipalité a seulement indiqué que ses faibles moyens, affectés en priorité à la satisfaction des besoins des plus démunis, ne lui permettaient pas de procéder au nettoyage des plages fréquentées par des baigneurs privilégiés.

Sur d'autres rivages, on a fortement déconseillé aux femmes le port du maillot deux-pièces. L'air du temps a fait le reste : de nombreuses plages sont désormais pratiquement réservées aux mâles. La présence presque exclusive, au bord de l'eau, de milliers d'hommes jeunes, dont beaucoup portent le *« maillot islamique »*, sorte de bermuda couvrant les genoux, suffirait d'ailleurs à dissuader celles qui seraient tentées de passer outre. Pour ne pas les pénaliser tout en garantissant la moralité, certains responsables proposent maintenant d'ouvrir des plages qui leur seraient réservées.

Sans doute ce climat explique-t-il, en partie, la relative désaffection des immigrés à l'égard de leur pays d'origine. Comme en témoigne la suppression, après les élections, d'une dizaine de vols d'Air France vers l'Algérie, ils ont été, cette année, moins nombreux à rentrer pour les vacances. Et ce n'est pas la suppression, à Oran, d'un festival de musique raï – qui, selon le nouveau maire islamiste, n'a jamais été programmé, et cela, au moment où était annoncé le premier festival de *« musique patriotique islamique »* – qui a pu convaincre les Algériens expatriés de leur erreur.

#### Une première bévue ?

L'interdiction, ont expliqué les islamistes, est dictée par un souci d'économie et d'équité, afin de réserver les rares moyens de la municipalité aux pauvres. A Bousfer, commune voisine d'Oran, la municipalité contrôlé par le FIS a, pour, sa part, interdit une manifestation musicale de chansons modernes, forme d'expression *« en contradiction avec le livre sacré de Dieu et la sunna de son prophète »*.

Le FIS qui bénéficie d'un large et traditionnel soutien parmi la jeunesse déshéritée des villes, qui aime le raï et la musique rock, a peut-être commis là sa première véritable bévue. Elle a été aussitôt exploitée par les élus de la willaya de Tizi Ouzou où domine le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Parti ostensiblement laïque, le RCD, qui avait déjà protesté contre des velléités de supprimer la mixité dans les établissements scolaires, vient d'annoncer que sa région était toute disposée à accueillir un festival de musique raï.

GEORGES MARION

### *Intégrisme ou pas ?*

Aux yeux de M. Mitterrand, le FIS n'équivaut pas à l' « intégrisme ». Observant samedi 14 juillet, dans son entretien télévisé, qu'il y avait en Algérie une *« très grande somme de mécontentements »*, le président n' *« est pas sûr »* que ceux-ci *« aient pris une forme idéologique ou religieuse exacerbée »*. Pour se faire une opinion, il attend *« la suite des évènements »* .

On comprend le souci du chef de l'Etat de ne pas s'ingérer dans les affaires d'un pays si sensible à tout jugement émis à Paris. Après tout, on ne peut pas – cohérence oblige – à la fois souhaiter la démocratie en Afrique et paraître déplorer le verdict des premières élections libres en Algérie. On comprend aussi son désir de ne rien dire ni faire, du moins publiquement, qui puisse contribuer à affaiblir l'autorité d'un président Chadli, dont il a au passage salué le *« très grand sang-froid »*, en oubliant d'ailleurs un peu vite que son armée avait tué plusieurs centaines de jeunes lors des émeutes d'octobre 1988. Autant de scrupules légitimes.

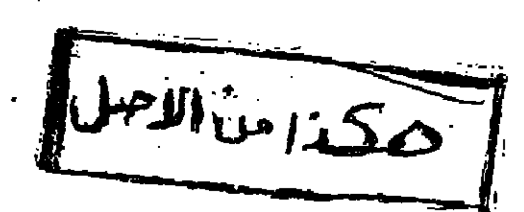
Mais tout de même : il ne faudrait pas que cette retenue devienne de l'aveuglement. Sauf à jouer sur les mots, on ne peut ignorer la dimension « idéologique et religieuse » du phénomène islamiste et de ses consignes fondamentalistes. Pas plus qu'on ne pourra longtemps faire à Paris l'économie d'une analyse sérieuse de la réalité, dans une Algérie où le FIS est au seuil du pouvoir, et des éventuelles répercussions d'une future victoire islamiste, en matière d'immigration et de coopération.

Bref, s'agissant d' « intégrisme », M. Mitterrand accorde au FIS le bénéfice du doute. Mais sur le terrain, de Tipaza à Constantine, les islamistes algériens commencent à lui fournir un début de réponse.

J.-P. L.

□ **Création d'une commission de contrôle des déplacements des Touaregs.** – Les ministres de l'intérieur de l'Algérie, du Mali et du Niger, qui viennent de se réunir à Tamanrasset, dans l'extrême-Sud algérien, ont décidé de créer une commission de la *« circulation des personnes et des biens »*, chargée notamment d'examiner les *« problèmes sécuritaires »* que pose la circulation des populations touarègues entre ces trois pays frontaliers. – *(AFP.)*

□ **CONGO : découverte d'un « complot ».** – Le gouvernement congolais a annoncé, samedi 14 juillet, la découverte d'un *« complot »* contre les institutions nationales. Les responsables présumés, MM. Clément Mierassa, ancien membre du comité central du Parti congolais du Travail (PCT) et Célestin Nkoua, ancien journaliste, ont été arrêtés. Ces interpellations ont coïncidé avec la parution d'une pétition adressée par cent cinquante intellectuels et officiers au président Denis Sassou Nguesso pour réclamer la tenue d'une conférence nationale et l'instauration immédiate du multipartisme. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل





URSS : le remaniement à la tête du PC.

# Un bureau politique à géométrie variable

**Le bureau politique du PC soviétique n'était déjà plus ce qu'il était, il le sera encore moins après ce 28e congrès, à la fois dans son fonctionnement et sa composition. Instance suprême de direction non seulement du parti, mais aussi du gouvernement et du pays, le Politburo était aussi la seule instance qui ressemblait vaguement à un parlement, toutes les autres institutions étant condamnées au rôle de chambre d'enregistrement.**

C'est au Politburo que, chaque jeudi, se *retrouvaient les chefs de l'appareil comme* des grandes administrations gouvernementales, c'est devant ses portes que les hauts fonctionnaires faisaient antichambre pendant des heures, c'est là que l'on décidait, par exemple, de la composition des délégations à envoyer à l'étranger, voire à l'aéroport pour accueillir les personnalités de passage... Aujourd'hui, tous les ministres en sont exclus, à commencer par le chef du gouvernement, *les patrons de l'armée et de la* police. Chacun vaquera de son côté à ses occupations et le bureau politique, ramené à la condition d'état-major d'un parti presque comme les autres, va perdre encore plus de sa solennité. Il ne siégera d'ailleurs plus une fois par semaine, mais « *une fois par mois environ* », a précisé M. Ivachko, le nouveau numéro deux du parti.

Créé en 1919 pour diriger le travail du parti entre les congrès et les sessions du comité central, le bureau politique ne comp*tait à l'origine que cinq membres* (Lénine, Staline, Trotski, Kamenev et Krestinski) et trois suppléants (Zinoviev, Kalinine, Boukharine). Son effectif a presque constamment été strictement limité : toujours cinq membres titulaires à la mort de Lénine, dix en 1931, neuf en 1939, douze à la mort de Brejnev, dix seulement à la mort de Tchernenko, après les ravages de la « gérontocratie ». Le renforcement actuel de ses rangs a toutefois un précédent : en octobre 1952, Staline, qui méditait sa prochaine purge, avait « noyé » son Politburo traditionnel – qu'il avait d'ailleurs baptisé « présidium », comme M. Gorbatchev souhaitait le faire *aujourd'hui* – sous un afflux de nouveaux promus : de onze, on était passé soudain à vingt-cinq titulaires. A la mort du dictateur quelques mois plus tard, la première décision qu'avaient prise ses principaux héritiers avait été de se débarrasser au plus vite de ces « jeunes ». Parmi les éliminés de cette époque figuraient Mikhaïl Souslov (titulaire) et un certain Leonid Brejnev (suppléant).

### *Plus vite que Staline*

Au total, et sans compter les promus d'aujourd'hui, le bureau politique aura vu passer sur ses bancs 133 personnes en soixante-dix ans d'existence, dont seulement 87 comme membres titulaires. Malgré les purges, les records de longévité ont été battus pendant la période stalinienne : le dictateur y siégea lui-même trente-quatre ans, mais il fut battu de quelques mois par son fidèle lieutenant Vorochilov, suivi par Mikoyan avec trente et un ans de mandat – et même quarante si l'on ajoute les neuf années antérieures où il siégea comme suppléant. Mikhaïl Souslov, avec ses vingt-sept ans de séjour au Politburo, et *a fortiori* M. Gorbatchev (dix ans) font presque pâle figure au côté de ces dinosaures.

*M. Gorbatchev aura tout de même* battu un autre record. De toute l'histoire du PC soviétique, il est celui qui se sera débarrassé le plus vite de ses pairs : Vitali Vorotnikov, le dernier membre de *l'équipe dirigeante* d'avant 1985, vient de quitter le bureau politique, alors que Staline avait mis six ans pour se débarrasser du dernier membre du Politburo léninien (Tomski, chassé en décembre 1930). Khrouchtchev, lui, mit sept ans pour se débarrasser du dernier « stalinien », Vorochilov, et encore il garda auprès de lui son allié Mikoyan. Quant à Brejnev, il fut encore plus patient, puisque le dernier de ses « gêneurs », Kossyguine, quitta le bureau politique à la seizième année de son règne et qu'il conserva Souslov et Kirilenko pratiquement jusqu'à la fin.

Dans toute l'histoire du bureau politique, *celui-ci n'avait jamais compté qu'une seule* femme, Ekaterina Fourtseva, qui y siégea de 1957 à 1961. M. Gorbatchev avait déjà cherché à remédier à cette insuffisance en faisant nommer Mme Alexandra Birioukova comme suppléante en 1986, mais il fait mieux cette fois, puisque Mme Semonova est titulaire. Il est vrai qu'elle est toujours la seule et que, pour la première fois depuis la création de l'institution, il n'y a plus de membres suppléants (sans droit de vote), pas plus qu'il n'y en a au comité central. En revanche, la qualité de « membre du secrétariat » s'ajoutant à celle de « secrétaire » rappelle vaguement l'institution des « secrétaires adjoints » qui existèrent dans les années 20 et jusqu'en 1934.

Quant aux minorités nationales, traditionnellement sous-représentées dans les instances dirigeantes et tout particulièrement *avec* M. Gorbatchev (parmi les titulaires, seul le Géorgien Chevardnadze représentait les « non-Slaves »), elles font une entrée en force au bureau politique, puisque les chefs *de parti des* quinze Républiques deviennent membres de droit et que tous (c'est encore une nouveauté) ont maintenant la nationalité de leur république. On notera toutefois *que le « noyau moscovite »* du bureau politique, tout comme le nouveau secrétariat, ne compte qu'un non-Slave parmi ses membres : l'Ossète Dzasokhov, qui prend il est *vrai la direction de l'important* secteur « idéologique ». Du moins de ce qu'il en reste...

MICHEL TATU

# La direction du parti

**LE BUREAU POLITIQUE : vingt-quatre membres :**

**1) Deux membres de droit,** élus *par le 28e Congrès (et les seuls qui* appartenaient au bureau politique sortant) :

– **Mikhaïl Gorbatchev**, secrétaire général, russe, 59 ans, élu pour la première fois en octobre 1980.

– **Vladimir Ivachko**, secrétaire *général adjoint*, ukrainien, 58 ans, élu en décembre 1989.

**2) Sept membres élus par le comité central :**

– **Iouri Prokofiev**, russe, 51 ans. Membre de l'appareil du parti à Moscou depuis 1968, il a été notamment chef des cadres au comité urbain de Moscou en 1985 et 1986, mais est passé à la mairie de Moscou, dont il est devenu secrétaire, pendant les années où Boris Eltsine dirigeait le parti dans la capitale. En septembre 1988, il revenait au comité du parti, dont il est devenu second secrétaire, puis premier secrétaire en novembre 1989, succédant à M. Zaikov.

– **Guennadi Ianaev**, russe, 53 ans. Originaire de Gorki, il a travaillé dans les Jeunesses communistes de cette ville avant de présider, de 1968 à 1980, le comité des organisations de jeunesse de l'URSS. Vice-président de l'Union des sociétés d'amitié avec l'étranger après cette date, il est entré en 1986 au conseil central des syndicats de l'URSS, dont il a pris la présidence en avril 1990.

– **Igor Stroev**, russe, 53 ans. Fils d'un président de kolkhoze, ingénieur agronome, il a été responsable de l'agriculture au comité régional du parti de la région d'Orel pendant près de dix ans, avant de prendre la direction de ce comité en juin 1985. En septembre 1989, il avait été nommé secrétaire du comité central, chargé des affaires agraires aux côtés de M. Ligatchev.

– ***Ivan Frolov**, russe, 61 ans.* Diplômé en 1953 de l'université de Moscou et membre de l'Académie des sciences, il a été de 1965 à *1968 conseiller de Petr Demitchev*, alors secrétaire du parti, puis rédacteur en chef des revues *Questions de philosophie* (1968-1977) et *Kommounist* (1986-1987) *avant* d'entrer au cabinet de M. Gorbatchev comme conseiller. En octobre 1989, il prenait la direction de la *Pravda* et, deux mois plus tard, entrait au secrétariat du Parti.

– **Oleg Chenine**, russe, 53 ans. Après avoir travaillé pendant vingt *ans comme ingénieur dans une* usine d'aluminium de Krasnoïarsk, il est entré en 1974 dans l'appareil du parti de cette région sibérienne, dont il a pris la direction *en octobre* 1987. Il a aussi combattu en Afghanistan jusqu'en 1982. En décembre dernier, il avait été désigné – tout comme M. Prokofiev – membre du bureau du parti pour la fédération de Russie, créé sous la présidence de M. Gorbatchev.

– **Alexandre Dzasokhov**, ossète, 56 ans. Le seul « non-Slave » du *bureau politique en dehors des pre*miers secrétaires de républiques a commencé sa carrière en 1957 comme chef des Jeunesses commu*nistes de sa république autonome* d'Ossétie du Nord. Il a été ensuite chef du groupe des spécialistes soviétiques à Cuba, avant de travailler *pendant près de vingt ans* au comité soviétique de solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique et de devenir ambassadeur en Syrie en 1986. *Fin 1988, il regagnait* l'Ossétie du Nord pour y diriger l'organisation du parti. Elu député en mars 1989, il avait pris *en février dernier la présidence du* comité des affaires étrangères du Soviet suprême de l'URSS.

– **Galina Semionova**, russe, 53 ans. Ancienne élève de l'université de Lvov en Ukraine, la seule femme du bureau politique dirige depuis plusieurs années la revue *Khrestianka (la Paysanne)*. Elle est aussi membre du présidium du comité des femmes soviétiques, sur la liste de laquelle elle avait été élue député de l'URSS en mars 1989.

**3) Quinze membres de droit, pre*miers secrétaires des républiques* fédérées** (le nom de la république est portée entre parenthèses, suivi de la date d'élection à la fonction *de premier secrétaire*.

– **Mikolaus Burokiavitchius** (Lituanie, avril 1990, 63 ans). Historien, il a pris la tête du parti fidèle à Moscou, minoritaire, qui s'est séparé au début de 1990 du PC indépendantiste, que dirige M. Brazauskas.

– **Guivi Goumbaridze** ★ (Géorgie, avril 1989, 45 ans). Il a dirigé le parti à Tbilissi, puis le KGB de la république pendant quelques mois au début de 1989.

– **Stanislav Gourenko** (Ukraine, juin 1990, 54 ans). Il a été notamment vice-président du gouvernement ukrainien de 1980 à 1987, puis deuxième secrétaire du PC ukrainien sous la direction de M. Ivachko.

– **Islam Karimov** ★ (Ouzbékistan, juin 1989, 52 ans). Il a été ministre des finances de sa république, puis, de 1986 à 1989, *premier* secrétaire d'une région ouzbèke.

– **Piotr Loutchinski** (Moldavie, novembre 1989, 50 ans). Après *avoir dirigé sous Brejnev les Jeu*nesses communistes de Moldavie, il a travaillé pendant huit ans au service de la propagande à Moscou. De 1986 à 1989, il était le numéro deux du parti au Tadjikistan.

– **Kakhar Makhkamov** ★ (Tadji*kistan, décembre 1985, 58 ans).* Après avoir été sous Brejnev maire de la ville de Leninabad, puis président du comité d'Etat au plan, il *a présidé le gouvernement* de sa république à partir de 1982.

– **Absamat Masaliev** (Kirghizie, novembre 1985, 57 ans). Fonction*naire de l'appareil du parti depuis* 1961, il a été notamment secrétaire du parti kirghize à partir de 1974.

– **Ayaz Moutalibov** ★ (Azerbaïdjan, janvier 1990, 52 ans). Cet ancien directeur d'une usine de Bakou a dirigé le comité d'Etat au plan, puis le gouvernement de l'Azerbaïdjan.

– **Vladimir Movsisian** (Arménie, avril 1990). Responsable des questions agricoles en Arménie depuis 1982, il était jusqu'à cette année premier vice-président du gouvernement arménien.

– **Noursoultan Nazarbaev** ★ *(Kazakhstan, juin 1989, 50 ans).* Dans l'appareil du parti depuis 1971, il a été notamment secrétaire du parti kazakh de 1979 à 1984, *puis chef du gouvernement de* cette république.

– **Saparmourad Niazov** ★ (Turkménistan, décembre 1985, 50 ans). Après avoir dirigé l'organisation du parti dans la capitale, Achkhabad, jusqu'en 1984, puis séjourné à la section des cadres à Moscou, il a présidé jusqu'en 1986 le gouvernement turkmène.

– **Ivan Polozkov** (Russie, juin 1990, 55 ans). Principal héros du congrès constitutif du PC de Russie cette année, ce conservateur semble avoir modéré récemment ses prises de position et s'être rapproché de M. Gorbatchev. Il a dirigé ces cinq dernières années l'organisation du parti à Krasnodar, dans le sud de la Russie. *Le Monde* a publié son portrait dans ses éditions du 24 juin.

– **Alfreds Roubiks** (Lettonie, *avril 1990, 55 ans*). Cet ingénieur a travaillé dans les Jeunesses communistes en Lettonie pendant les années 60, puis dans l'appareil du parti à Riga. *Depuis 1984*, il était maire de cette ville.

– **Efrem Sokolov** (Biélorussie, février 1987, 64 ans). Membre de l'appareil du Parti pratiquement sans interruption depuis 1958, il a été pendant dix ans, à partir de 1977, premier secrétaire de la région de Brest, à la frontière polonaise.

– **Enn-Arno Sillari** (Estonie, *avril 1990, 46 ans*). Ancien premier secrétaire des villes de Tartu, puis de Tallin, puis président du Soviet suprême d'Estonie, il partage la direction du parti de cette république avec son prédécesseur Vaino Vialias, qui est devenu « *président du parti* », le seul cas du genre en URSS. Bien que plus indépendantiste que M. Vialias, c'est M. Sillari qui, après de « *longues discussions* », selon un porte-parole du PCUS, a été préféré pour siéger au bureau politique à Moscou.

**LE SECRETARIAT ; dix-huit membres :**

Une distinction nouvelle apparaît entre les « *secrétaires du comité central* », chargés chacun, *comme autrefois, d'un domaine de* compétence, et les « *membres du secrétariat* », recrutés « *à la base* » et apparemment sans compétences particulières. Il faut ajouter à la liste MM. **Gorbatchev** et **Ivachko**, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint.

*Onze secrétaires :*

– **Oleg Baklanov** : industrie militaire, secrétaire sortant. Cet Ukrainien âgé de 58 ans a dirigé une usine militaire à Kharkov avant de travailler au ministère des constructions mécaniques générales (chargé de la production des *missiles*), dont il avait pris la tête de 1983 à 1988.

– **Boris Guidaspov** : chef du parti à Leningrad. Cet ingénieur russe de 57 ans n'avait eu que des activités scientifiques et indusrrielles lorsqu'il fut appelé à prendre la *direction du parti à Leningrad en* juillet 1989, au lendemain de la défaite électorale subie par l'ancienne équipe. De tendance conservatrice, il a été l'un des initiateurs de la Constitution du PC de Russie, mais il s'est rapproché de M. Gorbatchev à l'occasion du 28e Congrès.

– **Andrei Guirenko**, politique nationale, secrétaire sortant. Agé de 54 ans, Ukrainien, il a dirigé les Jeunesses communistes de Dnepropetrovsk, puis de toute l'Ukraine, avant de devenir premier secrétaire du parti à Kherson (1980), puis en Crimée (1987).

– **Alexandre Dzasokhov** ★★ : idéologie.

– **Valentin Kouptsov** : organisations sociales. Premier secrétaire à Vologda depuis 1985, après une longue carrière dans l'appareil du parti de cette région, ce Russe de 53 ans avait été nommé en avril dernier chef d'un nouveau service du comité central chargé des relations avec les « *organisations sociales et politiques* ». Il devrait être le « *gestionnaire du pluralisme* » dans le nouveau secrétariat.

– **Youri Manaenkov** : Russie, secrétaire sortant. Promu en décembre dernier membre du bureau du comité central pour la fédération de Russie – en fait son principal membre après M. Gorbatchev, président – ce Russe de 54 ans aura pour tâche d'assurer la liaison avec les institutions du tout nouveau PC russe, que dirige M. Polozkov. A l'exception d'une courte période en 1981 et 1982, où il a exercé des fonctions non précisées en Afghanistan, M. Manaenkov a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti de la région de Tambov, où il a été premier secrétaire de 1984 à 1989.

– **Galina Semenova** ★★ : problèmes de la femme.

– **Igor Stroev** ★★ : politique agraire.

– ***Valentin Faline** : affaires inter*nationales. Idéologue, journaliste et diplomate, ce Russe de 64 ans a séjourné dès les années 50 en *Autriche et en Allemagne, et a été* ambassadeur à Bonn de 1970 à 1978. Après avoir dirigé l'agence de presse Novosti, il avait été nommé en octobre 1988 chef du service international du parti, le secteur que supervisait M. Alexandre Iakovlev. Elu difficilement vendredi membre du comité central (plus d'un quart des délégués ont voté contre lui) et « repêché » par M. Gorbatchev, il devrait exercer au secrétariat les mêmes fonctions que par le passé, sous la direction de M. Ianaev.

– **Oleg Chenine** ★★ : organisation et cadres.

– **Guennadi Ianaev** ★★ : affaires internationales

**Cinq membres :**

– **Viktor Aniskine**, kolkhozien.

– **Valentin Gaivoronski**, ouvrier.

– **Ivan Melnikov**, secrétaire du parti de l'université de Moscou.

– **Alexandre Teplenitchev**, secrétaire du parti d'une usine métallurgique dans la région de Lipetsk.

– **Goultchakhra Tourgounova**, ouvrière en Ouzbékistan.

Enfin M. **Boris Pougo**, qui présidait le comité de contrôle du parti, est reconduit à la tête de la Commission centrale de contrôle, nouveau nom donné à l'institution.

★ : une étoile signale les personnalités du bureau politique qui sont en même temps chef d'Etat de leur république.

★★ : deux étoiles signalent les membres *du secrétariat qui sont en même* temps membres du bureau politique.

Nos lecteurs pourront consulter des biographies plus complètes des personnalités ci-dessus, en même temps que 33 000 autres biographies soviétiques, sur le service SOVT, *en ligne sur Minitel* (3613) ou sur tout PC équipé d'un modem, moyennant un code d'utilisateur. S'adresser à l'Européenne de données (tél : 46-05-29-29) ou au *Monde* (40-65-26-91) pour tout *renseignement*.



# Les anciennes instances dirigeantes

**La composition des instances dirigeantes était la suivante à la *veille du 28e congrès* (la date d'élection est indiquée entre parenthèses). A l'exception de MM. Gorbatchev et Ivachko, aucun membre du bureau politique sortant ne se retrouve dans le nouveau, ni aucun suppléant. En revanche, cinq secrétaires ont été reconduits.**

*LE BUREAU POLITIQUE*

**1) Douze membres titulaires :**

– **Edouard Chevardnadze** (juillet 1985), ministre des affaires étrangères.

– **Mikhaïl Gorbatchev** (octobre 1980), secrétaire général du parti et *président de* l'URSS.

– **Alexandre Iakovlev** (juin 1987), secrétaire du parti, chargé des relations internationales.

– **Vladimir Ivachko** (décembre 1989), président du soviet suprême d'Ukraine.

– **Vladimir Krioutchkov** (septembre 1989), président du KGB.

– **Egor Ligatchev** (avril 1985), secrétaire du parti, responsable des questions agraires.

– **Iouri Maslioukov** (septembre 1989), président du plan.

– **Vadim Medvedev** (septembre 1988), secrétaire du parti, responsable de l'idéologie.

– **Nikolaï Ryjkov** (avril 1985), chef du gouvernement de l'URSS.

– ***Nikolai Slioukov*** (*juin 1987*), secrétaire du parti, chargé de l'économie.

– **Vitali Vorotnikov** (décembre *1983*), président de la *Fédération* de Russie jusqu'en mai 1990.

– **Lev Zaïkov** (mars 1986), secrétaire du parti, responsable des questions de défense.

**2) Sept suppléants :**

– **Dmitri Iazov** (septembre 1987), ministre de la défense.

– **Anatoli Loukianov** (septembre 1988), président du Soviet suprême de l'URSS.

– **Boris Pougo** (septembre 1989), président du comité de contrôle du parti.

– **Evgueni Primakov** (septembre 1989), président du soviet de l'Union.

– **Gueorgui Razoumovski** (février 1988), secrétaire du parti, chargé des cadres.

– **Alexandre Vlasov** (septembre 1988), chef du gouvernement de la République russe jusqu'en juin 1990.

– **Alexandra Birioukova** (septembre 1988), vice-présidente du gouvernement de l'URSS, chargée des questions sociales.

*LE SECRÉTARIAT*

**Treize membres :**

– ***Mikhaïl Gorbatchev*** : secrétaire général depuis mars 1985, secrétaire depuis 1978.

– **Oleg Baklanov** (février 1988) : industrie militaire.

– **Ivan Frolov** (décembre 1989) : rédacteur en chef de la *Pravda*.

– **Andre Guirenko** (septembre 1989) : politique nationale.

– **Alexandre Iakovlev** (mars 1986) : politique internationale.

– **Egor Ligatchev** (décembre 1983) : politique agraire.

– **Iouri Manaenkov** (septembre 1989) : Russie.

– ***Vadim Medvedev*** (*mars 1986*) : idéologie.

– **Goumer Ousmanov** (septembre 1989).

– **Gueorgui *Razoumovski*** (mars 1986) : politique des cadres.

– **Nikolaï Slioukov** (janvier 1987) : réforme économique.

– **Egor Stroev** (septembre 1989) : politique agraire.

– **Lev Zaikov** (juillet 1985) : affaires de défense.

# La présidence de l'Etat

**Le pouvoir s'étant déplacé vers l'Etat, c'est dans les institutions de la présidence que l'on retrouve plusieurs des personnalités de l'ancienne direction du parti.**

**LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL**

**Seize membres :**

Présidé par M. Gorbatchev, président de l'URSS, ce conseil est entièrement nommé par lui, à l'exception du chef du gouvernement, qui en fait partie *ex officio*. En outre, le président du Soviet suprême ( M. Loukianov) « peut participer » aux réunions du conseil.

– **Tchinguiz Aitmatov**, écrivain kirguize, 62 ans.

– **Vadim Bakatine**, ministre de l'intérieur. Russe, 53 ans

– **Valeri Boldine** : était jusqu'à présent chef du département général du comité central du PC, *ancien conseiller de M. Gorbat*chev. Russe, 55 ans.

– **Stanislav Chataline**, économiste, *membre de l'académie* des sciences. Russe, 56 ans.

– **Edouard Chevardnadze**, ministre des *affaires étrangères*. Géorgien, 62 ans.

– **Alexandre Iakovlev** : jusqu'à présent secrétaire et membre du *bureau politique du PC*. Russe, 67 ans.

– **Veniamine Iarine**, ouvrier à Sverdlovsk. Russe, 50 ans.

– **Dmitri Iazov**, ministre de la défense. Russe, 67 ans.

– **Albert Kauls**, président de kolkhoze. Letton, 52 ans.

– **Vladimir Krioutchkov**, président du KGB. Russe, 66 ans.

– **Iouri Maslioukov**, président du comité d'Etat au plan (Gosplan). Russe, 53 ans.

– **Iouri Osipian**, *physicien*, vice-président de l'académie des sciences. Arménien, 59 ans.

– **Evgueni Primakov**, ancien président du Soviet de l'Union. Russe, 61 ans.

– **Valentin Raspoutine**, écrivain *russe, 53 ans (le seul* membre de l'institution qui n'appartienne pas au PC).

– **Grigori Revenko**, ancien chef du parti à Kiev. Ukrainien, 54 ans.

– **Nikolai Ryjkov**, président du conseil des ministres. Russe, 61 ans.

Par ailleurs, un conseil de la Fédération regroupe *ex officio* les *principaux* dirigeants des quinze Républiques soviétiques.

# EUROPE

## les nouvelles institutions et la visite du chancelier Kohl

### M. Gorbatchev met fin au monopole du parti sur l'audiovisuel

Un décret, signé du président Mikhaïl Gorbatchev, a mis fin dimanche 15 juillet au contrôle du Parti communiste sur la radio et la télévision d'Etat. Il autorise les partis, mouvements et assemblées locales (soviets) à ouvrir des stations, à l'aide de *« leurs propres ressources financières et techniques »*, après autorisation de commissions gouvernementales.

Diffusé par l'agence Tass, ce décret affirme que la radio et la télévision publiques, sous contrôle du gouvernement et non plus du parti, doivent *« fournir une couverture impartiale et complète des processus ayant lieu dans le pays »*.

Le monopole des *« ondes par tel ou tel parti, courant politique ou groupe »* est inadmissible, poursuit le document en demandant au Soviet suprême (Parlement) soviétique – qui a adopté le mois dernier une loi sur la liberté de la presse – de préparer une loi permettant à l'audiovisuel d'œuvrer *« dans les nouvelles conditions du multipartisme »*.

#### *Manifestation contre le PC à Moscou*

Par ailleurs, le décret met un garde-fou aux pouvoirs des Républiques soviétiques sur les stations locales : *« Etant donnée l'importance du maintien du réseau national de télévision et de radio, toute décision prise par les institutions des Républiques sans coordination avec le gouvernement soviétique sera considérée comme nulle et non avenue »*, affirme le texte.

Ce décret viserait à prévenir la main-mise des Parlements des Républiques sur les installations de la radio et télévision d'Etat, mouvement lancé dans les pays Baltes et suivi notamment, par la Moldavie, le Soviet de Léningrad ayant également fait une tentative en ce sens.

Marquant à leur façon la fin du congrès du Parti communiste, quelque quarante mille personnes ont manifesté dimanche, sous la pluie, dans le centre de Moscou, à l'appel des « communistes dissidents » de la Plate-forme démocratique et d'autres mouvements pour réclamer la création d'un gouvernement d'union nationale avant septembre.

A l'issue du défilé, les manifestants se sont rassemblés sous les murs du Kremlin, mais leurs vedettes – MM. Boris Eltsine et les maires de Moscou et de Leningrad, MM. Popov et Sobtchak – ne sont pas venues.

En leur absence, la personnalité du jour a été Oleg Kalouguine, l'ex-responsable du KGB récemment dégradé pour avoir dénoncé l'absence de réformes au sein du Comité d'Etat à la sécurité. *« Ni les Tatars, ni les tsars, ni même les nazis n'ont apporté autant de malheurs à leur peuple que le PCUS »*, a-t-il déclaré sous les ovations, en annonçant qu'il quittait à son tour le parti.

M. Eltsine, qui a abandonné de façon spectaculaire les rangs du Parti communiste pendant le congrès, a déclaré samedi que son départ était *« un détonateur pour une explosion politique du parti »*. *« Cette explosion a déjà commencé avec des départs en masse ; des millions de membres pourraient quitter le parti »*, a-t-il ajouté, lors de la réception pour le 14 juillet à l'ambassade de France, nous indique notre correspondant à Moscou. Le président de la Fédération de Russie a répété qu'il ne comptait pas adhérer à un autre parti ou en fonder un nouveau. – *(AFP, Reuter.)*

### Bonn et Moscou vont négocier un nouveau traité

*Suite de la première page*

Visiblement, on n'a pas commandé les grandes foules et la délégation de pionniers au calot rouge, porteurs de bouquet, est réduite à une toute petite escouade. Les gens du cru ont préféré consacrer leur dimanche à flâner sur les vertes promenades ou à boire le thé dans l'un de ces nombreux petits cafés de la rue Karl-Marx, principale artère de cette ville de 300 000 habitants.

L'accueil fait aux deux hommes sera pourtant spontané et chaleureux. Après un bain de foule sur la place Lénine qui sembla émouvoir le chancelier, MM. Gorbatchev et Kohl se sont rendus dans le bâtiment de la direction régionale du parti pour faire une sorte de pélerinage : la visite du bureau que le président soviétique occupa de 1970 à 1978 comme premier secrétaire de la région de Stavropol.

#### *L'optimisme de rigueur*

Les conversations sérieuses avaient commencé dimanche matin à Moscou et devaient se poursuivre toute la journée de lundi dans la datcha du numéro un soviétique, près de Stavropol. L'optimisme est de rigueur : *« C'est une très bonne journée »*, affirmait dimanche soir le chancelier. *« Les Soviétiques manifestent une volonté d'approuver l'unité allemande »*, constatait de son côté Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères.

Dans l'avion qui le conduisait de Bonn à Moscou, M. Helmut Kohl avait tracé de nouvelles perspectives concernant les relations entre son pays bientôt réunifié et l'URSS : *« Les accords de Moscou de 1973 sont dépassés, il nous faut penser à un traité général avec l'URSS. Et peut-être aussi avec la Pologne. Il n'est pas de grande puissance qui puisse continuer à exister en étant aussi faible économiquement. »*

On ne s'attendait pas cependant dans la délégation allemande à ce que la rencontre de Stavropol aboutisse à un déblocage immédiat des questions qui séparent encore Bonn et Moscou sur l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN et concernant la taille de la future armée allemande. *« Il faut tenir compte de la persistance d'un état d'esprit dans l'opinion publique soviétique formée pendant des décennies à considérer l'OTAN comme un ennemi agressif »*, constate-t-on dans l'entourage de M. Genscher.

L'étape de Stavropol constitue plutôt, dans l'esprit des Allemands, une contribution à une détente psychologique entre l'Est et l'Ouest qui est un long processus. *« Il nous faut aider Mikhaïl Gorbatchev à accomplir son grand tournant de politique étrangère qui est encore à venir »*, constate-t-on encore dans la délégation allemande.

Aider M. Gorbatchev, c'est aussi donner au peuple soviétique l'image d'une Allemagne qui arrive souriante, comme le chancelier Kohl, et les bras chargés de cadeaux, comme le ministre des finances, M. Theo Waigel. Ce dernier garde cependant les pieds sur terre et l'œil sur le cordon de la bourse nationale : *« Je suis ravi*, jubilait-il dimanche soir, *les Soviétiques ont accepté que le crédit de 5 milliards de deutschemarks que nous venons de leur concéder soit consacré en priorité à régler les additions non payées jusque-là par l'URSS aux fournisseurs allemands. »*

LUC ROSENZWEIG

### *Le président soviétique a accepté l'invitation de l'OTAN*

M. Gorbatchev a accepté l'invitation de l'OTAN de se rendre au siège de l'organisation à Bruxelles, a indiqué samedi 14 juillet, lors d'une conférence de presse à Moscou, M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN. La date de cette visite, proposée au président soviétique par le sommet de l'alliance atlantique réuni à Londres les 5 et 6 juillet, n'a pas été fixée, a précisé M. Wörner. Le secrétaire général de l'OTAN s'est notamment entretenu à Moscou avec MM. Chevardnadze et Gorbatchev et devait rencontrer lundi le chef d'état major le général Moïsseev. – *(AFP, Reuter.)*

## GRANDE-BRETAGNE : la démission du ministre du commerce et de l'industrie

### M. Ridley a-t-il dit tout haut ce que Mme Thatcher pense tout bas ?

**Mme Thatcher ne le lui a pas expressément demandé, mais après une conversation téléphonique d'un quart d'heure avec elle, M. Nicholas Ridley a estimé qu'il devait démissionner de son poste de ministre du commerce et de l'industrie. Ainsi s'est conclue, samedi 14 juillet, « l'affaire Ridley », commencée deux jours plus tôt par la publication dans l'hebdomadaire conservateur « The Spectator » d'un entretien dans lequel le ministre accusait les Allemands de se livrer à un « racket » sur l'Europe, traitait les Français de « caniches » et comparait la Commission de Bruxelles à Hitler.**

LONDRES

*de notre correspondant*

M. Ridley, conformément à son tempérament, n'a pas jeté l'éponge aisément. Il était même, selon certains témoignages, prêt à affronter l'orage lorsqu'il a téléphoné au premier ministre. La « Dame de fer » a sans doute trouvé les mots qu'il fallait pour convaincre son vieil ami qu'il lui était impossible de rester au gouvernement. M. Ridley était attendu dès mardi pour une réunion à Bruxelles. Il se serait retrouvé devant ceux-là même qu'il avait publiquement insultés...

Il est remplacé par M. Peter Lilley qui était jusqu'ici un des hauts responsables du Trésor. Mme Thatcher entend démontrer par ce choix qu'elle ne renonce pas à sa croisade contre les « bureaucrates » de Bruxelles. M. Lilley est en effet connu pour son hostilité aux transferts de souveraineté au profit des institutions communautaires. Il se situe à l'extrême-droite sur l'échiquier politique. Sa nomination maintient donc l'équilibre actuel au sein du cabinet entre les pro-Européens, majoritaires mais impuissants, et les adversaires de l'Europe fédérale, qui ont l'immense avantage d'avoir pour chef de file le premier ministre.

#### *Séminaire sur l'Allemagne*

M. Ridley n'a-t-il fait que dire tout haut ce que Mme Thatcher pense tout bas ? La publication dimanche, par l'*Independent on Sunday*, du compte rendu – qui aurait dû rester confidentiel – d'un séminaire de réflexion sur l'Allemagne, présidé par le premier ministre, le 24 mars, en présence du secrétaire au Foreign Office et de quelques universitaires, montre en tout cas que Mme Thatcher se pose des questions.

Les participants y ont passé en revue certains *« traits peu flatteurs »* du caractère allemand : *« angoisse, agressivité, brutalité, égotisme, complexe d'infériorité, sensiblerie »*. Autant de *« sujets de préoccupation pour l'avenir »*. L'histoire allemande, et pas seulement la plus récente, incite à la vigilance. Peut-on considérer que les Allemands ont changé ? Les experts interrogés par le premier ministre ont, dans l'ensemble, répondu par l'affirmative. L'Allemagne contemporaine n'a pas d'ambitions territoriales, lui ont-ils affirmé. Et la conclusion de ce curieux document est qu'il faut *« être gentil »* avec des êtres aussi difficiles...

Mme Thatcher cherchait à se faire une religion face à l'unité allemande et à ses conséquences à long terme. Le compte rendu est imprécis sur ce qu'elle a pu dire elle-même. Mais il en ressort une inquiétude manifeste devant la puissance de l'Allemagne réunifiée. La « Dame de fer » ne fait d'ailleurs que suivre une tradition britannique séculaire : se méfier de tout pays qui paraît susceptible de dominer le continent, que ce soit l'Espagne de Philippe II, la France de Napoléon ou l'Allemagne de Bismarck.

DOMINIQUE DHOMBRES

## L'URSS SANS CLICHÉS

### *Rêve américain*

Larges avenues, misère et gratte-ciels gothiques : ce pourrait être l'Amérique des années 30, New-York ou Chicago, mais c'est Moscou des années 80. Hier ennemis privilégiés, « partenaires » aujourd'hui, l'URSS et les Etats-Unis sont curieusement semblables. Sans parler de la richesse, un bon demi-siècle de modernité les sépare, mais ces pays-continents ont en commun l'immensité, la jeunesse, la nouveauté de leur poids international.

L'URSS est en crise, les Etats-Unis ne le sont plus. La Russie va redéfinir ses frontières, celles de l'Amérique sont solides. Alors on croit trouver, bien sûr, deux mondes différents mais ces deux pays sentent la terre, encore à fleur d'asphalte, et ne maîtrisent toujours pas leurs villes qui, comme leurs habitants, ignorent le lent polissage des siècles.

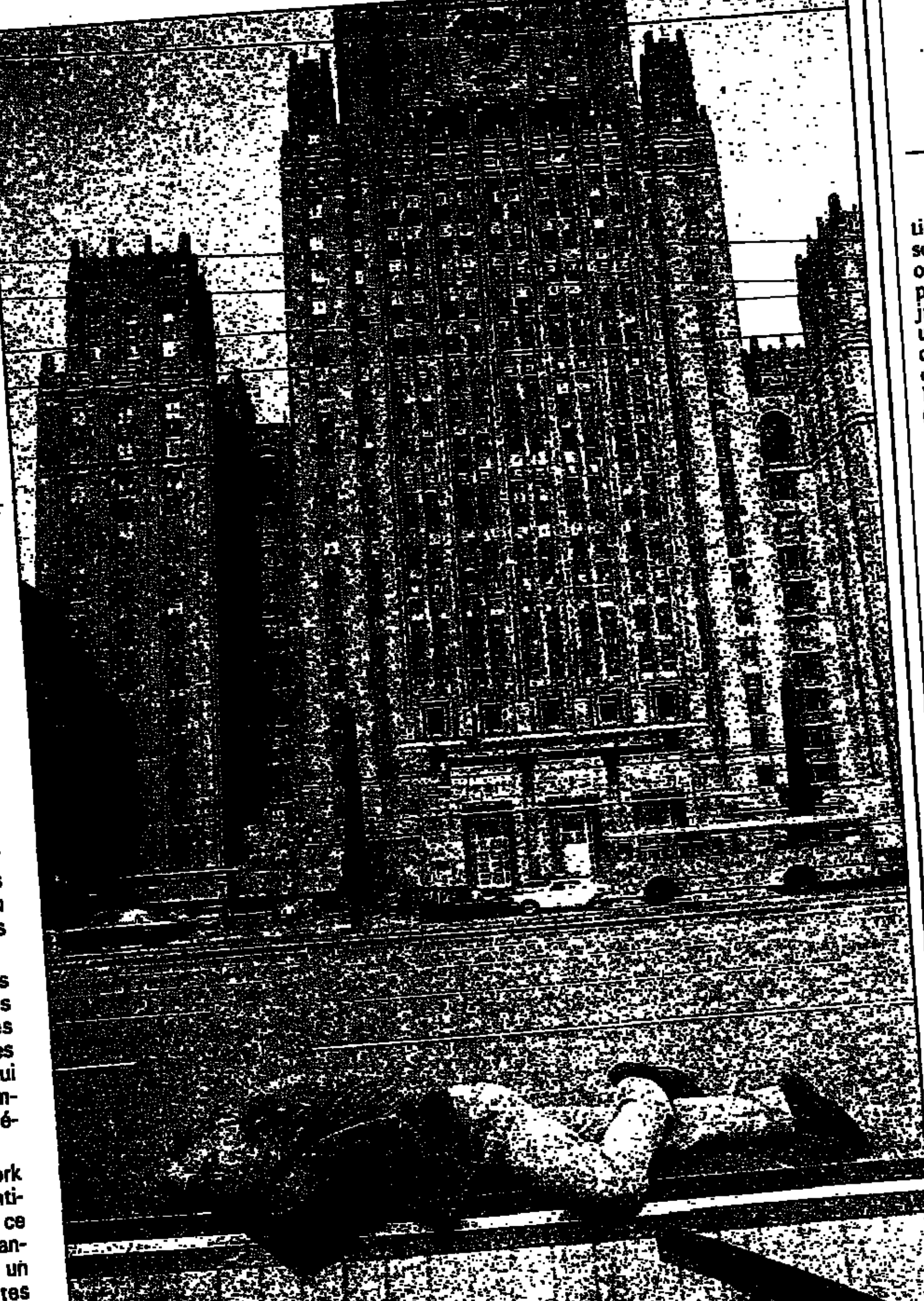
D'un bloc à l'autre, on passe, aux Etats-Unis de l'opulence à la misère et c'est d'un immeuble à l'autre qu'on passe, à Moscou, de petits palais pastels au monumentalisme stalinien. Entassés dans des barres de briques khrouchtcheviennes, les Russes pleurent les premiers, décatis et déjà trop rares, et haïssent le second, symbole d'une époque de sang et beau témoignage, pourtant, d'une architecture – celle de l'avant-guerre moderniste.

Moscou est un chaos de siècles, de styles et de peuples. C'est sale, boueux l'hiver, poussiéreux l'été. C'est comme l'URSS – à croire qu'on ne pourra jamais rien en faire et si l'on regarde mieux, un tout petit peu d'imagination, on voit qu'on pourrait, au contraire, tout en faire car tout y reste à inventer. Rêvez, et les usines suintant l'asphyxie jusqu'à deux pas du Kremlin feraient, sur les quais de la Moskva, des lofts comme New-York n'en aura jamais.

Délirez, voyez déjà ces lourdes rues tristes soudain peuplées de vitrines et de magasins pleins et vous réaliserez comme les femmes pourraient être belles si la course à tout ne les brisait pas si vite, si un mauvais cabas, celui qu'il faut toujours avoir pour se jeter sur l'improbable arrivage, n'interdisait pas toute élégance.

Décidément, oui, ce pourrait être New-York ou Chicago de la dépression : un pays-continent à la recherche de son new deal. Dans ce gratte-ciel, celui du ministère des affaires étrangères, beaucoup d'hommes travaillent. C'est un repaire de réformateurs car les diplomates voyagent et un Soviétique ne peut sortir d'URSS sans rêver de l'Amérique.

BERNARD GUETTA



DERIGLAZOV/OGONIOK

# AMÉRIQUES

## REPUBLIQUE DOMINICAINE : après deux mois de polémique

### M. Joaquin Balaguer est proclamé vainqueur de l'élection présidentielle

SAINT-DOMINGUE

*de notre correspondant*

Près de deux mois après les élections du 16 mai dernier, le président sortant, M. Joaquin Balaguer, a été officiellement proclamé vainqueur par le conseil électoral, vendredi 13 juillet. M. Balaguer l'emporte avec une avance de 24 470 voix sur le candidat du Parti de la libération dominicaine (PLD), Juan Bosch. Le Parti réformiste social-chrétien (conservateur), au pouvoir, ne garde qu'un siège de majorité au Sénat et perd le contrôle de la chambre des députés. L'annonce officielle de la réélection du président Balaguer, contestée par ses adversaires, qui avaient dénoncé certaines *« fraudes »* lors des élections, pourrait provoquer des troubles en République dominicaine. Un appel à la grève générale a été lancé cette semaine par l'opposition.

Pour son cinquième mandat, M. Joaquin Balaguer n'aura pas la tâche facile. Sa légitimité est de plus en plus contestée tandis que la crise économique s'aggrave. La crise énergétique paralyse déjà une bonne partie de l'activité : l'électricité n'est distribuée que de quatre à six heures par jour et le gazoil a disparu des stations-service. Le transport des passagers et des marchandises est perturbé et nombre d'entreprises sont en chômage technique, faute de combustible pour alimenter leurs groupes électrogènes. L'annonce par le président Balaguer d'une prochaine hausse des prix des carburants accroît les risques d'explosion sociale. Le président a justifié cette décision par l'incapacité du pays à faire face à sa facture pétrolière. Depuis plusieurs jours des affrontements sporadiques opposent dans diverses villes de province la police à de jeunes manifestants qui protestent contre la crise des services publics et la fraude électorale.

J.-M. C.

□ **CUBA : La Havane présente ses excuses à Madrid après l'arrestation d'un réfugié cubain dans l'ambassade espagnole.** – Les autorités cubaines ont présenté leurs excuses, dimanche 15 juillet, au gouvernement espagnol, après que quatre policiers en uniforme eurent pénétré dans le patio de l'ambassade d'Espagne et tiré des coups de feu avant d'arrêter un Cubain qui tentait d'y trouver refuge. Trois autres Cubains ont déjà retrouvé refuge la semaine dernière à l'ambassade espagnole ainsi que douze autres à l'ambassade de Tchécoslovaquie. – *(AFP.)*

## COLOMBIE

### Quarante morts en une nuit à Medellin

Quarante personnes ont été tuées samedi 14 juillet par des tireurs inconnus à Medellin (nord-ouest de la capitale), fief du cartel de la drogue de Pablo Escobar, contre lequel la police et l'armée ont lancé depuis plusieurs jours une opération sans précédent. Neuf jeunes gens qui assistaient à une soirée ont été fusillés contre un mur dans le nord-est de la ville, et neuf autres personnes ont été tuées plus tard par les mêmes hommes armés, selon la police. Par ailleurs, un passant a été tué et quinze autres blessés dans l'explosion d'une voiture piégée en pleine ville. Trois autres corps ont été retrouvés plus tard sur les lieux de l'explosion. Enfin, quinze personnes ont également été tuées au cours de la nuit dans différents quartiers, dont trois policiers.

La nuit de terreur que vient de connaître Medellin, et qui visait en partie les jeunes gens des milieux aisés de la ville, s'inscrirait selon les spécialistes dans le cadre d'une tentative d'intimidation désespérée des trafiquants. Elle survient au moment où le nouveau président colombien, M. Gaviria, a discuté avec M. George Bush à Washington d'une aide américaine accrue pour lutter contre les cartels de la drogue. – *(AFP, Reuter.)*

هكذا من الاصل

# POLITIQUE

L'intervention télévisée

# M. Mitterrand : « Pour l'instant, le problème posé

**Après avoir assisté au défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Elysées, M. François *Mitterrand a répondu, pendant* une cinquantaine de minutes, en direct des jardins de l'Elysée où était organisée la traditionnelle garden-party, aux questions de *Patrick Poivre d'Arvor (TF1)* et de Christine Ockrent (Antenne 2).**

● **REMANIEMENT**

« Il y a *un premier ministre* en place, il est au gouvernement de la France, il travaille bien, je veille de mon côté à faciliter sa tâche et à assurer sa durée (...). Il n'a jamais été prévu de remaniement à cette époque. Bien entendu, il y a des ministres qui s'en vont, il faut les remplacer. Il y en a un qui vient de partir, il faut le remplacer. M. Rausch, ministre du commerce extérieur, a bien voulu assurer l'intérim, mais il va falloir l'installer d'*une manière plus définitive*. Et puis, dans quelque temps, on verra bien s'il faut un peu redistribuer les cartes, non pas politiques, mais administratives. »

● **SERVICE NATIONAL**

« Je pense que le service militaire doit passer incessamment de *douze à dix mois*, c'est *une première* phase qui me paraît indispensable et prochaine. Cela pourrait être applicable dès qu'on aura *le temps de se retourner*, on peut dire en 1992, puisqu'on discute pour l'instant du budget 1991 (...). Il y a le choix entre la conscription, qui veut que les jeunes Français en âge et en état de servir puissent le faire au service de la nation, et il y a l'autre façon d'agir, qui est l'armée professionnelle. Entre les deux (...), il semble que, dans la *tradition républicaine*, la conscription, l'appel à tous les jeunes Français, correspond davantage aux besoins du pays. »

● **BUDGET DE LA DÉFENSE**

« *Pour l'instant*, le problème posé n'est pas de réduire le budget militaire, il est de savoir de combien de points on l'augmente pour suivre l'évolution des prix. Il y a la loi de programmation militaire. On a fixé pour un certain nombre d'années les principaux choix, et ces principaux choix entraînent un certain nombre de coûts. Tout cela est constamment révisé. Les charges et les missions de l'armée ne sont pas les mêmes. La situation *internationale a changé, les tensions* ont diminué (...). Il ne s'agit pas de réduire le budget militaire. Il s'agit de savoir de combien, pour suivre la loi de programmation, on l'augmente, afin de ne pas se trouver décalé par rapport, par exemple, à l'augmentation des prix. »

● **DISSUASION NUCLÉAIRE**

« Notre défense repose sur ce que l'on appelle la dissuasion nucléaire, [que] je ne veux absolument pas réduire, d'autant plus qu'en dépit de propositions très intéressantes et très constructives, qui sont à l'heure actuelle débattues sur le plan international, il n'y a pas de réelle diminution du potentiel nucléaire ni des Etats-*Unis d'Amérique ni de l'Union* soviétique.

» Quand ils auront véritable*ment commencé de le faire, je ne* refuserai absolument pas d'examiner de quelle façon les crédits mili*taires français pourraient* être diminués. »

● ***MISSILES HADÈS***

« Les Hadès étaient prévus, il y a déjà de nombreuses années, en grand nombre : j'ai réduit ce nombre considérablement, mais j'estime que la force nucléaire fran*çaise ne peut pas se passer de cette* arme d'ultime avertissement qui a été définie il y a déjà bien long*temps, c'était par le général de* Gaulle, comme l'un des éléments nécessaires de notre dissuasion globale. Mais pour faire un avertissement, on n'a pas besoin d'avoir des dizaines et des dizaines d'armes de cette sorte, d'autant plus qu'elles représentent cet évident inconvénient, en raison des changements considérables intervenus en Europe, avec ces *380 kilomètres* ou 400 kilomètres, de ne pas pouvoir atteindre aujourd'hui un territoire *au-delà des nouvelles démocraties* qui viennent de s'affirmer en Europe. Mais il ne s'agit pas non plus de faire la guerre : l'arme nucléaire, la dissuasion, n'a pour intérêt que d'empêcher la guerre et pas de la gagner. »

● **RETRAIT DES FORCES FRANÇAISES D'ALLEMAGNE**

« Moi, comme je considère que c'est une évolution fatale et que ce *n'est pas parce que nous ne serions* pas en Allemagne que nous cesserions d'être dans l'alliance et nous pourrions assurer la sécurité de l'Europe, la sécurité de l'Allemagne, la sécurité de la France et la sécurité de l'alliance, je dis que nous devons déjà prévoir le moment où les forces françaises en Allemagne devront être rapatriées dans nos garnisons françaises.

» Cela me paraît une réflexion de bon sens, mais, bien entendu, cela suppose d'abord que l'on sache ce que font les Soviétiques. Que vont-ils faire dans le territoire de l'Allemagne de l'Est qui demain sera unifiée avec l'Allemagne de l'Ouest ?

» D'autre part, nous faisons partie d'une alliance, nous n'allons pas prendre de décisions sans consulter les autres et même sans consulter les Allemands. »

● **ALLEMAGNE FORTE FRANCE FAIBLE**

« Observez tout de même qu'en face de cette énorme puissance économique de l'Allemagne nous tenons le choc. Notre croissance, cette année, l'année prochaine, sera égale à celle de l'Allemagne. La baisse de l'inflation, baisse de *l'augmentation des prix, qui était* une plaie nationale depuis 1973, est aujourd'hui et sera à partir de 1991 plus forte que celle de l'Allemagne.

» Nous rétablissons l'équilibre sur des points importants, nous avons une très grande vitalité, je voudrais que notre industrie, je sais qu'elle fait déjà de grands efforts, et qu'elle a déjà de grandes réussites, fasse plus et fasse mieux pour que nous vendions davantage. Mais si nous ne vendons pas davantage de matériels enrichissants pour la France, c'est parce *que nous équipons et que pour cela* nous achetons beaucoup à l'étranger, ce qui provoque une difficulté de notre commerce extérieur.

» Mais tout cela ce sont des signes de bonne santé. »

● **LES RELATIONS AVEC L'EUROPE DE L'EST**

« *J'ai redéployé la diplomatie fran*çaise depuis maintenant cinq ans en direction des pays de l'Est, je *suis allé dans tous ces pays, j'ai* des relations amicales avec la plupart des dirigeants de ces pays. J'ai connu Vaclav Havel, le président tchécoslovaque, alors qu'il était en prison, car, lorsque je suis allé là-bas au temps du régime communiste dur, j'ai demandé à le recevoir.

» Eh bien, je peux dire la même chose avec les Polonais. Quel concert d'imprécations lorsque le président Jaruzelski est venu à Paris en *1985*. Quel concert d'imprécations générales, mais est-ce que ce n'était pas nécessaire ? Il est toujours *président de la Républi*que et à la tête d'un pays dont le gouvernement est un gouverne*ment démocratique, et* M. Mazowiecki, l'actuel chef du gouvernement, est venu récemment à deux reprises me voir à Paris.

» Il en est de même en Hongrie avec M. Antal, le nouveau chef du gouvernement que je connaissais, avec lequel j'avais des relations amicales avant... Je vous dis cela, parce que la France est terriblement présente, et parce que je voudrais en finir avec ce faux procès qui n'est d'ailleurs pas ressenti profondément par les Français. »

● **UN DESSEIN**

« Mon dessein, il est d'abord de faire de l'Europe tout entière un *seul espace*.

» Maintenant, les barrières et les murs sont tombés, l'orage n'est pas terminé, *vous le voyez bien, mais* on y va, un seul espace, un vrai et grand marché et qu'en même *temps s'établissent des rapports* constants et structurels entre tous les pays de l'Europe. C'est pourquoi j'ai parlé de Confédération.

» A l'intérieur de cette Europe, je souhaite, mais je ne suis pas le *seul à le souhaiter, j'y travaille*, que la communauté des Douze recherche, elle, son identité économique, monétaire et politique. C'est-à-dire à l'intérieur de cet espace européen qu'il y ait un noyau fort et capable de prendre des décisions politiques en commun : c'est la communauté, et à l'intérieur de la communauté de l'Europe je voudrais bien que la France soit un modèle de développement économique et de cohésion sociale. *On y travaille, et* ce n'est pas commode. »

● **INSTITUTIONS EUROPÉENNES**

« Il faut que l'Europe, dans ses institutions dirigeantes, se démo*cratise davantage*. Il n'y a pas de risques. On n'est composé que de pays très démocratiques, mais il faut éviter de tomber dans la technocratie, d'une part, et, d'autre part, il faut que le Parlement européen dispose d'une confiance populaire réelle. »

A la question : « Verriez-vous, M. Giscard d'Estaing, prochain président de ce Parlement européen ? », M. Mitterrand répond : « S'il devait être élu, je serais ravi qu'un *Français pût occuper cette* fonction. »

● **LE CHANGEMENT EN UNION SOVIÉTIQUE**

« Nous voulons encourager le changement en Union soviétique.

» Pour aider, parce que cette évolution est passionnante et nécessaire, parce qu'elle modifie toutes les données de l'équilibre mondial et de l'équilibre européen, eh bien, il faut intervenir au bon moment, pendant qu'il est encore temps et pas après qu'elle aura *échoué !*

» Si elle devait échouer, ce que je ne souhaite pas (...), naturellement, on aurait des cartes de rechange... La Russie continuerait d'exister, peut-être l'Union soviétique aussi, je n'en sais rien... *Mais*, pour l'instant, il est difficile de penser qu'un homme d'un si grand *poids et de tant d'audace* intellectuelle et politique viendrait se substituer à M. Gorbatchev qui, depuis cinq ans, a fait ses preuves. »

● **LA CONFIANCE**

« Les Français n'en manquent pas (...). Il y a des signes, par exemple, l'épargne. *Savez-vous* qu'à l'heure actuelle la France est le deuxième pays du monde industriel pour l'épargne, après le Japon mais avant tous les autres, loin devant les Etats-*Unis* d'Amérique ? On n'épargne pas quand on n'a pas confiance ! (...) L'investis*sement : c'est reparti* favorablement. La France est en très bonne situation. On n'investit pas si on ne croit pas en l'avenir. Et la démographie, le taux de natalité en France. Nous sommes l'un des deux pays d'Europe au taux le plus élevé. »

● **LE DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRÉS**

« Je n'ai pas abandonné ce projet ! Il faut une réforme constitutionnelle. Il n'en fallait pas pour la suppression de la *peine* de mort, il en faut une pour la modification du statut des étrangers. A partir de là, il est évident qu'il n'y a pas de majorité en France, tout le démontre, pour cette réforme. Eh *bien !* les réformes, cela se gagne d'abord par la conviction et par l'explica*tion et, si les Français ne* nous écoutent pas, c'est qu'on s'est mal expliqué. Il y a encore du travail à faire. »

● **LE SCRUTIN PROPORTIONNEL**

« *Les modes de scrutin*, c'est une question de circonstance, dès lors qu'ils sont démocratiques. La *République est passée du majori*taire au proportionnel plusieurs fois dans son histoire. (...) Pour l'instant, je n'ai pas l'intention de changer le mode de scrutin. »

● **ÉCOLOGIE**

« Le mérite des écologistes, c'est d'avoir pressenti avant les autres

# Dix mois de service en 1992

***Suite de la première page***

Une étape jugée proche et indispensable, sur la voie d'un service encore raccourci, vers, peut-être, les six mois que M. Mitterrand avait suggérés pendant sa campagne présidentielle avant l'élec*tion de 1981*.

Par sa déclaration du 14 juillet, le président de la République parachève les propos de M. Chevènement sur le « format » nouveau de l'armée de terre française dans les *quatre ou cinq ans à venir, si ce* délai n'est pas précipité par les événements en Europe. Voilà donc *une armée de terre désormais* avertie de la manière dont elle devra dégonfler ses effectifs estimés pléthoriques par ses adversaires à l'heure où certaines des armées alliées ont déjà commencé de dégraisser.

Les orientations sont données : une capacité de choc et d'arrêt réduite et allégée (avec davantage d'hélicoptères et de blindés légers que de chars lourds) et une capacité de projection à longue distance plus « musclée » (une force d'action rapide accompagnée de moyens accrus de transport et de logistique). *Le tout devrait tourner* autour des 250 000 hommes, au lieu des 290 000 qu'on dénombre *actuellement*.

Dans cette organisation-là, un large noyau central des forces sera *constitué par du personnel volon*taire, qu'il soit de métier ou contractuel. Pour deux raisons essentielles . D'abord, parce que la baisse des effectifs – à hauteur de 70 % des départs prévus – devrait concerner la corporation des appelés du contingent. Ensuite, parce que plus un service militaire est écourté à missions restées inchan*gées et plus les emplois de spécia*listes sont tenus par des volontaires.

C'est cette double constatation qui a incité le ministre de la défense à imaginer de recruter davantage de volontaires pour un service allongé, entre dix-huit et vingt-quatre mois, dans l'espoir de *pallier le déficit prévisible* des appelés. Ce déficit est lié à l'imminence d'un service plus bref tout autant qu'à la diminution progressive des ressources démographiques à partir du milieu de la décennie. Dans le contexte actuel, le nombre de ces volontaires pour un service long est de 20 000, quand les besoins sont évalués à *30 000. M. Chevènement voudrait* en avoir 50 000 auxquels il promet de doubler la solde mensuelle.

Après 1992, le gouvernement devra veiller au fait qu'une réduction de la durée du service n'ait *pas pour corollaire une accentua*tion des inégalités des jeunes Français devant la conscription. Un service réduit et une baisse des effectifs sous les drapeaux, c'est-à-dire davantage de sélection, se conjuguent généralement avec des possibilités accrues d'évasion de ceux qui voudraient échapper à la loi. D'autant que, dans le même *temps, rien n'est organisé* pour canaliser les bonnes volontés vers des formes civiles du service.



M. Mitterrand n'a pas soufflé mot de cette perspective. Il est vrai que les administrations les plus désireuses de bénéficier d'une telle formule sont aussi celles qui n'ont guère les moyens d'encadrer, d'instruire et de payer les candidats à un service civil. Ceci explique peut-être cela.

**JACQUES ISNARD**

Les réactions

## L'ironie des Verts et le scepticisme de M. Chirac

La proposition de M. Mitterrand en faveur d'une réduction du service national à dix mois, a été accueillie avec prudence par le président du RPR, M. Jacques Chirac. Invité, dimanche *15 juillet* du Forum RMC-*Libération*, M. Chirac s'est déclaré « favorable » au principe d'une telle initiative, mais il a indiqué qu'il fallait « *voir quelles en seront les conséquences et ne pas donner un signe supplémentaire de démobilisation qui serait dangereux.*

*C'est surtout vrai pour notre effort de défense qui a déjà été diminué de 10 % l'an dernier et dont on parle de nouveau* ». Enumérant « *les dangers persistants : l'URSS surarmée et qui ne réduit en rien son effort de défense, la démographie galopante du tiers-monde, l'intégrisme qui se développe et la prolifération très dangereuse des armes bactériologiques et chimiques* », M. Chirac a observé que « *M. Bérégovoy a un peu trop tendance à remplacer la planche à billets par le pacifisme* ».

Le général Marcel Bigeard s'est, pour sa part, montré franchement hostile à une réduction de la durée du service militaire, en affirmant que « *ce n'est pas le moment d'aller trop vite et de débrayer* » car « *on vit dans une zone de turbulence où il faut accrocher sa ceinture* ».

Pour M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, M. Mitterrand est apparu comme « *un président non voyant, passé maître dans l'occultation des problèmes* ». M. Mégret a notamment indiqué que « *face à la montée en puissance de l'Allemagne, il* [le président de la République] *n'a cherché qu'à nier la réalité de la faiblesse française et à masquer la réduction des forces armées de notre pays* ».

C'est également avec un scepticisme prudent que les associations ou les mouvements de défense de l'environnement ont réagi aux déclarations de M. Mitterrand sur les écologistes. Dans un communiqué publié dimanche 15 juillet, les Verts estiment qu'il a fallu qu'ils franchissent « *la barre des 10 % aux élections européennes, pour qu'on s'aperçoive en haut lieu qu'il existe des problèmes d'environnement* ». Pour M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, ce ne sont « *que de bonnes paroles et de bonnes intentions* ». « *Si le président de la République souhaite que les écologistes continuent à jouer un rôle déterminant dans le pays*, a indiqué M. Waechter, *encore faudrait-il qu'il donne à cette sensibilité la possibilité de se faire entendre au Parlement* » par l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel.

Seul M. Noël Mamère, animateur du mouvement Génération-Ecologie, a exprimé sa « *satisfaction* » après l'hommage rendu aux écologistes par le président de la République, en estimant que ces propos étaient « *attendus avec une certaine impatience par tous ceux qui se battent sans relâche et depuis longtemps pour éveiller et aiguilloner la représentation politique* ». Tout en affirmant que « *l'environnement doit sans aucun doute être prioritaire* », M. Chirac s'est lui-aussi déclaré « *surpris* » par l'éloge présidentiel aux écologistes. Pour le président du RPR, qui a renouvelé son hostilité au retour à un système électoral proportionnel, M. Mitterrand « *donne dans une sorte de bucolisme électoral excessif* ».

## *Une panoplie nucléaire préstratégique révisée à la baisse*

Evoquant la diminution prévisible de l'*arsenal nucléaire pré-stratégique*, M. Mitterrand a, pour la première fois, confirmé officiellement – *même de façon assez discrète* – ce qui était déjà contenu en filigrane dans la programmation militaire 1990-1993 approuvée par le Parlement à la fin de l'an dernier : la France réajuste insensiblement à la baisse le *nombre de ses vecteurs* – avions et missiles – capables de missions nucléaires dites de l'ultime *avertissement*. Ce qui ne veut pas dire nécessairement une diminution à l'identique du *nombre des armes susceptibles* d'être emportées par ces vecteurs, dont certains peuvent être recharg*eables au cas où*.

A ce jour, le gouvernement avait hésité à crier sur les toits qu'il pratiquait ainsi, souvent pour des considérations financières, un certain désarmement nucléaire si, par cette expression, on entend que les systèmes d'armes périmés ne sont pas remplacés nombre pour *nombre par autant de systèmes* d'armes plus modernes. Mais, au travers des rapports parlementaires et, *notamment*, à la lecture de ceux de M. Xavier de Villepinte, sénateur (centriste) représentant les Français de l'étranger, cette tendance vers un réajustement à la baisse du volume de l'arsenal nucléaire *préstratégique* était perceptible et décrite (*le Monde* du 16 décembre 1989).

*Dans l'armée de l'air, d'abord* : même s'il est question d'augmenter de quinze à dix-huit le nombre *des avions de combat dans les* escadrons de l'ensemble de la force aérienne française, trois escadrons de Mirage 2000-N (*équipés* du missile nucléaire pré-stratégique ASMP) devraient remplacer cinq escadrons de Mirage III et de Jaguar actuellement en service pour une telle mission. Dans la marine, ensuite : un seul porte-avions, sur les deux que compte aujourd'hui l'aéronautique navale, a été aménagé pour pouvoir embarquer une flottille de Super-Etendard armés du missile ASMP. Dans l'armée de terre, enfin : seulement deux régiments d'artillerie dotés du missile Hadès ont été, pour l'instant, programmés pour se substituer, à partir de 1992, aux cinq régiments d'artillerie armés de missiles Pluton depuis quinze ans.

Ce qu'on a appelé la « *triade* » préstratégique, c'est-à-dire des *armes nucléaires dans l'aviation*, la marine et l'armée de terre, a été maintenue : la diversité de l'arsenal *en question est aussi un gage de* sa crédibilité face à un adversaire potentiel qui devra se prémunir *contre différentes menaces*.

Mais cet armement de l'ultime avertissement (avant l'emploi éventuel de la panoplie nucléaire stratégique ou « *apocalyptique* » comme la qualifie M. Chevènement) aura un volume de vecteurs plus réduit : de l'ordre de quelques dizaines, « *juste ce qu'il faut* », ainsi que le ministre *de la défense aime à se l'entendre* dire, au lieu de plusieurs milliers de têtes pour chacune des deux *grandes puissances*.

Par rapport au passé, ce stock français d'armes nucléaires préstratégiques a une particularité : celle d'être, à la fois, des sytèmes *d'armes relevant de la dissuasion* – à la différence de la doctrine américaine qui continue d'en faire des *armes du champ de bataille* même si elles sont utilisées « *en dernier ressort* », pour reprendre une expression nouvelle débattue à l'OTAN – et capables d'avoir leur efficacité militaire propre. En clair, la géométrie de ces armes a été dessinée pour offrir à la décision politique, le moment venu, des puissances de destruction et des trajectoires de tir variables selon *l'effet militaire qu'on attend d'elles*.

J. I.

*( Publicité )*

Etudiants et professionnels concernés par l'aménagement des villes, l'*INSTITUT D'URBANISME DE PARIS* vous offre trois formations de 3e cycle, assurées par des enseignants-chercheurs et des praticiens :
– Diplôme de l'Institut d'Urbanisme de Paris (D.I.U.P.).
– Diplôme d'Université « Gestion et exploitation des transports publics de voyageurs ».
– Diplôme d'Etudes Approfondies « Politiques Urbaines, Aménagement et Gestion de l'Espace ».

INSCRIPTIONS POUR LA SESSION DE SEPTEMBRE
RENSEIGNEMENTS ET DOSSIERS A RETOURNER A LA SCOLARITÉ AVANT LE 1er SEPTEMBRE 1990
I.U.P. Université Paris-Val-de-Marne
Av. du Général-de-Gaulle, 94010 CRÉTEIL Cedex
Tél. : 48.98.91.44 - Poste 2381

POLITIQUE

## du président de la République

# n'est pas de réduire le budget militaire »

que les problèmes de l'équilibre de la nature, de la relation entre l'homme et la nature, de la protection de l'environnement étaient une donnée majeure de l'époque industrielle qui est la nôtre. C'est leur mérite, on ne peut pas le leur retirer et le devoir des autres c'est non pas de suivre, mais c'est de réinventer leurs propres conceptions, sur ce point comme sur d'autres. »

**• DÉFENSEUR DES SITES**

« Les arbres, ils n'ont pas le moyen de se défendre ! Ils ne votent pas ! Ils ne protestent pas, sauf qu'ils gémissent un peu quand on les coupe. Eh bien ! moi, je veux être leur défenseur et j'ai demandé au ministre, qui a bien voulu me suivre, ainsi qu'au premier ministre, d'annuler cette décision : il n'y aura pas d'échangeur à Saint-Germain (1).

» J'ai fait la même chose avec M. Delebarre, ministre compétent en la matière, ministre de l'équipement, pour la forêt d'Orléans où un tracé coupait cette forêt d'une façon qui me paraissait dangereuse pour l'équilibre de la nature. Alors c'est changé.

» Et j'étais encore hier avec M. Fournier, président de la SNCF, pour lui dire : « Et votre tracé, là-bas, à partir de Valence et de Montélimar, pour aller jusque vers Fréjus (une ligne vers Fréjus et l'autre vers Marseille), ne va-t-il pas couper un peu trop de vignes, dans ces magnifiques vignobles des côtes du Rhône ? » (...) Bon, cela m'intéresse, cela m'occupe.

» Je pense que la même sollicitude doit s'exercer sur la qualité de l'eau, sur la qualité de l'air.

» Alors, je rends hommage aux écologistes, ils ont vu juste. Maintenant, dans la pratique des choses, moi, je suis là pour aider tous ceux qui se battront pour la sauvegarde de la nature. »

**• LE FILS DU PRÉSIDENT**

« Il y a trois personnes qui s'occupent de l'Afrique. Il n'y a pas de « Monsieur Afrique ». Le « Monsieur Afrique », c'est le ministre de la coopération, à la limite le premier ministre et, de temps en temps, lorsqu'il s'agit d'une grande décision, moi. Il n'y a pas d'autre « Monsieur Afrique ».

» Alors, faudrait-il un texte de loi disant qu'il est possible de travailler avec le président de la République, sauf lorsque l'on est son fils ?

» L'Elysée ne dispose d'aucun budget, il ne décide rien. Il ne décide pas, par exemple, un crédit pour telle ou telle opération, un barrage, une raffinerie, des adducteurs d'eau... Non, il ne décide pas. C'est le ministre qui décide, et ce sont des commissions ultra-strictes et scrupuleuses, émanant du ministère des finances (vous pouvez m'en croire), qui surveillent chaque projet, ce sont ces instances-là qui décident : « Oui, on fait », ou « non, on ne fait pas. » Les propositions viennent d'un peu partout, notamment de l'Elysée, mais cela s'arrête là, nous ne gérons aucun budget.

» Alors, quand on a dit cela, on regarde avec un peu plus de philosophie les campagnes qui, ici et là, s'empressent de vouloir nuire à l'honorabilité des gens. »

**• L'ALGÉRIE**

« Je ne dirais pas que le Front islamique, ce soit l'intégrisme. De plus, je pense que les élections algériennes sont du ressort des Algériens. On a un peu trop tendance à se mettre à leur place ! Ce sont eux qui décident, ce n'est pas nous, les Français, et de ce point de vue-là, je demande qu'on observe un peu plus de décence. Ce sont les Algériens qui se sont décidés, dans des élections libres, peut-être les premières élections libres en Algérie ! (Lire page 3.)

» Il y avait quand même une très grande somme de mécontentements là-bas. Ces mécontentements se sont additionnés. Est-ce qu'ils ont pris une forme idéologique ou religieuse exacerbée ? Je n'en suis pas sûr et j'attends de voir la suite des événements pour faire mon opinion. Mais j'observe que le président Chadli a gardé dans cette affaire un très grand sang-froid. »

**• LES INÉGALITÉS**

« J'insiste à tout moment, et en très bon accord avec le gouvernement, contrairement à ce que l'on dit, pour qu'on « pousse les feux » afin de réduire au maximum ces inégalités (...)

» On va à vive allure. Les crédits de formation, comme les crédits de l'éducation, n'ont pas connu un bond pareil depuis un demi-siècle. On finira par s'y retrouver. Le chômage diminue (...)

» Je dis que la société française, dans son ensemble, marche mieux. Les résultats sont probants. Je dis que le partage n'est pas assez juste et qu'il convient d'y travailler. Mais il y a progrès. »

**• L'USAGE DES INSTITUTIONS**

« Je me souviens d'avoir dit : « Les institutions actuelles – contre lesquelles j'ai voté, – elles étaient dangereuses avant moi et elles pourraient le redevenir après moi. » C'était peut-être un peu injuste. Mais ce que je veux dire par là, c'est que l'usage que j'en fais, croyez-moi, il a d'abord pour axe le scrupule de la démocratie, et j'entends pratiquer les institutions – qui ont servi à bien d'autres choses en certaines circonstances – d'une façon qui soit strictement républicaine.

» L'avantage de cette Constitution – il faut que je lui rende aussi un hommage – c'est qu'elle est souple, donc elle permet plusieurs usages. »

(1) Le lundi 9 juillet, lors de la réunion du conseil municipal de Conflans-Sainte-Honorine, dont il est le maire, M. Michel Rocard avait évoqué l'opposition de M. Mitterrand à la réalisation de cet échangeur, en affirmant : « *Le président de la République, autorité suprême, a écouté des maires extérieurs à sa propre majorité. Ca ne m'a pas personnellement arrangé, mais c'est avec Michel Péricard* [maire RPR de Saint-Germain-en-Laye], *qui a changé d'avis au cours de cette affaire sous la pression écologiste, et non avec le président que j'aurais à discuter.* » Le premier ministre avait ajouté : « *Cette autoroute pose une quantité de problèmes d'environnement et il n'est pas douteux que l'échangeur massacre un bout de la forêt de Saint-Germain.* » Il avait conclu : « *Devant cette décision, l'ami de la forêt que je suis a du mal à pleurer.* »

## Autosatisfaction

par Anne Chaussebourg

POURQUOI donc les Français seraient-ils moroses, inquiets, démobilisés ou sceptiques ? M. Mitterrand n'y voit pas matière.

Méthode Coué que celle du chef de l'Etat. Le Tout-Paris microcosmique avait cru entendre que des ministères étaient *« désuets »*, que le gouvernement ne faisait pas toujours ce qu'il convenait ; il se trompait. M. Mitterrand ne veut pas se priver d'un premier ministre qui *« travaille bien »*. Tout au plus remplacera-t-on le ministre du tourisme, M. Stirn. Et s'il doit y avoir remaniement, il n'aura pas valeur politique puisqu'il ne s'agira que de *« redistribuer les cartes administratives »*.

L'image de la classe politique serait-elle écornée par une amnistie suspecte ? M. Mitterrand constate que l'abstentionnisme gagne du terrain... mais qu'importe puisque les Français ont *« confiance »*. A qui s'étonnerait de cette assurance, M. Mitterrand énumère les preuves, à ses yeux irréfutables : les Français épargnent, l'investissement est *« réparti formidablement »*, le taux de natalité est élevé. Les inégalités se seraient-elles accentuées ? Certes, le rapport du CERC qui explique que le travail est moins bien rénuméré que le capital est *« très sérieux »*, mais M. Mitterrand y décèle des lacunes dans les méthodes de calcul. Ce n'est pas le malade qui a la fièvre, c'est le thermomètre qui n'est pas fiable. La société française marche *« mieux »*, tout au plus le partage mériterait-il d'être plus juste.

Le rayonnement de la France serait-il contesté ? M. Mitterrand a là aussi une réponse. Une seule, censée balayer toute équivoque : *« la politique économique du monde actif »* est déterminée par six organismes dont cinq ont à leur tête des Français. Du jamais vu qu'on ne reverra pas.

La diplomatie française aurait-elle été prise de court par les changements en Europe de l'Est ? Encore une idée fausse. M. Mitterrand se félicite que la frontière orientale de l'Allemagne unifiée soit garantie ainsi qu'il l'avait demandé. Il rappelle non sans immodestie que depuis cinq ans, *« il »* a *« redéployé la diplomatie française en direction des pays de l'Est »* et qu'il a des *« relations amicales avec les principaux dirigeants de ces pays »*.

La France aurait-elle tort de soutenir à ce point M. Gorbatchev ? M. Mitterrand s'insurge qu'on puisse envisager de *« donner un coup de main au changement après que le changement ait échoué »*. Manquerait-il un grand dessein à la France ? M. Mitterrand en a un pour elle : *« Faire de l'Europe tout entière un seul espace. »* Les socialistes auraient-ils négligé l'écologie ? Point du tout. M. Mitterrand, en tout cas, s'est occupé personnellement des arbres, des vignobles, des échangeurs d'autoroutes et de l'Antarctique.

Vraiment, que pourrait-on reprocher au président de la République française, élu en 1981, réélu sept ans plus tard ? Si effectivement il y avait déprime des Français, il serait là pour y parer. Comme il n'y en a pas, à ses yeux, pourquoi s'en préoccuperait-il ? Le raisonnement est effectivement imparable... même si le constat de départ est douteux.

M. Mitterrand agit comme si sa propre sérénité devait être contagieuse. Il s'irrite pourtant des critiques et y oppose un bilan positif. Ce système défensif le pousse tout simplement à l'autosatisfaction.

## Une élection cantonale partielle

**DROME : canton de Romans-sur-Isère (2e tour).**

Inscr., 11 371 ; vot., 3 472 ; abst., 69,46 % ; suffr. expr., 3 390. MM. Gérard Chaumontet, PS, deuxième adjoint au maire de Romans, 2 075 voix (61,20 %), ELU ; Louis-Paul Bossan, UDF-PR, 1 315 (38,79 %).

**[M. Gérard Chaumontet (PS) succède à Etienne-Jean Lapassat, conseiller général socialiste depuis 1971, décédé le 16 juin dernier, et qui avait, en avril dernier, conduit au succès la liste qu'il menait face à deux listes, l'une d'union de la droite, l'autre du FN au second tour d'une partielle organisée à la suite de l'annulation du scrutin municipal de mars 1989.**

**Né le 13 mai 1950 à Tain-l'Hermitage (Drôme), M. Chaumontet, professeur d'histoire et de géographie, est conseiller municipal de Romans depuis 1983 et deuxième adjoint chargé des affaires économiques depuis 1989. Son succès est plus ample que celui acquis en 1988 par son prédécesseur en pourcentage (+ 1,41 point) mais il enregistre une baisse de suffrages (– 986 voix). Il fait progresser le score obtenu par la gauche au premier tour dans tous les bureaux de vote à l'exception de celui de Génissieux (– 1,72 point) et il arrive en tête dans quinze des dix-huit bureaux de vote du canton. Il n'est devancé qu'à Triors, Saint-Bonnet-de-Valclérieux et Génissieux, dont le maire UDF, M. Paul-Louis Bossan, était son adversaire.**

**Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 11 371 ; vot., 3 486 ; abst., 69,34 % ; suffr. expr., 3 435 ; MM. Chaumontet, 1 705 voix (49,63 %) ; Bossan, 954 (27,77 %) ; Bernard Pinet, FN, 558 (16,24 %) ; Mme Françoise Marie, PC, 218 (6,34 %).**

**En 1988, Etienne-Jean Lapassat avait été réélu au second tour avec 3 061 voix (59,79 %) contre 2 058 (40,20 %) à M. François Dubernet de Bosc, div. d.]**

La protection de la montagne

## L'amendement contesté par les Verts a été soumis au Conseil constitutionnel

Le mouvement des Verts, qui s'est adressé au président du Conseil constitutionnel pour protester contre un amendement introduit à la sauvette, dans la réforme de la fiscalité locale, à l'iniative du Sénat, et modifiant la loi de 1985 sur la protection de la montagne afin de permettre la construction *d'« unités touristiques nouvelles »* au bord des lacs d'altitude (*le Monde* des 6, 12 et 15 juillet), n'aura pas besoin de solliciter les soixante signatures nécessaires pour saisir officiellement les « sages » du Palais-Royal. C'est déjà fait, pour une tout autre raison, il est vrai.

Les sénateurs RPR et Républicains indépendants n'avaient pas du tout apprécié, en effet, la principale réforme apportée par ce projet de loi : la transformation de la part départementale de la taxe d'habitation en impôt sur le revenu. Ils ont donc saisi, de leur côté, le Conseil constitutionnel. Et quand une loi lui est ainsi déférée, celui-ci se prononce sur la constitutionnalité de l'ensemble et pas simplement sur celle de la partie contestée par ceux qui l'alertent. Il a donc tout pouvoir pour examiner la totalité du texte qui lui est soumis.

Curieusement, l'argument avancé par les sénateurs est le même que celui des protecteurs de la montagne : la transformation de la part départementale de la taxe d'habitation résulte elle aussi d'un amendement, mais introduit, cette fois, par les députés socialistes. Or, si le droit d'amendement est consubstantiel à la démocratie parlementaire, le Conseil constitutionnel a estimé qu'il ne devait pas permettre de tourner les procédures particulières prévues par la Constitution pour la mise en discussion des projets (d'origine gouvernementale) et des propositions (d'origine parlementaire).

L'apparition de cette jurisprudence avait même fait un certain bruit. Le président de la République ayant refusé de signer une ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, le gouvernement de M. Jacques Chirac avait, en décembre 1986, repris son projet sous forme d'amendement à un texte portant diverses mesures d'ordre social et le 23 janvier 1987 le Conseil constitutionnel avait annulé cette partie de la loi en estimant que les amendements apportés à un texte en discussion ne pouvaient *« ni être sans lien avec ce dernier, ni dépasser, par leur objet et leur portée, les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement »*. Depuis, le Conseil a, à plusieurs reprises, rappelé cette règle qui condamne, en fait les *« cavaliers »* législatifs.

C'est sur celle-ci que s'appuient les sénateurs, en estimant que la transformation de la part départementale de la taxe d'habitation est sans *« lien direct »* avec le texte initial qui fixait les conditions d'une révision générale des évaluations des immeubles servant au calcul des bases des impôts locaux. Le lien est encore plus ténu, c'est le moins qu'on puisse dire, avec la modification de la *« loi montagne »* contestée par les écologistes. Il ne reste donc plus aux Verts qu'à attendre la décision du Conseil constitutionnel. Saisie le 29 juin, l'assemblée du Palais-Royal devra se prononcer avant la fin du mois de juillet.

THIERRY BRÉHIER

Après plus d'un an d'exil volontaire

## M. Yann Céléné Uregeï de retour en Nouvelle-Calédonie

Le fondateur du FULK (Front uni de libération kanak), M. Yann Céléné Uregeï, qui avait quitté la Nouvelle-Calédonie en avril 1989 et n'y était plus revenu, par crainte de représailles à son encontre depuis son refus de condamner, en mai 1989, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, a fait sa réapparition sur le territoire, dimanche matin 15 juillet, à l'aéroport de Nouméa. A peine débarqué d'un avion en provenance du Vanuatu, il a été conduit au palais de justice où il a été entendu par le juge d'instruction en charge de l'enquête sur les circonstances de ce double crime, Mme Fabienne Pous. Il a été laissé en liberté au terme de cette audition.

Adversaire résolu des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, partisan de l'indépendance immédiate du territoire, M. Yann Céléné Uregeï, ancien président de l'assemblée territoriale, avait appelé à boycotter les élections provinciales de juin 1989 mais son mot d'ordre avait été peu suivi, sauf, sur l'île d'Ouvéa, par les sympathisants de Djubelly Wéa, le meurtrier des deux chefs du FLNKS, lui-même abattu par le garde du corps de Jean-Marie Tjibaou. Les autres composantes du FLNKS avaient alors considéré que le FULK s'était exclu de facto de la coalition indépendantiste mais certaines formations minoritaires, et notamment le PALIKA (Parti de libération kanak) souhaitent aujourd'hui le voir réintégrer celle-ci. Au cours de son exil volontaire, M. Yann Céléné Uregeï a publiquement réaffirmé, à l'occasion de divers entretiens avec la presse, ses sympathies pour le régime lybien qui l'a souteuu diplomatiquement et financièrement durant son absence de Nouvelle-Calédonie.

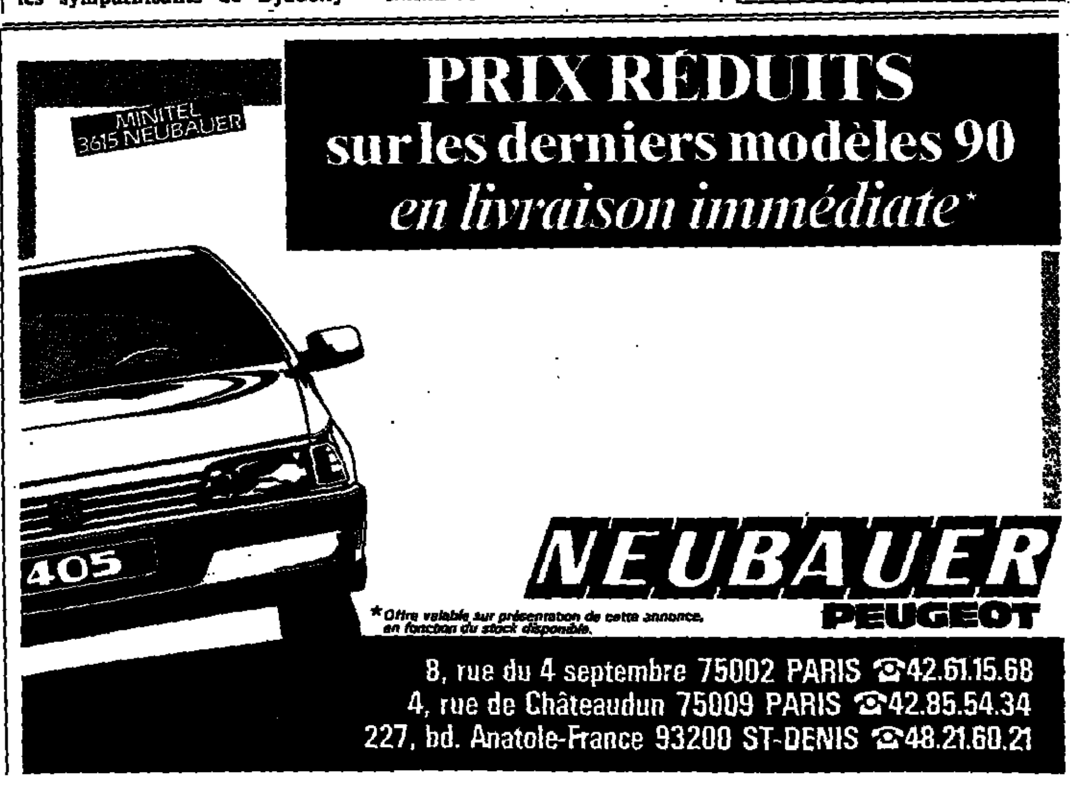
Dans *les Nouvelles Calédoniennes* du 11 mai dernier, M. Uregeï déclarait notamment : « *Le FULK est membre permanent de la Mataba. Il s'agit d'une organisation de lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, l'apartheid, le sionisme et le racisme. Son siège est à Tripoli. Elle regroupe quatre cents partis, pays progressistes, organisations progressistes et mouvements de libération.* »

### Des « X » à moustaches...

Le défilé militaire du 14 juillet donne parfois lieu, loin des gros plans des caméras et de la tribune d'honneur, à certaines facéties. Cette année, c'est la nouvelle promotion de l'Ecole Polytechnique qui s'est distinguée par un brin d'humour dont la discrétion a sans doute échappé à la foule qui bordait les Champs-Elysées mais pas aux détachements qui suivaient les « X ». Sous leurs bicornes, les Polytechniciens affichaient tous, en effet, de superbes moustaches postiches dignes de la maréchaussée d'antan. Et si les détachements qui les suivaient s'en aperçurent les premiers, c'est tout simplement parce que, au fur et à mesure que les « X » descendaient les Champs-Elysées, leurs belles moustaches, décollées par la chaleur, avaient tendance à glisser sur la chaussée... Les filles de la promotion, plus prévoyantes, avaient noué de beaux noeuds rouges à leurs cheveux.

L'HERMÈS
Editeur
la Collection
« L'ESSENTIEL SUR »
prépare aux B.T.S.
du secteur tertiaire
Fiches de révision
Aides-mémoire
Diffusion: MEDILIS S.A.
9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél. 46 34 07 70

**Un élu d'extrême droite inculpé après l'incendie de la voiture de M. Queyranne.** – Un conseiller municipal de Bron (Rhône), M. Jacky Codvelle, qui dirigeait la liste du Front national en mars 1989, a été inculpé d'incendie volontaire et de dégradation d'objets mobiliers par l'effet d'une substance incendiaire, dimanche 15 juillet, par M. Gilles Raguin, magistrat à Lyon. Cette inculpation fait suite à l'incendie, vendredi 13 juillet vers minuit, de la voiture de M. Jean-Jack Queyranne, maire de Bron et porte-parole du Parti socialiste. M. Codvelle, qui a quitté le FN, appartient à la Fédération nationale des indépendants dont le président est M. Philippe Malaud. Il a été interpellé à son domicile de Bron, distant d'une centaine de mètres de celui de M. Queyranne, devant lequel a brûlé la voiture. M. Rénald Rouillé, militant du Parti des forces nouvelles (PFN), a lui aussi été inculpé. Il aurait avoué avoir participé à l'incendie en compagnie de M. Codvelle. Ce dernier aurait nié les faits. Les deux hommes ont été laissés en liberté.




هكذا من الأصل

# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Taux de réussite record au baccalauréat

## 359 847 bacheliers en 1990

**Pour la quatrième année consécutive, le baccalauréat bat ses propres records. Lors de la session de juin 1990, le pourcentage de candidats admis a en effet atteint 73,1 % contre 72,9 % en 1989, 71,9 % en 1988 et 66,7 % en 1987 pour l'ensemble des séries générales (A, B, C, D, E) et technologiques (F, G, H).**

Si elle est moins spectaculaire que les années précédentes, cette légère amélioration des résultats confirme que le taux de succès au baccalauréat a franchi de façon durable un palier plus élevé. Situé autour de 60 % dans les années 1960, le taux de réussite s'était stabilisé autour de 66 % entre 1970 et 1986. Aujourd'hui, ce sont près de *trois candidats sur quatre qui* décrochent leur bac.

Pour une fois cependant, cette progression globale n'est pas due aux résultats des baccalauréats généraux, dont le taux d'admission baisse légèrement (75,2 % contre 75,6 % l'an dernier). En revanche 68,9 % des candidats aux séries technologiques ont été reçus cette année, contre 67,9 % l'an dernier. Entre bacs généraux et bacs technologiques, l'écart se resserre peu à peu.

L'amélioration des performances, ajoutée à l'augmentation très sensible du nombre de candidats *(plus de 500 000)* explique la forte progression du nombre de bacheliers du cru 1990 : ils sont 359 847, soit près de 30 000 de plus qu'il y a un an et deux fois plus qu'il y a vingt ans. Encore les chiffres de cette année ne comptabilisent-ils pour l'instant que les résultats des séries générales et technologiques. Lorsque le ministère de l'éducation nationale y aura ajouté ceux des bacs professionnels (33 000 candidats), on dépassera, à coup sûr, les 380 000 lauréats.

### *Paris sous pression*

Plus des deux tiers des bacheliers relèvent des séries générales (246 870). Mais parmi eux, l'évolution la plus spectaculaire est celle des bacheliers C, la série noble, fondée sur les mathématiques et la physique et qui sert de vivier privilégié pour les classes préparatoires aux grandes écoles. Non seulement le nombre de candidats a fortement progressé pour la troisième année consécutive, mais leur taux de réussite atteint cette année 85,3 % (contre 84,9 % l'an dernier). Ils sont donc 56 397 à avoir obtenu un bac C, soit près de 9 000 de plus qu'en 1989 et 20 000 de plus qu'en 1987. Au total, la série C, longtemps considérée comme élitiste et malthusienne, fait pratiquement jeu égal, désormais, avec les autres séries générales (63 650 bacheliers en A, 60 000 en B et 57 185 en D).

Cette tendance à l'homogénéisation entre les séries du bac général, comme entre bacs généraux et bacs technologiques, se retrouve sur le plan géographique. L'académie de Strasbourg reste la plus performante de France, avec 82 % de réussite au bac général (contre 84,2 % l'an dernier). Mais elle est la seule, cette année, à dépasser le cap des 80 % d'admis. Besançon, Grenoble, Lyon et Nancy sont repassées sous cette barre. En revanche les académies les moins performantes améliorent leurs résultats : ainsi, Amiens progresse de près de cinq points (70,4 % d'admis contre 65,9 % l'an dernier) et abandonne la lanterne rouge à Lille qui progresse pourtant de plus d'un point cette année. Entre Strasbourg et Lille, l'écart de taux de réussite est de treize points alors qu'il était de plus de dix-huit points l'an dernier entre Strasbourg et Amiens.

Enfin si les résultats de l'ensemble de la province sont stables, ceux de la région parisienne (académie de Paris, Versailles et Créteil) progressent de plus d'un point par rapport à 1989, avec un taux de réussite de 72,1 %. On compte cette année 69 041 bacheliers en Ile-de-France contre 61 800 un an plus tôt. Ces 7 240 bacheliers supplémentaires expliquent, en partie, les tensions constatées il y a quelques jours au moment des inscriptions universitaires.

GÉRARD COURTOIS

## SCIENCES

Baisse de prestige pour les conquérants de l'espace

## La Maison Blanche met la Nasa sous surveillance

**Rien ne va plus à la NASA. La Maison Blanche serait en effet sur le point de mettre en place, comme l'a révélé, dimanche 15 juillet, le réseau de télévision CBS, une commission d'experts chargés de passer au crible le fonctionnement de l'agence spatiale américaine.**

*La NASA vacille. A peine se* remet-elle d'une audition devant le Congrès américain (*le Monde* daté 15-16 juillet) et des attaques d'une commission d'experts, qu'elle trébuche une fois encore sous un nouveau coup de boutoir.

En effet, personne aujourd'hui ne peut pardonner à l'administration spatiale américaine ses derniers échecs : l'explosion en vol de la navette Challenger et la découverte trop tardive de la « myopie » du télescope Hubble. Car la NASA se doit d'être la vitrine des Etats-Unis, le symbole d'une réussite qui va de la conquête de la Lune à l'*exploration en direct*, et d'une manière plus spectaculaire que le meilleur des « shows télévisés du prime time », de l'ensemble du système solaire.

Personne ne peut pardonner, et surtout pas le premier des Américains, le président George Bush, qui, dans un élan très kennédien avait offert à la nation en juillet 1989 un nouveau défi spatial : la conquête de la planète Mars en 2020. Comment la NASA pourrait-elle aujourd'hui concrétiser un tel rêve, empêtrée qu'elle est dans une bureaucratie qui n'a cessé depuis une quinzaine d'années de produire de nouvelles couches de bureaucrates ?

Pourtant les ingénieurs et les techniciens de qualité existent dans cette administration. Ils viennent de le montrer en trouvant l'origine des fuites de carburant des navettes Atlantis et Columbia (une valve et un joint défaillants). Pourtant la nouvelle direction de la NASA s'emploie à corriger le tir, mais, comme chaque fois en pareil cas, il faut bien un bouc émissaire, et elle risque de payer pour des fautes qui ne lui sont pas imputables.

### *Les hésitations du Congrès*

La NASA ne fait plus recette. Au point que le *Wall Street Journal* ironise sur son sort dans son édition du lundi 16 juillet. *« Savez-vous,* demande-t-il, *combien il faut à la NASA d'ingénieurs pour visser une ampoule électrique ? Personne ne le sait. Mais il faut dépenser 400 milliards de dollars et aller jusqu'à la planète Mars pour le découvrir. »*

Boutade ? Non, ironie amère, car on n'enterre pas sans hésiter une administration qui fut longtemps faite de la même étoffe que celle de ses héros. Seulement voilà, le temps n'est *plus où* l'Amérique était riche et pouvait dépenser sans compter pour aller sur la Lune.

*« Les jours sont finis,* souligne le président de la sous-commission spatiale de la Chambre des représentants, M. Bob Traxler, *où l'on pouvait faire approuver un projet important par les parlementaires, en sous-estimer le coût, puis le mettre en œuvre jusqu'à ce que trop d'argent ait été dépensé pour qu'il puisse être interrompu. »*

Aussi ne faut-il guère s'étonner de ce que les élus américains rechignent aujourd'hui à approuver une *augmentation* de 25 % du budget de la NASA et s'interrogent sur le lancement de projets spatiaux dont l'ensemble représenterait 300 milliards de dollars pour les trois prochaines décennies.

Première visée par ces critiques, la station spatiale habitée Freedom (30 milliards de dollars), qui, selon certains, est superflue comme laboratoire scientifique et ne saurait être, faute d'une redéfinition profonde, une bonne base de départ pour aller vers Mars. Que faire alors, lorsque les Soviétiques, confrontés eux aussi à des difficultés techniques et budgétaires, multiplient quand même, sans faire de bruit, les missions à bord de leur complexe spatial Mir de 90 tonnes ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

## RELIGIONS

### *Le pape implore la Vierge de la pluie*

Alors que l'Italie tout entière est victime de la sécheresse, Jean-Paul II s'est rendu, dimanche 15 juillet, au pied du sanctuaire de la Vierge de la pluie en Val d'Aoste. *« Jadis, les pèlerins imploraient le don de la pluie de la Vierge du bon secours,* a-t-il expliqué. *Ils étaient certains d'être exaucés. Nous aussi, aujourd'hui, nous partageons la même confiance. »* Le pape, en vacances depuis mercredi dernier, a célébré la messe au sanctuaire de Barnasc, à 2000 mètres d'altitude, en présence de 5000 montagnards, pèlerins et vacanciers.

Actuellement, les villages de la côte ligure, près de Gênes, se disputent les réserves des bassins. Des entreprises des Abruzzes ont fermé plus tôt que prévu. Des paysans ont pris d'assaut la mairie de Ribera, près d'Agrigente, en Sicile, réclamant de l'eau pour leur plantation d'agrumes desséchées. Mais le pape a ajouté : *« La pluie qui restaure la terre ne suffit pas. Il nous faut l'eau surnaturelle, sans laquelle le cœur de l'homme devient aride comme un désert ».* – (AFP.)

## EN BREF

□ **Polémique autour de la fermeture d'un dispensaire de la Croix-Rouge à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).** – La fermeture du centre de santé de la Croix-Rouge française à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), le 13 juillet, a entraîné la constitution d'un comité de défense par des usagers. *« C'est une décision prise par la municipalité de Levallois-Perret, le 19 décembre 1985, d'exproprier le dispensaire qui a motivé sa fermeture par la Croix-Rouge »,* signale l'organisation humanitaire en précisant que les activités de prévention maternelle et infantile pourront continuer dans des locaux prêtés par la municipalité. L'indemnité d'expropriation de quatre millions de francs versée par la mairie à la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine sera consacrée à la modernisation d'un centre de santé à Villeneuve-la-Garenne et à la création d'un centre de soins pour personnes âgées dépendantes à Antony

□ **Deux alpinistes tués dans le massif du Mont-Blanc.** – Deux alpinistes italiens dont les identités n'ont pas été communiquées ont trouvé la mort, samedi 14 juillet, dans le massif du Mont-Blanc, l'un au pied de l'aiguille Verte, l'autre, près de l'aiguille du Midi.

## MÉDECINE

Après la publication d'une étude dans « The Lancet »

## Une controverse se développe sur les risques de transmission à l'homme de la maladie des « vaches folles »

**L'épidémie dite des « vaches folles » qui sévit en Grande-Bretagne est-elle ou non transmissible à l'homme ? Un rapport parlementaire britannique vient de conclure que, si aucune preuve ne permet d'affirmer que la viande de bœuf peut présenter un danger pour la santé humaine, on ne dispose encore d'aucune certitude. Les parlementaires souhaitent par ailleurs que l'on interdise toute utilisation d'abats bovins dans la fabrication d'aliments pour les animaux domestiques. En outre, une étude publiée dans le dernier numéro de l'hebdomadaire médical *The Lancet* (daté du 7 juillet) relance la controverse en laissant entendre que la transmission entre l'animal et l'homme de cette maladie nerveuse dégénérative est possible, et sous-estimée.**

L'étude du *Lancet* fait grand bruit chez les spécialistes de la maladie des « vaches folles » ou « BSE » (encéphalite spongiforme bovine). L'hypothèse selon laquelle cette maladie serait transmissible à l'homme n'a, *a priori*, rien d'extraordinaire, et doit impérativement être envisagée. On connaît en effet depuis longtemps déjà les grandes similitudes existant entre différentes maladies nerveuses dégénératives humaines et animales. Il s'agit, notamment, pour l'espèce humaine de la maladie dite de « Creutzfeldt-Jakob » (une démence survenant entre quarante et soixante-cinq ans, avec troubles neurologiques graves et d'issue toujours fatale) et du Kuru (affection observée en Papouasie-Nouvelle-Guinée, caractérisée par l'installation d'une incapacité motrice complète et une mort survenant en l'espace d'un an), dont l'origine est peut-être liée à la consommation de chair humaine (et plus particulièrement des tissus nerveux) lors de certains rituels funèbres.

Les observations anatomopathologiques sur des victimes de ces deux affections sont en tout point comparables à celles observées chez les animaux atteints de tremblante (mouton), d'encéphalopathie transmissible (vison), de *cachéxie chronique (cerf, mulet)* ou, dernièrement, de BSE.

Une série d'arguments complémentaires laisse penser que ces affections transmissibles ont une origine commune, la nature exacte de l'agent infectieux (virus « lent » ou « non conventionnel » autrement dit prion) étant encore discutée (1).

L'étude du *Lancet* a été menée à partir d'une famille dans laquelle de nombreux cas de démence présénile avaient été observés. Les chercheurs annoncent avoir mis en évidence une anomalie spécifique au niveau d'un gène (anomalie entraînant l'accumulation de protéines de structure anormale – prion – au niveau des tissus cérébraux), et suggèrent le développement du dépistage génétique de cette anomalie. Ils considèrent que la fréquence de ces affections – que l'on devrait, selon eux, désigner sous le terme de « maladie à prion » – est largement sous-estimée.

### *Postulats et extrapolations*

Enfin, compte tenu des similitudes anatomopathologiques entre ces affections et la BSE (où le rôle du prion est fortement suspecté), du caractère transmissible entre les espèces de ces affections, les auteurs britanniques soulignent que leurs observations confortent l'hypothèse selon laquelle la BSE peut être transmise à l'homme à partir de la consommation de viande bovine infectée.

S'agit-il là d'un argument solide autant qu'inquiétant ou d'une extrapolation d'actualité en Grande-Bretagne, où l'épidémie de BSE a déjà touché quatorze mille bovins et devrait, selon toute vraisemblance, continuer sa progression (*le Monde* du 30 mai) ? *« Aux yeux de nombreux scientifiques compétents, ces conclusions n'ont guère de valeur,* explique le professeur Marc Savey (Ecole nationale vétérinaire d'Alfort). *Il apparaît même curieux qu'une revue aussi prestigieuse que* The Lancet *ait accepté la publication. En fait, ces conclusions procèdent d'une série de postulats et d'extrapolations qui, scientifiquement, ne peuvent pas ne pas choquer. Sur le fond, cette publication ne fera que compliquer les choses, dans la mesure où elle n'apporte aucun éclairage particulier quant aux liens existant entre la BSE et les formes d'encéphalopathie spongiforme de l'espèce humaine. Le prion n'est que l'une des hypothèses envisageables, et se limiter à celle-ci est par trop restrictif (2). »*

Il y a peu, la célèbre revue britannique *Nature* (datée du 28 juin) ouvrait sur ce thème ses colonnes à M. Richard H. Kimberlin (Edimbourg), grand spécialiste international de ces questions, qui soulignait que la décision de certaines autorités sanitaires britanniques d'interdire la consommation de viande de bœuf dans les collectivités devait être revue. M. Kimberlin précisait toutefois que les abats provenants des animaux contaminés pouvaient représenter un risque infectieux potentiel. Les conclusions des parlementaires britanniques, rendues publiques jeudi 12 juillet, vont dans le même sens. Il apparaît donc plus que jamais nécessaire que des recherches médicales et scientifiques soient rapidement développées, afin d'éclairer ce domaine encore trop mal connu des maladies nerveuses dégénératives, pour lesquelles on reste sans réponse, qu'il s'agisse de leur étiologie et de leur mode de transmission, ou, corollaire, de leur prévention et de leur traitement.

JEAN-YVES NAU

(1) Sur ce thème, on se reportera à l'ouvrage *Zoonoses et maladies transmissibles communes à l'homme et aux animaux*, de Pedro N. Acha et Boris Szyfres, publié par l'Office international des épizooties.

(2) Une réunion internationale groupant les différents spécialistes internationaux de cette question est prévue du 13 au 15 novembre prochain, à Bruxelles.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le spectacle de Jean-Michel Jarre à La Défense

## *Paris, ville-laser*

Passagers d'un jour ou résidents de toujours, les Parisiens sont d'incorrigibles badauds. *Capables de passer* trois *heures* d'attente, puis encore autant à regagner leur domicile, pour assister à un spectacle d'une heure et demie...

• Trois heures d'attente. Les supporters avaient proclamé que le spectacle de Jean-Michel Jarre, samedi 14 juillet en fin de soirée, rassemblerait deux millions de personnes, l'équivalent de la population de Paris *intra-muros*, tous bébés et vieillards confondus. Il y en eu un peu moins, mais ce fut, du parvis de la Défense jusqu'à l'arc de triomphe de l'Etoile, la foule des grands jours.

La fermeture annoncée de plusieurs stations de métro et de RER et l'arrêt des rames à 0 h 30 avaient encouragé les spectateurs à venir en voiture. Ce qui, au *milieu du revenez-y des petits bals* de la veille, sur les places de banlieue et aux portes de la capitale, déclencha une belle course d'obstacles après la fête et mit plus d'un spectateur dans son fit presque *au jour levant.*

Mais, entre les deux, il y avait eu le spectacle. Avec toujours ce même regret depuis les fêtes du Bicentenaire l'an dernier : tous les spectateurs étaient appelés *mais* les élus autorisés à entendre et à voir ne furent pas légion. En dépit des douze écrans disposés de l'Etoile au pont de Neuilly, tout au long de l'avenue de la Grande-Armée et de l'avenue Charles-de-Gaulle.

Ce fut tout de même un grand spectacle, à la mesure du site, sur cet axe historique entre Louvre et Saint-Germain-en-Laye, de l'Arc-de-Triomphe à la Grande Arche. Un immense opéra-laser, un gigantesque concerto pour canons-DCA et steel-drums de Trinidad (*le Monde* du 14 juillet). Un kaléidoscope d'idéogrammes chinois, de tournesols éclatés et de visages vénérés. Un ruissellement de notes synthétiques et d'étincelles jaillies des tours. Une scène-pyramide ourlée d'or au bas de la colline de la Défense, tandis que l'Arche, au loin, tour à tour pâlissait d'étonnement ou rosissait de béatitude. Musiques et lumières indémêlables.

Les mots naïfs et gauches de Jean-Michel Jarre, qui voulut aussi parler à ses hôtes, n'y purent rien changer. Ses thèmes musicaux répétitifs et confus non plus. La poésie réussit à trouver son chemin dans le sillage des gros poissons bariolés ou des papillons échappés de la toile frémissante sur la tour GAN et qui semblèrent un moment s'échapper par la façade du Novotel.

La ville n'était pas vraiment en concert, comme l'avait souhaité le maître de cérémonie. Mais le feu d'artifice du 14 juillet prenait, ce soir, des ailes de lumière, cosmopolites et pacifiques.

CHARLES VIAL

## REPÈRES

### ENVIRONNEMENT

#### *Les phoques d'Afrique du Sud sont sauvés*

L'homme d'affaires de Taiwan auquel les autorités d'Afrique du Sud avaient concédé l'abattage de 30 000 phoques dans les eaux littorales de la province du Cap vient de renoncer à exécuter son contrat. A la suite de la campagne déclenchée par les amis des animaux – dont Brigitte Bardot, – le gouvernement d'Afrique du Sud avait déjà décidé, il y a quelques jours, de suspendre l'abattage qui devait commencer à la mi-juillet. – (*Reuter*.)

#### *Greenpeace lance une campagne contre les filets dérivants*

*Le navire Rainbow-Warrior-2* de Greenpeace est parti lundi 16 juillet de Hawaï pour mener une campagne dans le Pacifique-Nord contre les pêcheurs asiatiques qui utilisent les filets dérivants, a annoncé un communiqué de l'organisation écologiste. Greenpeace souligne qu'elle cherche à obtenir l'interdiction totale de cette technique de pêche, qui, estime-t-elle *« détruit particulièrement l'écosystème marin ». « Ces engins sont de véritables murs de la mort qui capturent et tuent toutes les espèces qui s'y aventurent, thons, dauphins, phoques, oiseaux... »* estime l'organisation écologiste. – (*AFP*.)

#### *Projet de reboisement de la forêt amazonienne*

Un programme de reboisement de la forêt amazonienne portant sur un million d'hectares vient d'être lancé par le président brésilien Fernando Collor de Mello. Les investissements, d'un montant de plus de 1 milliard de dollars (5,6 milliards de francs), seront assurés par des compagnies privées. Des entreprises japonaises, finlandaises et ouest-allemandes sont déjà sur les rangs. Les arbres plantés seront d'abord des eucalyptus, considérés comme rentables, mais qui modifient complètement l'écosystème traditionnel. – (*AFP*.)

### TERRORISME

#### *Plasticage de l'office du tourisme de Cambo (Pyr.-Atl.)*

Le syndicat d'initiative de Cambo-les-Bains (*Pyrénées-Atlantiques*) a été partiellement détruit par l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 juillet. L'attentat, qui n'a fait aucun blessé, *n'a pas* été revendiqué mais les enquêteurs orientent leurs recherches vers les indépendantistes du groupe Iparretarrak, dissous en juillet 1987. Le dernier attentat de cette organisation remonte au 1er janvier 1990. Une bombe avait alors explosé devant les locaux des services de l'Equipement de Pau.

# CULTURE

de nos envoyés spéciaux





MARC ENGUERAND

## Mythologies

**Apparitions juvéniles entre les arches séculaires de la Chartreuse, où siègent les élèves du Centre national de danse contemporaine d'Angers. C'est une partie de la « carte blanche » offerte à Nadia Croquet, directrice du centre. D'autre part, elle a invité ses chorégraphes favoris, et d'abord Philippe Ducouflé, avec une création pleine de fantaisie sur le mythe du cirque, mais qui manque de fini. Le mistral a gêné les répétitions, ce sont les aléas du plein air. Pour sa première mise en scène théâtrale, le cinéaste Niko Papatakis s'est prudemment installé sous les ogives gothiques de la chapelle des Cordeliers, bien qu'il s'agissse d'une tragédie d'Eschyle : les lamentations de Io, cette jeune fille que Zeus aima, métamorphosa en génisse, et à qui, par jalousie, Héra envoya un taon pour la harceler, la torturer... Pendant trente-cinq minutes, Dido Lykoudis, soutenue par la musique de Olivier Dejours, tournoie dans sa large jupe rouge et psalmodie en grec ancien. C'est sans paroles, en revanche, que les comédiens grenoblois dirigés par Bruno Meyssat « racontent » Ajax, de Sophocle, folie et mort d'un guerrier que l'injustice transforma en meurtrier.**

**C. G.**

# La sollicitude grecque

## *« Ajax » de Sophocle, tragédie de la révolte et du pardon, présentée sans paroles*

Un homme vient de tuer. Peu à peu il retrouve l'esprit. Il essaie de se rappeler : *« Il y a eu une attaque de douleur. Vous voyez : une vague arrive, elle me jette, elle m'enlève, me roule... »* Quiconque, prenant un bain de mer, l'été, aux grandes marées, s'est vu emporté par une grosse vague plus violente que les autres, sait ce que cela veut dire.

Ce meurtrier n'a pas même besoin d'essayer de faire comprendre comment il s'est échappé à lui-même, parce que les juges disent déjà, sans plus de commentaire : *« Cet acte, à lui seul, par lui seul, prouve qu'il est l'acte d'un fou. »*

Ce sont les premières minutes de la tragédie de Sophocle, *Ajax*. Ajax est un guerrier grec d'un courage, d'une présence de réflexe, d'une invention tactique, et d'une force, incomparables. Devant Troie, comme sur d'autres fronts, il s'est montré le premier des combattants, devançant même Ulysse, qui est pourtant plus intelligent que lui. Ajax est orgueilleux, solitaire, indiscipliné. S'est révolté par une injustice, par ce qu'il estime, lui, une injustice : l'attribution à Ulysse, et pas à lui, des armes d'Achille mort (ces armes avaient été forgées par les dieux).

Ajax, ne se maîtrisant plus, s'est élancé de sa tente pour tuer il ne sait pas même qui, sans doute des responsables de ce partage, et, ne trouvant pas autre chose devant lui, il a fait une hécatombe de chevaux et de bêtes de trait : tout le bétail de l'armée. Il a tué des bergers aussi. Crime monstrueux aux yeux des Grecs, comme aux yeux d'Ajax lui-même dès qu'il retrouve l'esprit.

L'ascendant de Sophocle sur nos consciences d'aujourd'hui tient d'abord à ce qu'il pose, là, nettement, devant nous, des choses cruciales de nos vies, et qu'il les donne à saisir plus purement et entièrement que jamais cela n'a été fait par la suite, et aussi, ce qui est capital, à ce qu'il fait preuve d'une pénétration et d'une mansuétude, d'une liberté calme de regard, qui jamais elles non plus n'ont été atteintes par la suite. Dire Sophocle, c'est dire du même coup Eschyle, Euripide.

### *« Aidez-moi à me détruire »*

Par exemple, dans nos cours d'assises, des experts pourront s'empoigner sur un plus ou moins de responsabilité au moment de l'acte, mais aucun participant ne dira clairement, comme Sophocle, les mots déjà cités : *« Cet acte, à lui seul, par lui seul, prouve qu'il est l'acte d'un fou. »* Et il va analyser, plus finement que n'y parviendra même un Dostoïevski, les mouvements de conscience du meurtrier dès qu'il cesse d'être fou. Il regarde ses mains : *« je me suis baigné dans du sang ? »* ... Il regarde les cadavres. Il devine, plus que d'abord il ne constate, ce qui a dû se passer. Dès qu'il en acquiert une conscience plus claire, sa brusquerie naturelle l'oriente vers le suicide. Il a en effet ce sentiment : ce crime va annuler toutes ses qualités précédentes. *« Où aller, si mon passé meurt ? »*, lui fait dire Sophocle. Et Ajax a alors l'image des rames de ses marins : *« Vous qui frappez le flot de vos rames, écartez de moi le malheur, aidez-moi à me détruire ! »* ... L'image n'est-elle pas très belle, de ces rames, de ces glaives de bois, qui fendent et qui fendent, sans repos, et qui emportent ?

Ajax, avant de se jeter sur son glaive qu'il a planté à l'envers, la pointe en haut, dira encore : *« Toi, Soleil, qui cours là-haut, au moment où tu survoleras la terre de mon père, arrête-toi, et appelle ma mère, et dis-lui... »* (nous ne pouvons pas ne pas penser à nos communications spatiales). A la mort, qui s'approche de lui pour le prendre, il dit : *« Oui, à toi seule, tout à l'heure, je pourrai encore parler. »*

*« Chaque jour retarde notre mort »*, dit paradoxalement Sophocle. Il aime ces phrases-écriteaux, qui indiquent ou déjouent le chemin. *« On ne doit haïr son ennemi qu'avec l'intention de l'aimer plus tard. »* Quand la parole n'est plus possible, Sophocle l'admet. Devant le désespoir d'Ajax et sa décision de se tuer, le chœur dit : *« Je ne puis ni te défendre ni te permettre de dire ce que tu dis »*. La tragédie se termine par l'arrivée de l'homme qu'Ajax a toujours haï, qui a toujours haï Ajax : Ulysse. Et c'est Ulysse qui, séance tenante, jette un trait sur tout le passé, rend hommage au grand combattant, interdit de jeter son corps *« aux oiseaux et aux chiens »*.

*Ajax*, œuvre élevée et sans cesse poignante comme toutes celles de Sophocle, n'est, sait-on pourquoi, presque jamais jouée. Au Festival d'Avignon, dans un beau et mystérieux lieu nouvellement « conquis » par Alain Crombecque, l'ancien réservoir d'eau, des comédiens de Grenoble, conduits par le metteur en scène Bruno Meyssat, présentent *Ajax*. C'est une présentation muette. Le décor a un peu l'aspect d'une piscine, c'est une grande cuve rectangulaire bordée d'une allée, mais la cuve, au lieu d'eau, contient un magma de tuiles anciennes, plus ou moins écrabouillées, qui font des sons clairs de cristal lorsque les acteurs marchent dessus. Allusion à la tragédie : un glaive est planté là-dedans, la pointe vers le ciel. Il y a aussi des signes d'inhumation.

Ce n'est pas ennuyeux, à regarder. Les comédiens, Philippe Cousin, Marie-Estève Edelstein, Yves Neff, Eric Rondepierre, sont intéressants à voir faire. Le spectateur peut prendre cela comme un mystère mimé, tendu, illuminé par une méditation absente. Il faut tout de même lire *Ajax* ensuite, pour mieux apprécier cette mise en scène, et surtout parce que la dimension éternelle de Sophocle et des Grecs tient essentiellement au radioactivisme de leur parole.

**MICHEL COURNOT**

**▶ Réservoir du Rocher des Doms, à 21 h 30. Jusqu'au 28 juillet. Relâche les 20 et 26.**

# Nostalgie

## *Philippe Decouflé se souvient de ses débuts à l'école du cirque.*

Nostalgie... Le chorégraphe Philippe Decouflé a commencé sa formation à l'Ecole nationale du cirque, et c'est sur le cirque qu'avec son spectacle *Triton*, il jette un regard mi-tendre mi-ironique. Nous y sommes : la scène est ronde comme la Lune, bordée d'un demi-parapet incurvé, des mâts et des filins métalliques strient l'espace, les projecteurs sont à nu.

Debout sur des cubes noirs, cinq danseurs commencent un long strip-tease. Car le costumier, Philippe Guillotel, a déliré (avec un bonheur inégal). Sous les T-shirts, il a mis des cuirasses de métal aux seins hypertrophiés munis d'ampoules, des gaines lacées, des sous-vêtements argentés. Il y aura jusqu'au bout des changements de vêtements plus bizarroïdes les uns que les autres – et du Alwyn Nikolaïs dans l'air.

Les numéros se succèdent : la danseuse qui gesticule avec des soucoupes et des tasses à ne pas renverser, un joker à la barre fixe, un Arlequin qui s'écartèle dans une machine, une femme à barbe callipyge, une danseuse sur pointes géantes, des acrobates, un magicien avec son petit lapin et ses tours minables, un patineur à roulettes virtuose. La chorégraphie est très sommaire, sauf vers la fin où Ducouflé jette tout son petit monde sur la piste et lui trousse une danse inventive et jolie.

On se laisserait prendre à la fantaisie du spectacle s'il ne souffrait d'un grave défaut : il manque de rythme, de vivacité, les enchaînements sont laborieux, les séquences trop longues. On a l'impression de voir les rushes d'un film avant montage. D'assister au filage d'un spectacle qui nécessiterait encore une bonne semaine de répétitions. Philippe Decouflé saura-t-il manier la colle et les ciseaux avant la tournée de *Triton* en France, notamment au Théâtre de la Ville ?

**SYLVIE DE NUSSAC**

**▶ Cloître des Carmes, 22 h jusqu'au 21 juillet. Relâche le 18.**

# Conversations d'acteurs

## *Les Acteurs-Producteurs-Associés ont travaillé avec l'Italien Walter Le Moli. Résultat : « Basta per oggi »*

Ils sont dix, trois hommes, sept femmes, en tenue de soirée. Robes longues et rangs de perles, smokings. D'ordinaire, la table est un meuble convivial. Ici, elle est faite d'un plateau de bois si lourd, si vaste, si vide, que chacun des convives y semble perdu, et solitaire. Ils monologuent plus qu'ils ne dialoguent, ils ont à défendre non un personnage, mais leur peau : c'est l'image, paradoxale, du « collectif » des années 90, que donnent les APA, Acteurs-Producteurs-Associés, mis en scène par Walter Le Moli, pour leur spectacle *Basta per oggi*, anciennement *Conversations d'idiots*.

Michèle Foucher préside. Sitôt apaisée la musique de Tom Waits et sa voix de cow-boy déjanté, elle ouvre le feu. D'un ton sans réplique, elle dit la litanie des déçus de l'Europe et des temps modernes. Ce n'est pas *« je me souviens »*, mais *« nous n'avons plus... »* avec, en vrac, les ramblas de Barcelone, le risotto, la philosophie grecque, les couteaux suisses, le marxisme-léninisme ou la Closerie des Lilas. Ses convives restent impassibles. Puis chacun, tour à tour, va défendre son idée. Les femmes glorifient le massacre du genre humain, l'élimination des bébés, l'esclavage (Caroline Chaniolleau, Nathalie Krebs, Pascaline Pointillard, Christèle Wurmser). Une sonnette de sacristie retentit.

Deux comédiens passent en courant, saluent et se retirent derrière le grand rideau rouge qui ferme une scène où l'on ne joue pas, puisque la table est au centre de la salle, aux pieds des spectateurs. *Poésie !* crie la meneuse de jeu. Coudes sur la table, têtes penchées en avant, les comédiens s'enferment sur leur silence. Une tristesse profonde balaie les harangues.

Une voix s'élève, au micro, très proche et douce. Soutenue par une légère musique sirupeuse, elle susurre *« bienvenue »* à des exilés qui ont cru fuir l'horreur pour trouver un pays qui a tout de la geôle. *« Récréation ! »*, crie Michèle Foucher. Les hommes (Charles Berling, Hubert Saint-Macary, Grégoire Oesterman) se lèvent, entament autour de la table une danse lente et très belle, bras levés comme pour eux seuls.

Le spectateur, lui, ne sait jamais sur quel pied danser avec ce *Basta per oggi* qui sans cesse souffle du chaud et du froid. On y entend des fables idiotes et d'autres formidables... Hélène Lapiower raconte comment monter un escalier et ce qui semblait très simple devient vertigineux, comme est vertigineux sur un autre registre, ce couple de comédiens minables (Giancarlo Ilari et Elisabetta Pozzi) qui sur la scène, la vraie, rideaux rouges et fond violet, répètent l'Annonciation. Ils ont des trous de mémoire, malgré la bonne volonté de leur souffleuse. L'ange Gabriel, avec son dos de plumes blanches apparaît dans les cintres. Il est mal arrimé, il monte, descend, tournoie et tente de dire *« Ave Maria »* à sa comparse Marie-noyée dans des volutes de tissus rouge, comme sur un tableau de Giotto. Rideau.

Potache, direz-vous ? Les textes sont de Calvino, Cioran, Cortazar, Swift, Joyce, Rayski de Korab, Jean-Luc Godard, Naomie Lazard – une poétesse juive – et Kurt Tucholvsky, avec des injections de fragments dus à Michel Deutsch, Dominique Ducos et Georges Didi-Huberman. Il y a pas vraiment du bon et du moins bon, plutôt du plus ou moins pertinent – ainsi les propos sur le théâtre et la vie. Absurde, drôle et méchant ? Ce ne serait déjà pas si mal, mais le spectacle va plus loin. Sous ces fragments épars de gestes et de mots, sous cette parabole dérisoire de l'origine de la représentation, *Basta per oggi* fait table rase des personnages, de la psychologie, de l'accessoire, du répertoire, de la perspective unique. Que reste t-il ? Du théâtre assurément.

**ODILE QUIROT**

**▶ Gymnase Aubanel, 21 h 30 jusqu'au 25 juillet.**

## EN BREF

□ **Changement de programme.** – On attendait avec une certaine impatience et plus encore d'intérêt *la Comédie des comédiens*, qui devait se donner du 23 au 29 juillet au Théâtre de l'Oulle. Et puis, ce spectacle annoncé comme une suite de « nouvelles farces » a été annulé. Michèle Goddet, formidable comédienne de force, et son coauteur Laure Emmanuelle ont craqué. On ne sait pas pourquoi. On sait seulement que le comique exige une dépense d'énergie et d'imagination beaucoup plus intense que le tragique. On en a une fois de plus la preuve.

□ **La mode qui vient de l'Est.** – Ce n'est pas tout que trois pièces de Vaclav Havel soient jouées dans le off, et que Jean-Pierre Vincent doive en lire une quatrième. Ce n'est pas tout que, après la Comédie-Française, le festival accueille des lectures de pièces hongroises, et en programme une autre. On attend une délégation d'artistes roumains, invités sur l'initiative de l'Association française d'action artistique, de Georges Banu, et de Gérard Desarthe, qui au mois de mars a participé à l'opération « Printemps de la liberté », en Roumanie.

□ **La véritable histoire de France.** – La création de la troupe toulousaine Royal de Luxe, aura bien lieu, aux dates fixées – du 18 au 22 juillet, mais pas à l'endroit prévu, la caserne des Passagers. A cause des fumigènes et autres fantaisies du spectacle, il se passera en plein air, sur la place du Palais des papes, devant la façade du musée. Il faut dire que Royal de Luxe s'est fait connaître comme théâtre de rue.

# Un homme et le destin

## *Nico Papatakis met en scène « Io » et continue de rêver la Grèce disparue*

On l'avait retrouvé à Cannes, invité de la Quinzaine des réalisateurs il y a trois ans pour *la Photo*, cinéaste donc, comme en 1963, quand, d'une caméra aux allures légères, il s'en allait décrire des univers chaotiques, inspirés de son ami de toujours, Jean Genet. C'étaient *les Abysses*, film transposé des *Bonnes*, un scandale qui mobilisa alors tous les intellectuels contre la censure.

Nico Papatakis est aujourd'hui à Avignon, faisant ses premières armes de metteur en scène au théâtre. Premières armes ? Pas tout à fait, confie celui qui fut patron de La Rose rouge, l'un des plus célèbres et plus créatifs cabarets parisiens de l'après-guerre.

Ce projet d'Avignon lui est venu par hasard, un nouveau coup du destin. *« Même si je ne crois pas tout à fait au destin, je lui obéis, toujours.* La Photo *est un film qui doit tout à une rencontre imprévue avec Jack Lang.* Io *est une pièce adaptée d'Eschyle par l'une de mes nièces, Dido Likoudis, qui avait besoin d'un regard, et a choisi le mien »*.

### *Une gestuelle de ballet*

Cet homme de soixante-douze ans aujourd'hui, à la silhouette et au regard éternellement adolescents, s'émerveille des secrets du théâtre. *« Rien n'est plus difficile que de mettre en scène un monologue. Vous êtes aussitôt confronté à mille petits défis. Le plus difficile, et donc le plus excitant, est que le théâtre produit des signes très immédiats – des signes corporels, vocaux, lumineux. Ce qui compte avant tout au cinéma est l'image que l'on va offrir à la caméra. Le théâtre est plus corporel, plus charnel. Dans un espace donné, intangible, on mène un travail poétique et lyrique. La chance que l'on a au théâtre est le temps de la répétition. Au cinéma on répète sur le lieu même où tout de suite, on va tourner telle ou telle scène. Cela ne permet pas l'approfondissement que le théâtre exige. »*

*Io* est pour Nico Papatakis l'occasion de continuer son chemin dans la mythologie grecque. Habitué à la déplacer vers la réalité contemporaine, il doit pour la première fois *« à partir d'un texte donné en grec ancien, appris par cœur dans sa traduction française, visualiser un mythe dans une gestuelle théâtrale. Une gestuelle de ballet, de forme classique, qui n'a rien à voir avec le quotidien d'aujourd'hui »*. Sa nièce, qui maîtrise parfaitement la langue d'Eschyle et a mené des travaux fouillés sur la rythmique et la scansion, l'a beaucoup aidé. Lui essaie de créer *« une émotion esthétique pour un spectateur qui n'est pas au fait de la langue et de ses mystères »*.

Juste après Avignon, c'est au cinéma que le conduiront bientôt ses pas. Nico Papatakis vient d'achever un scénario original inspiré des amours de Jean Genet et d'un jeune funambule arabe, un moment douloureux de la vie du poète, que Nico Papatakis a, en ami, partagé avec lui. Au début de l'automne prochain, Michel Piccoli sera la figure de Genet, et Lila Dadi, qui depuis trois mois s'entraîne à l'école du cirque d'Annie Fratellini, sera le funambule.

**OLIVIER SCHMITT**

ISTH INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
DEPUIS 1954
Pour vous aider à réussir à l'expertise comptable
DECF - DESCF : UV 1 à 16
Succès confirmés
• Session intensive 5 semaines AOÛT-SEPTEMBRE
• Enseignements semestriels
Tél. : 42.24.10.72 - 45.85.59.35

# CULTURE

MUSIQUES

## Sous les remparts de Bayonne

*Le premier Festival de jazz de Bayonne affiche des prétentions classiques mais avec des possibilités d'ouverture*

BAYONNE

*de notre envoyé spécial*

Sous un ciel d'orage, à nuit presque tombée, les martinets rasant le fort qui domine, Pierre Boussaguet, albigeois, vit le rêve de sa vie : un dialogue à armes égales avec Ray Brown, son maître, l'inventeur de la basse moderne. Arbitre des élégances : le pianiste franco-américain Jacky Terrasson. Au passage retenons bien son nom.

Simplement amplifié, avec justesse, sans excès, le duo des contrebasses de Boussaguet et Brown roule au pied des remparts. Unissons parfaits, intervalles très intéressants (sur l'exposé de *Blues Monk* en particulier), dynamique riche, c'est un moment de musique plein, heureux.

Sur les tempos medium ( « *le tempo des dieux* » disait Hugues Panassié), Boussaguet et Ray Brown sont souverains. Comme portés par les nuages. Sur tempos vifs, ce qu'on appelait naguère des « *tempos d'enfer* » et que les jeunes musiciens nomment – épiques-époques-opaques – « *des tempos d'homme* », ils se promènent. Avec ces tentes, cet espace, ce ciel, ce chemin de ronde qu'on arpente pour aller d'une scène à l'autre *sans se gêner, public de tous âges* et artistes ont l'air d'une armée qui aurait finalement refusé de donner l'assaut. Au profit de quoi ? De la musique. Là haut, au sommet des remparts, se découpent vaguement *les silhouettes d'hommes de troupe* qui semblent exercer une surveillance de désert des Tartares. Derrière commence le pays Basque et Bayonne, la ville des premiers émois sensuels de Victor Hugo (*une nurse, un jardin public*) et de Roland Barthes...

Le Centre d'action culturelle de Dominique Burrucoa n'a pas pris d'initiative trop déroutante. Au rugby aussi on commence par fixer le jeu. Pour l'improvisation et les feintes de passes, on voit plus tard. Eddy Louiss et l'excellent sextet d'Hervé Sellin servent de promesses. Pas d'alibis : mais de promesses. Chez Sellin, trois souffleurs de première envergure (Sylvain Boeuf, Tony Russo, Denis Leloup), portés par une rythmique où rayonne Hélène Labarrière, contrebassiste, exécutent sans faute *des compositions plaisantes*, bien écrites, bien construites. Pour ceux que trop de vivacité « modernitique », selon l'expression d'Hugues Panassié, effraieraient encore, le *chapiteau, à quatre cents pas de* promenade, est à disposition. A la tête d'une troupe admirative et résignée, Lionel Hampton qui n'est plus que l'ombre de ses mailloches, éclate de rire. Pour la joie des *petits et des grands. Comme au cirque.*

### Un génie du mimétisme gestuel

Nostalgie du « vrai » jazz ? Alors il est des vérités plutôt dures à entendre. L'idée de « vérité » du jazz est de Panassié. Elle sert de repère. Ici, elle fonctionne encore plutôt bien. Le critique montalbanais que Boris Vian appelait Nunugue avait un beau soir décrété que le jazz s'arrêtait avant Charlie Parker. Comme un qui arrêterait la poésie avant Victor Hugo. Après quoi, il dut brûler énormément d'énergie pour excommunier, classer, expulser, bannir, honnir... C'est qu'il aimait le jazz, le bougre ! Trop, bien sûr, comme on fait quand on aime *vraiment*. Chaque année, à l'hiver, il venait à Bayonne. Dans une petite salle du Musée basque, il dispensait la vérité. Chaque année, nous étions vingt-trois : vingt et un *l'année où deux d'entre nous* durent partir pour la guerre d'Algérie. Le scénario était réglé comme papier à musique. Panassié faisait écouter ce que d'autres ne sauront jamais qu'entendre dans la musique. *Avec un génie persuasif du* mimétisme gestuel.

Après quoi, c'était plus fort que lui, il reprenait son rôle de grand inquisiteur. Ce goût des sectes religieuses et politiques, toujours, qui tombait à point nommé et qu'il aura poussé assez loin... Nous n'en avions cure, nous écoutions déjà Miles Davis en douce.

Panassié aurait bien aimé Scott Hamilton avec cet air de garçon de café de Providence, Rhode Island, des années 30 : petite moustache et pantalon trop large. Scott Hamilton a trente-cinq ans. C'est lui qui *ouvre le festival*. Son cas est étrange. Au ténor, son expressivité et sa sonorité sont impressionnantes. Il est exactement dans la position d'un type de vingt ans qui écrirait aujourd'hui les *Hymnes* de *Ronsard. C'est sa vérité à lui.* Il crée – pas comme ceux qui ne font que reproduire, – mais il crée à hauteur historique de Flip Philips, de Ben Webster ou de Lucky Thompson. Pourquoi pas ? Drôle *de télescopage dans les têtes*. Le jazz n'en finit plus de chercher sa vérité dans ses passés successifs. Le premier Festival de Bayonne s'inscrit dans cette recherche. Public conquis et preuve faite, on peut *désormais passer au présent*. Sur un « *tempo d'homme* ».

FRANCIS MARMANDE

## Les intermittences de Lavelli

*« L'Enlèvement au sérail » annexe Philéas Fogg au Festival d'Aix*

AIX-EN-PROVENCE

*de notre envoyé spécial*

Faut-il vraiment appâter les amateurs d'opéra avec des anecdotes ? Pour le nouvel *Enlèvement au sérail* de Mozart, Belmont arrive (et repartira) sur un bateau à roue et à vapeur, « qui fume », coiffé d'une casquette à la Philéas Fogg qui rend bien incertaine son identification ultérieure avec un « *architecte venu d'Italie* ». Modeste invention pour un Jorge Lavelli dont la première apparition au théâtre lyrique nous avait bouleversés avec un *Idoménée* totalement abstrait.

La suite ne fait guère de place au pittoresque (à part l'amusant pousse-pousse où Osmin fume son narguilé), avec ce décor de Pace en vitraux aux motifs uniformes pour quelque hammam, derrière lesquels s'agrippent les formes voilées des concubines curieuses ou jalouses de la favorite étrangère.

*Le petit côté Tour du monde en quatre-vingts jours* rejaillit cependant sur les costumes (Pedrillo-Passepartout) et sur la mise en scène, qui adopte volontiers l'allure de cartes postales attendrissantes et fanées ou de groupes à la Douanier Rousseau, ce qui n'est pas sans charme, notamment pour l'adorable quatuor des soupçons ou les adieux de Belmont et Constance enterrés à mi-corps.

On y reconnaît l'invention gestuelle de Lavelli, mais son inspiration paraît intermittente. D'où l'impression grise que laisse cette soirée, inégale aussi musicalement, car le chef uruguayen Carlos Kalmar varie les tempi sans raison, dessine un Mozart souvent sec et schématique, inattentif aux courants souterrains. Et le Sinfonietta de Varsovie perd de sa cohésion et de son harmonie sous cette baguette instable, comme les chanteurs, parfois décalés.

Rares sont aujourd'hui les cantatrices qui s'épanouissent dans le rôle de Constance. L'Américaine Susan Patterson déçoit cependant plus que d'autres : apparence et timbre banals, sans vibration particulière, voix poussée dans les aigus, vocalisation dure. Risto Saarman, ténor finlandais élégant et fin, en paraît tout intimidé et un peu inanimé parfois, alors que le Pedrillo d'il y a trois ans (Ruben Broitman) bondit de joie, tout émoustillé par sa ravissante Blondchen, Harolyn Blackwell, qui brûle les planches, voix de source, limpide et parfumée, au phrasé délicieux, dont chaque geste, chaque mot enchante et touche au cœur ; une nouvelle Reri Grist.

Excellente basse, l'Osmin de Jaako Ryhaenen, une sorte de gros nounours, mériterait d'être un peu plus secoué par Lavelli, bien que celui-ci lui ait donné un double savoureux, un muet du sérail, gringalet au bandeau de pirate (Luc-Antoine Diquero), qui met de la fantaisie dans la mise en scène. Enfin, Helmut Winkelmann campe un pacha Sélim uniformément triste, que l'on ne plaint guère malgré sa magnanimité.

JACQUES LONCHAMPT

**▶ Prochaines représentations les 17, 23, 25 et 28 juillet, en coproduction avec les Opéras de Lyon et de Montpellier ; parrainage de la SEITA. Signalons que, dans la distribution des *Indes galantes* (*le Monde* du 14 juillet), Catherine Dubosc a été remplacée par Miriam Ruggeri (Emilie) et Sandrine Piau (Zaïre).**

DISQUES

### Les mirages fauréens

**▶ Gabriel Fauré. « *Quatuor pour piano et trio à cordes* », op. 15 ; « *Trio pour piano, violon et violoncelle op. 120* ».**

***Beaux Arts Trio, Kim Kashkashian (alto).* Un disque compact Philips 422 350-2.**

Soixante-six ans après sa mort, Gabriel Fauré souffre toujours d'une incompréhension notable de la part de quelques musicologues, alors même que ses œuvres sont de plus en plus souvent jouées en concert et enregistrées.

Au chapitre des bêtises proférées de façon sentencieuse par un spectateur de Pierre Boulez, citons cette perle entendue sur France-Musique : « *Fauré est le type même du compositeur dont le langage n'a pas évolué au cours de sa longue carrière.* »

Ce disque réunit une œuvre du début, le *Quatuor op. 15* (dont la composition s'est étalée de 1876 à 1883) et le *Trio op. 120* (daté, lui, de 1922-1923). Est-il langage plus dissemblable que celui de ces deux pièces ? Marqué par Schumann et Wagner, le jeune Fauré donne une allure quasi symphoni*que à son quatuor. Les thèmes s'y* succèdent avec vigueur, une flamme toute romantique en parcourt les quatre mouvements, à peine ombrée, çà et là, par des inflexions mélodiques soutenues par une *harmonie mouvante. Plus* austère, hardi dans son utilisation rigoureuse du contrepoint, le trio est un des sommets de la musique de chambre avec piano. Il n'est plus question pour le compositeur d'émouvoir les belles dames comme au temps de sa jeunesse. Une curieuse forme de surdité a, entre-temps, déformé son audition (Fauré n'entendait ni les graves ni *les aigus à leur bonne hauteur*) et poussé le compositeur à s'isoler du monde. La musique qu'il compose alors émeut par ses transparences emmêlées, son trait acéré, sa tristesse insinuante.

Des esthétiques, des exigences contradictoires que le Beaux Arts Trio et Kim Kashkashian font leurs.

A. Lo.

### Le retour du fils de Lenny Bruce

**▶ Mojo Nixon & Skid Ropper : Unlimited Everything. Disque, cassette, CD Enigma/EMI.**

Mojo Nixon est un grand délirant qui sévit dans les bars américains. Il absorbe en quantités farami*neuses tous les déchets de la* culture américaine et les restitue sous une forme destinée à faire grimper aux rideaux la Majorité morale, le président Bush (malgré son patronyme, Nixon est du *genre à brûler les bannières étoilées*) et le président du fan-club d'Elvis.

En puisant son inspiration dans les tabloïds de supermarché (ceux qui ont retrouvé Elvis vivant à la caisse d'un supermarché du Minnesota ou découvert le rejeton monstrueux de l'union d'une habitante de Kalamazoo et d'un extra-terrestre), chez les télévangélistes et – surtout – dans son inconscient fertile, Mojo Nixon vocifère ses diatribes, souvent drôle, parfois simplement puéril, en s'accompagnant à la guitare soutenu par Skid Ropper à la planche à laver et à la basse à une corde. Ce qui ne fait pas – mieux vaut en convenir tout de suite – un vrai disque de rock, plutôt une collection de monologues mis (un peu) en musique avec quelques trouvailles sonores réjouissantes comme la parodie du Velvet sur *Jesus At MacDonald's*. Pour les amoureux des sous-cultures amé*ricaines et les nostalgiques de pro*vocations de Lenny Bruce.

T. S.

### L'élégance du choix

**▶ Brazil Stars, trois volumes, CD Sigla/ Vogue**

Ne pas connaître la musique brésilienne n'est pas une tare, la découvrir encore moins. Quoi de mieux pour cela que de bonnes compila*tions d'éléments à la hauteur* ? Celles de musique brésilienne jouent en général sur des thèmes porteurs, pochettes suggestives à l'appui : Rio et la samba, Bahia et ses danses torrides, le jazz et la *bossa-nova. D'autres présentent* quelques titres phares des grandes vedettes sans trop se soucier de la variété des rythmes, des styles musicaux et de leur enchaînement. Avec des titres ultra-connus pour la plupart, l'Américain David Byrne avait l'année passée joué sur du velours dans une sage compilation (*O Samba*, chez WEA), assurément chic, mais fade. En revanche, les trois volumes de *Brazil Stars* sont remarquables en ce sens qu'ils échappent aux modes, tout en restant suffisamment « grand public ». Il y a les incontournables – Chico Buarque, Milton Nascimento, Caetano Veloso, Maria Bethania ou Jorge Ben – et d'autres, bien moins connus hors de leur pays, mais dont les noms sont liés à l'histoire de la musique *populaire brésilienne depuis trente* ans, comme le Quarteto em Cy, Maria Creuza ou le Zimbo trio. L'écoute est continue, sans rupture. La structure (interprètes et styles) identique au fil des volumes. Un seul CD, le deuxième, est susceptible de contenter l'amateur curieux.

V. Mo.

CINÉMA

## L'été des sentiments

*Dans le premier film de Philippe Faucon, des adolescents cherchent « l'Amour » à corps et cœur perdus*

Ce n'est pas Paris, c'est sa banlieue : Saint-Denis. Les filles s'appellent Martine, Sandrine, Sophie, Perrine, Valérie, les garçons Joël, Riri, Alex, Paulo, Didier, Michel. C'est l'été, mais on ne part pas forcément en vacances. Alors on flâne, dans les cafés, au dancing, on cherche un petit travail, on passe le temps comme on peut et, forcément, on pense à l'amour.

*L'Amour* est le titre du premier film de Philippe Faucon (trente-deux ans) qui a reçu le prix du Public au Festival de Belfort 1989, le prix Perspectives du cinéma français et le prix de la Fondation Gan pour le cinéma au Festival de Cannes 1990. De quoi attirer l'attention, en plein été, alors qu'il ne se passe pas grand-chose dans les salles. *L'Amour* est un film d'auteur qui a capté un certain « air du temps », comme l'an dernier *Un monde sans pitié*, d'Eric Rochant, sauf que c'est exactement le contraire. Chez Rochant, des jeunes gens prolongés *piliers de la bohème parisienne intello* ; chez Faucon, des adolescents en passe de devenir adultes, appartenant à un milieu prolétaire où personne ne se dore la pilule. Dans les deux cas, et avec des moyens, des styles différents, *les jeunes cinéastes s'attachent* à décrire des comportements d'aujourd'hui et c'est un air nouveau dans le cinéma français. Peut-être plus nouveau encore, chez Philippe Faucon, qui a réinventé, à Saint-Denis, le réalisme d'un milieu qu'on ne montre guère à l'écran, sinon sous des couleurs noires : misère, délinquance, etc.

L'amour, cela dit tout : l'éveil des sentiments, l'éveil de la sexualité et toutes les difficultés que cela suppose, même dans une société permissive. Philippe Faucon place ses personnages (comédiens débutants, non professionnels ou lycéens) dans une période de disponibilité, un été de vacance, et les fait aller et venir au gré de leur propre vérité. Deux filles, Sandrine (Laurence Kertekian) et Martine (Julie Japhet), deux amies, se détachent du groupe. Sandrine, surveillée par un père jaloux (l'étonnant Gérard Royer) hésite entre Didier, un blond bien sage, et Joël, un brun tourmenté mais très séduisant. Martine cherche à planifier son existence. Elle va se marier. Peut-être pas *pour le meilleur. Philippe Faucon* filme la réalité de la vie en banlieue, un peu comme le Maurice Pialat de *Passe ton bac d'abord* (le seul film auquel on pourrait se référer) mais avec beaucoup de chaleur et d'humour, *non sans une certaine improvi*sation. Cela donne un ton de liberté correspondant aux incertitudes de l'existence chez des jeunes gens qui n'ont pas grand-chose à quoi se raccrocher.

Dans la description de ces personnalités incertaines, de ce désir d'amour à corps et cœur perdus, le film se révèle optimiste. Philippe Faucon n'aime pas seulement le cinéma. Suivez-le.

JACQUES SICLIER

□ **Mort de la comédienne Margaret Lockwood.** – L'actrice britannique Margaret Lockwood s'est éteinte le dimanche 15 juillet à Londres. Elle était âgée de soixante-treize ans. Elève de la Royal Academy of Dramatic Arts, Margaret Lockwood commence sa carrière dans le théâtre avant de découvrir le cinéma à dix-huit ans dans *Lorna Doone*, de Basil Dean, en 1934. Alfred Hitchcock la lance vraiment en 1938 avec *Une femme disparaît*. Elle tiendra par la suite de nombreux premiers rôles dans le cinéma britannique d'après-guerre : *Train de nuit pour Munich*, de Carol Reed ou *le Masque aux yeux verts*, d'Arliss, qui lui vaudra les foudres de la censure à cause de la profondeur de ses décolletés.

(Publicité)

ÉTUDIANTS DIPLOMABLES EN ARCHITECTURE

NIORT : VOTRE SUJET DE DIPLOME

LA RÉNOVATION DU CENTRE VILLE

*Une indemnité de 7 000 F*

PRIX DU MEILLEUR DIPLOME 5/10 000 F

Contacter : le secrétariat de votre École, ou Michel Gaillard à l'adresse ci-après

Hôtel de ville, 79022 Niort Cedex.

Téléphone : 49-32-58-33 – Télécopie : 49-32-59-38.

Note à l'adresse des professionnels :

Ce concours d'étudiants permettra de mieux cadrer le vôtre demain.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

*Directeur de la rédaction* : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Radio Nostalgie

et Ecla Théâtre

présentent le

FESTIVAL MOLIERE

2 spectacles en alternance

à 20 h tous les soirs du lundi au samedi

à 15 h les samedi et dimanche

au Pré Catelan

Théâtre de verdure du jardin Shakespeare

m° Porte Maillot,

bus 244 arrêt Bagatelle/Pré Catelan

retour assuré par navette jusqu'au métro

prix des places : 120 F

collectivités, étudiants, CV : 80 F

RESERVATIONS : 42.72.00.33



# SPORTS

## CYCLISME : le Tour de France

# Trois grands dans les étapes « casse-pattes »

**Deux Espagnols, Eduardo Choras et Marino Lejarreta, tous deux membres de l'équipe Once, financée par l'organisation nationale des aveugles espagnols, ont gagné les deux étapes Villard-de-Lans – Saint-Etienne et Le Puy-en-Velay-Millau, courues pendant le week-end. Ces étapes ont permis aux « grands » d'affirmer leur présence.**

MILLAU

*de notre envoyé spécial*

Décidément, les coureurs du Tour de France n'ont pas de chance avec la météorologie. Après avoir pesté contre la pluie et les frimas du Nord, les voilà soumis à la canicule . «*Aujourd'hui, j'ai bu quinze bidons, c'était terrible*», affirme l'Américain Greg LeMond. Pourtant, comme ses compagnons de route, il s'est montré agressif tout au long des deux cent cinq kilomètres de l'étape Le Puy en Velay-Millau, disputée dimanche 15 juillet. Depuis la veille, depuis cette course folle vers Saint-Etienne, les «grands» ont repris les commandes d'une épreuve qu'ils semblaient suivre du bout des pédales depuis le départ.

Comme s'il avait décidé d'enclencher une nouvelle vitesse, inconnue de tous, le coureur américain s'est propulsé aux avant-postes. En lançant de courtes attaques, comme dans cette ascension de la Croix de Chaubouret dans la Loire, il a testé ses adversaires et opéré une sélection. «*Ils étaient cinq, jeudi 12 juillet à pouvoir espérer. Ils ne sont plus que trois*», remarquait Roger Legeay, son directeur sportif. Trois prétendants qui, comme par hasard, occupent des places enviées en tête du classement général.

Dans cette course internationale, ils sont néerlandais, comme Eric Breukink, américain comme Greg LeMond ou espagnol comme Pedro Delgado. Trois coureurs capables, après quinze jours d'efforts, de rivaliser dans les accélérations, de faire preuve de cette fraîcheur qui commence à faire défaut au soutiers de la première heure. Seuls ou avec leurs équipiers, ils maîtrisent l'épreuve et choisissent la victime qu'ils vont décider d'éliminer dans leur escalade vers le sommet du classement.

### Gloire à l'Espagne

Samedi, l'Italien Claudio Chiappucci en a fait les frais, même si une grosse poignée de secondes lui permet de conserver son maillot jaune.•Dimanche, c'est le pauvre Breton Ronan Pensec, victime d'un rhume, qui a dû céder sa place. Les réservistes des promenades en plaine, habiles calculateurs, portent l'estocade sur des parcours « casse-pattes », comme l'on dit dans le milieu, ces étapes faites de montées et de lignes droites. Ils préparent les règlements de compte qui auront lieu dans les Pyrénées.

Alors des victoires d'étape leur importent peu. A l'image de Greg LeMond, laissant filer vers la ligne d'arrivée de Saint-Etienne un gentil Espagnol au nom d'Eduardo Chozas . Dimanche, lors de l'assaut du Causse Noir de Millau, un autre coureur espagnol, parti trois kilomètres avant le sommet l'a emporté. Greg LeMond ne s'en soucie guère, il est là pour «*gagner le Tour*», comme il le répète sans discontinuer, et ses deux adversaires, ou du moins les seuls qu'il considère comme tels, ont nom Pedro Delgado et Eric Breukink.

En attendant les lendemains d'affrontement du triumvirat des vedettes, gloire donc à l'Espagne. A ses deux enfants, Eduardo Chozas et Marino Lejaretta, deux anciens du peloton, qui mettent en joie les habitants de Madrid ou les Basques. Le brun Marino, l'homme qui à trente-trois ans court les trois Tours (Espagne, Italie, France) dans la même année pour la troisième fois, mérite le respect. Certes, il s'était fixé un autre défi, l'entêté Basque, finir parmi les dix premiers de chacune des épreuves.

Malheureusement une chute dans la Vuelta l'empêche de concrétiser son rêve. « *Tant pis*, déclare-t-il, *je prends plaisir à tripler les Tours cela me suffit. Et il y a au moins un avantage à courir autant, c'est que je n'ai plus besoin de m'entrainer, car comme affirme ma mère je suis paresseux* » .

SERGE BOLLOCH

## Des aveugles dans la course

MILLAU

*de notre envoyé spécial*

Les coureurs espagnols Eduardo Chozas et Marino Lejarreta qui ont remporté les deux étapes du week-end portent sur leur maillot un sigle qui représente un aveugle et sa canne. Ils appartiennent à une formation un peu différente des marques habituelles qui colorent le peloton : la formation ONCE, l'organisation nationale des aveugles espagnols. Une organisation regroupant trente six mille déficients visuels, à la fois responsable de prestations sociales et entreprise privée.

Créée en 1938, ONCE a bénéficié, dès son origine, des ressources d'une loterie dont les billets étaient vendus par des aveugles. Mais depuis quelque temps elle a diversifié ses sources de financement en investissant dans des domaines aussi variés que la communication (Télé 5), l'alimentation, les services, le tourisme. Selon son responsable, Miguel Duran Campos, celui que l'on surnomme « *l'aveugle le plus célèbre d'Espagne* », il s'agit « *d'ouvrir des nouvelles possibilités pour l'emploi des handicapés en créant des postes de travail, et de contribuer, grâce aux médias, à l'éducation et à la prise de conscience de la société à l'égard de ce groupe social* » :

Devenu une véritable puissance financière, avec 27 000 employés, ONCE a choisi de « s'offrir » une équipe de coureurs professionnels afin de promouvoir des sports que peuvent pratiquer les handicapés visuels, comme le cyclisme en tandem dont le copilote peut-être un aveugle. Les dirigeants de « l'empire » affirment qu'ils ne cherchent pas à mener une simple action publicitaire en investissant une dizaine de millions dans le cyclisme. « *Depuis deux ans c'est la philosophie d'une institution que nous essayons de promouvoir* », affirment ces Cannes Blanches « new look » .

Les deux victoires d'étape des coureurs ONCE ont été suivies par les affiliés de ONCE, grâce à la radio de ONCE . Une « *bonne opération* » selon les reporters espagnols présents à Millau, qui a un retentissement important en Espagne. ONCE, comme toutes les formations dignes de ce nom, a quand même fait appel à un Danois et un Australien pour compléter son équipe.

S. B.

## Classements

**Treizième étape**

*Villard-de-Lans - Saint-Etienne (149 km)*

1. Chozas (Esp) en 3 h 20 min 12 s; 2. Breukink (P-B); 3. Hampsten (E-U); 4. Conti (Ita); 5. LeMond (E-U), tous même temps.

**Quatorzième étape**

*Le Puy-en-Velay – Millau (205 km)*

1. Lejarreta (Esp) en 5 h 12 min 03 s; 2. Indurain (Esp) à 24 s; 3. Bugno (Ita) à 25 s; 4. Alcala (Mex) à 33 s; 5. LeMond (E-U) à 34 s.

**Classement général**

1. Chiappucci (Ita) en 52 h 49 min 13 s; 2. Breukink (P-B) à 1 min 49 s; 3. LeMond (E-U) à 2 min 21 s; 4. Delgado (Esp) à 4 min 26 s; 5. Pensec (Fra) à 4 min 55 s.

## VOILE : les préparatifs de la coupe de l'America

# La régate des grands capitaines d'industrie

**La vingt-huitième édition de la coupe de l'America, le plus vieux trophée sportif du monde, programmée pour mai 1992 à San-Diego (Californie), opposera des grands voiliers d'une nouvelle classe. Les deux premiers prototypes, français et italien, de cette « class America », viennent de naviguer ensemble.**

SÈTE

*de notre envoyé spécial*

Au loin, le mont Saint-Clair émerge de la brume de chaleur. A quelques milles au large, une petite brise de 10 à 12 nœuds fait gîter deux immenses voiliers qui se poursuivent. En ce lundi 9 juillet, le plan d'eau de Sète, quasi désert, sert de cadre à la rencontre des deux premiers prototypes «class America» déjà mis à l'eau, le *F 1* du défi français et l'Italien *Il-Moro-di-Venezia*.

Cette première régate sur le nouveau parcours imaginé pour la coupe de l'America n'a d'ailleurs pas été menée à terme mais a fait apparaître ... un large sourire sur le visage des Français. A six cent soixante-dix jours du premier coup de canon qui annoncera le début de la grande bataille navale de San-Diego, l'heure est encore à l'espionnite.

Après dix éditions de la coupe de l'America disputées, de 1956 à 1986, avec ces dinosaures en aluminium que sont les 12 mètres JI, l'adoption d'une toute nouvelle jauge, définie, du 5 au 9 octobre 1988, par les principaux architectes concernés et la liberté accordée pour le choix des matériaux peuvent débrider les imaginations et aboutir à des voiliers sensiblement différents entre eux.

Ainsi, la coque couleur lie-de-vin, décorée de la crinière d'or du lion de Venise, rappelle par son classicisme celle d'un «maxi» IOR. Plus cambrée, la coque blanche du *F 1* français donne une plus grande impression de puissance, accentuée par la forme, très arrondie dans sa partie supérieure, de la grande voile lattée, semblable à celles des grands multicoques.

Ces deux premiers «class America» résultent, en fait, de deux démarches bien différentes. Le défi italien est, avant tout, celui d'un homme, Raul Gardini, grand amateur de voile et richissime industriel (1). Pour concevoir *Il-Moro-di-Venezia*, il est resté fidèle à l'architecte argentin German Frers, qui lui a déjà dessiné trois « maxi », dont celui qui a remporté la coupe du monde 1988.

### Les nouveaux Italiens

Raul Gardini s'est attaché les services de quelques-uns des meilleurs spécialistes de la coupe de l'America qui s'étaient distingués en 1987 en Australie : les Américains Paul Cayard, barreur d'*USA* (défi de San-Francisco), Robert Hopkins et Ostenfeld, respectivement responsable du programme informatique et régleur de génois de *Stars-ans-Stripes* (vainqueur de la coupe avec Dennis Conner) et le Français Laurent Esquier, manager du défi néo-zélandais. Tous ces hommes ont opté pour la nationalité italienne afin de respecter les règles, sinon l'esprit, de la coupe de l'America. Pour construire son voilier, l'industriel italien a même créé sur la lagune son propre chantier naval, doté d'un four de vingt-six mètres de long. Le défi italien nécessiterait un investissement de quelque 200 millions de francs pour Raul Gardini.

A l'inverse, le défi français repose avant tout sur l'expérience et les compétences d'une équipe déjà rodée en 1987 avec *French-Kiss*, mais qui cherche toujours un commanditaire principal. «*A niveau de compétence sportive très proche, la victoire sera acquise avant le début de la compétition de San-Diego*, affirme Marc Pajot, responsable sportif et barreur du défi français. *Le vainqueur sera celui qui aura réussi le meilleur cycle de développement de ces nouveaux Class America*» .

Pour atteindre ce but, les Français ne manquent pas d'atouts grâce à la collaboration de partenaires technologiques de premier plan. Pour le dessin de la carène et de ses appendices, Philippe Briand, responsable du projet architectural, a bénéficié du concours des ingénieurs de Dassault. Ces derniers ont mis au point deux programmes informatiques de prédiction de vitesse, baptisés «PIEUVRE» (programme interactif d'études et d'utilisation des voiliers de régates) et «CAVIAR» qui s'apparentent à ceux utilisés pour le chasseur Rafale ou la navette Hermès.

Le résultat de ces études peut être testé, sous la forme de maquettes à l'échelle 1/3, au bassin d'essais des carènes de la Délégation générale pour l'armement. Gilles Ollier et le chantier Multiplast ont mis à profit l'expérience acquise avec les grands multicoques pour construire le *F 1* français en tissus de fibres de carbone préimprégnés de résine époxy sur une structure en nomex.

### Laboratoire flottant

Le gigantisme du mât (32,5 mètres, soit la hauteur d'un immeuble de treize étages), du gréement et des voiles (grand voile de 150 m²; spinnaker de 450 m²) nécessitent d'importants programmes de recherches aérodynamiques, assurés par le CNES (Centre national d'études spaciales), pour définir les formes les plus efficaces et étudier des matériaux nouveaux de type aramide, un kevlar utilisé pour les ballons sondes envoyés autour de Vénus. Le mât, en fibre de carbone, est confectionné par Jean-Pierre Maréchal, le leader mondial de ce marché. A l'heure actuelle, le voilier, truffé de capteurs qui permettent de mesurer cent trente-cinq paramètres, est un vrai laboratoire flottant. Cette campagne de mesures, effectuée avec les ingénieurs de Dassault, devrait déboucher, fin août, sur la mise en chantier d'un deuxième bateau pour disputer le premier championnat du monde des «class America», du 6 au 19 mai 1991 à San Diego j.

La principale incertitude du défi français réside dans son... financement, estimé à 180 millions de francs (*voir tableau*). Près d'un tiers de ce budget a été réuni, essentiellement sous forme de prestations techniques ou de subventions. Il reste à trouver 40 millions de francs par an sur trois ans que devrait apporter le (ou les) commanditaire . La somme paraît importante mais peut être relativisée si l'on sait que Lesieur, le centième annonceur français, a consacré, l'an dernier, quelque 80 millions de francs à l'achat d'espaces publicitaires (2) .

L'histoire de la coupe de l'America est riche de ces hommes d'affaires ou grands capitaines d'industrie comme l'Américain Vanderbilt, le Britannique Sir Thomas Lipton, l'Australien Alan Bond, le Néo-zélandais Michael Fay, qui se sont investis dans de tels défis. «*Je cherche à vendre l'idée d'une victoire française face aux représentants des grands pays industrialisés comme les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Italie, la Suède, la Nouvelle-Zélande et, désormais, le Japon, la RFA, le Danemark, l'Espagne et peut-être l'URSS qui participeront pour la première fois à la coupe*», dit Marc Pajot.

Le défi français dispose du savoir-faire technologique mais parvient mal à le faire savoir. Il est vrai que la communication n'a jamais été son point fort.

GÉRARD ALBOUY

(1) Président du groupe Ferruzzi (agro-alimentaire) et de la Montedison (chimie). Propriétaire des journaux Il Messagiero et Italia Oggi.

(2) Régate international, mai-juin 1990.

**Le budget prévisionnel du défi français**
*(en millions de francs)*

| | |
|---|---|
| Conception et ingénierie de projet | 23 |
| Construction | 38 |
| (trois bateaux) | 30 |
| Voiles | 42 |
| Organisation et logistique | 32 |
| Personnel et équipage | 5 |
| Communication et médias | 10 |
| Provisions | |
| TOTAL | 180 |

## AUTOMOBILISME : Grand Prix de Grande-Bretagne

# Alain Prost le finisseur

**Alain Prost (Ferrari) a, pour la première fois de sa carrière, remporté trois victoires consécutives la même saison en s'imposant dans le Grand Prix de Grande-Bretagne de formule 1 automobile, dimanche 15 juillet, à Silverstone. Ce succès lui permet de passer en tête du championnat du monde des pilotes à l'issue de la huitième des seize courses.**

A Mexico, où il avait dû remonter de la treizième place pour l'emporter, et le Castellet, où il n'était passé en tête qu'à deux tours de l'arrivée, Alain Prost a pu donner l'impression de vivre un dimanche tranquille à Silverstone, où il s'est emparé de la première place en doublant son coéquipier britannique Nigel Mansell dès le quarante-troisième des soixante-quatre tours.

Cette tranquillité ne pouvait, toutefois, être que relative sur ce circuit où les pilotes ont besoin d'un « gros cœur » pour tourner à plus de 230 km/h de moyenne, avec des courbes à aborder à plus de 300 km/h ! Alain Prost savait surtout que, plus que les McLaren, en perte de vitesse, il avait tout à redouter de son propre coéquipier, le plus fonceur et le plus patriote des pilotes de formule 1, qui jouait son avenir devant cent vingt mille compatriotes.

Dès le samedi, Nigel Mansell avait apporté la preuve de sa détermination en étant le seul pilote à ne pas lever le pied pour aborder le virage de Stowe à 318 km/h. Il avait réussi le meilleur temps des qualifications et avait récidivé le dimanche matin dans le warm up (ultimes essais pour les réglages de course avec le plein d'essence). « *Il veut gagner ici parce que c'est son pays et qu'il veut aussi rester chez Ferrari*, disait à on sujet Alain Prost. *C'est la période où tous les pilotes discutent du renouvellement de leur contrat. Il est un peu nerveux actuellement. Il conduit à la* desperado, *au détriment du réglage de sa voiture, mais il a une énorme qualité : il ne se préoccupe pas du comportement de sa voiture lorsqu'il a décidé de passer à fond dans une courbe. C'est un avantage en qualification, mais en course, c'est différent.* »

Devancé au départ par Ayrton Senna (McLaren Honda), Nigel Mansell aura, en effet, laissé un peu trop de gomme et de tension nerveuse pour s'emparer de la tête au douzième tour, puis pour résister à Gerhard Berger (McLaren Honda), leader éphémère du vingt-deuxième au vingt-septième tour. A son habitude, Alain Prost a su attendre son heure en assistant, à distance, à ces chassés-croisés très éprouvants pour les pneus et les mécaniques avec le plein d'essence. Son apparition dans les rétroviseurs du Britannique après la mi-course annonçait, presque inexorablement, la quarante-troisième victoire du triple champion du monde.

A trente-cinq ans, le « professeur » maîtrise son sujet comme jamais. Pour la première fois de sa carrière, il vient de remporter trois victoires consécutives la même saison (1). De tous les pilotes en activité, seul Ayrton Senna a fait mieux, avec quatre succès consécutifs en 1988, à l'époque de l'invincible McLaren Honda. Distancé de dix-sept points (31-14) après les cinq premières courses du championnat du monde, le pilote français vient surtout de rétablir la situation en sa faveur grâce à ces trois victoires.

Plus encore que par ses résultats, Alain Prost impressionne cette saison par sa manière de gagner ses courses. A la mi-championnat, 2 370 kilomètres ont été parcourus. Ayrton Senna a figuré en tête pendant 1 195 kilomètres (50,4 %) et le Français seulement 291 kilomètres (12,2 %). Le Brésilien a mené dans les huit grands prix mais n'a pu conserver ce rang que trois fois. Alain Prost s'est porté quatre fois en tête de la course et l'a chaque fois emporté. A défaut de disposer de la voiture la plus rapide, le champion du monde en titre a donc souvent su adopter les meilleurs réglages pour ménager pneus et mécanique et s'imposer au finish.

### La retraite de Mansell

Par son perfectionnisme et sa science des réglages, Alain Prost a, surtout, fait progresser la Ferrari de semaine en semaine tandis que, sur les circuits rapides, la puissance du moteur Honda ne parvient plus à masquer les imperfections du châssis McLaren. Mais, pour la suite de la saison, le plus important pour le pilote rançais est peut-être d'avoir semé le doute dans l'esprit de ses adversaires et de son propre coéquipier.

A Silverstone, le Brésilien Senna a commis une nouvelle faute et perdu la course sur une sortie de virage trop large qui a provoqué un tête-à-queue et l'a contraint à un arrêt au stand pour changer de pneus. Faut-il voir dans cette nouvelle faute une manifestation de sa fébrilité actuelle ? Pour prolonger son contrat chez McLaren, le Brésilien réclamerait 12 millions de dollars (67 millions de francs) mais exigerait aussi de savoir qui concevra le châssis destiné à accueillir le nouveau V 12 Honda. Difficile de ne pas voir là une marque de défiance vis-à-vis de Neil Oatley, ingénieur en chef de l'écurie britannique après les départs de Gordon Murray, chargé de la future routière très haut de gamme préparée par McLaren, et de Steve Nichols, qui a rejoint Alain Prost chez Ferrari.

Plus grand encore semble être le désarroi de Nigel Mansell, qui avait conservé un statut de premier pilote traité à égalité à l'arrivée d'Alain Prost. Selon Patrick Head, ingénieur en chef de Williams, cette association aurait coûté 18 millions de dollars (100 millions de francs) à Ferrari et à Marlboro. Le Britannique aurait réclamé 6 millions de dollars (33,5 millions de francs) pour rester en Italie, mais on ne lui en aurait pas proposé la moitié. Nigel Mansell, qui s'est déclaré « *ébranlé* » après cette défaite dans ce grand prix qui représentait pour lui « *la course la plus importante de l'année* », a annoncé que, à trente-six ans, il mettrait un terme à sa carrière à la fin de la saison.

GÉRARD ALBOUY

(1) Alain Prost a déjà gagné trois grands prix consécutifs, mais il s'agissait des deux derniers de 1984 et du premier de 1985.

## Classements

1. Prost (Fra, Ferrari), les 305,9 km en 1 heure 18 min 30 sec; 2. Boutsen (Belg, Williams-Renault) à 39 sec; 3. Senna (Bré, McLaren-Honda) à 43 sec; 4. Bernard (Fra, Lola-Lamborghini) à 1 min 15 sec; 5. Piquet (Bré, Benetton-Ford) à 1 min 24 sec; 6. Suzuki (Jap, Lola-Lamborghini) à 1 tour

**Championnat du monde des pilotes**

1. Prost (Fra), 41 pts; 2. Senna (Bré), 39; 3. Berger (Aut), 25; 4. Piquet (Bré), 18; 5. Boutsen (Bel), 17.

# Les résultats

### ATHLÉTISME

**Grand prix d'Oslo**

Le Tchécoslovaque Jan Zelezny a amélioré de 8 centimètres le record du monde du lancer de javelot avec un jet de 89,66 mètres, réussi samedi 14 juillet à Oslo. L'ancien record était détenu par le Britannique Steve Backley. Au cours de la même réunion, Thierry Pantel a battu le record de France du 10 000 mètres en 27 min 31 s 16. L'ancien record appartenait à Jean-Louis Prianon en 27 min 34 s 38.

### ESCRIME

**Championnats du monde**

Après ses victoires dans les épreuves collectives du fleuret masculin et féminin, l'Italie a enlevé le titre messieurs par équipe, dimanche 15 juillet à Lyon, en battant la France par huit victoires à six. De son côté, l'URSS, en dominant la Hongrie (9-6), a enlevé l'épreuve de sabre par équipes.

### NATATION

**Championnats de France**

Trois records de France ont été battus, samedi 14 juillet à Narbonne, à l'occasion de la dernière journée des championnats nationaux. Frédéric Lefèvre a amélioré de 13/100 de seconde son record du 200 mètres quatre nages en 2 min 2 s 70. Cécile Jeanson a porté son record du 200 mètres papillon à 2 min 13 s 94 et les nageuses de Clichy ont battu celui du 4 × fois 200 mètres en 8 min 29 s 33.

هكذا من الاصل

# AGENDA

## CINÉMA

### LUNDI 16 JUILLET

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**SALLE GARANCE**
**(42-78-37-29)**

**LUNDI**

Le Cinéma des pays nordiques : les Femmes (1979, v.o. s.t.f.), de per Blom 14 h 30 ; Village gardé (1944, v.o. s.t.f.), de Timo Linnasalo, 17 h 30 ; Paradis d'été (1977, v.o. s.t.f.), de Gunnel Lindblom, 20 h 30

### LES EXCLUSIVITÉS

**AFFAIRES PRIVÉES** (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16)

**ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS** (Fr.-Eg., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ** (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**ALWAYS** (A., v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52).

**APARTMENT ZERO** (Brit., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**ATTACHE-MOI !** (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**AUX SOURCES DU NIL** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**BEST OF THE BEST** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**BLACK RAINBOW** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ** (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**LA CAPTIVE DU DÉSERT** (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

**CHARLIE** (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR** (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CHET BAKER, LET'S GET LOST** (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**CŒURS FLAMBÉS** (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**CONTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**CRIMES ET DÉLITS** (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT** (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**MAURICE** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

**METTONS LES VOILES** (Brit., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

### LES FILMS NOUVEAUX

**L'AMOUR.** Film français de Philippe Faucon : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

**CONTRE-ENQUÊTE.** Film américain de Sidney Lumet, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**DÉLIT D'INNOCENCE.** Film américain de Peter Yates, v.o. : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**L'ORCHIDÉE SAUVAGE.** (*) Film américain de Zalman King, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**LE RETOUR DE FLESH GORDON.** (*) Film américain d'Howard T. Ziehm, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**TAPEHEADS.** Film américain de Bill Fishman, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

---

**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉNOMMÉ** (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**EINSTEIN JUNIOR** (Austr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES** (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LE FESTIN DE BABETTE** (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**FEU SUR LE CANDIDAT** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**LA FILLE AUX ALLUMETTES** (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**GHOSTS OF THE CIVIL DEAD** (**) (Austr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**GLORY** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**GUNMEN** (Chin., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES** (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**JE T'AIME A TE TUER** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**KILL ME AGAIN** (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA** (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**LES LIAISONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**MA MÈRE... MON AMOUR** (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**MISS MISSOURI** (Fr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**MON VINGTIÈME SIÈCLE** (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**MUSIC BOX** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

**MY LEFT FOOT** (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

**MYSTERY TRAIN** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**NIKITA** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

**LES NOCES DE PAPIER** (Can.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

**NOUVELLE VAGUE** (Fr.-Suis.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**OH, QU'ELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER NOIRE** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

**LES P'TITS VÉLOS** (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**POTINS DE FEMMES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LE PROVINCIAL** (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**QUELLE HEURE EST-IL** (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

**RÊVES** (Jap., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

**LA SERVANTE ÉCARLATE** (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

**SIDEWALK STORIES** (A.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

**SUSIE ET LES BAKER BOYS** (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

**TATIE DANIELLE** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**LE TEMPS DES GITANS** (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**THE MAHABHARATA** (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**TORCH SONG TRILOGY** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

**TOUCHE PAS A MA FILLE** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**TUMULTES** (Fr.-Bel.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

**UN MONDE SANS PITIÉ** (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Le Bastille, 11e (43-07-48-60).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LA VOCE DELLA LUNA** (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**LE VOLEUR DE SAVONNETTES** (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

### LES GRANDES REPRISES

**ANNA KARÉNINE** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**L'ARDENTE GITANE** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**L'ATALANTE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

**LE BAL DES VAMPIRES** (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

**CASINO ROYALE** (Brit., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

**CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU** (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**CHANT D'AMOUR** (**) (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**DÉDÉE D'ANVERS** (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

**EASY RIDER** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU** (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

**FANTASIA** (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

**FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS** (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

**HAIRSPRAY** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**L'INCONNU DU NORD-EXPRESS** (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

**KEY LARGO** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

**LUDWIG** (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50).

**MAMMA ROMA** (It., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

**MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL** (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

**ORFEU NEGRO** (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

**OTELLO** (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

**LA PARTY** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER A !** (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

**QUOI DE NEUF PUSSYCAT ?** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**RAGING BULL** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**REBECCA** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

**SCARFACE** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

**STRANGER THAN PARADISE** (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**TAXI DRIVER** (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**UN POISSON NOMMÉ WANDA** (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**LA VIE EST BELLE** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

## THÉATRES

**ATELIER** (46-06-49-24). L'Homme assis : 21 h.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Seymour Brussel : 21 h.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Salle Richelieu. La Vie de Galilée : 20 h 30.

**CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

**GRAND THÉATRE D'EDGAR** (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

**HUCHETTE** (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. La Fontaine-fables : 20 h. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. La Vie à deux : 21 h 30.

**PARC DU PRÉ-CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE)** (42-72-00-33). Les Fourberies de Scapin Festival Molière : 20 h.

**THÉATRE DE NESLE** (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

**THÉATRE MONTORGUEIL** (42-33-80-78). Dépêche-toi, c'est Shabbat : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Taratata : 21 h.

## PARIS EN VISITES

### MARDI 17 JUILLET

« Spirites et médiums au Père-Lachaise », 10 h 30, place Gambetta, angle avenue du Père-Lachaise.

« Les poètes et la poésie au Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 20, sur l'esplanade, sous l'éléphant (C. Merle).

« Grande Arche de la Défense, esplanade, CNIT réaménagé », 14 h 15, hall du RER Défense, sortie L (Tourisme culturel).

« L'Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée (P.-Y. Jaslet).

« Versailles : le quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, RER La Défense, sortie L (M.-C. Lasnier).

« Eglise et hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV.

« Hôtels et jardins du Marais-Sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Notre-Dame-de-Paris et les maisons de chanoines du quartier du Cloître », 14 h 30, sortie métro Cité (D. Fleuriot).

« L'Opéra Garnier et les fastes du second Empire », 14 h 45, en haut des marches.

« Saint-Séverin au cœur du quartier médiéval et les restes de son charnier », 15 heures, devant l'entrée (Connaissance de Paris).

« Lieux inconnus de l'ancienne et de la nouvelle Sorbonne », 14 h 45, place de la Sorbonne », devant le portail de la chapelle (M. Banassat).

« Le Palais omnisports de Bercy et son environnement », 15 heures, sortie métro Bercy, côté POPB.

« Versailles : les jardins des Grand et Petit Trianon et le hameau », 16 h 30, sous le péristyle du Grand Trianon. Accès par SNCF Versailles rive droite, depuis Saint-Lazare (Monuments historiques).

« Camille Claudel au Musée Rodin », 15 heures, entrée du Musée, 77, rue de Varenne.

« Charles de Gaulle à la Bibliothèque nationale », 15 heures, entrée de l'exposition, 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire).

« Le Palais-Royal », 19 heures, grille du Conseil d'Etat (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels célèbres du Marais », 21 heures, métro Saint-Paul/Le Marais (Lutèce-Visites).


Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

**VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ :** Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

**VOUS ÊTES DÉJA ABONNÉ :** Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

| DURÉE | FRANCE | ÉTRANGER* (voie normale) | Nbre de nos |
|---|---|---|---|
| 2 semaines | 100 F | 165 F | 13 |
| 3 semaines | 150 F | 245 F | 19 |
| 1 mois | 180 F | 310 F | 26 |
| 2 mois | 290 F | 550 F | 52 |
| 3 mois | 400 F | 790 F | 78 |

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE ____
du ____ au ____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM ____ PRÉNOM ____
No ____ RUE ____
CODE POSTAL ____ VILLE ____
PAYS ____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
● No CB ____
Expire à fin ____ Signature obligatoire

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) ____

011MQN02

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

# AGENDA

## ÉCHECS

### Joël Lautier non qualifié pour le Tournoi des candidats

# Triomphe soviétique à l'interzonal de Manille

Le Tournoi interzonal d'échecs de Manille (Philippines) s'est achevé samedi 14 juillet par le triomphe des soviétiques Boris Guelfand et Vassily Ivantchouk, troisième *ex-aequo* au classement mondial de la FIDE avec 2 680 points ELO derrière Karpov, 2 730 et le champion du monde Kasparov, 2 800. Les onze premiers sont qualifiés pour le Tournoi des candidats, qualificatif pour le championnat du monde de 1993 (1). Le jeune grand maître français Joël Lautier, dix-sept ans, a terminé à la vingt-neuvième place avec 6,5 points sur treize possibles.

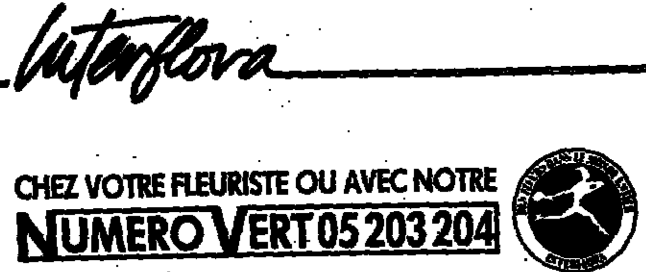
Le pronostic de Kasparov, qui voyait à Joël Lautier une *« bonne chance »* de terminer dans les onze premiers du terrible Tournoi de Manille (*le Monde* du 6 juillet) s'est donc révélé faux. En tête jusqu'à la quatrième ronde, encore en course à la neuvième, Lautier a subi alors deux défaites qui lui ont ôté toute chance de se qualifier.

Cependant, avec quatre victoires (Piasetski, Youdassine, Adams et Vaganian, champion d'URSS en titre !), cinq nulles (Ljubojevic, Dalmatov, Khalifman, Sokolov et Marin) et quatre défaites (Guelfand, Kortchnoï, Anand et Shirov), Lautier n'a pas à rougir de son parcours. Avec 2 570 points il n'était que le quarante-deuxième joueur du Tournoi au classement ELO sur les soixante-deux participants. Il a battu un qualifié, fait nul avec un autre et trois de ses quatre défaites lui ont été infligées par le premier, le troisième et le cinquième qualifiés.

Reste que le but qu'il s'était fixé : être champion du monde, s'éloigne. L'échéance 1993 est morte. Tout est à reprendre pour 1996, et s'il en avait jamais douté, Lautier a pu vérifier de près que les Guelfand et autres Ivantchouk, ne l'attendront pas en route.

**Classement.** – 1. Guelfand (URSS) et Ivantchouk (URSS), 9 sur 13 ; 3. Anand (Inde) et Short (Angl.), 8,5 ; 5. Kortchnoï (Suisse), Youdassine (URSS), Dreiev (URSS), Dolmatov (URSS), Nikolic (Youg.), Sax (Hong.) et Huebner (RFA), 8. Tous qualifiés. Il y avait soixante-deux participants.

(1) Le Néerlandais Timman, l'Anglais Speelman et le Soviétique Youssoupov, respectivement finalistes et demi-finalistes du dernier Tournoi des candidats sont aussi qualifiés.



## TOURISME

### Dans un camp de nudistes

# Facteurs «à cheval»

**MONTPELLIER**

*de notre correspondant*

Le camp de naturistes du Cap d'Agde dans l'Hérault, un des plus grands d'Europe – dix mille adeptes l'été –, fait figure de ville de bord de mer très organisée: cent cinquante commerçants assurent le ravitaillement des touristes de toutes nationalités, hébergés dans quelque deux mille cinq cents appartements. Pourtant dans cet apparent paradis où chacun vaque entièrement nu à ses occupations, souffle un vent de fronde contre l'administration de la poste.

Celle-ci refuse de distribuer le courrier à l'intérieur du camp, et contraint les estivants à venir chercher leurs lettres dans des boîtes pleines à craquer situées à l'entrée. D'où une distribution anarchique et des pertes de lettres qui provoquent l'indignation. *«Nous ne sommes tout de même pas des pestiférés»*, argumente M. Georges Vidal, un retraité naturiste, pour qui *«il y a là une forme excessive de racisme puisque les nudistes sont privés d'une distribution qui profite à l'ensemble de la population.*

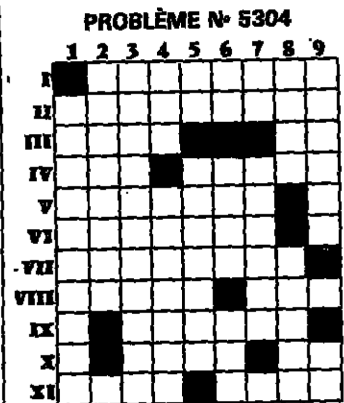
Les PTT se réfugient derrière la loi du treize juillet 1983 qui protège les fonctionnaires de toute atteinte à la dignité, et exige de l'administration qu'elle les soustraient aux outrages à la pudeur. *«venir dans le camp ne présente pas beaucoup de risques»* reconnaît M. Jacques Fernandez, responsable de la distribution dans l'Hérault, toutefois *«pour certains préposés, cette situation rapprochée peut constituer une gêne que nous souhaitons éviter»*.

Les nudistes ont décidé de déposer un recours devant le tribunal administratif.

JACQUES MONIN

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME Nº 5304



**HORIZONTALEMENT**

I. Simple quand il n'y a aucun effet. – II. Vraiment pas pratique. – III. Sur Erdre, dans la Loire-Atlantique. Nourriture pour un rongeur. – IV. Aperçus. Découle. – V. Arrondir les angles. – VI. Galle du chêne. – VII. Peuvent amener un refroidissement. – VIII. On lui attribue un livre dont il n'est peut-être pas l'auteur. S'échappe dès qu'on ouvre le bec. – IX. Archipel de la côte du Finistère. – X. Prénom de femme de lettres. Pas dit. – XI. Pâle quand il est vieux. Distraire.

**VERTICALEMENT**

1. Parler haut et fort. – 2. Qui se sont donc un peu calmées. – 3. Quand ils sont hauts, peuvent être assimilés à des légumes. – 4. Comme un joueur qui ne peut rien faire. Filet. – 5. Symbole d'un métal léger. Disposées comme des pierres dans une maçonnerie. – 6. Participe. Une pièce généralement très sombre. Un cap entre Alicante et Valence. – 7. Préposition. Fournit du sucre en Indonésie. – 8. Passe à Evreux. N'est pas très bonne quand elle est petite. – 9. Pas avantagées. Quartier de Turin.

**Solution du problème nº 5303**

*Horizontalement*

I. Permanente. Mime. – II. Lieu. Etouffage. – III. Adagio. Café. Nul. – IV. Né. Mue. Irrité. – V. Tristes. Agrafés. – VI. Es. Son. paie. – VII. Remise. Erigés. – VIII. Tombeurs. Let. – IX. Talée. Espaceras. – X. En. Cupides. Pi. – XI. Reste. Rires. Bel. – XII. Sûr. Cils. Usé. – XIII. Epi. Régatiers. – XIV. Ur. Dépecée. Etoc. – XV. Rêve. Ures. Fée.

*Verticalement*

1. Plantes. Terreur. – 2. Elders. Ta. Pré. – 3. Réa. Rôles. – 4. Mugissements. Dé. – 5. Tombe. Eure. – 6. Néoménie. Repu. – 7. Et. Us. Sueur. Ger. – 8. Noce. Perspicace. – 9. Tua. As. Spirites. – 10. Effigie. Adélie. – 11. Ferrer. Cesse. – 12. Ma. Râ. Iles. Rée. – 13. Ignifuger. Buste. – 14. Meute. Etapes. – 15. Lésés. Silence.

GUY BROUTY


# Le Monde

| RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : | ADMINISTRATION : |
|---|---|
| 15, RUE FALGUIÈRE<br>75501 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : (1) 40-65-25-25<br>Télécopieur : (1) 40-65-25-99 | 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY<br>94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX<br>Tél. : (1) 40-65-25-25<br>Télécopieur : (1) 49-60-30-10 |

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, nº 57 347 ISSN :0395-2037

Le Monde PUBLICITE SA

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70. - Société filiale du journal le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.


*Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration*

PP.Paris RP


## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG | AUTRES PAYS Voie normale-CEE |
|---|---|---|---|
| 3 mois | 400 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 780 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 400 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
*Pour vous abonner,* RENVOYER CE BULLETIN Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

*Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie*

MONO1


## CARNET DU Monde

### Naissances

– M. Pascal JACOB et Mme, née Frédérique Galey, Soala et Romain JACOB,

sont heureux d'annoncer la naissance de

**Clément,**

le 10 juillet 1990, 57, rue Saint-Jacques à Paris-5e.

– Serge et Susanne PICARD

ont la joie d'annoncer la naissance de

**Raphaël,**

le 25 juin 1990.

34, square de Clignancourt, 75018 Paris.

### Décès

– Alger. Paris.

Ses enfants, Georges et Danielle,
Ses petits-enfants,
Ses frères, Roland et Charles,
Ses parents,
Alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Viviane ALEZRA,**
née Kalifa,

survenu à Paris, le 8 juillet 1990, à quatre-vingt-un ans.

69, rue Marx-Dormoy, 75018 Paris.

– M. Michel Albert, directeur de la production et du transport
Et M. Jean Benat, inspecteur général à Electricité de France,
ont le regret de faire part du décès de

**Pierre BONIN,**
ancien chef du groupe régional de production thermique Est,

survenu le jeudi 12 juillet 1990.

Le service religieux sera célébré le mercredi 18 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, 3, place Ile-de-France, à Strasbourg-Meinau.

– M. et Mme Jean Chrétien,
ses enfants,
M. Lionel Chrétien,
M. Denis Chrétien,
ses petits-enfants,
Toutes les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Pierre CHRÉTIEN,**
libraire expert,
président honoraire du Syndicat de la librairie ancienne et moderne,
expert près les tribunaux,

survenu le 10 juillet 1990, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse, célébrée dans la plus stricte intimité familiale, le vendredi 13 juillet, en l'église de Saint-Germain-en-Laye, a été suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

17, rue Thiers, 78100 Saint-Germain-en-Laye.
178, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

(Né le 16 janvier 1911 à Paris, Pierre Chrétien avait présidé de 1954 à 1958 le Syndicat de la librairie ancienne et moderne, avant d'en devenir le président d'honneur. Sa librairie de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, était spécialisée dans les éditions rares depuis trois générations (1870-1910-1939).)

– Roussas. Paris. Gargenville.

Michel, Nicole, Paul,
ses enfants,
Christine, Laurence, Isabelle, Frédéric et Jean-Denis,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Marc FOURNIER,**

survenu le 10 juillet 1990, dans sa soixante-dix-septième année.

– Sainte-Maure-en-Touraine. Chartres. Paris.

La famille HAROCHE de Belhomert a la douleur de faire part du décès de

**Antoine**

leur fils et frère, le 4 juillet 1990, à Paris.

10, rue du Général-de-Gaulle, 28240 Belhomert.

– Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Jovial ISTASSE,**

survenu à Morondava (Madagascar), le 11 juillet 1990, dans sa trente-cinquième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Morondava, dans l'intimité familiale.

Priez pour lui.

6, rue Léonard-Euler, 94000 Créteil.
BP 171. Morondava (Madagascar).

– Mme Emmanuel La Gravière, née Madeleine Labarthe,
son épouse,
M. et Mme Duc Le Minh et leurs fils,
M. et Mme Henri La Gravière et leurs filles,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-six ans, le 10 juillet 1990, de

**M. Emmanuel LA GRAVIÈRE,**
pasteur de l'Eglise réformée de France,
ancien sénateur,
conseiller honoraire de l'Union française,
chevalier de la Légion d'honneur,
titulaire de la croix de guerre 1939-1945
et de la médaille de la Résistance française.

*« ... Ce qui est imparfait sera aboli... Nous voyons confusément : nous verrons face à face... Aujourd'hui, je connais imparfaitement : alors, je connaîtrai comme j'ai été connu ! »*
(1re Ep. de Paul aux Corinthiens, chap. XIII, vers. 9 et 12.)

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

– Mme Charles Serfaty, née Mireille Lellouche,
son épouse,
Me Gérard Serfaty et Mme,
Les docteurs Alain et Annie Beneche et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Serfaty, Lellouche, Beneche, Cohen,
Parentes et alliées,
ont l'immense douleur de faire part du décès du

**docteur Charles SERFATY,**

décédé le 13 juillet 1990, en son domicile, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie de crémation aura lieu le mercredi 18 juillet, à 10 h 15, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20e, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille ne reçoit pas.

100, chaussée de l'Etang, 94160 Saint-Mandé.

– Mme Dominique Thieblin-Justeau,
Isabelle et Laurent Thieblin,
Elliot Thieblin,
son petit-fils,
Ses frère et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**Dominique THIEBLIN.**

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 juillet 1990, à 14 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6e.

Pas de fleurs, des dons à Enfance et Partage, 10, rue des Bluets, 75011 Paris.

90, rue de Rennes, 75006 Paris.
16, rue Censier, 75005 Paris.

– Cognac (Charente). Marsais (Charente-Maritime).

Mme André Verger,
son épouse,
Mme Marie-Claude Verger et ses enfants,
Le capitaine Erick Verger,
son épouse et leur fils,
M. Albert Verger,
son frère,
Les familles Verger,
Parents et amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de

**M. André VERGER,**
artiste peintre,
chevalier des arts et lettres,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 17 juillet 1990, à 14 h 30, en la chapelle de l'hôpital, à Cognac, où le deuil se réunira, suivie de l'inhumation vers 16 h 30, au cimetière de Marsais (Charente-Maritime).

*Le présent avis tient lieu de faire-part.*


loto — TIRAGE DU LOTO Nº [illegible] DU SAMEDI 14 JUILLET 1990

6 13 28 30 33 43 — 47 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

| | | |
|---|---|---|
| 6 BONS Nos | 4 | 1 633 920,00 F |
| 5 BONS Nos + complémentaire | | 53 230,00 F |
| 5 BONS Nos | | 5 600,00 F |
| 4 BONS Nos | | 109,00 F |
| 3 BONS Nos | | 9,00 F |
| [illegible] | | 18,00 F |


### Messes anniversaires

– Il y a deux ans, le 23 juillet 1988,

**Alain BELLANGER**

disparaissait, dans sa quarante-deuxième année.

Il était, notamment, cofondateur de l'agence-conseil en marketing direct Bellanger, Foucaucourt et associés et de la revue *les Dossiers du marketing direct.*

Dominique Bellanger,
sa veuve,
Georgette Fortin,
sa mère,
Jean-Claude Bellanger,
son frère,

invitent tous ceux qui l'ont connu, apprécié ou aimé, à assister à la messe anniversaire qui sera dite à sa mémoire, le lundi 23 juillet 1990, à 18 h 45, en l'église Saint-François-Xavier (chapelle de la Vierge), place du Président-Mithouard, Paris-7e.

8, boulevard du Montparnasse, 75015 Paris.

### Anniversaires

– Pour le premier anniversaire du décès de

**M. Paul LEMERLE,**

membre de l'Institut,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

– 16-17 juillet 1942.
rafle par la police française de Vichy de 4 115 enfants, dont nos frères :

**Maurice TSETVERY**
(neuf ans),
**Paul SZWARC**
(onze ans),

de 5 919 femmes, dont nos mères :

**Adèle SKORKA-TSETVERY**
(trente-neuf ans),
**Ruchla DUKAT-SZWARC**
(trente-sept ans),

de 3 118 hommes, dont nos pères :

**Nathan TSETVERY**
(quarante-trois ans),
**Lejbus SZWARC**
(quarante-cinq ans).

Au total 13 152 êtres humains qui, pour le seul motif d'être nés juifs, furent arrêtés, internés au Vel' d'Hiv', à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands, qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent assassinés, gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette ignominie ne s'efface jamais.

Deux fils rescapés, anciens Résistants et combattants juifs, membres de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France.

### Communications diverses

– Radio-Shalom (94.8), mardi 17 juillet, à 20 heures, émission « La lettre et l'esprit », spécial Paul Celan, par Alain Suied.

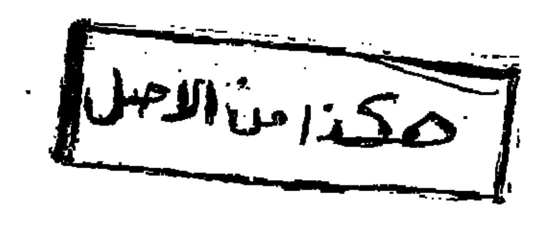

**CARNET DU MONDE**
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques ....... 87 F
abonnés et actionnaires . 77 F
Communicat. diverses .. 90 F


# Une cérémonie à Istanbul à la mémoire de Jean-Pierre Thieck

Les amis de Jean-Pierre Thieck, dit Michel Farrère, correspondant du *Monde* en Turquie depuis 1986, mort le 5 juillet à Paris à l'âge de quarante et un ans, ont organisé une cérémonie en son souvenir à Istanbul.

Le Consul général de France, des historiens et journalistes turcs et étrangers, ses amis, ont jeté une couronne de fleurs dans le Bosphore en un lieu-symbole d'Istanbul : le pont d'Ortakoy qui joint l'Occident à l'Orient. Agrégé d'histoire, Jean-Pierre Thieck avait consacré ses recherches à l'empire ottoman à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul, après deux ans à l'Institut français d'études arabes de Damas et trois ans au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain à Beyrouth.

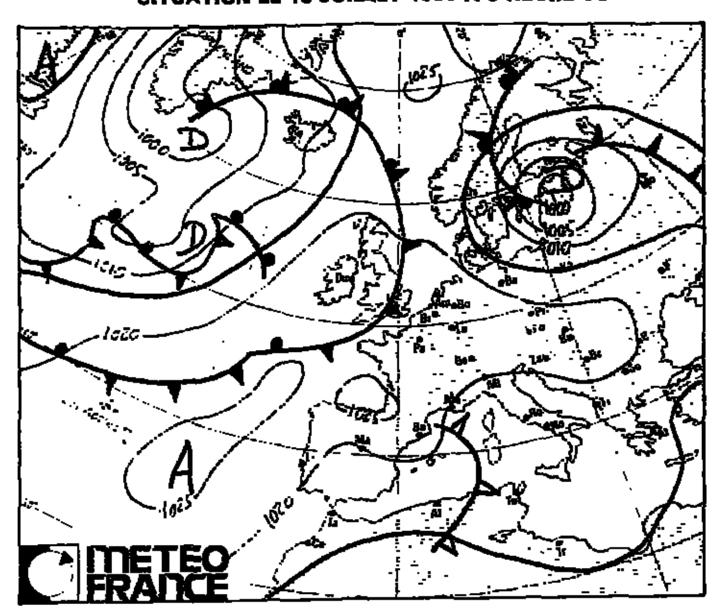
□ Les personnes qui souhaitent rendre hommage à la mémoire de Jean-Pierre Thieck peuvent adresser leurs dons : à l'Institut médical d'épidémiologie tropicale Léon M'Ba, 10 avenue de la Porte d'Aubervilliers, Paris-19e ; ou à l'association AIDES, 6, Cité Paradis, 75010 Paris, CCP 24 129 42 U.



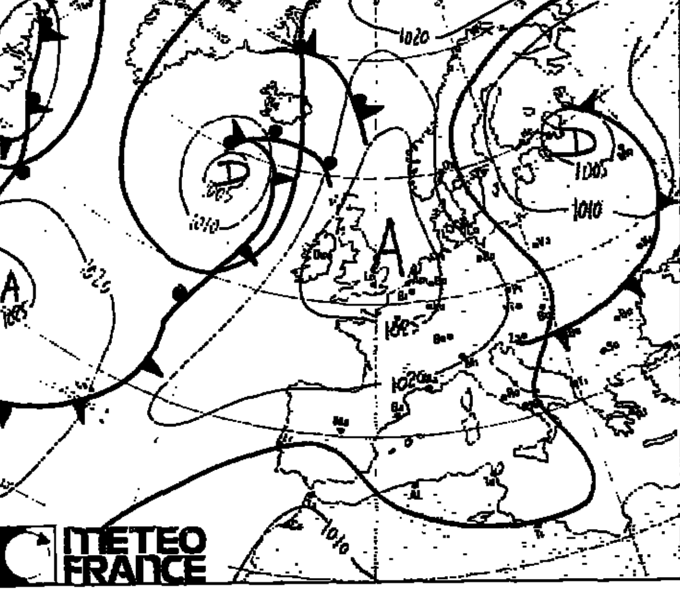
# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU




PRÉVISIONS POUR LE 18 JUILLET A 12 HEURES TU




**Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 juillet à 0 heure et le mardi 17 juillet à 24 heures.**

*Ce début de semaine sera marqué par* le soleil et la chaleur. En effet, l'anticyclone du proche atlantique protègera la France des perturbations.

***Mardi** 17 juillet : Temps ensoleillé, orageux sur l'Est*

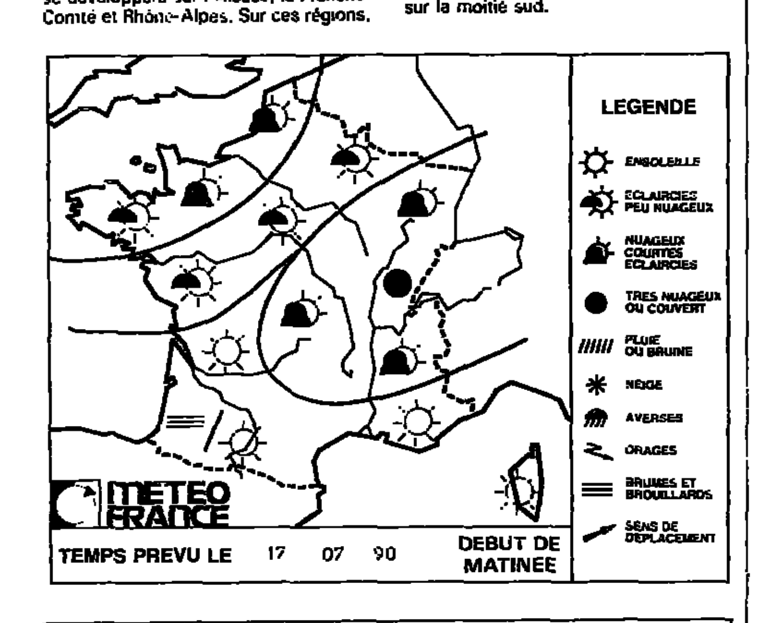
Le matin, sur les régions au nord de la Loire, le ciel sera peu nuageux mais des brumes pourront subsister se dissipant en cours de matinée avec le soleil. Sur la moitié sud du pays, le ciel sera clair après dissipation des brumes matinales.

L'après-midi, une tendance orageuse se développera sur l'Alsace, la Franche-Comté et Rhône-Alpes. Sur ces régions, *le ciel se fera lourd et menaçant avec un* rique d'ondée.

Partout ailleurs, sur le reste du pays, on pourra profiter d'une belle journée *ensoleillée avec un temps chaud et sec.*

Un petit vent de nord est apportera de la douceur sur les côtes de la Manche. Un vent modéré de nord (40 km/h) soufflera dans la vallée du Rhône.

Les températures matinales seront elevées : elles seront comprises entre 14 et 17 degrés sur la moitié nord et 18 à 22 degrés sur la moitié sud. Les températures maximales resteront élevées : elles atteindront 28 à 28 degrés sur la moitié nord, 20 à 22 degrés sur les *côtes de la Manche et 29 à 33 degrés* sur la moitié sud.




**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé** le 16-7-90

Valeurs extrêmes relevées entre *le 15-7-90 à 6 heures TU et le 16-7-90 à 6 heures TU*

| FRANCE | max | min | temps |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 27 | 16 | D |
| BIARRITZ | 22 | 17 | C |
| BORDEAUX | 32 | 18 | C |
| BOURGES | 32 | 16 | N |
| BREST | 21 | 15 | P |
| CAEN | 32 | 16 | N |
| CHERBOURG | 29 | 14 | N |
| CLERMONT-FER. | 31 | 16 | C |
| DIJON | 32 | 15 | C |
| GRENOBLE-St-M-H | 32 | 16 | D |
| LILLE | 29 | 16 | C |
| LIMOGES | 21 | 15 | P |
| LYON | 32 | 20 | D |
| MARSEILLE-MAR | 29 | 19 | D |
| NANCY | 29 | 15 | N |
| NANTES | 23 | 15 | C |
| NICE | 27 | 20 | O |
| PARIS-MONTS. | 32 | 19 | N |
| PAU | 22 | 17 | C |
| PERPIGNAN | 32 | 22 | D |
| RENNES | 29 | 15 | N |
| ST-ETIENNE | 31 | 17 | N |
| STRASBOURG | 25 | 12 | C |
| TOURS | 31 | 16 | C |
| TOULOUSE | 27 | 18 | N |
| POINTE-A-PITRE | 32 | 26 | C |

| ÉTRANGER | max | min | temps |
|---|---|---|---|
| ALGER | 28 | 19 | O |
| AMSTERDAM | 27 | 14 | D |
| ATHENES | 33 | 23 | D |
| BANGKOK | 32 | 26 | C |
| BARCELONE | 28 | 21 | D |
| BELGRADE | 26 | 12 | D |
| BERLIN | 24 | 10 | D |
| BRUXELLES | 28 | 15 | N |
| LE CAIRE | 34 | 22 | D |
| COPENHAGUE | 22 | 12 | D |
| DAKAR | 31 | 26 | P |
| DELHI | 33 | 28 | D |
| DJERBA | 32 | 21 | D |
| GENEVE | 30 | 14 | D |
| HONGKONG | 31 | 29 | N |
| ISTANBUL | 28 | 21 | D |
| JERUSALEM | 31 | 18 | C |
| LISBONNE | 29 | 19 | D |
| LONDRES | 31 | 17 | N |
| LOS ANGELES | 29 | 21 | D |
| LUXEMBOURG | 27 | 15 | N |
| MADRID | 33 | 18 | D |
| MARRAKECH | 36 | 19 | D |
| MEXICO | 25 | 12 | B |
| MILAN | 29 | 20 | N |
| MONTRÉAL | 30 | 19 | N |
| MOSCOU | 16 | 14 | D |
| NAIROBI | 24 | 15 | C |
| NEW-YORK | 30 | 19 | N |
| OSLO | 27 | 14 | D |
| PALMA-DE-MAJ. | 32 | 21 | P |
| PEKIN | 27 | 21 | D |
| RIO-DE-JANEIRO | 23 | 17 | B |
| ROME | 28 | 18 | D |
| SINGAPOUR | 31 | 25 | C |
| STOCKHOLM | 18 | 12 | P |
| SYDNEY | 40 | 21 | D |
| TOKYO | 31 | 27 | C |
| TUNIS | 35 | 21 | D |
| VARSOVIE | 19 | 12 | N |
| VENISE | 28 | 19 | D |
| VIENNE | 24 | 12 | N |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## RADIO-TÉLÉVISION

*Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.* Signification des symboles : ▶ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ *Chef-d'œuvre ou classique.*

# Lundi 16 juillet

### TF 1

20.35 **Feuilleton : Scandales à l'amirauté.** De Harry Falk (3e épisode).
22.15 **Variétés : Salut les 60.** *Emission présentée par Cl. François junior.* 1963.
23.05 **Magazine : Minuit sport.**
23.40 **Journal, Météo et Bourse.**
0.10 **Série : Mésaventures.**
0.35 **Série : Côté cœur.**
1.00 **TF 1 nuit.**
1.30 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
1.55 **Info revue.**
2.40 **Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams** (1er épisode).
4.00 **Documentaire : Histoires naturelles.**

### A 2

20.40 **Théâtre : le Tombeur.** Pièce de Robert Lamoureux, mise en scène de *Jean-Luc Moreau, avec Michel Leeb,* Georges Montillier, Madeleine Barbulée.
22.35 **Documentaire : Dessein et destin de Charles de Gaulle.** *De François Moreuil.* 6 et fin. La sphère et l'hexagone.
23.30 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.40 **Météo.**
23.45 **Le journal du Tour.**
0.05 **Théâtre : Gertrude morte cet après-midi.** Pièce de Monick Lepeu, d'après Gertrude Stein, mise en scène de Rachel Salik, avec Monick Lepeu, Elisabeth Magnin.

### FR 3

20.35 **Cinéma : Bandolero ■** Film américain d'Andrew V. McLaglen (1968). Avec James Stewart, Dean Martin, Raquel Welch.
22.15 **Journal et Météo.**
22.40 **Magazine : Océaniques.** Avignon 90, de Jacques Meny. 1. Scapin à Avignon ou la genèse d'un spectacle.
23.35 **Musique : Carnet de notes.** Les musiques des masques et des visages : le retour du Tchak (Indonésie).

### CANAL +

20.30 **Cinéma : SOB ■** Film américain de Blake Edwards (1981). Avec Julie Andrews, William Holden, Marisa Berenson.
22.25 **Flash d'informations.**
22.30 **Corrida.** Feria de Nîmes. Curro Vasquez, Espartaco et les toros de Victorino Martin.
23.45 **Sport : Golf.** L'Irish Open et le Monte-Carlo Open.
0.50 **Cinéma : Black roses ■** Film américain de John Fasano (1987). Avec John Martin, Ken Swofford, Julie Adams.
2.10 **Série : Deux solistes en duo.**

### LA 5

20.40 **Téléfilm : Danger, femme armée.**
22.15 **Les mordus de la vidéo.**
22.30 **Cinéma : Cinq salopards en Amazonie □** Film italo-américain d'Umberto Lenzi (1985). Avec Antonio Sadato.
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Rediffusions.**
3.20 **Le journal de la nuit.**

### M 6

20.35 **Téléfilm : Le droit de mourir.** *De George Schaefer, avec Bette Davis,* James Stewart.
22.20 **Macadam mélodies.**
22.30 **Cinéma : Jeux d'espions ■** *Film américain de Ronald Neame (1980).* Avec Walter Matthau, Glenda Jackson, Sam Waterston.
0.20 **Six minutes d'informations.**
0.25 **Magazine : Jazz 6.** *De Philippe Adler.*
2.00 **Rediffusions.**

### LA SEPT

21.00 ▶ **Documentaire : Eau, Gange.** De Vulu Viswanadhan.
23.30 **Film d'animation : Images** (Le macaque, de Daniel Suter).
23.35 **Documentaire : Ateliers contemporains :** (Mario Merz). De Thierry Benizeau.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Le grand débat.** Quel avenir pour une société francophone en Amérique du Nord (rediff.) ?
21.30 **Dramatique.** Mobile, de Michel Butor (1re partie).
22.40 **Cote d'amour.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Les cow-boys et les indiens (jusqu'au 20 juillet).

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Mémoires croisées.** Le Festival d'Aix-en-Provence, hier et aujourd'hui.
21.30 **Avant-concert.**
22.00 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Symphonie no 8 en si mineur D 759, de Schubert ; Rapsodie pour contralto, chœur d'hommes et orchestre op. 53, de Brahms ; Œdipus rex, de Stravinski, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Hanna Schwarz, Josef Protschka, Falk Struckmann, Harald Stamm, Jean-Luc Maurette, Georges Wilson.
0.00 **Jazz.** En direct de Montpellier : le Quintette du trompettiste Antoine Illouz et le Big Band d'Alsace.

# Mardi 17 juillet

### TF 1

16.50 **Tiercé à Saint-Cloud.**
16.55 **Série : Chips.**
17.40 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.**
19.00 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Le bébête show.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.35 **Cinéma : Je suis timide... mais je me soigne. □** Film français de Pierre Richard (1978). Avec Pierre Richard, Aldo Maccione, Mimi Coutelier.
22.10 **Documentaire : Histoires naturelles.**
23.10 **Série : *Chapeau melon* et bottes de cuir.**
0.05 **Journal, Météo et Bourse.**
0.25 **Série : Intrigues.**
1.15 **TF 1 *nuit.***
1.50 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
2.15 **Info revue.**
3.00 **Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams** (2e épisode).

### A 2

16.30 **Magazine : Vive le vélo.**
17.15 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
17.35 **Série : Les brigades du Tigre.**
18.30 **Magazine : Giga.** Alf ; Throb.
19.30 **Le journal du Tour.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Les dossiers de l'écran : Jean de Florette ■** Film franco-italien de Claude Berri (1986). Avec Yves Montand, Gérard Depardieu, Daniel Auteuil.
22.40 ▶ **Débat : Et si l'eau venait à manquer ?** *Avec Henri Nallet, ministre de l'agriculture,* Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, Jacques Oudin, sénateur, Pierre Morel, professeur de météorologie et d'océanographie, Alberte Amic, directrice des arrosants de La Foux, Jean-Pierre Tardieu, directeur de la CGE, Pierre Merle, maire d'Antibes.
23.45 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.55 **Météo.**
0.00 ***Le journal du Tour.***
0.20 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
1.30 **Fin des émissions.**
2.00 **Magnétosport : Cyclisme.** *Tour de France : l'étape* Luz-Ardiden.

### FR 3

15.00 **Série : L'homme de Vienne.**
15.55 **Magazine : 40° à l'ombre de la 3.**
18.00 **Feuilleton : Sixième gauche.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.00 **Jeux : La classe.**
20.35 **Magazine : Cinq colonnes à la Une.** Reportages : Qu'en pense Alger ? de Pierre Louis ; Sarcelles, quarante mille voisins, de Pierre Tchernia ; Edith Piaf, je repars à zéro, de *Pierre Desgraupes* ; Le Vietnam, d'Igor Barrère ; Village de Taize, de Pierre Dumayet, suivis d'un débat animé par Paul Amar. Invités : Igor Barrère, Paul Nahon, Guillaume Durand, Didier Wolton.
22.30 **Journal et Météo.**
23.50 **Documentaire : Site 2.** De Rithy Panh.
0.00 **Musique : Carnet de notes.**

### CANAL +

15.18 **Surprises spéciales.**
15.30 **Cinéma : Manika, une vie plus tard... ■** Film français de François Villiers (1988). Avec Ayesha Dharker, Julian Sands, Stéphane *Audran.*
17.10 **Spectacle : New circus.**
17.55 **Contes à dormir debout.**
17.59 **Cabou cadin.**
19.20 **Top 50.**
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.**
20.29 **Flash d'informations.**
20.30 **Cinéma : Bird ■■■** Film américain de Clint Eastwood (1988). Avec Forest Whitaker, Diane Venora, Michael Zelniker.
23.05 ***Flash d'informations.***
23.10 **Cinéma : Splendor ■** Film franco-italien d'Ettore Scola (1988). Avec Marcello Mastroianni, Marina Vlady (v.o.).
1.00 ***Cinéma : Abus de confiance ■■*** Film français de Henri Decoin (1937). Avec Danielle Darrieux, Charles Vanel, Valentine Tessier.
2.33 **Surprises spéciales.**

### LA 5

15.10 **Les enquêtes du commissaire Maigret.**
16.35 **Docteurs en folie** (rediff.).
17.00 **Papa et moi** (rediff.).
17.30 **Dessins animés.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : L'enfer du devoir.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Cinéma : Les anges mangent aussi des fayots □** Film franco-italien de E.B Clucher (1971). Avec Bud Spencer.
22.35 **Cinéma : le Kid de la plage □** Film américain de Garry Marshall (1984). Avec *Matt Dillon, Richard Crenna, Hector Elizondo.*
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Le kid de la plage** (suite).
0.25 **Rediffusions.**
2.45 ***Le journal de la nuit.***

### M 6

14.40 ***Documentaire : Les héritiers.***
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.35 **Feuilleton : La demoiselle d'Avignon.**
19.00 **Série : Aline et Cathy.**
19.25 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : *Mathieu, Gaston, Peluche.*** De Roland Bernard, avec Jean-Marc Thibault, Raymond Bussières.
22.15 **Série : *La malédiction du loup-garou.***
22.40 **Cinéma : Garou-garou, le passe-muraille. ■** Film français de Jean Boyer (1950). Avec Bourvil, Joan Greenwood, Gérard Oury.
0.10 **Six minutes d'informations.**
0.15 **Magazine : Ciné 6.**
0.30 **Musique : Boulvrock and hard.**
2.00 ***Rediffusions.***

### LA SEPT

14.25 ***Cours d'italien*** *(25).*
14.50 **Documentaire : Mister Swing.** De Philippe Ros.
16.05 **Théâtre : Elle est là.** *Pièce de Nathalie Sarraute.*
17.20 **Documentaire : Bons baisers d'Avignon.** De Colette et Laurent Godard.
17.50 **Téléfilm : Lorca, mort d'un poète.** (3e partie). De Juan Antonio Bardem.
20.05 **Documentaire : Le temps des cathédrales.** De Roger Stéphane et Roland Darbois.
21.00 **Documentaire : Les anges de la guerre.** D'A. Pike, H. Nelson, D. Dews.
22.00 **Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films** (6). De Denis Derrien.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.** De Philippe Grandrieux.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel médecine.** Réactions d'auditeurs.
21.30 **Livre d'or.** Entretien Bronislaw Geremek et Georges Duby (regards croisés sur le Moyen Age et le *monde contemporain*).
22.40 **Nuits magnétiques.** Côté cuisine (jusqu'au 20 juillet).
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 ***Musique : Coda.***

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 ***Mémoires croisées.*** *Le Festival d'Aix-en-Provence*, hier et aujourd'hui.
21.30 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Montezuma, opéra en 3 actes, de Graun, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. Jan Lathan-Koenig et Yvon Repérant, clavecin ; sol. : Jennifer Larmore, Ewa Mala-Godlenska, Jean-Luc Viala, Maria Bayo, Catherine Napoli, Isabelle Vernet, Anne-Sophie Schmidt.
0.00 **Jazz.** En direct de Montpellier : le quartet du saxophoniste Jean-Claude Fohrenbach.

**LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI**

**Le Monde**

**ARTS·SPECTACLES**

**CHAQUE MERCREDI (NUMÉRO DATÉ JEUDI)**

# ÉCONOMIE

BILLET

## Adam Smith toujours visible

Le 17 juillet 1790 – il y a deux cents ans – mourait Adam Smith, économiste anglais auteur de *la Richesse des nations*. Son message, simplifié à l'extrême, a parcouru tant bien que mal les deux siècles qui nous séparent de lui. Il tient en une phrase : le meilleur moyen d'assurer la prospérité d'une société est de laisser chacun de ses membres poursuivre comme il l'entend son intérêt propre.

La question des rapports entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif était amplement débattue au dix-huitième siècle, mais essentiellement dans le champ politique. La nouveauté de Smith, c'est d'avoir montré que la libre recherche du profit individuel se justifiait aussi sur le plan économique.

La loi de Smith, fondée sur l'étude de la décomposition du système féodal dans les campagnes anglaises, paraît plus pertinente que jamais, aujourd'hui, dans des sociétés industrielles complexes. Le hasard a voulu, en effet, que le contre-modèle économique le plus abouti, celui du bloc communiste, soit arrivé à une impasse exactement deux cents ans après la mort d'Adam Smith. *The Economist*, qui consacre sa couverture de cette semaine au « *moderne Adam Smith* », résume ainsi l'expérience du « socialisme réel » : « *Avec beaucoup d'efforts et d'ingéniosité ainsi que la négation systématique de la liberté personnelle, les gouvernements peuvent supplanter l'intérêt individuel et la concurrence, et remplacer la main invisible des forces du marché par l'effort collectif et une planification très visible des ressources et des emplois. Le résultat, c'est cinq ans de liste d'attente pour acheter une Trabant.* »

Le libéralisme n'a pas le triomphe modeste, et prête à l'âme d'Adam Smith une joie sans mélange devant les derniers développements de l'actualité. C'est oublier le scepticisme foncier de Smith qui, souligne Albert Hirschman dans *les Passions et les intérêts* (PUF, 1980), « *ne fonde guère d'espoirs sur les répercussions morales et politiques du développement économique* ».

S. GH.

Après le voyage de M. Fauroux à Berlin

## Le groupe français Lafarge achète la principale cimenterie est-allemande

**Le groupe Lafarge a obtenu l'autorisation des autorités de Berlin de racheter la principale cimenterie est-allemande. Cette vente devait être annoncée lundi 16 juillet, à la suite du voyage, la semaine passée, de M. Fauroux, le ministre français de l'industrie. Elle était attendue en France, où l'on estime que le processus de privatisation des entreprises de l'Allemagne de l'Est apparaît trop étroitement contrôlé par celles de l'Ouest (*le Monde* du 14 juillet).**

BERLIN

*de notre envoyé spécial*

Le groupe Lafarge va reprendre pour l'heure la gestion de la grande cimenterie de Karsdorf (4,5 millions de tonnes de capacité), située à l'ouest de Liepzig. Il va lui apporter également 50 millions de deutschemarks (180 millions de francs), afin de payer les salaires des mois à venir ; l'organisme central, qui a repris toutes les entreprises est-allemandes afin de les privatiser – le Treuhandanstalt – n'étant pas assuré de pouvoir le faire. Une estimation des actifs sera faite dans les prochains mois par ce même Treuhand et le cimentier français se portera alors acquéreur de 100 % des actions.

Cette opération permettra à Lafarge de porter sa part actuelle de 2,5 % du marché ouest-allemand à quelque 12 % du marché total, Ouest et Est réunis. Pour grossir outre-Rhin, le détour par les privatisations de Berlin n'a donc pas été inintéressant. D'autant que, si « *les machines sont désuètes et polluantes* », selon M. Jacques Lefèvre, administrateur-directeur général du groupe et artisan de l'accord, le gros-œuvre – très important dans le ciment – est en bon état.

Compte tenu des investissements à faire, qui dépendront de l'évolution notamment du marché du bâtiment en Allemagne de l'Est, Lafarge estime devoir dépenser entre 1 et 2 milliards de francs. « *Un prix inférieur à ce que l'on paie en rachetant une cimenterie ailleurs, qui est plutôt de l'ordre de 100 dollars le million de tonnes de capacité* », nous a expliqué à Paris M. Bertrand Collomb, le PDG de Lafarge. Il se refuse à donner une estimation des sureffectifs parmi les trois mille salariés de Karsdorf. « *Tout dépendra des investissements que nous ferons et, compte tenu du fait que les salaires à l'Est sont le tiers de ceux de l'Ouest, il n'est pas sûr que nous choisissions de substituer très vite des machines aux hommes.* »

Un accord de principe avait été conclu avec les directeurs de l'usine le 12 juin dernier, après six mois de discussions. Depuis, il a fallu convaincre le Treuhand, en cours de création et qui avait donné l'impression jusqu'ici d'être contrôlé par et pour les entreprises de l'Allemagne de l'Ouest.

« *Les groupes français auraient dû venir avant la fusion monétaire, il y a trois mois*, explique M. Gunter Israël, un des patrons du Treuhand. *Les firmes ouest-allemandes ont aujourd'hui pris des contacts avec les directions des entreprises à privatiser et cela compte beaucoup.* »

### Les projets de L'Air liquide

C'est un peu la position dans laquelle se trouve L'Air liquide. Le spécialiste français des gaz industriels essaie de racheter l'usine de Tega (2 600 personnes), la seule du secteur à l'Est. Affaire conclue, sa part du marché allemand passerait de 6 à 18 %. L'Air liquide est prêt à investir 500 millions de DM (1,8 milliard de francs environ) dans les trois ans, selon M. Herbert Verse, patron de la filiale ouest-allemande, qui négocie le rachat.

Mais il faut encore convaincre l'état-major de Tega, qui semble avoir subi le charme des concurrents ouest-allemands Linde et Messer-Griesheim. Dans sa quête, Pechiney a mis de son côté les directeurs de l'usine de tubes en aluminium qu'il veut acquérir, mais, cette fois, l'affaire est bloquée par les concurrents ouest-allemands au niveau du Treuhand.

Venus un peu tard à Berlin ou égarés dans l'évolution trop rapide de la situation politique, des mouvements d'hommes et de lois, les grands groupes français sont pourtant assez nombreux à avoir des projets.

Les grandes entreprises publiques de l'énergie, qui veulent vendre le plus souvent leurs expertises et leurs technologies (EDF, Charbonnages, Gaz de France, le CEA ou l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie), mais aussi les autres, comme Fives-Cail, qui espère vendre des équipements de sucrerie, Schlumberger placer ses compteurs ou la Lyonnaise des eaux ses stations d'épuration. « *Ce n'est pas facile* », reconnaît M. Fauroux, qui a emmené à Berlin une trentaine de ces industriels la semaine passée. La complète incertitude économique et juridique explique aussi l'attentisme français.

Face aux autorités du Treuhand, M. Jules Coulon, des chaussures André, posait une question simple : « *Comment puis-je acheter des boutiques ?* » La réponse fut bien confuse... Reste que la tâche du Treuhand est considérable : privatiser huit mille entreprises de l'industrie du bâtiment, de l'agriculture et du commerce.

Selon un premier sondage, cité par M. Krause, le vice-président du directoire, leur valeur comptable atteindrait 300 milliards de DM (plus de mille milliards de francs). Parmi elles, 40 % pourront devenir compétitives, 30 % devront être assainies, les 30 % restants devant fermer. Cette dernière tranche représentant tout de même 40 % des quatre millions de salariés de l'ensemble. On comprend par ce seul chiffre que la barre des 1 million de chômeurs sera dépassée irrémédiablement en Allemagne de l'Est et que le chiffre de 2 millions paraît plausible...

Tâche énorme, donc : la reconstruction de l'Est de l'Allemagne prendra du temps. Pour l'instant, les entreprises d'Allemagne de l'Ouest raflent l'essentiel des bons morceaux. Mais la destruction du mur devrait aussi être bénéfique aux autres. Les industriels français, en général très faiblement implantés dans une RFA très fermée, peuvent y trouver des opportunités pour se développer dans la nouvelle Allemagne.

ERIC LE BOUCHER

Soutenu par un pool de banques françaises et étrangères

## M. Bernard Tapie emprunte 1,6 milliard de francs pour reprendre Adidas

**Conformément à ce qu'il avait annoncé, M. Bernard Tapie devait révéler lundi 16 juillet les modalités du rachat par son groupe de la firme ouest-allemande Adidas. L'homme d'affaires français va devoir débourser 1,6 milliard de francs pour acquérir 80 % du capital du numéro un mondial des chaussures de sport (9500 salariés et 15 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989, en y intégrant le produit des ventes de licence) auprès des quatre sœurs Dassler. Dans l'immédiat l'opération va être réalisée par l'intermédiaire d'un prêt syndiqué de 1,6 milliard.**

Pour acquérir 80 % du capital d'Adidas, M. Bernard Tapie va devoir débourser 1,6 milliard de francs, *nettement moins* donc que les estimations qui avaient circulé, en Allemagne notamment. On avait parlé d'un prix de 3milliards de francs, chiffre que M. Tapie a longuement tardé à démentir.

La somme est modeste si on la rapporte au volume d'affaires d'Adidas (*elle n'en représente que* 10 %) et à la valorisation en Bourse des principaux intervenants du secteur. Wall Street valorise Nike, l'un des deux grands rivaux d'Adidas dans les chaussures de sport, à plus de 17 milliards de francs, soit une fois et demie son chiffre d'affaires.

*Un tel multiple* ne peut évidemment pas être appliqué à Adidas. Contrairement à son très sérieux concurrent, la firme ouest-allemande perd de l'argent. Ses pertes pour 1989 – qui seront révélées lors de l'assemblée générale des actionnaires prévue pour la mi-août – devraient avoisiner les 300 millions de francs.

Par ailleurs, les 80 % acquis auprès des quatre sœurs Dassler ne permettent pas à Bernard Tapie de prendre le contrôle d'ISL, la filiale sponsoring sportif qui associe Adidas à tous les grands événements sportifs mondiaux (*Jeux olympiques*, Coupe du monde de football), ce qui a probablement limité leurs prétentions.

Une fois la transaction réalisée, Bernard Tapie Finance ne détiendra en effet que 33 % du capital de cette courroie de transmission entre Adidas et le monde sportif, contre 49 % pour l'agence de publicité japonaise Dentsu, le solde demeurant entre les mains des deux petits enfants d'Horst Dassler, qui se refusent pour l'instant à vendre leur participation au groupe BTF.

### Une facture raisonnable

Raisonnable, cette facture de 1,6 milliard de francs est cependant élevée au regard des moyens dont dispose la holding du député de Marseille : la note représente en effet plus de 54 fois les bénéfices 1989 de BTF.

La transaction devrait être financée à la hauteur de 1 milliard de francs par un emprunt auprès d'un pool bancaire comprenant sept à huit institutions. Incertaine jusqu'à la dernière minute, la participation du Crédit agricole est finalement acquise. La banque verte avait procédé à l'introduction en Bourse du groupe Bernard Tapie Finance à l'automne dernier.

Au côté de la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, banquier et actionnaire du groupe Bernard Tapie Finance, le Crédit agricole, la BNP, les AGF (via la Banque du Phénix), des banques allemandes et deux institutions japonaises devraient débloquer des fonds, dont une partie sous forme de crédit relais à très court terme.

Ce dernier devra en effet être remboursé d'ici à la fin de l'année par le groupe Bernard Tapie Finance, grâce aux sommes dégagées par la cession probable de Terraillon et de Testut et grâce à la vente éventuelle d'actifs détenus par Adidas. Le solde – soit 600 millions de francs – sera apporté par une augmentation des capitaux permanents de Bernard Tapie Finance.

CAROLINE MONNOT

I N S O L I T E

## Chers essuie-glace

M. Robert Kearns est bien l'inventeur du système d'essuie-glace qui règle sa vitesse en fonction de l'intensité de la pluie. Mais il aura fallu quatorze années de procédure à cet Américain de soixante-trois ans pour le faire reconnaître par un jury du tribunal de Detroit (Michigan) et faire condamner la firme automobile Ford à lui verser 5 millions de dollars (28,5 millions de francs).

C'est en 1962 que M. Kearns avait équipé sa propre voiture de ce système d'essuie-glace qui fonctionne par intermittence et dont bien d'autres constructeurs se sont inspirés depuis.

D'ailleurs, même si la justice ne lui a pas accordé les 141 millions de dollars (803,7 millions de francs) qu'il réclamait, ce jugement devrait être utile à M. Kearns dans les actions qu'il a intentées contre General Motors, Chrysler, Daimler-Benz, Honda, Toyota et Nissan. – (*AFP.*)

## L'électricité plus chère aux Etats-Unis qu'en France

La France occupe une place médiane au classement publié par la National Utility Serviceconcernant le prix de l'électricité dans quatorze pays. Cette société de conseil en achat d'énergie – qui a des bureaux à New-York, Paris, Sydney, Milan – fait chaque année une étude qui compare les tarifs nationaux moyens pratiqués par les fournisseurs d'électricité aux gros consommateurs industriels ou commerçants (grands hôtels, hôpitaux).

L'Espagne détient le record de l'électricité la plus onéreuse avec un prix moyen de 66,1 centimes détrônant ainsi l'Allemagne qui prend la deuxième place (57,6). Vient ensuite l'Italie (49,3) qui a subi par ailleurs la plus forte augmentation de prix entre avril 1989 et avril 1990 (+ 15,1 %). En Belgique, en Irlande, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis sont pratiqués des tarifs plus élevés qu'en France... Tandis qu'aux Pays-Bas (34,38), en Norvège (33,35), en Suède (27,93), en Australie et surtout au Canada (25,50), l'électricité est moins coûteuse.

Entre avril 1989 et avril 1990, les entreprises françaises ont vu leurs factures d'électricité augmenter en moyenne de 3 %, ce qui amène le prix du kilowattheure (kwh) à 35,87 centimes. Ce chiffre, relativement bas par rapport à celui de la plupart des pays de la CEE et aux Etats-Unis s'explique, selon le NUS, par la volonté gouvernementale de contrôler le taux d'inflation.

**Les prix de l'électricité dans le monde**
(centimes par kw/h)

| Pays | Prix |
|---|---|
| ESPAGNE | 66,1 |
| RFA | 57,63 |
| ITALIE | 49,23 |
| BELGIQUE | 43,44 |
| IRLANDE | 42,69 |
| GRANDE-BRETAGNE | 42,04 |
| ÉTATS-UNIS | 38,30 |
| FRANCE | 35,87 |
| PAYS-BAS | 34,38 |
| FINLANDE | 33,63 |
| NORVÈGE | 33,35 |
| SUÈDE | 27,93 |
| AUSTRALIE | 27,18 |
| CANADA | 25,50 |

*Source : National Utility Service*

Selon l'indice provisoire de l'INSEE

## Les prix ont augmenté de 0,2 % en juin

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,2 % en juin après une hausse similaire en mai et une progression de 0,4 % en avril, selon l'indice provisoire publié lundi 16 juillet par l'INSEE. Sur les douze derniers mois, la hausse des prix s'est établie à 3 %.

*Le différentiel d'inflation* avec la RFA reste de 0,7 % sur douze mois. Toutefois, si l'on prend en compte seulement le premier semestre 1990, les deux pays ont fait jeu égal avec une hausse de 1,6 %.

Le mois de juin est traditionnellement calme sur le front des prix. *Cette année, il a dû bénéficier de la* légère baisse des produits pétroliers.

En revanche, le relèvement de 2 % des tarifs de Gaz de France intervenu au 15 mai a dû se répercuter en partie sur l'indice du mois de juin.

Malgré les créations d'emplois dans les vingt-quatre pays membres de l'OCDE

## Le chômage ne devrait pas se réduire en 1991

**Malgré la croissance et la création d'emplois, le chômage ne devrait pas diminuer en 1991 dans l'ensemble des vingt-quatre pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), d'après le rapport rendu public par cette organisme vendredi 13 juillet.**

Le mouvement de création d'emplois devrait se ralentir avec une progression de 1,2 % en 1990 et de 1,1 % en 1991, et le taux de chômage se stabiliser (6,4 % cette année, comme en 1989, et 6,5 % en 1991). On compterait 25,3 millions de chômeurs fin 1990 et 500 000 de plus l'année suivante.

Partout ou presque, l'OCDE constate les mêmes tensions. La progression de l'emploi est forte, le pourcentage de personnes occupant un poste de travail atteint des niveaux records et le chômage chute pour la sixième année consécutive. Mais, pour autant, le volume des demandeurs d'emploi reste au-dessus des résultats que les pays membres obtenaient il y a plus de dix ans, lors de la dernière reprise forte. Installée durablement, la croissance actuelle n'entraîne pas la réduction du chômage, que sa création d'emplois pouvait faire espérer. A l'exception des nations les plus libérales, le chômage de longue durée ne se dilue pas, au contraire.

En dépit de quelques différences, la situation française ne tranche pas avec ces tendances. De 9,5 % de la population active au chômage, en 1989, la France passera à 9,3 % en 1990 et à 9,2 % en 1991. Les Etats Unis devraient voir leur taux de chômage augmenter légèrement (de 5,3 % à 5,4 %), ainsi que le Japon (de 2,2 % à 2,3 %). La Grande-Bretagne va rompre avec le succès puisque elle devrait passer de 6,1 % en 1990 à 6,5 % en 1991. Seule la RFA est supposée connaître une amélioration relative, si l'on ne tient pas compte des effets de l'unification, car, après 5,5 % en 1989, elle afficherait 6,1 % en 1990, mais 5,9 % en 1991.

### La pénurie de personnes qualifiées

Il apparaît, ainsi que le notent les experts, que « *ce chômage est fondamentalement de nature structurelle* » et qu' « *il n'existe guère de moyens de lutter contre le chômage en agissant sur la demande globale* », les politiques d'intervention ayant atteint leurs limites. A de rares exceptions près, l'accroissement de la population active se ralentit, essentiellement du fait d'une moindre arrivée de jeunes sur le marché du travail, qui prive les chefs d'entreprise du personnel qualifié dont ils ont besoin. Un nombre croissant d'employeurs se plaignent des effets de la pénurie.

En conséquence, plusieurs objectifs deviennent indispensables. L'OCDE considère que « *l'ajustement et l'adaptation du marché du travail s'imposent* » et en arrive à porter son attention sur l'activité des femmes, en plein développement. De même, l'insertion professionnelle des chômeurs devient une nécessité, y compris par le biais d'emplois « *souples* » ou précaires.

Mais, fondamentalement, l'introduction des nouvelles technologies devrait conduire à prendre une série de mesures. D'abord pour mobiliser l'offre potentielle de main-d'œuvre, ensuite pour développer la formation et le perfectionnement des travailleurs, qu'ils occupent ou non un travail. Enfin, pour faciliter la recherche d'emplois et le recrutement, l'accent devant être mis, selon l'OCDE, sur une politique active et non passive de traitement social pour les chômeurs.

ALAIN LEBAUBE

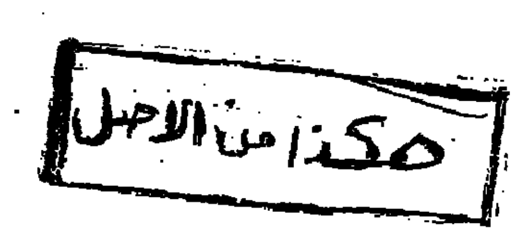
eslsca
3es CYCLES SPÉCIALISÉS

*L'E.S.L.S.C.A. propose les programmes suivants, aux diplômés (médecins, pharmaciens, ingénieurs, architectes, IEP, maîtrises...) ou aux cadres :*

- MANAGEMENT DES ENTREPRISES
- INGÉNIERIE FINANCIÈRE
- TRADING

Admission sur titre
Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ECOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949. Reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville, 75007 Paris, tél. : (1) 45-51-32-59



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Le rapport annuel de l'OCDE sur la situation financière des pays en développement

## La dette globale du Tiers Monde a cessé de croître

**Dans son rapport annuel *« Financement et dette extérieure des pays en développement »* l'OCDE, l'Organisation de *coopération* et *de développement* constate que la dette globale du Tiers Monde a cessé d'augmenter en 1989.**

Avec un total de 1 322 milliards de dollars, note l'OCDE, l'encours global de la dette extérieure du Tiers Monde est revenu à son niveau de 1987. En outre, les flux de ressources financières en direction des pays en développement ont *« poursuivi la lente remontée amorcée depuis la chute brutale de la première moitié des années 80 »*.

Comme dans les années précédentes, les apports publics ont représenté la plus grosse part de ces flux, l'aide sous forme de crédits bonifiés comptant à elle seule pour près de la moitié du total. La nouveauté, c'est d'une part la remontée des crédits à l'exportation, redevenus positifs pour la première fois depuis 1985, et d'autre part le gonflement des prêts bancaires.

Les banques auraient donc repris leurs prêts aux pays en développement ? Pas vraiment, explique l'OCDE. Par l'une de ces chausses-trappes statistiques qui fourmillent dans l'évaluation de la dette, l'accumulation des arriérés de paiement chez certains pays débiteurs apparaît comme une augmentation des crédits bancaires !

### *Le plan Brady, un progrés*

L'OCDE relève trois facteurs déterminants pour l'évolution du problème de la dette dans les années à venir : la hausse des taux d'intérêt à l'échelon mondial ; la nouvelle approche représentée par le Plan Brady ; la mutation des économies planifiées.

Le sentiment s'est répandu, note l'OCDE, que le monde souffrait d'une *« pénurie de capitaux »*. Le fait est que la reprise massive des investissements depuis 1984 dans les *pays industrialisés a coïncidé* avec une baisse du taux d'épargne dans ces mêmes pays. La demande en capital devant rester très forte, notamment en Europe, *« il est peu probable que l'offre puisse être accrue sans que les taux d'intérêt réels demeurent élevés »*. Première conséquence, la charge des intérêts et dividendes payés par les pays en développement ne peut que continuer à croître (elle a été de 107,7 milliards de dollars en 1989, soit 10 milliards de plus qu'en 1988). *Deuxième conséquence, plus positive* : les pays en développement devront rivaliser pour obtenir des capitaux, donc assurer à ceux-ci un meilleur rendement, c'est à dire les utiliser de façon plus efficiente.

Le Plan Brady constitue un *« progrès »* dans la stratégie internationale de la dette *« en apportant un soutien officiel, tant moral que financier, aux opérations de réduction de la dette des pays à revenu intermédiaire lourdement endettés qui mettent en œuvre des politiques d'ajustement résolues »*. Dans ce cadre *« en Amérique latine, on constate une évolution de la conception de la politique économique qui va exactement dans le sens requis pour rétablir la crédibilité et la solvabilité »*. Restent plusieurs questions graves : faut-il étendre les opérations de réduction de la dette aux créances publiques dans le cadre du Club de Paris pour uniformiser le traitement des pays débiteurs ? Les ressources publiques pour ces opérations de réduction sont-elles suffisantes ? Les risques grandissants pris par la Banque Mondiale et le FMI ne sont-ils pas trop importants ?

**S. GH.**

Le rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté dans le monde

## Plus d'un milliard d'êtres humains vivent avec un revenu annuel inférieur à 370 dollars

La Banque mondiale, dans son rapport sur le développement dans le monde en 1990, publié lundi 16 juillet, se donne pour objectif de faire sortir de la pauvreté quelque 400 millions de personnes en dix ans (1). *« Plus d'un milliard d'êtres humains – soit un tiers de la population totale des pays en développement, – vivent dans la pauvreté, avec un revenu annuel inférieur à 370 dollars »*, évalue l'organisation internationale.

Malgré les bons résultats économiques de nombreux pays au cours des années 80, la pauvreté y demeure élevée. L'Asie du Sud, en particulier, représente toujours près de la moitié de la population *pauvre. La majorité des pauvres* vivent dans les zones rurales (77 % en Inde, 80 % au Kenya) et l'agriculture reste leur principale source de revenu. Toutefois, la pauvreté urbaine s'accroît, surtout dans les bidonvilles d'Amérique latine : 85 % des pauvres au Venezuela et 69 % au Mexique appartiennent à la population urbaine. Comme au *Brésil où ils représentent environ* 75 % des citadins, les pauvres travaillent souvent dans des secteurs d'activité informels, les moins rémunérateurs.

Ensuite, la démographie pèse lourd dans toutes les régions du Sud. A l'exception de l'Afrique subsaharienne, les gains de la croissance économique sont réels, mais ont été perdus à cause de la forte progression démographique.

Le rapport souligne la position défavorisée des femmes pauvres : *« Les femmes se heurtent à toutes sortes d'obstacles d'ordre culturel, social, juridique et économique – que les hommes, même quand ils sont pauvres, ne connaissent pas. »* Le taux d'alphabétisation des femmes en Asie du Sud, par exemple, n'est que la moitié de celui des hommes. Dans les zones rurales du Pakistan, 20 % des filles seulement vont à l'école primaire.

Enfin, la Banque mondiale rappelle l'interdépendance économique entre Nord et Sud et met en garde contre *« le danger que représente la persistance d'un faible taux d'épargne, qui ralentirait le taux de croissance du monde industriel d'environ 0,5 % et maintiendrait les taux d'intérêt aux alentours de 5,5 % »*, alourdissant ainsi la charge de la dette.

(1) Rapport sur le développement dans le monde 1990. Oxford University Press.

Le classement annuel du magazine américain « Forbes »

## *Que les grosses fortunes lèvent le doigt*

**NEW YORK**

*de notre correspondant*

Horizontalement, en nombre, les Américains l'emportent. Mais verticalement, en qualité, les Japonais sont les meilleurs. Pour la quatrième année consécutive, M. Yoshiaki Tsutsumi a été sacré cette année l'homme le plus riche du monde par *Forbes*.

Dans son édition datée du 23 juillet, le magazine économique *américain crédite* ce grand propriétaire immobilier, détenteur aussi d'un vaste réseau de chemins de fer et d'une bonne partie de l'industrie d'accueil au Japon, d'une fortune évaluée à 16 milliards de dollars (90 milliards de francs). On trouve à la seconde place M. Taikichiro Mori, un promoteur japonais qui détient une centaine d'immeubles. Derrière cet homme de poids (14,6 milliards de dollars), on trouve le premier américain, M. Sam Walton, dont la famille, propriétaire d'une *importante chaîne de magasins* à l'enseigne Wal-Mart, voit sa fortune évaluée à 13,3 milliards de dollars.

Viennent ensuite, pour s'en tenir aux dix premiers, la famille du Pont (Etats-Unis, chimie, 10 milliards), MM. Hans et Gad Rausing (Suède, emballage, 9,6 milliards), Kitaro Watanabe (Japon, *immobilier*, 9,2 milliards), les frères Reichmann (Canada, immobilier, finance, 9 milliards), Kenkichi Nakajima (Japon, jeux, 8,4 milliards), Shin Kuyk Ho (Corée, confiserie, immobilier, 7/8 milliards) et Forrest E. Mars (Etats-Unis, confiserie, 6 milliards).

*Au total, Forbes a recensé* fin 1989 dans le monde entier 271 milliardaires (en dollars ...) au lieu de 226 l'année précédente, parmi lesquels 99 aux Etats-Unis, 40 au Japon et 38 en Allemagne fédérale. Toutefois, note le magazine, si l'on tient compte de la différence de population entre les trois pays, la RFA a créé beaucoup plus de grandes fortunes – et beaucoup plus vite – que le Japon ou les Etats-Unis. Les autres pays se partagent les « dépouilles » (à un milliard de dollars au minimum), notamment la France qui inscrit sept noms au palmarès.

Deux d'entre eux figurent parmi les fortunes supérieures à 2 milliards de dollars : M^me Liliane Bettencourt (cosmétiques, L'Oréal) et la famille *Seydoux/Schlumberger* (textile, media, para-pétrolier). Enfin, parmi le gros du peloton, avec une estimation supérieure à 1 milliard de dollars, on retrouve la famille Bouriez (hypermarchés, luxe), M. Serge Dassault (aéronautique, électronique), les familles Mulliez (hypermarchés, Auchan) et Peugeot (automobile), enfin la famille Louis Vuitton (maroquinerie, luxe).

D'autres sont sortis du classement.

Le plus illustre d'entre eux est certainement *Donald* Trump, le promoteur immobilier new-yorkais dont ce magazine était justement le premier à avoir annoncé la révision en baisse de sa fortune, dès le mois de mai dernier. Initialement fixée à 1,7 milliard de dollars en 1988 et 1989, elle avait été brutalement ramenée à 500 millions par la presse avant que les banquiers découvrent le colossal endettement du « Donald » et décident de le mettre sous tutelle.

**SERGE MARTI**

Dans un livre sur « le Sterling en danger »

## Sir Alan Walters relance la polémique sur le système monétaire européen

**La publication prochaine d'un livre de Sir Alan Walters, ex-conseiller économique de M^me Thatcher, intitulé *le Sterling en danger*, a relancé, outre-Manche, la controverse sur une adhésion prochaine de la devise britannique au système monétaire européen (SME).**

**LONDRES**

*correspondance*

Le système monétaire européen fait l'objet d'une nouvelle attaque en règle de Sir Alan Walters, *ancien conseiller économique de* Downing Street, dont le dernier livre, *le Sterling en danger*, doit être publié à la fin de ce mois. *« Un système pervers et faussé par excellence »*, écrit-il dans cet ouvrage professant ses vues ultra-monétaristes. Le professeur Walters, qui vit aux Etats-Unis et enseigne à l'université John Hopkins de Baltimore, ne mâche pas ses mots à l'égard du *« serpent »* communautaire : *« Il s'agit de pseudo-taux de change fixes accompagnés d'une prétendue politique monétaire au sein d'un système mal ficelé. »* Aux yeux de l'ancien collaborateur de M^me Thatcher, la Bundesbank, *« élitiste et non élue »*, ne peut que dominer la future Europe monétaire.

La personnalité de Sir Alan, ses liens avec M^me Thatcher et l'actualité du problème de l'adhésion de la livre sterling au SME expliquent qu'un *quotidien aussi sérieux que* le *Financial Times* n'a pas hésité à passer outre à l'embargo de l'éditeur pour publier des extraits dans ses éditions du 11 juillet.

Le séduisant sexagénaire n'est pas étranger aux controverses. La *publication, en octobre 1989, dans* une revue universitaire américaine, d'un article d'Alan Walters, alors conseiller à temps partiel de la « Dame », avait étalé sur la place publique son désaccord avec le ministre des finances de l'époque, M. Nigel Lawson. Il y affirmait que M^me Thatcher partageait son hostilité au SME. Son rôle de conseiller occulte de l'hôtesse du *« 10 »* avait provoqué, le 26 octobre, la démission fracassante de Nigel Lawson, ouvrant une grave crise politique.

Cet intellectuel réactionnaire, que ses adversaires décrivent comme *« une sorte de Raspoutine »*, va, cette fois, plus loin en proposant une alternative à la création de *« l'écu renforcé » (hard ECU)*, proposition faite le 20 juin par l'actuel chancelier de l'Echiquier, M. John Major. Ce dernier a suggéré qu'une nouvelle devise commune circule dans la CEE parallèlement aux douze monnaies nationales. Pour sa part, Sir Alan préconise plutôt la création d'une nouvelle devise internationale, l'ECOM (*European Communauty Money*), dont la valeur serait calculée en fonction d'un panier de matières premières et qui fluctuerait au gré de ses composantes. Cet ancien fonctionnaire du Fonds monétaire international (FMI) reprend en fait un concept qui avait été en vogue à la fin des années 70 au sein de l'organisation de Washington pour remplacer l'étalon-or, dévalorisé. Les Etats-*Unis et le Japon pourraient adhérer* à un tel système de remplacement, estime Alan Walters.

Dans la City, on a pu craindre les retombées de la bombe Walters sur les marchés des changes, notamment un arrêt de l'ascension spectaculaire du sterling, qui atteint des niveaux inconnus depuis deux ans. La présente poussée de fièvre a été déclenchée par les rumeurs d'une entrée probable de la livre dans le mécanisme européen des changes, qui pourrait se faire en décembre. Or, s'il a quitté son bureau niché sous les combles de Downing Street dans la foulée de la démission de M. Lawson, Alan Walters, adversaire déclaré de cette adhésion, y a toujours ses entrées. *« Je le vois en tant qu'ami de la famille »*, a déclaré récemment le premier ministre à son *propos. Les observateurs politiques* ont même évoqué la possibilité d'une crise entre M^me Thatcher et M. John Major, partisan avoué de la participation au SME. Le premier différend Thatcher-Lawson n'avait-il pas éclaté au printemps 1988, lorsque le chancelier d'alors avait fait coller la livre au deutschemark, au grand dam de Sir Alan ?

Interrogé à la BBC sur le risque que présente le SME, Sir Alan a préféré s'en tenir à cet art très anglais de la litote : *« Il y a toujours un danger. En politique, les accidents arrivent. » – (Interim.)*

## SOCIAL

Les difficultés des centres de santé

## Début de solution pour le centre médical du 4-Septembre

Privé de conventionnement et menacé de saisie par les URSSAF, le centre médical du 4-Septembre, installé à Paris, ne sera sans doute *pas obligé de fermer*. *Illustration* des difficultés que rencontrent les dispensaires (centres de santé à but non lucratif), cet établissement vient de recevoir un nouvel agrément et devrait pouvoir prochainement obtenir un conventionnement permettant à ses usagers d'être remboursés sur la base des tarifs de la Sécurité sociale. D'autre part, l'URSSAF est disposée à *rééchelonner la dette*.

Le ministère de la solidarité a fait savoir jeudi 12 juillet que les *« réticences antérieures sur les conditions de fonctionnement du centre »* étaient *« totalement levées »*. Soutenus par la CGT et la CFDT, *les dirigeants du centre* – qui, en signe de protestation ont fixé depuis plusieurs mois à 4 F et 8 F les tarifs des consultations, – demandent que la caisse primaire d'assurance-maladie de Paris se prononce avant la date prévue (fin septembre) sur leur demande de conventionnement.

Par ailleurs, après avoir été reçu jeudi au ministère de la solidarité, le Comité national de liaison des centres de santé (CNLCS) s'est réjoui du *« climat nouveau »* créé par les pouvoirs publics. Ceux-ci préparent pour *septembre* des mesures destinées à assouplir notamment les normes techniques et la procédure du tiers payant (*le Monde* du 29 mai). Le ministère a évoqué trois scénarios possibles : un allègement de charges, comme *le suggère l'Inspection générale des* affaires sociales, l'instauration d'un budget global rénové ou l'autorisation de *« dépassements tarifaires pour exigences sociales particulières »*. La décision finale sera prise en septembre prochain.

**J.-M. N.**

Premier fournisseur du Pentagone

## McDonnell Douglas s'apprêterait à licencier quinze mille personnes

La firme aéronautique américaine McDonnell Douglas a démenti les rumeurs qui ont couru, à la fin de la semaine dernière, sur *un possible dépôt* de bilan, sur la démission de son président John McDonnell ou sur la vente de sa division avions civils à des industriels japonais. Ces bruits sont nés de l'annonce d'un nouveau train de mesures d'économies qui porterait de *quatre mille* à *quinze mille* le nombre des licenciements prévus parmi les 127 000 employés de la *firme (le Monde* du 23 juin).

Premier fournisseur du Pentagone, McDonnell Douglas est frappé de plein fouet par la chute des commandes militaires et la mauvaise productivité de sa division civile lui a valu, en 1989, une perte de 222 millions de dollars (1,3 milliards de francs). Pour ten*ter de se tirer de cette mauvaise* passe, l'avionneur réorganise sa production et veut économiser 700 *millions de dollars (3,9 milliards* de francs) sur ses coûts d'exploitation. Il joue son va-tout avec le tri*réacteur MD 11*, un dérivé du DC10, qui se pose en concurrent de l'Airbus A340 et dont la chaîne de fabrication nécessitera 2 milliards de dollars (11 milliards de francs) d'investissements.

### Matières premières

Par suite d'une erreur de transmission, nous avons publié dans notre page « Grands marchés » du 15-16 juillet la rubrique « Matières premières » sur les métaux non ferreux déjà parue la semaine précédente. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

## EN BREF

□ **Les Français et le chômage,** *selon le CREDOC*. – *Les catégories* sociales les plus *« protégées »* sont souvent les *« plus favorables »* aux efforts en faveur des chômeurs, selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRE-DOC). *Réalisée fin 1987* et fin 1988 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes de plus de dix-huit ans l'enquête indique que ces catégories souhaitent à 54 % (contre 46 % pour l'ensemble de la population) *« une indemnisation en fonction des ressources globales du foyer »*. Par ailleurs, il apparaît que les chômeurs sont les moins optimistes pour l'avenir (85 % d'entre eux prévoient une augmentation du chômage contre 66 % pour l'ensemble de la population).

□ **Menaces de grève à Air Inter.** – *Les syndicats SNPIT (autonomes)* et CGT d'Air Inter ont déposé un nouveau préavis de grève pour l'ensemble du personnel au sol de la compagnie intérieure. Le trafic de celle-ci pourrait se trouver, une fois de plus, perturbé vendredi 20 et samedi 21 juillet, si les négociations en cours n'aboutissaient pas.

Cycle de formation continue

**CEFOQUES**

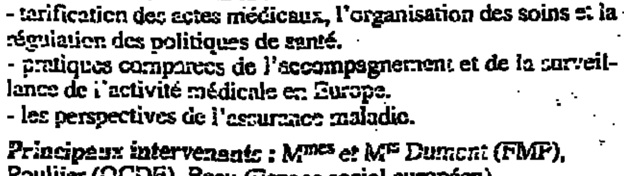
Centre de formation aux questions européennes et sociales
Formations supérieures de haut niveau destinée aux cadres et élus du secteur de la protection sociale et de la santé.

**Modules de 2 jours**

● Module 1 : les systèmes de protection sociale en Europe le 2 et le 3 octobre :
- le financement et l'organisation des systèmes de protection sociale en Europe.
- les politiques de santé comparées.
- les politiques sociales de la CEE.
- la prévoyance complémentaire en Europe.
- harmonisation et coordination des systèmes de protection sociale en Europe.
- problématiques de la protection sociale complémentaire en Europe.

● Module 2 : l'assurance maladie le 4 et le 5 octobre :
- analyse historique et présentation des outils de l'assurance maladie.
- sociologie des professions de santé.
- socio-économie de la santé.
- tarification des actes médicaux, l'organisation des soins et la régulation des politiques de santé.
- pratiques comparées de l'accompagnement et de la surveillance de l'activité médicale en Europe.
- les perspectives de l'assurance maladie.

*Principaux intervenants : M^mes et M^rs Dumont (FMP),* Poullier (OCDE), Beau (Espace social européen), Nagel (Conseil de l'Europe), Mizrahi (CREDES), Rousseau (CNAMTS), Johanet (directeur de la CNAMTS), Meyer (Commissariat au Plan), Launois (professeur), Steffen (sociologue).



**RENSEIGNEMENTS :**
**CEFOQUES 45 66 98 11**
**62 Bd Garibaldi, 75015 Paris**

# LÉGION D'HONNEUR

**Nous publions la liste des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au *Journal officiel* du 14 juillet (*le Monde* daté 15-16 juillet.)**

## Grande chancellerie

## M. Jules Roy grand-croix

Est élevé à la dignité de *grand-croix* :

M. Jules Roy, écrivain.

Sont élevés à la *dignité de grand officier* :

M. Jean Dausset, professeur honoraire au Collège de France, membre des académies des sciences et de médecine ; Mme Antoinette Guerrini, inspecteur général honoraire de l'instruction publique ; M. François Luchaire, professeur d'université.

Sont promus *commandeurs* :

MM. Jacques Bouchacourt, ancien député, ancien conseiller des affaires étrangères ; Gilbert Mangin, conseiller honoraire à la Cour de cassation ; André Sudre, préfet honoraire.

Sont promus *officiers* :

MM. Garabed Dedeyan, ancien professeur d'université ; Léon-Marie Deubel, secrétaire trésorier de la section des Hauts-de-Seine-Nord de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur ; M. Maurice Lemoine, ingénieur principal honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Claude Visinet des Preales, ancien administrateur civil au ministère de la défense.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Ferdinand Bourger, directeur honoraire de collège d'enseignement technique ; Georges Bressac, inspecteur divisionnaire honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Mme Aliette Couder, épouse Vandevoorde, surintendante des maisons d'éducation de la Légion d'honneur ; MM. Léon Christophe, ingénieur principal adjoint honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Roger Donnart, ancien inspecteur départemental de l'Éducation nationale ; Félix Gambini, receveur principal honoraire des douanes ; Jacques Hass, administrateur national de la Société nationale des médaillés militaires, président de l'Union des sections de Meurthe-et-Moselle et de la section de Toul ; Roger-Edmond Louze, ancien conservateur des hypothèques, quarante-deux ans de services civils ; l'abbé Sylvain Toulze, curé de Trespoux.

## Premier ministre

Est promu *commandeur* :

M. Jacques Voisard, président du comité de décentralisation.

Sont promus *officiers* :

MM. Jean Alibert, maire adjoint de Brive ; Jean Lallier, réalisateur de télévision ; Gilles Martinet, ancien ambassadeur de France, journaliste ; Edouard Soldani, ancien sénateur, conseiller général ; Claude Villain, inspecteur général des finances.

Sont nommés *chevaliers* :

Mme Gilberte Djian, née Volcovoci, président de la section française du Congrès juif mondial ; MM. Michel Ferrier, directeur au secrétariat général de la défense nationale ; Albert Guilmin, ancien exploitant agricole ; Claude Juin, conseiller général, maire ; Robert Montcornet de Caumont, maire, conseiller régional ; Henri Neuville, directeur de société ; Mmes Annette Nora (née Georges-Picot), chargée de mission auprès du directeur des musées de France ; Lilette Peyron, chef d'études à la direction de la Documentation française ; M. Lucien Rothier, président de société, ancien maire ; Mme Christiane Servan-Schreiber, épouse Ravel, dite Christiane Collange, journaliste.

### ENVIRONNEMENT ET PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS MAJEURS

Sont promus *officiers* :

MM. René Dumont, ingénieur agronome, ancien professeur à l'Institut national agronomique ; Paul Harvois, vice-président du parc national des Cévennes ; Pierre Rollet, président de l'association Truite-ombre-saumon.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Germain Dubourdeaux-Sevie, président d'honneur de la Fédération des chasseurs de la Gironde ; Bernard Glass, ingénieur général du génie rural des eaux et forêts ; Gilbert Long, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique ; Yvon Montané, président de l'association Gers propre ; Georges Tendron, ancien sous-directeur au Muséum national d'histoire naturelle.

### ACTION HUMANITAIRE

Est nommé *chevalier* :

M. Antoine Lejay, membre d'associations charitables.

## Education nationale, jeunesse et sports

Sont promus *commandeurs* :

MM. Roger Pinto, professeur émérite à l'université Paris-I ; Eugène Royer, président du Centre international de l'enfance.

Sont promus *officiers* :

MM. Pierre Deyon, recteur de l'académie de Strasbourg ; Roger Kohler, administrateur de la fondation Giveka ; Pierre Trincal, directeur général du Centre national de documentation pédagogique.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Louis Baladier, inspecteur général de l'éducation nationale ; Raymond Bertil, agent administratif principal au vice-rectorat de la Réunion ; Pierre-Jacques Beylot, professeur d'université, praticien hospitalier ; Mme Danièle Broutard, épouse Angibaud, directrice d'école maternelle ; Christiane Challeau, épouse Riby, principal de collège à Poitiers ; MM. Raymond Cohen, professeur de lycée professionnel honoraire ; Pierre Delfaud, professeur à l'université Bordeaux-I ; Jean-Louis Devaux, adjoint au directeur des affaires générales internationales et de la coopération au ministère ; Michel Didier, professeur au Conservatoire national des arts et métiers ; Raymond Dugrand, professeur à l'université Montpellier-III ; Maurice Ferrier, instituteur honoraire ; Philippe Halff, inspecteur général de l'éducation nationale ; André Hussenet, inspecteur général de l'éducation nationale ; Mme Denise Jean-Louis, épouse Auvergne, conseiller d'administration scolaire et universitaire au ministère ; Béatrice Lebovici, épouse Levy, inspecteur de l'académie de Paris ; Claude Lemaire, épouse Druon, proviseur de lycée, chargée de mission à la direction de l'information et de la communication au ministère ; MM. Victor Martino, directeur de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ; Jacques Massonneau, directeur d'école honoraire ; Mme Nicole Milhères, épouse Moquel, directrice d'école maternelle à Mont-de-Marsan ; MM. Bernard Milleret, directeur d'école honoraire ; Adolphe Nicolas, professeur à l'université Montpellier-II ; Mme Carmeline Paulcifen, épouse Garces, secrétaire d'administration scolaire et universitaire ; M. Joseph Picard, directeur d'école ; Mlle Andée Platteaux, inspecteur départemental de l'éducation nationale ; M. Léon Preyssoure, professeur à l'université Paris-I ; Mlle Marie Sagnier, directrice de lycée honoraire ; M. Claude Tardits, président honoraire de l'Ecole pratique des hautes études ; Mlle Josette-Mary Thoby, intendante universitaire de l'Ecole normale d'instituteurs de Saint-Germain-en-Laye ; MM. Michel Treuil, recteur de l'académie de Grenoble ; Michel Véron, professeur à l'université Paris-V.

### JEUNESSE ET SPORTS

Sont promus *officiers* :

MM. Jean-Pierre Labro, vice-président du Racing-Club de France ; Jean Prat, ancien international de rugby ; Jacques Segeron, vice-président de la Fédération française de vol à voile ; Richard Tetelin, inspecteur général honoraire de la jeunesse et des sports.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Daniel Berthelot, président de la Fédération fançaise de judo, jujitsu, kendo et disciplines associées ; Jean-Louis Etienne, auteur de la première grande traversée de l'Antarctique ; Jean-louis Monneron, président de la Fédération française de voile ; Bernard Moureau, vainqueur en individuel de l'Admiral Cup.

## Economie, finances, budget

Est promu *commandeur* :

M. Jean Martineau, président de banque.

Sont promus *officiers* :

MM. François Boudet, trésorier-payeur général d'Indre-et-Loire ; André de Boysson, ancien président-directeur général de société ; Christian Frisch de Fels, président d'honneur de banque ; Pierre Giraud, conseiller maître à la Cour des comptes ; Georges Hervet, président-directeur général d'une société financière ; Pierre Labbé, ancien directeur de sociétés.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean-Claude Auburtin, administrateur, directeur général honoraire de banque ; Alain Bizot, président de banque ; Mme Yvette Bonnot, épouse Vernier, agent d'administration principal des douanes à Besançon ; MM. Bernard Boschetti, agent d'administration principal des douanes à Pontarlier ; Jean Bouchet, trésorier-payeur général de la Nièvre ; Claude Bureau, représentant d'une filiale de la Caisse des dépôts et consignations à l'étranger ; Jean Cazaux-Ribère, chef de service régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à Nantes ; François Cazes, directeur contrôleur général dans une compagnie d'assurances ; Yvon David, ancien directeur de compagnie d'assurances ; Christian Dor, directeur financier adjoint dans une entreprise nationale ; Jean Giry, conseiller maître à la Cour des compes ; Mme Anne-Marie Jaisson, épouse Durand de Bousingen, déléguée nationale de la consommation dans une association ; M. Raymond Lambert, inspecteur général dans une banque ; Guy Lemoine, président-directeur général de société, président de banque, quarante-six ans d'activités professionnelles ; Jacques Magnet, conseiller maître à la Cour des comptes ; Laurent Médan, trésorier-payeur général de la Haute-Corse ; Claude Morin, chef des services fiscaux du Puy-de-Dôme ; Pierre-Joseph-Yves Pichot, président-directeur général de banque ; Mlle Marcelle-Georgette Poitevin, contrôleur divisionnaire des impôts à Poitiers ; M. Elie Steeg, président de sociétés ; Mme Lionel Thorin, épouse Itasse, agent d'administration principale des impôts à Laon ; MM. Charles Vergès, chef de centre des impôts à Thiers ; Jean-Louis Wormser administrateur directeur général de banque ; Alain de Wulf, directeur général délégué d'une compagnie financière.

## Fonction publique et réformes administratives

Est promu *officier* :

M. Pierre-François Esclatine, chef de service à la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Emilien Cadars, directeur de l'Institut régional d'administration de Lyon ; Jean Duffau, directeur des études à l'Ecole nationale d'administration ; Jean Mallengier, directeur d'un centre d'enseignement technique d'études territoriales du Centre national de la fonction publique territoriale.

## Affaires étrangères

### PERSONNEL

Est promu *commandeur* :

M. Charles Malo, ambassadeur de France en Chine.

Sont promus *officiers* :

MM. Jacques Dupont, ambassadeur de France en Afrique du Sud ; Jacques Jessel, ministre plénipotentiaire en mission à l'administration centrale ; Jean-Marie Le Breton, ambassadeur de France en Roumanie.

Sont nommés *chevaliers* :

Mme Jane Debenest, ambassadeur permanent de la France auprès de l'Organisation des Etats américains ; MM. Georges Gautier, consul général de France à Tunis ; Jean-Pierre Masset, ambassadeur de France au Pakistan ; François Renouard, inspecteur général adjoint des affaires étrangères Victor, Simon Santoni, deuxième conseiller à l'ambassade de France au Liban.

### PROTOCOLE

Sont promus *officiers* :

M. René Clément, cinéaste ; R.P. Paul-Armand Laïly, ancien aumônier de Notre-Dame d'Afrique à Alger ; MM. Yves Le Gouar, délégué général d'une société pétrolière (Bahrein) ; Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française, journaliste, membre de la commission de la francophonie ; Mme Lucienne Schamasch, veuve Hubert, journaliste, secrétaire générale de l'association de la presse diplomatique française.

Sont nommés *chevaliers* :

M. Claude Bolling, auteur, compositeur, chef d'orchestre ; Mme Marguerite de Chaunac-Lanzac, en religion sœur Mathilde, religieuse ; R.P. Maurice Frechard, recteur du séminaire pontifical français de Rome (Italie) ; Mme Geneviève Verdet-Kleber, vice-présidente du service social international.

### ÉTRANGERS EN FRANCE

Est élevé *à la dignité de grand officier* :

M. Jacques Père, ancien président-directeur général de société.

Est nommé *chevalier* :

M. Vergilio de Sousa, ingénieur et administrateur de sociétés

## Justice

Sont promus *commandeurs* :

M. Lucien Charbonnier, avocat général à la Cour de cassation ; Pierre Gauthier, avocat général à la Cour de cassation.

Sont promus *officiers* :

MM. Jean Altieri, avocat au barreau de Paris ; François Bernard, conseiller d'Etat ; Georges Biraben, avocat général près la cour d'appel de Bordeaux ; Olivier de Bouillanc de Lacoste, conseiller à la Cour de cassation ; Jacques Boutet, président de section au Conseil d'Etat, en service détaché pour exercer les fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel ; Jean Corneloup, avocat au barreau de Bourges, ancien bâtonnier ; Alban Dufaur, avocat général honoraire près la cour d'appel d'Amiens ; Paul Haegel, premier président de la cour d'appel de Colmar ; Jean Peyrat, conseiller à la Cour de cassation ; Jean Touzet, procureur général près la cour d'appel de Reims.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Philippe de Belot, avocat au barreau de Paris ; Philippe de Caigny, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bobigny ; Marceau Chailloux, président honoraire du conseil de prud'hommes d'Argenteuil ; Bernad Chemin, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Georges Cousin, avocat au barreau d'Epinal, ancien bâtonnier ; Mme Mireille Delmas-Marty, professeur de droit à l'université Paris-XI, président de la commission Justice pénale et droits de l'homme ; MM. Jean-Marie Garraud, notaire à la résidence de Nexon, ancien président du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel de Limoges ; quarante-quatre ans d'activités professionnelles ; Bruno Genevois, conseiller d'Etat en service détaché pour exercer les fonctions de secrétaire général du Conseil constitutionnel ; François Hanne, conseiller à la Cour de cassation ; Mme Odette de Hert, épouse Moussaud, attaché principal d'administration centrale ; Pierre Lefebvre, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Rouen ; Philippe Leleu, avocat ; Philippe Le Menestre, conseiller d'Etat ; Jean Limon, notaire associé à la résidence de Truchtersheim, premier vice-président du Conseil supérieur du notariat ; Antoine Ossola, directeur régional des services pénitentiaires de Bordeaux ; Jean-Charles Parenty, directeur de l'Ecole nationale des greffes ; Bernard Pedebernard, conseiller à la cour d'appel de Paris ; Joseph Roubache, avocat au barreau de Paris ; Alain Ruyssen, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse pour la région Ile-de-France ; Michel Sabourault, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Tours ; Roger Tacheau, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Versailles ; Jean Vayrac, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Agen.

## Défense

Est promu *commandeur* :

M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement.

Sont promus *officiers* :

MM. Raymond Anette, ancien déporté résistant ; Jacques Daumard, ancien administrateur civil ; Louis Doise, ancien résistant ; Bernard Ziegler, directeur technique dans une société.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean-Louis Basdevant, professeur de physique ; René Baudouin, soldat, infanterie ; Marie Becquenot, sergent-chef, infanterie ; René Boucherie, maréchal des logis, artillerie ; Henri Bouissou, soldat, infanterie ; Jacques Buzenet, directeur dans une société ; Jacques Cantara, soldat, infanterie ; Henri Carrière, soldat de 1re classe, génie ; Jean Centinode, adjudant, infanterie ; Gérard Chauvallon, délégué aux relations internationales ; François Clémençon, soldat, infanterie ; Lucien Clément, soldat de 1re classe, artillerie ; Isidore Collet, soldat infanterie ; Antonin Diel, soldat de 1re classe, infanterie ; Pierre Duplatre, soldat, artillerie ; Henri Geoffroy, canonnier, artillerie ; Lucien Gourrier, sergent, infanterie ; André Grappe, sergent, infanterie ; Angelin Guende, soldat, infanterie ; Alfred Hérault, soldat, train ; Joannès Laporte, soldat, infanterie ; Henri Layre, soldat, infanterie ; Mme Thérèse Le Scao, née Gourmelon, attaché principal d'administration ; MM. Abel Lestrade, brigadier, arme blindée et cavalerie ; Louis Malherbe, soldat de 1re classe, génie ; Léon Mariette, soldat, infanterie ; Louis Mazaleyrat, soldat, infanterie ; Hippolyte Mézange, sergent, infanterie ; René Nesle, ouvrier d'Etat ; Mme Jeanne-Aline Quinquandon, ancienne résistante ; MM. Philippe Turpin, directeur dans une société.

## Intérieur

Sont promus *officiers* :

MM. Antoine Battesti, directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Corse ; Jean Cassan, conseiller général de la Haute-Garonne ; Jean-Pierre Harris, conseiller général de la Nièvre ; Christian Lacombe, président de la Fédération nationale des comités officiels des fêtes de France à Toulouse ; Raymond Le Bris, préfet de la Seine-Saint-Denis ; Roger Masson, sous-préfet délégué à la protection de la forêt méditerranéenne auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; André Pennaraire, chanoine de la paroisse Saint-Roch à Montpellier ; Gustave Pinard, sénateur honoraire de Saône-et-Loire ; Joël Thoraval, préfet de la région Basse-Normandie.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Philippe Aucouturier, sous-directeur des moyens opérationnels à la direction de la sécurité civile ; Jean-Yves Audouin, préfet du Lot ; Francis Avinée, secrétaire général de la communauté urbaine de Lille ; Antoine Barbolosi, directeur de la réglementation à la préfecture des Bouches-du-Rhône ; Antoine Beaulieu, ancien secrétaire général de la communauté urbaine de Bordeaux ; Pierre Bertin, ancien maire de La Nocle-Maulaix (Nièvre) ; Pierre Bladt, ancien député, conseiller général de la Moselle ; Claude Blanc, sous-préfet de Nyons (Drôme) ; Alphonse Bocher, commissaire principal de la police nationale ; Daniel Chaubet, maire de Mérial (Aude) ; Bernad Coquet, préfet des Deux-Sèvres ; Jean-Paul Coste, sous-directeur des élus locaux et de la fonction publique territoriale ; Eric Degrémont, préfet de l'Allier ; Mme Madeleine Depasse, née Theze, directeur des affaires décentralisées à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ; MM. Jean Dilasser, contrôleur général de la police nationale ; Guy Durand, chef de la base de la sécurité civile de Nice ; Albert Dusart, ancien maire d'Aubiat (Puy-de-Dôme) ; Mgr Eugène Ernoult, évêque d'Auxerre, archevêque de Sens ; Mlle Marguerite Fie, ancien conseiller général de la Nièvre ; MM. Jean-Claude Fort, commissaire divisionnaire de la police nationale ; Maurice Janetti, ancien député, conseiller général du Var ; Kamel Khrissate, sous-préfet de Béthune ; Gabriel Kosman, secrétaire général pour les affaires régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Auguste Krieg, maire de Barr (Bas-Rhin) ; Marcel Lefèvre, ancien maire d'Aubigny-en-Laonnois (Aisne) ; Jacques Le Hénaff, sous-préfet de Briey ; Jacques Levy, directeur général de l'Alliance israélite universelle ; Fernand Luzuy, directeur du service interministériel régional de défense et de protection civiles du Puy-de-Dôme ; André Maestracci, chef du service régional des transmissions et de l'informatique de Marseille ; Charles Malfroid, président de l'union départementale des sapeurs-pompiers, maire adjoint de Ballancourt (Essonne) ; François Marcaillou, secrétaire général de la mairie de Perpignan ; Robert Naudi, président du conseil général de l'Ariège, maire de Tarascon ; Maurice Nicolle, commissaire divisionnaire de la police nationale ; Maurice Pau-Audubert, inspecteur principal de la police nationale ; Louis Pergaud, ancien coneiller municipal d'Aissey (Doubs) ; Georges Pourceau, directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Isère ; Marc Roussel, conseiller général de la Haute-Saône ; Eugène Seux, adjoint au maire de Bours (Pas-de-Calais) ; André Vidalot, conseiller général de Tarn-et-Garonne.

## Industrie et aménagement du territoire

Sont promus *officiers* :

MM. Pierre Savey, directeur général de la Compagnie nationale du Rhône ; André Tarallo, directeur général d'une société pétrolière.

Sont nommés *chevaliers* :

Jacques Bisseret, président-directeur général de société ; Jean-Pierre Braun, directeur général d'une société pétrolière ; Philippe Choppin Handry de Janvry, président-directeur général de société ; Guy Deschamps, président de société ; Nobert Detoux, président-directeur général de société ; Alain Joly, administrateur et directeur général de société ; Marc Landion, administrateur et président-directeur général de sociétés ; Bernard Laplace, président-directeur général de société ; Yves Rambaud, président-directeur général de sociétés ; Jack Verlaine, directeur général des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; Jacques Weber, vice-président d'une société d'informatique.

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RECONVERSIONS

Sont promus *chevaliers* :

MM. Jean-Pierre Duport, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ; Jean-Marie Nusse, président-directeur général de société ; Félix Winter, maître imprimeur.

### COMMERCE ET ARTISANAT

Est élevé *officier* :

M. Jean-Jacques Delort, président du directoire d'un groupe de magasins.

Sont promus *chevaliers* :

MM. Charles Aumont, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Rochefort ; Michel Dary, gérant de société ; Jean-Marie Duranthon, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Auvergne ; Armand Knecht, président de la fédération des commerçants de Metz ; Maurice Le Maire, président d'une PME ; Bernard Rapine, vice-président du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.

## Affaires européennes

Est promu *commandeur* :

M. Jacques Trèves, ingénieur général des télécommunications, en retraite.

Sont nommés *chevaliers* :

Père François Jugla, curé de la basilique Saint-Sernin (Toulouse) ; M. Thomas Philippovitch de Freydenberg, secrétaire général européen et directeur de la section française du conseil des communes et régions d'Europe.

## Equipement, logement, transports et mer

Est promu *commandeur* :

M. Michel Olivier, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus *officiers* :

MM. Maurice Faunières, directeur général de société ; Jean Massotti, ancien directeur des opérations aériennes à la compagnie nationale Air France ; Henry Mathieu, ingénieur général des Ponts et chaussées.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean-François Benard, directeur général adjoint à la SNCF ; Jean Bondoux, ancien président-directeur général d'une entreprise de travaux publics ; Gilbert Doriat, inspecteur principal à la RATP ; Maurice Hitier, contrôleur général du travail et de la main-d'œuvre des transports ; André Lew, directeur de l'Ecole d'architecture de Versailles ; André Matousowsky, président du Syndicat de la signalisation et des équipements routiers ; Jean Nallet, médecin en chef de la RATP ; Christian Nicolas, directeur de travaux à Transmanche Construction ; Yves Tayssier, président de l'Aéro-club de France ; Robert Tranié, chef de service à la RATP ; Guy Verrier, chef de service à la SNCF.

### MER

Est promu *officier* :

M. Christian Brossier, président de la 4e section affaires économiques au conseil général des Ponts et chaussées.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Claude Chazelon, ancien capitaine au long cours ; Hubert-Claude Faure, chef du centre de sécurité Provence-Côte d'Azur-Corse.

### LOGEMENT

Sont promus *officiers* :

MM. Jacques Hochard, président d'un office d'aménagement et de construction ; André Martin, dit Latour, secrétaire général de la Fédération nationale des offices d'HLM et des offices d'aménagement et de construction.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. André Barthélemy, directeur général de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'HLM ; Maurice Becker, secrétaire général de la Fédération des sociétés anonymes et fondations d'HLM ; Roger Lemiale, président honoraire de la Fédération nationale des agents immobiliers ; Robert Prêtat, conseiller permanent d'un comité interprofessionnel du logement ; Jean Savoie-Taillefer, vice-président de la Fédération nationale du bâtiment.

## Travail, emploi, et formation professionnelle

Est promu *commandeur* :

M. Jean Raffarin, président des Expositions nationales du travail manuel.

Sont promus *officiers* :

MM. Gabriel Ducray, directeur hors classe du travail honoraire ; Pierre-Henri Pascal de Peretti, inspecteur général des affaires sociales ; Henri Peyrard, président d'une union départementale syndicale.

Sont nommés *chevaliers* :

M. Christian Ains, président de la fédération régionale du Centre des décorés du travail ; Mme Jeanne Becmeur, née Izenic, chef du service de contrôle de la formation professionnelle d'une préfecture ; MM. Pierre Brousses, directeur d'une ASSEDIC ; André Condamines, gestionnaire de l'association Hippocampe ; Bruno Desjonqueres, président-directeur général de sociétés ; Jacques Dupontreud, président-directeur général de laboratoires ; André Espinasse, ancien ingénieur ; Antonio Fabrizi, ancien employé de société ; Jacques Faure, secrétaire général de la section nationale d'un syndicat des retraités des tabacs et allumettes ; Jean Gautier, directeur général des affaires sociales d'un syndicat ; Pierre Gioanni, président d'un syndicat de VRP ; Jacques Jacquet, président d'un syndicat de journalistes ; Jean Laffont, secrétaire général d'une union départementale syndicale ; Serge Lockert, professeur au lycée professionnel Toulouse-Lautrec à Bordeaux ; Charles Martin, directeur général de l'Union des industries chimiques ; Gérard Quéveau, président-directeur général d'un groupe industriel ; Auguste Thomas, président d'honneur de la Fédération nationale de la maroquinerie ; Raymond Tilquin, médecin du travail.

## Coopération et développement

Est promu *officier* :

M. Michel André, directeur de l'administration générale à l'administration centrale.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean Champaignolle, directeur de l'Institut de recherches sur le caoutchouc ; François Cottenot, chef de service à l'hôpital Saint-Louis ; Yves Durand, administrateur-directeur général de la Banque internationale pour l'Afrique en Guinée ; Michel Guignard, délégué général de l'association Ibiscus ; François Vrézil, conseiller à la mission de coopération et d'action culturelle au Cameroun ; Père Joseph Wirth, prêtre dans un séminaire en République centrafricaine.

## Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire

Sont promus *commandeurs* :

MM. Robert Baze, directeur des Presses du Palais-Royal ; Eugène Guillevic, homme de lettres, poète.

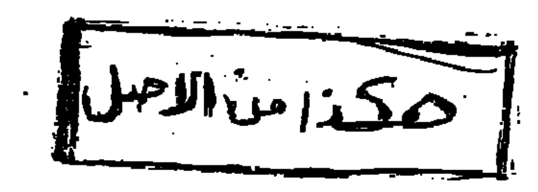
Sont promus *officiers* :

MMmes Irène Bizot, inspecteur général des musées ; Jeannine Charrat, épouse Humbert, chorégraphe ; M. le rabbin Charles Lichtenstein, dit Charles Liche, auteur-compositeur de musique.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean Bajard, dit Jean-Pierre Bayard, écrivain ; Jean Billiez, président-directeur général de société ; Jacques Bouyssou, artiste peintre ; Mme Frédérique Chamson, épouse Velle, dite Frédérique Hebrard, comédienne, écrivain, scénariste ; MM. Marc Cianfarani, ancien professeur de collège détaché au ministère ; Alain Delon, artiste dramatique ; Paul Florenson, inspecteur général de l'administration des affaires culturelles ; Bernard Gaujal, directeur de société ; René Giton, dit René-Jacques, photographe d'art ; Marc Hérissé, journaliste ; Milan Kundera, romancier ; Georges Lautner, cinéaste ; Mme Geneviève Massa, épouse Gille, ancien directeur des services d'archives de Paris ; MM. Antonio Molière, dit Tony, producteur, exploitant de cinéma ; Maurice Ohana, pianiste-compositeur ; Christian Pattyn, chef de la mission des affaires européennes ; Mme Marina de Poliakoff, dite Marina Vlady, comédienne ; M. Dominique Ponnau, directeur de l'Ecole du Louvre ; Mme Micheline Rozan, administrateur de théâtre ; MM. Jean-Louis Scherrer, couturier ; Jean-Louis Sieff, photographe ; Pierre Vidal-Naquet historien.

Lire la suite page 18



هكذا من الأصل



# LÉGION D'HONNEUR

Suite de la page 17

### COMMUNICATION

Est nommé *officier* :

M. Jean-Jacques Robert, dit Lerrant, ancien inspecteur général des spectacles.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. François Bayle, compositeur directeur du groupe de recherche musicale à l'Institut national de l'audiovisuel ; Jean-Claude Brognaux, directeur général de société ; François Giquel, président-directeur général d'une chaîne de télévision ; Pascal Machuel, chargé de mission auprès du président-directeur général d'une compagnie de communication ; Michel Nouaillas, directeur chargé des médias à la direction commerciale de l'AFP.

### Départements et territoires d'outre-mer

Est promus *commandeur* :

M. Jean Thill, inspecteur général des finances.

Est promu *officier* :

M. Maxime Rivière, président-directeur général de sociétés à la Réunion.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Virgile Grechi, chef de service administratif à la préfecture de la Guadeloupe ; Raymond Louis-Joseph, directeur de l'institut d'émission des départements d'outre-mer à la Martinique ; M^me^ Hotutu Salmon, épouse Hintze, présidente du comité local de la Croix-Rouge en Polynésie française ; MM. Elia Tidjine, pasteur en Nouvelle-Calédonie ; Vadivel Vayaboury, président-directeur général de société à la Réunion.

### Agriculture et forêt

Sont promus *officiers* :

MM. François Ferrari, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Edouard Pouret, président d'honneur de la Fédération équestre française.

*Sont nommés chevaliers* :

MM. Denis Badré, directeur général de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ; Hubert Chastrusse, directeur général honoraire de l'Union laitière Pyrénées-Aquitaine-Charentes ; André Cuisset, président fondateur du Syndicat national des accouveurs ; André Dorier, agriculteur, président de la Fédération française des coopératives fruitières, légumières et horticoles ; Jean Guellec, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; René Jouan Pebernard, docteur vétérinaire ; Alain Labergère, président-directeur général de société agro-alimentaire ; Michel Méaille, ingénieur général d'agronomie ; William de Robiano de Saffran, directeur général de division agrovétérinaire dans une société pharmaceutique ; Roland Rosset, directeur du Centre national d'études et de recherches pour l'alimentation collective ; Gérard Tendron, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts.

### Postes, *télécommunications* et espace

Est promu *commandeur* :

M. Eugène Delchien, chef de l'inspection générale.

Sont promus *officiers* :

MM. Paul Carenco, chef du service de défense et de sécurité civile ; Pierre Cazalé, président d'une association de personnel ; Jean Mallet, inspecteur général à l'administration centrale. Luc Paquetier, ingénieur général à l'administration centrale ; Bernard Poisson, ingénieur général à l'administration centrale.

*Sont nommés chevaliers* :

MM. Jean Berbezier, secrétaire général d'une société de personnel, Jacques Burillon, directeur régional des télécommunications de Rhône-Alpes ; Jacques Champ, directeur régional à l'administration centrale ; Georges Colas, directeur départemental à la direction régionale de la Poste de Bretagne ; Jean Collé, directeur régional à l'administration centrale ; M^lle^ Maria Fabre, directeur départemental à la direction des télécommunications des réseaux extérieurs ; MM. André Lacave, ingénieur en chef à la direction des télécommunications d'Ile-de-France ; Jean-Claude Lamire, chef de service régional des Postes de Franche-Comté ; Edmond Lavabre, chef de service régional des Postes de Poitou-Charentes ; Francis Longre, directeur de la formation professionnelle des télécommunications ; Pierre Lorand, ingénieur en chef au Centre national d'études des télécommunications ; Charles Pautrat, ingénieur général à l'administration centrale ; André Rabotin, directeur départemental à l'administration centrale ; René Ramella-Pezza, ancien chef de service départemental des Postes de la Gironde ; Jean Rinaldi, directeur d'établissement principal des Postes à Paris (7^e^) ; Jacques Suisse, dit Simon, chef de service à l'administration centrale ; Jean Waline, sous-directeur à l'administration centrale.

(A suivre.)

# COMMUNICATION

## Un entretien avec la directrice des programmes d'Antenne 2

### *Remplacer la course à l'audience par la course au succès*

### nous déclare M^me^ Monique Trnka

**Le bureau de M^me^ Monique Trnka est aussi parfumé qu'un jardin exotique. Les bouquets de fleurs qui ont salué sa nomination (*Le Monde* du 11 juillet) en sont bien sûr la cause. M^me^ la directrice des programmes et de la programmation d'Antenne 2 est tout sourire et tout charme, entre les dizaines de coups de téléphone, de messages de félicitation et demandes de rendez-vous. Six téléviseurs alignés sur un mur diffusent en silence les images des six chaînes du PAF. Dehors, un photographe attend. Grande, élégante, M^me^ Trnka explique l'état d'esprit qui guidera ses choix.**

*« L'essentiel*, dit-elle d'emblée, *c'est qu'Antenne 2 retrouve son style et son ton, qu'elle affirme son identité, qu'elle se singularise par sa grille, sa couleur, son contenu. Quand j'entends les pouvoirs publics insister sur la nécessité d'harmoniser totalement Antenne 2 et FR3, je suis dubitative. Il faut certes que les deux chaînes se concertent et veillent, par une offre différente et complémentaire en soirée, à satisfaire des publics variés. Mais l'obligation de complémentarité ne doit pas devenir un handicap pour les chaînes et il faut trouver un équilibre pour que la promotion et le soutien mutuel – notamment pour de grands événements – ne devienne pas suicidaire. Ce serait d'ailleurs stupide de chercher à harmoniser 6 500 heures de programmes. »*

Bref, M^me^ Trnka veut affirmer librement une politique de chaîne. *« Toutes les conditions*, affirme-t-elle, *sont désormais remplies : l'esprit, l'équipe, l'entente, le dynamisme. »* L'équipe ? Celle réunie autour de M. Jean-Michel Gaillard, directeur général de la chaîne, après que celui-ci – un peu contraint par le départ d'Eve Ruggiéri – eut décidé de se plonger à fond dans le dossier des programmes. Une équipe qui inclut les responsables des grands secteurs de la chaîne, y compris la rédaction, ainsi que quelques vedettes maison. *« Une équipe*, dit M^me^ Trnka, *bien ressentie par la population Antenne 2. »*

Sur la question du passé de la chaîne, la nouvelle directrice ne souhaite guère s'étendre, pas plus qu'elle ne veut commenter les raisons du déclin de A 2. *« La perte de sa capacité à innover*, suggère-t-elle, songeuse. *Mais je ne peux tout de même pas porter de jugement sur une époque pendant laquelle moi aussi j'appartenais à Antenne 2. »*

Dommage que son diagnostic ne puisse être exprimé plus clairement. Tout juste consent-elle à reconnaître qu'il manque quelques rendez-vous phares, propres à donner à la chaîne une image de marque et un ton : une case variétés sur laquelle travaille Marie-France Brière – *« quelque chose de très différent de ce qu'on trouve sur TF1 »*, – un produit avant le journal de 20 heures...

*« Mais une innovation implique toujours de prendre des risques*, dit M^me^ Trnka. *Il faudra donc doser minutieusement entre la nécessité de redresser sûrement l'audience de la chaîne, et celle de lui impulser une image et un style. »* Pas de tornade blanche. Pas de révolution. Beaucoup de fictions à 20 h 30... et une vigilance extrême sur l'ordonnancement de la grille. *« Une des grandes règles de la programmation est de faire en sorte que le public s'y retrouve. Cela implique une certaine continuité dans la politique des programmes et une clarification de l'offre et des rendez-vous. Combien de créations et de perles tuées parce que mal annoncées, mal promues, mal mises en valeur et noyées dans l'offre déferlante des 50 000 heures de programmes annuels. Dans une grille, tout est stratégique. »*

Ex-directrice de Télé-Hachette (1983-1987), M^me^ Trnka a l'intention de faire passer à Antenne 2 *« un esprit d'entreprise »*. *« J'ai appris beaucoup de choses dans le privé*, dit-elle. *Et d'abord une recherche constante de l'efficacité. Antenne 2 est une entreprise comme la Une ou la Cinq, pas une bureaucratie ni une administration. »* La publicité ne la gêne *« absolument pas »*. *« Je me sens parfaitement libre. La publicité fait partie des programmes. Elle ne guide pas mes choix. »* Cela ne l'empêche pas d'en souhaiter la diminution afin de pouvoir raccourcir les longs tunnels de spots dus à l'interdiction pour la chaîne d'interrompre ses émissions. Mais la publicité n'est-elle pas la première responsable de la course à l'audience dans laquelle A2 est engagée ?

*« Faux !* s'écrie M^me^ Trnka. *Si nous ne faisions pas de publicité, nous aurions la même préoccupation de l'audience. Elle fait partie de notre métier. Je veux d'ailleurs remplacer le mot audience par le mot succès. Tout le monde recherche le succès. Les créateurs, les producteurs, les artistes... Antenne 2 aussi. C'est un critère essentiel qu'il faut déconnecter de la publicité. »* Le succès, dit-elle. C'est en effet tout le mal qu'on peut lui souhaiter.

**ANNICK COJEAN.**

### Répondant au CSA

## Les chaînes privées font des propositions sur le parrainage

**Les chaînes privées, l'Union des anonceurs (UDA) et l'Association des agences-conseil en communication (AACC) ont transmis, vendredi 13 juillet, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), leurs propositions pour un *« code de bonne conduite »* en matière de parrainage.**

Les télévisions commerciales répondaient ainsi à l'admonestation que leur avaient adressée, à la mi-juin, le président du Conseil, M. Jacques Boutet, en exigeant que le parrainage se limite désormais à une simple mention du sponsor à l'antenne et à la présentation de son logo. Une position que les chaînes avaient jugé sévèrement, estimant que le CSA méconnaissait *« les réalités économiques du marché »* (*le Monde* du 30 juin).

Dans leurs contre-propositions, les chaînes demandent que le produit du parrain puisse être montré à l'antenne ainsi que dans les messages diffusés avant et après l'émission comme à l'intérieur de celle-ci. Elles s'engagent en revanche à bannir du programme tout slogan commercial, tout commentaire ou argumentaire du produit.

Ces propositions ne concernent pas les chaînes publiques qui n'ont pas participé à leur élaboration. Cependant, celles-ci auraient fait connaître au CSA leur accord sur le principe, estimant elles aussi que la présence d'un produit à l'antenne n'est pas en soi condamnable.

## La mort d'Harold Kay

Harold Kay, l'une des voix les plus célèbres d'Europe 1, est mort dimanche 15 juillet, à l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart (Hauts-de-Seine). Agé de soixante-quatre ans, Harold Kay est décédé d'une complication infectieuse survenue un mois après une transplantation cardiaque.

D'origine écossaise, l'animateur était entré à Europe 1 en 1955, dès le lancement de la station. Pendant plus de trente ans, il a animé les émissions de variétés et de jeux, aux côtés de Pierre Bellemare notamment. Les célèbres Podiums qu'Europe 1 déplaçait chaque été de station balnéaire en étape du Tour de France lui ont valu une notoriété nationale.

Après son départ d'Europe 1 en 1986, Harold Kay était entré à TF1 où il fut, jusqu'en janvier dernier, l'un des animateurs du « Juste Prix ». Passionné de voitures anciennes, Harold Kay était l'auteur d'un livre sur ses compatriotes : *Ecossais en délire*.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 14 juillet :

DES LOIS

– N° 90-613 du 12 juillet 1990 favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires.

– N° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants.

– N° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe.

UN DECRET

– N° 90-618 du 11 juillet 1990 relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir.

*AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS*

MONTANT DES OBLIGATIONS
5 000 francs.

PRIX D'ÉMISSION
tranche A 104,23 %
(y compris le coupon couru de 4,177 %)
tranche B 100 %

TAUX D'INTÉRÊT
9,90 % l'an, avec premier coupon payable le 26 février 1991, limité à 272 francs pour la tranche B.

RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS
30 juillet 1990.

JOUISSANCE
26 février 1990 ou 30 juillet 1990 au choix des souscripteurs.

DURÉE
9 ans 211 jours.

AMORTISSEMENT NORMAL
au pair le 26 février 2000.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ
possible par rachats en Bourse.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL
9,87 % au règlement.

ASSIMILATION
aux obligations 9,90 % de février 1990
tranche A : dès la cotation
tranche B : après paiement du premier coupon le 26 février 1991.

La BFCE émet
en juillet 1990
1 milliard de francs
d'obligations
à taux fixe
avec la garantie
de l'Etat.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

Une note d'information (visa COB n° 90-288 du 9 juillet 1990) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE 21, bd Haussmann, 75009 Paris. Balo du 16 juillet 1990. L'émission sera close sans préavis.

*AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS*

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
### Obligations 9,20 % juillet 1987 – mars et juin 1988

Les intérêts courus du 3 août 1989 au 2 août 1990 seront payables à partir du 3 août 1990 à 460,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 69,00 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 9,20, faisant ressortir un net de F 381,80. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
### Obligations à taux variable juillet 1987

Les intérêts courus du 3 août 1989 au 2 août 1990 seront payables à partir du 3 août 1990 à 508,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 76,20 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 10,16, faisant ressortir un net de F 421,64. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
### Obligations 9,50 % février 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 16 août 1989 au 15 août 1990 seront payables à partir du 16 août 1990 à 475,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 71,25 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 9,50, faisant ressortir un net de F 394,25. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

### SAPAR FINANCE
### *Obligations à taux révisable trimestriel octobre 1989*

Les intérêts courus du 12 mai 1990 au 12 août 1990 seront payables à partir du 13 août 1990 à 123,31 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 18,49 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 2,46, faisant ressortir un net de F 102,36. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
### Obligations 7,90 % juillet 1986

Les intérêts courus du 11 août 1989 au 10 août 1990 seront payables à partir du 11 août 1990 à F 355,50 par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 39,50 (Montant brut : F 395,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 19,73 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 7,90, faisant ressortir un net de F 327,87. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
### Obligations à taux variable juillet 1986

Les intérêts courus du 11 août 1989 au 10 août 1990 seront payables à partir du 11 août 1990 à F 382,76 par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 42,53 F (Montant brut : F 425,29).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 21,24 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 8,50, faisant ressortir un net de F 353,02. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Siège social : 18 bis, rue de Berri – 75008 PARIS
R.C.S. Paris B 784 393 266

**PROROGATION DE L'EMPRUNT 14,70 % 1983-1990**

Conformément aux modalités de prorogation de l'emprunt 14,70 % 1983-1990, code Sicovam 8172, publiées dans le BALO du 11 juillet 1983 page 4487, la CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE propose aux porteurs une prorogation de la validité de leurs titres pour une nouvelle période de sept ans.

Le taux d'intérêt offert pour la période de prorogation est fixé au niveau des taux offerts à l'émission pour des obligations de caractéristiques analogues, soit 9,74 % majoré d'un complément d'intérêt d'un montant de 0,20 % ; le nouveau taux est donc de 9,94 %.

Les obligations dont les porteurs n'auront pas demandé le remboursement à l'issue de la première période de sept ans seront rémunérées à ce nouveau taux de 9,94 % et recevront un coupon brut annuel de 497,00 F par titre jusqu'au 25 juillet 1997, date du remboursement des titres.

Les porteurs qui voudront obtenir le remboursement à l'issue de la première période de sept ans devront faire connaître leur choix en présentant leurs titres au remboursement, et seront réglés dans les meilleurs délais, auprès de tous établissements habilités.

La date limite d'admission des titres au remboursement est fixée au 24 septembre 1990.

La prorogation sera AUTOMATIQUE pour les titres non présentés à cette date.

Le régime fiscal demeure celui en vigueur à la date d'émission de l'emprunt 14,70 % juillet 1983.

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Juristes

Notre société administre les droits des artistes interprètes
et recherche pour son siège à Paris

**JEUNE JURISTE (H/F)**
**PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE**

Vous possédez une excellente formation juridique française (3e cycle), complétée si possible par des études à l'étranger, et une pratique courante de l'anglais. Une première expérience en entreprise serait un plus.

Nous vous proposons, au sein d'une équipe pluridisciplinaire et internationale, d'assurer un rôle d'assistance dans la gestion de nos intérêts au niveau international, le suivi des procédures en cours et la rédaction de notes, actes et contrats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous nº 8986
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris

---

Importante Holding (1,3 Md de Frs de CA), filiale d'un groupe industriel et commercial, recherche une

**Juriste** 230 KF+

**Lyon**

Rattachée au Directeur Général, vous serez Responsable juridique des 12 sociétés de la Holding et aurez la charge de la : tenue des assemblées, rédaction d'actes et de contrats, gestion des dossiers de contentieux. Vous participerez également à la mise en place de la politique sociale et assurerez pour le Directeur Général : tenue de tableaux de bord, audits de conformité, contrôle des réalisations. Des déplacements ponctuels sont à envisager en France et en Europe. Agée de 30 ans environ, de formation juridique supérieure (DESS, DICE), vous avez une expérience réussie de 5 ans en entreprise et êtes une bonne généraliste en Droit des Sociétés et Droit des Affaires. Qualités relationnelles et capacité d'implication sont indispensables à cette fonction. Anglais courant exigé. Compétences en Droit Social seraient un plus.

Contacter Florence Couraud au 78.28.16.04 ou adresser votre CV + photo + lettre man. + rém. actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf.FC422MO.

MP
**Michael Page Rhône-Alpes**
*"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"*

LBW

---

**atlantic**
L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

*Ce groupe industriel, spécialiste du chauffage domestique et leader sur ses marchés (convecteurs électriques, chauffe-eau, chaudières ...), recherche pour son Service Administratif du Personnel*

**UN JEUNE JURISTE**
**FONCTION PERSONNEL**

*Il assiste et conseille le DRH, la responsable du Service Administratif, les responsables opérationnels sur les chapitres de la législation sociale, des tableaux de bord ou de la représentation du personnel ...*

*Juriste, spécialiste du Droit du Travail avec éventuellement un DESS en Gestion du Personnel, vous souhaitez par la suite évoluer vers des responsabilités opérationnelles afin de concrétiser votre goût pour les relations humaines.*

*Le poste est basé près du littoral Atlantique, à 60 kms de Nantes.*

*Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :*
*ATLANTIC - Direction du Personnel*
*BP 65 - 85002 La Roche sur Yon*

ORC

---

Société de Conseil en forte croissance
affiliée à un important groupe bancaire
et une société financière internationale
recherche :

**JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS**

Directement rattaché au Secrétaire Général, il sera en charge des questions juridiques liées aux filiales françaises et étrangères, vie sociale (secrétariat juridique), création de société « ad hoc », contrats entre filiales, participations aux opérations d'acquisition et de restructuration...

Le ou la candidate, âgé(e) de 27 ans minimum, est titulaire d'une maîtrise droit des affaires, a 3 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet ou d'un groupe. Anglais nécessaire, Espagnol serait apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV + photo + prétentions sous référence AM à AIM, Département juridique - 6, rue Paul-Baudry, 75008 PARIS.

---



• AIR OUTRE MER

recherche

**UN ASSISTANT JURIDIQUE (H/F)**

Licence ou Maîtrise droit des affaires.
Aura plus particulièrement en charge des actions à mener concernant le droit des sociétés, le droit des contrats, les assurances.
Une bonne connaissance en anglais est demandée.

Nous remercions les candidats d'adresser leur CV accompagné d'une lettre de motivation ainsi que d'une photo à :
Air Outre Mer
à l'attention de Mlle Joëlle Begg
18-20, rue Pasteur 94278 Le Kremlin-Bicêtre, Cedex

---

**Cabinet d'audit international**
RECHERCHE POUR SON ACTIVITÉ AUDIT ET CONSEIL AUX GRANDES ENTREPRISES

**JURISTES, FISCALISTES**

Diplômés d'Études Supérieures de Droit des Affaires ou de Fiscalité, anglais courant, 2 ans expérience dans Cabinet Conseil.

**RÉVISEURS CONFIRMÉS**

Ecole de commerce, anglais courant, 3 ans expérience min.

Envoyer C.V. et prétentions à :
HORWATH FRANCE
12, rue de Madrid, 75008 PARIS.

# Le Monde de la Gestion

**CONSEILLER PLUS HAUT...**
**CONSEILLER PLUS LOIN...**

Le Groupe Concept, c'est 4000 collaborateurs et 2,3 Mds de CA, 3e SSII française et 5e en Europe.
Il propose à ses clients une gamme complète de produits et services dédiés aux métiers de la finance, de la comptabilité et de la gestion.

**CONSULTANTS SENIORS**
Comptabilité / Consolidation / Trésorerie

Au sein de la branche Concept Entreprises, vous interviendrez en tant que conseil auprès d'interlocuteurs de haut niveau (Directeurs Financiers, Directeurs Comptables...).
Conseil en organisation, conseil métiers, informatisation de services, mise en place de progiciels Concept, formation des utilisateurs sont autant de responsabilités qui vous permettront de développer chez nos clients grands groupes et moyennes entreprises, le professionnalisme et les hautes technologies qui nous caractérisent.
Ponctuellement, vous mettrez votre savoir-faire au service de consultants juniors.

Formation supérieure en Gestion (3e cycle ou expertise comptable), 5 à 10 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise, autonomie, résultats prouvés : si vous vous reconnaissez dans ce profil, rencontrons-nous rapidement.

Adressez votre candidature sous réf. LM/16 à Stéphane Charbonnier, Concept SA, 35/37 rue des Abondances, 92100 Boulogne.

GROUPE CONCEPT

**GROUPE CONCEPT : l'informatique de gestion**

Membre de Syntec — MEDIA-SYSTEM

---

Ville d'Hérouville-Saint-Clair
(Calvados - 25 000 habitants)
RECHERCHE

**SON RESPONSABLE**
**DES SERVICES FINANCIERS**

**RECRUTEMENT SOIT :**
- par voie statutaire (échelle attaché avec possibilité de détachement sur l'emploi de S.G.A.) ;
- par voie contractuelle.

**FONCTIONS**
Direction et encadrement des services financiers et comptables, des régies et des achats.

**PROFIL**
Bonne connaissance de la gestion financière.
Aptitude à l'encadrement.
Expérience professionnelle (M12).
Connaissances informatiques souhaitées.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sont à adresser à :
Monsieur le Maire
B.P. 9, 14201 Hérouville-St-Clair Cedex.

---

**PARIS**

PME, gérant un important magazine de loisirs filiale d'un groupe de presse, recherche son

**CHEF COMPTABLE**

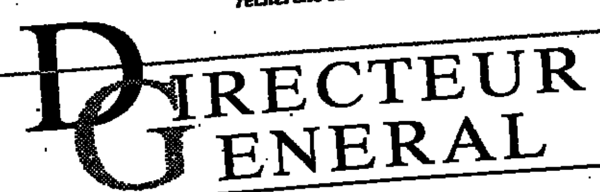
*Sous l'autorité hiérarchique du Responsable administratif et financier, vous aurez la responsabilité, avec un adjoint, de la comptabilité jusqu'au bilan, et vous procéderez aux différentes déclarations fiscales et sociales d'usage.*
*Profil souhaité : 30/35 ans. Bonne expérience dans une fonction similaire dans PME. Connaissance de l'informatique indispensable. Bonnes bases d'anglais. La connaissance de la presse serait un plus. Salaire en rapport avec expérience.*

Envoyer CV avec photo et prétentions à
C.F. Florence Chagneau 14, rue Jean-Rey, 75015 Paris



# Le Monde des Dirigeants

*SUD-OUEST Organisme Logement Social*
*7500 logements locatifs, 350 accession,*
*recherche son*



**DIRECTEUR GENERAL**

Homme de dialogue et de stratégie, expérimenté en maîtrise d'ouvrage, ou métiers connexes, de préférence du logement social, il saura mettre en place le management participatif de 195 salariés, administratifs, ouvriers et personnel de service, et assurer la poursuite des activités dans le maintien de la vocation sociale de l'organisme.

*Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 14847 à Contesse - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret.*
Discrétion assurée.

CONTESSE

---

A2C
GROUPE PRATIC-ADEMVA

A Cluses (74), PME en fort développement (160 MF de CA), pour renforcer nos équipes, nous cherchons notre

**controller**

A 30 ans, DECS ou équivalent, venez développer cette fonction sous l'autorité de notre DAF en prenant en main notre contrôle de gestion, nos comptabilités et l'évolution de notre système informatique.
**Homme de PME industrielle, vous savez communiquer. Vous avez l'esprit d'équipe et le goût de la réussite.**

Ecrivez à Christine MARTY (réf. 3968 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES - LILLE
TOULOUSE - BORDEAUX - STRASBOURG

---

*Banque d'Affaires Internationale*
recherche

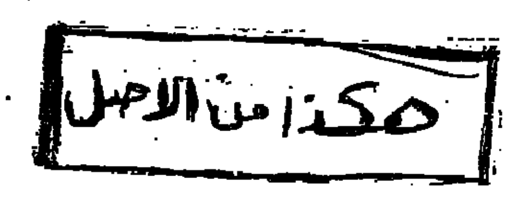
***N°2 de la Comptabilité***
*(250 KF±)*

Chargé de la production et de la surveillance des états comptables (états de synthèse, arrêtés mensuels, bilans, déclarations CB et BDF), entièrement informatisés, il encadre une équipe de 7 personnes et s'attache particulièrement au contrôle de la qualité des états comptables (explications des variations, ratios...) à l'aide de tableaux de bord et participe à la mise en place du nouveau plan comptable.
Riche d'une première expérience en cabinet ou dans une banque (comptabilisation des opérations, principes d'évaluation), habitué à l'informatique, esprit méthodique, analytique et rigoureux, vous souhaitez valoriser votre acquit dans une fonction d'encadrement.

Merci d'adresser - ou de faxer au 47 04 95 38 - dossier de candidature + salaire actuel, sous Réf. LM/06, à *ARCOS & PARTNERS* - Liliane GAUBERT, 6 avenue d'Eylau 75116 PARIS.

*Arcos & Partners s.a.*

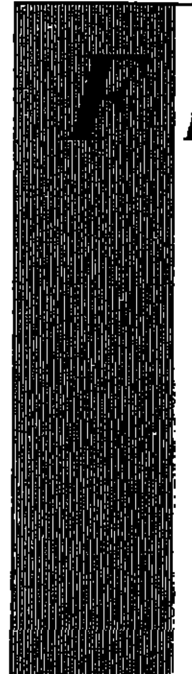
DESSEIN







# Le Monde de la Gestion

## iscaliste expérimenté : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DES, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous avez acquis une première expérience de la fiscalité dans un cabinet, dans le service fiscal d'une grande entreprise ou dans l'Administration. Décidé à exercer le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir immédiatement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes le représentant français du premier réseau mondial de fiscalistes internationaux. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous recherchons plusieurs :
- **Directeurs de Mission (5 ans d'expérience au moins),**
- **Chargés de Mission (3 ans d'expérience au moins).**

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'adresser votre dossier (C.V., photo et prétentions) à Fidal Peat International 47, rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine ou de téléphoner à Mademoiselle A. PELLIZZARI au 47.30.76.69.

(Organisation et Publicité)

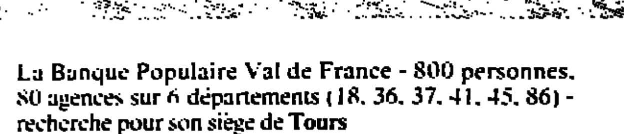
KPMG Fidal Peat International

## Jeune gestionnaire battissons ensemble l'avenir !

**Vous venez d'obtenir le diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce et êtes dégagé des obligations militaires. Nous vous proposons de venir nous rejoindre ! Nous sommes un Groupe National aux activités immobilières diversifiées et voulons vous confier, dans un premier temps, après une formation à nos techniques, la prise en charge de l'organisation des procédures de nos différentes sous-consolidations et leur suivi. Ensuite, vous évoluerez vers des responsabilités diversifiées (contrôle de gestion, suivi budgétaire, plans de financement...). Diplomate, vous êtes autonome et avez le sens des initiatives. Nous vous aiderons à développer vos qualités et votre potentiel d'évolution.**

**Evelyne LEVY, 2, avenue Hoche 75008 PARIS. Réf 4346/M**

SV&GM
CONSEIL EN RECRUTEMENT



La Banque Populaire Val de France - 800 personnes, 80 agences sur 6 départements (18, 36, 37, 41, 45, 86) - recherche pour son siège de Tours

## Auditeur

Votre diplôme d'enseignement supérieur en gestion ou finances est complété par une formation **Audit**. Une première expérience bancaire serait appréciée.

Rattaché à la Direction des Contrôles, vos missions concerneront tous les secteurs de la Banque et impliqueront de fréquents déplacements sur l'ensemble de notre région. Vos qualités de rigueur et de communication vous permettront de présenter des analyses et des préconisations pertinentes. Nous vous offrons de rejoindre une structure offrant de multiples possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), à la Banque Populaire Val de France, Direction des Ressources Humaines, BP 1803, 37018 Tours Cedex.





BANQUE POPULAIRE
VAL DE FRANCE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

**Important Cabinet d'Expertise Comptable** (24 personnes), situé en proche banlieue Nord Est de Paris, nous sommes solidement implantés sur un secteur en plein développement. Nous recherchons un :

## Collaborateur de Haut Niveau

Nous vous proposons de prendre en charge un portefeuille clients diversifié que vous aurez à développer. Chef de Groupe, vous animerez une équipe confirmée, de deux personnes dans un premier temps et vous traiterez des dossiers d'expertise comptable ou de commissariat aux comptes.

30/35 ans, titulaire du DECS ancien régime ou du DESCF, vous préparez si possible l'expertise comptable. Généraliste, performant, vous avez une expérience d'au moins 5 ans en Cabinet.

Vous avez des capacités d'animation et d'organisation, celle aussi de développer une clientèle. Ce savoir-faire commercial allié à votre technicité vous permet de viser un statut d'associé.

La connaissance de l'Allemand serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man. + CV + prét.) sous réf. PS/M/1334 au :

CNPG Ressources Humaines — 61 rue des Belles Feuilles 75116 Paris.

CNPG CONSEIL

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

BRUXELLES FRANCFORT LONDRES — MADRID MILAN ZURICH



Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche

## CADRE

Responsable de la section « opérations bancaires » ayant pour missions :
- back-office de la trésorerie francs,
- activités à caractère bancaire.

Devra encadrer une dizaine de personnes.
- Formation supérieure en gestion financière et en comptabilité.
- Forte sensibilisation à l'informatique, avec notamment une bonne expérience pratique en micro-informatique.

Adresser lettre manuscrite + CV et prétentions, sous la réf. AC/90/315, **AEROPORTS DE PARIS** - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - 291, bd Raspail - 75675 PARIS CEDEX 14

MEDIAPA



**Groupe agro-alimentaire français important (3500 pers./ 7 Mds de CA) recherche afin de gérer au mieux sa croissance :**

### Région Ouest

## 2 Contrôleurs de Gestion

Rattaché à chaque Directeur de branche (centres de profits autonomes réalisant 1,5 et 2,5 Mds de CA) vous êtes l'interlocuteur *privilégié des Directions Opérationnelles de chaque entité pour* toutes questions relevant de la procédure budgétaire (plan stratégique, plan prévisionnel, budgets), du reporting, du calcul des coûts industriels et du suivi des investissements...

Ce poste autonome demande une forte implication personnelle, de bonnes aptitudes à la négociation, le sens du concret et de l'organisation : il s'agit d'une création de poste. Vous devez en outre posséder une première expérience de 2 à 5 ans minimum du contrôle de gestion si possible en milieu industriel, une formation de type d'HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, MSG..., et être âgé de 25/35 ans. (FP5860MO).

## Assistant de Gestion Junior

Rattaché à la Direction Financière, vous travaillez à la fois avec le Directeur Financier et le Responsable du Contrôle de Gestion groupe. Vos missions, le contrôle des reporting, la consolidation de gestion, l'analyse d'états financiers, s'étofferont en fonction de vos capacités.

Ce poste formateur, spécialement évolutif, devrait permettre à un collaborateur de qualité d'atteindre rapidement des fonctions opérationnelles au sein du groupe. Pour cela vous devez être titulaire d'un diplôme ESCAE/Maîtrise de Gestion..., être âgé de 23/25 ans et justifier si possible d'une première expérience valorisante. (FP5861MO)

Contacter **Frédéric Pougeon**, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 30bis, rue Spontini, 75116 Paris, en mentionnant la référence du poste choisi.

MP

**Michael Page Finance**

***Spécialiste en recrutement Financier***

LBW

## SOCIÉTÉ DE BOURSE

**Filiale d'un établissement financier de 1er plan**

recherche

pour la création de son bureau à Paris (quartier George-V)

## SON ANALYSTE FINANCIER SENIOR

En tant que responsable du bureau d'analyses de Paris :
- il participera à l'élaboration de la stratégie de marché ;
- il sera chargé du montage et du suivi de dossiers d'ingénierie financière.

## SON TRADER ACTIONS SENIOR

En tant que responsable du Trading au sein d'une équipe de conseillers de haut niveau, il sera chargé de la commercialisation des actions de la clientèle institutionnelle et industrielle.

Diplômés d'études supérieures, les candidats devront avoir une expérience d'au moins 5 ans acquise, de préférence, dans une banque ou société de Bourse.

**Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 8985**
**LE MONDE PUBLICITÉ**
**5, rue de Monttessuy, 75007 Paris**



## STEIN INDUSTRIE

1400 personnes, 2 MDSF de CA.
Leader dans le domaine des chaudières et équipements pour centrales thermiques

recherche

## JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

*Chargé de seconder le Responsable du Service, il prendra une part active aux différentes activités :*
- Elaboration et suivi des budgets,
- Etablissement des comptes de gestion dans le cadre du système de reporting de type Anglo-Saxon
- Elaboration et suivi du programme d'investissements

Ce poste demande :
- rigueur, esprit d'analyse,
- bon sens relationnel
- une formation supérieure de gestion ainsi qu'une expérience d'audit et/ou contrôle de gestion d'au moins 2 ans,
- une pratique de la micro-informatique.
- la maîtrise de la langue anglaise et si possible de l'allemand

De réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe GEC ALSTHOM sont envisageables.

Adresser votre candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions + photo sous référence JC/DAF à

STEIN INDUSTRIE, Direction des Ressources Humaines,
19/21 Av. Morane Saulnier 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.

**GEC ALSTHOM**


**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

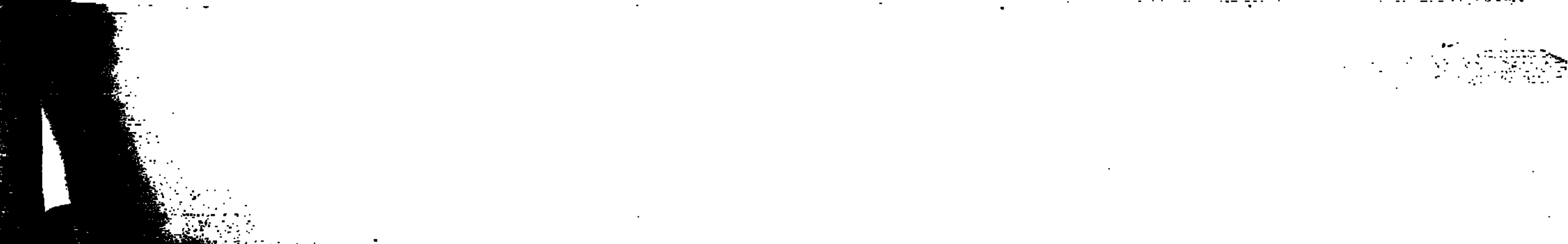

**BANQUE D'AFFAIRES QUARTIER MATIGNON RECHERCHE**

## CONSEILLER EN INVESTISSEMENTS

Vous serez chargé d'entretenir et de développer une clientèle de grandes entreprises dans l'optimisation de la gestion de sa trésorerie et de participer à l'élaboration de produits sur mesure entrant dans le cadre de cette gestion personnalisée.

Vous êtes âgé de 27/30 ans, de formation supérieure gestion/économie et vous avez une connaissance des produits de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 2041 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

Le Monde

# CHAMPS ECONOMIQUES

**Les gouvernements des cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) – Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Mauritanie – doivent tenir leur prochaine réunion au sommet du 21 au 23 juillet à Alger. Créée le 17 février 1989 à Marrakech, l'UMA veut devenir un ensemble régional « intégré et solidaire », une fois surmontés les différends politiques et les différences économiques. Tâche ambitieuse compte tenu des singularités nationales, mais que justifie le passé et qu'impose l'avenir.**

**Face au marché unique européen de 1993, face aussi aux cinq pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie), les cinq du Grand Maghreb se doivent de résoudre ensemble leurs problèmes de démocratie et de développement.**

**Tâche difficile – tant sont forts les liens avec le Nord, et faibles les échanges intramaghrébins – mais qu'exige une jeunesse en attente d'emploi et d'idéal.**

**Pour 60 millions d'habitants aujourd'hui, 100 millions après-demain, le Maghreb peut être un mythe mobilisateur. Il reste un rêve, mais la réalité commence à naître, lentement, comme il en fut, comme il en est encore, de l'Europe. La démarche maghrébine, que complique la montée de l'intégrisme, est certes fragile. Elle a besoin d'appuis.**

Sources : Banque mondiale, ministère marocain du commerce extérieur.

Le commerce marocain avec l'UMA
En % du total des importations ou des exportations
Exportations
Importations
Fécondité (nombre d'enfants par femme)
Population en millions d'habitants
PNB/habitant en dollars

MAROC 23,9 – 4,7
ALGÉRIE 23,8 – 5,8
TUNISIE 7,8 – 4
LIBYE 4,2 – 6,8
MAURITANIE 1,9 – 480 – 6,5

Le commerce extérieur marocain
En pourcentage du total des importations ou des exportations
Exportations
Importations
CEE 65 – 55 ; OCDE (moins CEE) 11 – 16,2 ; CAEM 4,7 – 6,5 ; UMA 4,9 – 1,1 ; autres pays arabes 2,9 – 11,7

En milliards de dirhams
Les 10 premiers fournisseurs du Maroc – En % des importations
Les 10 premiers clients du Maroc – En % des exportations

# Le Maroc entre le rêve maghrébin et l'Europe

LORSQUE l'on a le regard orienté vers le nord, il est difficile de se tourner vers l'est. La victoire des islamistes algériens aux élections municipales du 12 juin introduit une inconnue supplémentaire dans l'équation, déjà complexe, de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui vise l'intégration économique de ses cinq membres, de l'extrême couchant au levant : la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye. Elle va sans doute renforcer les rangs de ceux – nombreux dans les milieux d'affaires – qui préfèrent l'ONA (anciennement Omnium nord-africain), le plus grand groupe privé marocain – à l'UMA.

Le scrutin du 12 juin peut aussi ralentir une stratégie officielle qui consistait souvent à « umaniser » des projets bilatéraux. Dans les sphères gouvernementales à Rabat, l'Algérie, après quinze ans de brouille, fait en effet figure de partenaire privilégié, en raison notamment de son poids démographique – un marché en perspective – et de ses ressources énergétiques, du gaz à récupérer par exemple, quand, aura été construit le gazoduc qui, de Hassi-R'Mel, doit parvenir, via Tanger, en Espagne et au-delà.

## De faibles chances

La complémentarité – potentielle – des deux économies est souvent évoquée, en forçant la vision d'un axe Rabat-Alger que l'on rapproche du face-à-face franco-allemand lors de la construction européenne. Ce rapprochement est quelque peu audacieux : en effet, l'Algérie ne figurait pas, en 1989, sur la liste des vingt principaux fournisseurs et clients du Maroc (1), la France occupant de très loin la première place avec plus du quart des échanges (24 % des importations et 30 % des exportations marocaines, devant l'Espagne, respectivement 9 % et 8 %).

Des quatre partenaires maghrébins, seule la Libye apparaissait dans ce classement, au neuvième rang des clients du Maroc (2,5 % des exportations marocaines... grâce à des ventes de chaussures). Globalement, le Maroc a réalisé, l'an dernier, 59 % de son commerce extérieur avec la Communauté européenne, 14 % avec les autres pays de l'OCDE, 6 % avec le CAEM (pays ex-socialistes d'Europe de l'Est)..., 3 % avec l'UMA (1,1 % des achats et 4,9 % des ventes du royaume).

Comme souvent dans le tiers-monde – il en est de même en Afrique noire et en Amérique latine, – les échanges régionaux sont – logiquement – faibles. Et l'intégration apparaît plus comme un rêve, nécessaire certes, que comme une réalité. Néanmoins, depuis sa création le 17 février 1989, à Marrakech, l'Union a donné naissance à une grande effervescence de commissions (économie et finances, infrastrctures, ressources humaines, sécurité alimentaire) sous-commissions, projets, textes et déclarations.

## Double visage

Deux enseignes. L'une à Casablanca, au-dessus de la porte d'un écrivain public, entre un coiffeur, dont l'unique fauteuil occupe tout l'espace, et un boucher, à l'odorante viande grillée : *« Bureau de renseignements différents »*... L'autre, un panneau publicitaire, juste avant l'aéroport, *« Nixdorf, fiabilité allemande, créativité marocaine »*. Sur le sol de la salle d'attente, au milieu de touristes pressés, une famille selon le Coran, au patriarche tanné, a pris racines : enfants, théière traditionnelle... et valise Samsonite. Un double Maroc ou la difficulté d'être Maghrébin.

Au cours de multiples réunions, tous les sujets ou presque ont été abordés qui permettent un rapprochement d'économies davantage concurrentes que complémentaires, des plus ambitieux aux plus modestes : le gazoduc évidemment, un vieux projet d'ailleurs réactualisé ; une autoroute de Nouakchott à Tobrouk ; un TGV transmaghrébin ; une compagnie aérienne commune Air Maghreb ; les télécommunications ; la technologie avancée avec l'étude de logiciels en arabe ; l'agriculture avec les cultures sous serre marocaines. De cet inventaire, jusqu'à présent, rien de vraiment concret n'a émergé, ce qui est après tout normal à ce stade des opérations.

*« Un processus a été enclenché »*, souligne-t-on au secrétariat d'Etat marocain chargé des affaires de l'UMA. Ainsi a-t-il été décidé d'élaborer d'ici à 1995 un projet d'union douanière afin de permettre un accroissement des échanges qui, pour le moment, se développent.... de façon plus ou moins légale, entre le Maroc et l'Algérie. Le pragmatisme du Maroc, aspiré lui aussi par le libéralisme, paraît l'avoir emporté, privilégiant *le « Maghreb des négociants sur celui des bâtisseurs »*. Il est aussi question de mettre en œuvre progressivement une harmonisation des réglementations financières et fiscales.

Au sein de l'UMA, les responsables de l'administration marocaine se sentent en tout cas *« les mieux armés »*, forts entre autres d'un commerce libre à 90 % et de droits de douane au taux maximal de 45 %. *« Nous avons le moins d'efforts à faire »*, indique-t-on à l'office des changes. Estimant avoir quelque avance dans la marche vers l'économie de marché, ils sont prêts à jouer les guides afin d'éliminer la bureaucratie et de *« permettre aux entreprises de travailler »*.

## Les obstacles industriels

Toutefois les obstacles restent nombreux, en dehors même des facteurs politiques, pour la mise en œuvre du Grand Maghreb. Ne serait-ce, malgré les conventions bancaires qui permettent les règlements en francs et en dollars, que l'inconvertibilité des monnaies. Compte tenu de la diversité et de l'inégalité des économies et des régions, il s'agit d'*« un immense ajustement structurel »*, reconnaît-on au ministère du commerce extérieur. Dès lors, la construction du Maghreb *arabe* se fera-t-elle *« sur le modèle marocain au rythme algérien »*.?

En tout cas, les expériences antérieures de collaboration industrielle ont rencontré peu de succès, en raison de blocages administratifs et de réflexes protectionnistes. *« L'Algérie, où les chefs d'entreprise n'ont pas intégré le changement, n'est pas encore prête. La Tunisie est frileuse. La Libye est un cas à part. Quant à la Mauritanie... »*, fait-on remarquer à l'Office marocain pour le développement industriel, qui s'efforce de promouvoir les investissements privés.

On met en avant les difficultés du quotidien, alors qu'un camion marocain a besoin d'une autorisation pour se rendre en Algérie et que les contrôles à la frontière retardent la libre circulation des personnes ; et aussi le cours fortement surévalué du dinar algérien, qui fausse et freine les échanges. Des projets valables, comme la fabrication conjointe de verre plat, ne sont pas viables, faute de rentabilité du partenaire et voisin.

Le même scepticisme se retrouve dans les milieux d'affaires à Casablanca. Ainsi, chez Berliet Maroc, dont le président est beau-frère du roi, *« l'ouverture des frontières apparaît comme un préalable un peu utopique, compte tenu des différences de compétitivité. Le pays en apparence le plus industriel, l'Algérie, est marqué par un système fonctionnarisé, l'obsolescence des équipements et une faible productivité »*.

Le Grand Maghreb, un jour peut-être... Mais la bonne volonté n'exclut pas une prise de conscience des risques, raisonne-t-on avec réalisme à l'ONA – dont le président est gendre du roi, – conglomérat né du temps des grandes compagnies coloniales, qui est présent surtout dans l'agroalimentaire, mais aussi dans les mines, l'automobile, le textile, les transports, la pêche, le tourisme, la communication... mais qui ne réalise, à l'exportation, que moins d'un dixième des 10 milliards de dirhams (un dirham = 0,65 F) de son chiffre d'affaires.

*« Nos alliances sont presque exclusivement françaises. A l'est, nos activités sont nulles, même s'il existe des possibilités dans les secteurs alimentaire (oranges, bananes...), textile et mécanique, (transformateurs, batteries...), ainsi que pour le savoir-faire. »* Des contacts, mais pas de contrats, tel est le résumé révélateur des relations maghrébines.

De fait, pour le Maroc, en dehors de la consommation nationale, le marché européen reste essentiel. Car *« nous vendons de la main-d'œuvre. Dans le textile, tout est importé : le tissu, les fils, les boutons, les machines »*. Dans l'immédiat, le Maghreb ne peut donc jouer qu'un rôle d'appoint, même si, à la Banque marocaine du commerce extérieur – qui a créé, avec deux banques algériennes, une société de négoce, – on souligne la volonté de rattrapage d'Alger.

## Un ensemble régional

Pour l'avenir, quelles que soient les réserves et les réticences, le Maroc n'a pas le choix. Il joue, certes, ses cartes personnelles, comme la demande d'adhésion à la CEE en juillet 1987, la dévaluation de 9,25 % en mai 1990 du dirham ou encore la création prochaine de zones franches, sans obligatoirement pratiquer la concertation avec ses quatre partenaires. Mais il doit aussi saisir toutes les occasions d'un ensemble régional – que la géographie, l'histoire, la langue; la religion, la culture expliquent, que la poussée démographique exige et que l'Europe espère – afin de sortir d'un statut de sous-traitance et de faire face à son destin.

L'économie du pays, si elle a enregistré quelques motifs de satisfaction, surtout en 1988, reste fragile et très vulnérable aux à-coups de la conjoncture mondiale et du climat. Ainsi, l'an dernier, notamment à cause de l'arrêt des ventes d'acide phosphorique au principal client, l'Inde, le déficit commercial a doublé pour dépasser 18 milliards de dirhams, alors même que le tourisme reculait, soustraction faite du quasi-million de « touristes » algériens (0,4 million en 1988) (2).

La croissance – malgré une forte poussée des investissements – n'a été, en 1989, que de 2,5 %, inférieure à l'expansion de la population et très loin derrière le taux, exceptionnel, de 10,4 % enregistré en 1988 (+ 1 % pour l'industrie manufacturière contre + 8 %). Cependant, les prix ont augmenté au cours du premier trimestre de cette année, au rythme de 1 % par mois, provoquant un certain mécontentement.

La dette extérieure continue de peser lourdement sur les finances du pays, son service représentant environ 30 % des recettes en devises, et le secteur informel – le travail au noir et les « petits boulots », – qui représenterait à peu près 30 % du PNB, n'offre qu'un palliatif instable.

La brume océane n'est pas dissipée. Certes, le royaume progresse. Une nouvelle bourgeoisie de négociants-industriels se renforce. Des fortunes se font en dehors même de la spéculation ; des richesses se créent. Mais les inégalités se creusent, alors que de nombreux diplômés ne trouvent pas d'emploi.

Non loin des bâtiments luxueux des banques, dans les ruelles poussiéreuses du « Casa » populaire, aux multiples et minuscules échoppes, une jeunesse, par force désœuvrée et désorientée, attend... Que revienne le temps des Almohades, ces souverains berbères qui, au début du treizième siècle, régnèrent sur toute l'Afrique du Nord jusqu'à la Tripolitaine ? Ou que résonne un autre appel ?

*de Casablanca,*
**MICHEL BOYER**

(1) Après douze années d'absence (1976-1987), les échanges entre le Maroc et l'Algérie ont, il est vrai, triplé en 1989 pour dépasser le niveau de 1974 (501 millions de dirhams contre 436 millions).

(2) La balance des paiements courants a enregistré un déficit de 5,5 milliards de dirhams, après excédents de 3,8 milliards en 1988 et de 1,4 milliard en 1987.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL
N° 1/90/DAA DU 18 SEPTEMBRE 1990

Séance publique

Prêt BIRD N° 30-36 MOR

Dans le cadre du projet Recherche et Vulgarisation financé par la Banque mondiale (BIRD), l'Institut national de la recherche agronomique lance l'avis d'appel d'offres suivant :

Appel d'offres international N° 1/90/DAA relatif à la conception et la mise en œuvre d'un système d'information et de gestion de l'INRA.

Le cautionnement provisoire est fixé à l'équivalent de 60 000 DH (soixante mille dirhams).

Seuls sont admis à soumissionner les fournisseurs des pays membres de la BIRD, de la Suisse et de Taïwan (Chine).

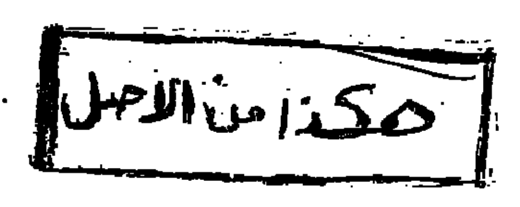
Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 18 septembre 1990 à 10 h, au siège de la direction de l'Institut national de la recherche agronomique, avenue de la Victoire, Rabat.

La date limite de remise des plis sera le 18 septembre 1990 à 10 h.

Le retrait du dossier de consultation se fera au service des marchés et fournitures de l'INRA, avenue de la Victoire, Rabat (siège de la direction), contre paiement de 150 DH (cent cinquante dirhams).

Les candidats qui désirent recevoir le dossier de consultation par voie postale joindront à leur demande d'envoi un supplément de quarante (40) dirhams.

Les offres devront être adressées à Monsieur le directeur de l'INRA, BP 415, Rabat, ou déposées au service des marchés et fournitures de l'INRA.



# Cinq contre cinq

par Mohsen Toumi

LE décloisonnement que vivent les Européens engendre chez les Maghrébins un sentiment de relégation : *« Les écus vont à la Hongrie et à la Pologne plutôt qu'à l'Algérie et au Maroc. »* Mais le Maghreb, pourrait-on rétorquer, ne participe que médiocrement aux échanges extérieurs de la Communauté, et ses performances (110 milliards de dollars de PNB, soit le tiers de celui de la seule Espagne), lui confèrent un statut modeste.

*Question brutale : alors, que représente le* Maghreb pour la CEE ? La réponse n'est pas économique mais géo-politique : à défaut de progrès, le littoral sud-méditerranéen risque de tomber aux mains des intégristes et de constituer ainsi une frange menaçante aux flancs de l'Europe.

Cependant on oppose au Maghreb les anciennes « démocraties populaires ». Il n'est pas question de préférence commerciale mais d'un choix organique : *face aux* ensembles qui se structurent en Asie et en Amérique, les Européens veulent édifier une « Maison commune » qui fasse le poids. Ils y mettent le prix.

A la fin de 1989, le total de leurs concours en direction des seules Pologne et Hongrie s'est élevé à 6,2 milliards de dollars. L'aide nette qui sera fournie aux pays de l'Est pour la période 1990-1992 sera à peu près de 2,8 milliards de dollars. Enfin, une banque spécialement destinée à leur redémarrage vient d'être créée : la Banque *européenne pour la reconstruction et le* développement (BERD). L'analogie de la dénomination avec la Banque internationale pour la reconstruction et de développement (BIRD) est significative. On postule que les pays de l'Est présentent, aujourd'hui, des économies sinistrées. Admettons cette urgence : pourquoi alors ne s'est-on pas mobilisé pareillement pour l'Afrique subsaharienne ? Et pourquoi pas pour le *Maghreb ? L'ensemble des concours* apportés par la Banque européenne d'investissement (BEI) au Maghreb pour la période 1987-1991 n'a pas dépassé les 5 milliards de francs.

## Des avantages comparables

Pourtant, si l'on s'en tient à la stricte analyse économique, l'UMA (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) présente des avantages au moins comparables à ceux des pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, *Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie).*

Ces derniers, certes, peuvent se prévaloir de la contiguïté territoriale. Mais un train de *marchandises, pour relier Amsterdam à* Bucarest ou *a fortiori* Madrid à Prague met deux fois plus de temps que n'en met un cargo pour relier Anvers à Casablanca, Rennes à Sfax ou Gênes à Benghazi. La notion de proximité joue à l'avantage du Maghreb. Elle se double d'une « centralité » *névralgique au confluent du Moyen-Orient,* de l'Europe et de l'Afrique : Suez et Gibraltar commandent le détroit d'Ormuz.

*Les pays de l'Est présentent par rapport* au Maghreb un niveau technologique élevé. Ils se distinguent, aussi, en termes de marché, par un pouvoir d'achat solvable plus consistant (un PNB par habitant moyen de 2 442 dollars contre 1 675 au Maghreb). Pourtant, leurs exportations vers la CEE en *1989 ont été inférieures, en valeur, à celles* de l'UMA (11,9 milliards de dollars contre 15,1 milliards de dollars) de même que leurs importations (10,8 milliards de dollars contre 13,2 milliards de dollars).

Les cinq pays de l'Est sont en tant qu'ensemble importateurs d'énergie. Les ressources de l'UMA, dans ce domaine, sont très importantes (charbon, pétrole et gaz naturel). Elles sont d'un apport encore incontournable pour la CEE. De plus la comparaison des deux ensembles, en termes de marché, ne doit pas être statique. D'ici à dix *ou vingt ans, la population de l'Europe de* l'Est risque d'être rejointe voire dépassée par celle de Maghreb, dont plus de 60 % auront moins de vingt ans et auront bénéficié – à moins d'une catastrophe culturelle – d'un degré d'instruction et de formation professionnelle parmi les plus élevés du *tiers-monde.*

C'est là un atout majeur, en termes de capacité de production et un avantage d'échelle en matière de commerce extérieur. Cette population jeune, instruite, voudra certes consommer plus mais elle sera en même temps capable d'assimiler le savoir-faire exigé par le progrès technologique et d'inventer les raccourcis nécessaires pour que le Maghreb n'ait pas à parcourir *toutes les étapes de la révolution industrielle* des autres.

Autre atout des Maghrébins : leurs liens avec la France. Ils sont près de 60 millions, en Algérie, au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie, à utiliser le français comme langue internationale, et en parlant français ils achètent français aussi. *La France est leur* premier fournisseur (17,8 % des importations de l'UMA). Certains découvrent, aujourd'hui, *en* Europe de l'Est, de nouveaux espaces francophones. Les gens y citent peut-être Victor Hugo mais ils achètent allemand : la RFA leur fournit 12,1% de leurs importations alors que la France ne leur en fournit que 2,2 %. En valeur, les importations de l'Europe de l'Est en provenance de *la France (1 045 millions de dollars) ne* représentent que 25,4 % des importations maghrébines (4 129 millions).

*Ces tendances ne s'inverseront* pas de sitôt. Les marchés d'Afrique subsaharienne et du Maghreb sont peut-être déprimés, mais la « surface » diplomatique de la France, qui dépasse ce que lui vaudrait son strict poids économique, vient, précisément des liens entretenus avec les Africains noirs, *les Maghrébins* et, par extension, avec le monde arabe.

La « ruée vers l'Est » n'a pas empêché la CEE de *réaffirmer tout de même son intérêt* pour le Maghreb, avec, comme exemple, les propositions de délocalisation industrielle. Mais ce transfert se conçoit, en Europe, comme une extension physique, hors de ses frontières, de la partie archaïque et, ou polluante de son tissu industriel, *dans des pays où la force de travail est* abondante et bon marché et où les préoccupations écologiques provoquent des haussements d'épaules.

Les pays de l'UMA identifient correctement cette situation, ce qui ne les empêche pas d'être demandeurs. A court et moyen terme ils ne peuvent faire autrement ; mais, à long terme, de telles activités ne sauraient *« vertébrer »* une stratégie de développement. *Les pays de l'UMA,* dès *maintenant,* se doivent de repenser leurs choix prioritairement en termes endogènes, c'est-à-dire par la mise en valeur de leurs propres ressources.

## Reconquérir l'espace

L'orthodoxie dominante critique ces projets de mise en valeur, surtout quand ils s'expriment en termes d'intégration régionale. Elle récuse aussi les programmes d'aménagement du territoire qui les accompagnent. Les institutions financières internationales rechignent d'ailleurs à les financer et marquent leur préférence pour des *« projets immédiatement productifs ».* Une acceptation étroite de la productivité pousse plusieurs pays en développement vers des activités exclusivement transactionnelles et de sous-traitance. Les Maghrébins ont intérêt à ne pas se laisser piéger à leur tour s'ils veulent arracher leur ticket d'entrée dans le XXIe siècle.

Son obtention ne pourrait être que le résultat d'une démarche d'autonomie collective, *laquelle implique la reconquête de* leurs espaces intérieurs, steppiques et sahariens. Il s'agit de les mettre en valeur et de les peupler. Les Maghrébins s'entassent aujourd'hui sur moins de 9 % de leurs 5,8 millions de kilomètres carrés. Il est temps de repartir vers le sud et d'adopter une nouvelle vision géographique *du développement* économique. S'agit-il pour autant de tourner le dos à la Méditerranée *et à l'Europe ?* Nullement. La CEE pourrait et devrait s'associer à l'entreprise *par* ses investissements financiers, technologiques et scientifiques.

Bien entendu, la règle, aujourd'hui, en matière de coopération internationale, est de privilégier les pays qui réussissent leur passage à la démocratie ; *jusque-là, les* Maghrébins semblaient en passe d'y parvenir. Bien entendu, aussi, pour qu'ils se *mobilisent autour d'un grand projet,* il convient que leur union, l'UMA, en manifeste la volonté politique ; des dispositions encourageantes ont été prises à cet effet. Mais la victoire électorale des intégristes en Algérie pourrait infirmer ces ébauches de crédibilité. Si elle aboutit au contrôle du pouvoir, elle signera l'acte de décès de l'UMA en tant qu'institution communautaire. Si, selon la théorie des dominos, elle embrase tout *le Maghreb, elle y réduira* la culture islamique, marquée par la recherche de la connaissance et l'encouragement de l'esprit pionnier, à sa caricature.

Quels que soient les régimes qui vont émerger au Maghreb, dans un an ou dans dix ans, ils ne pourront nourrir, loger, soigner, éduquer les populations à coups de miracles. Le contexte international, qui continuera aussi à imposer la volonté du plus riche et du plus inventif, *obligera les* Maghrébins à comprendre la coopération dans sa signification totale, qui la différencie *de l'assistanat. La pratique des réciprocités* leur imposera des sacrifices et exigera de la CEE qu'elle renonce à cultiver une névrose de forteresse assiégée.

► **Expert en développement, Tunisien.**

# Une intégration par le développement

*Il ne s'agit pas d'harmoniser à tout prix mais de promouvoir des spécialisations industrielles*

par Abdelkader Sid Ahmed

L'OBJECTIF d'intégration peut indiscutablement constituer un objectif mobilisateur de premier ordre pour les populations maghrébines, et les bénéfices à terme de l'opération sont patents. *Il n'en reste pas moins que* sa réalisation pose des problèmes redoutables dont ne paraissent pas toujours avoir conscience les responsables politiques.

Un survol rapide des cinq économies montre l'existence de fortes disparités : différence des potentiels démographiques ; différence marquée des revenus par habitant ; différence en dotations *de ressources ; différence des niveaux* de développement, et, notamment, d'industrialisation ; différences enfin des régimes économiques. Ces différences sont particulièrement importantes dans la mesure où elles sont à l'origine de politiques parfois diamétralement opposées en matière de change, de protection, de choix productifs, de revenus et de prix.

Elles induisent ainsi des formes d'insertion tout à fait spécifiques dans l'environnement international. Les effets en ont été aggravés par des politiques *d'industrialisation fondées sur la valori*sation des hydrocarbures (Algérie, Libye), entraînant le « Dutch disease » (appréciation des devises nationales, hausses mécaniques de salaires, adaptation de systèmes de « welfare state » avant l'heure) qui rend dans l'immédiat difficile l'adoption de schémas d'harmonisation.

A noter enfin l'extraversion des économies maghrébines vers le Nord industrialisé et, en corollaire, l'extrême faiblesse des échanges inter-UMA (Union du Maghreb arabe). Au cours de la période 1983-1987, la CEE a absorbé 64,3 % des exportations de l'UMA, dont 79,5 % pour les matières brutes non comestibles et 70,8 % pour les combustibles minéraux.

## La voie du marché

En revanche, pour la même période, la part de l'UMA dans l'ensemble des exportations des pays membres ne représentait que 1,2 %, soit 285,8 millions de dollars pour 24 191 millions. Même phénomène à l'importation, 1,5 % des importations pour l'UMA, pour 326,5 millions de dollars, soit 22 303 *millions. A la faiblesse des* échanges intra-maghrébins s'ajoutent les différences de participation : la Mauritanie avec 4 % des exportations et 5 % des importations apparaît comme quasiment inexistante dans le réseau maghrébin.

Face à ce problème le projet maghrébin a privilégié l'approche par le marché dont la CEE est le prototype parfait, aboutissant à un regroupement en une économie de dimension régionale.

L'intégration progresse selon les étapes suivantes : zone de libre-échange où les droits tarifaires sur les produits régionaux sont éliminés mais maintenus sur ceux des pays tiers : union douanière qui implique un tarif commun vis-à-vis du reste du monde ; « marché commun ». Les restrictions aux échanges commerciaux et aux mouvements de facteurs (capital et main-d'œuvre) sont supprimées ; l'har*monisation des politiques économi*ques, monétaires, fiscales, sociales et anticycliques devient effective. La création d'une zone de libre-échange est censée conduire à une réallocation optimale des facteurs dans la zone, donc à une efficacité accrue des appareils de production, tandis que l'élargissement du marché renforce la concurrence.

Le succès de ce schéma nécessite l'*existence d'un certain nombre d'élé*ments : une homogénéité de dimensions et de caractéristiques du développement : la proximité géographique ; l'existence de liens culturels et historiques et, enfin, une communauté d'intérêt vis-à-vis du reste du monde. Le choix de ce modèle par les responsables maghrébins s'explique sans doute par la certitude qu'il y a là un modèle efficace dont la simple reproduction hisserait la région au niveau de ses voisins.

L'urgence des défis, dont celui de 1992 et ses retombées, milite également pour un projet spectaculaire censé mobiliser les opinions publiques. La difficulté *est cependant qu'un* tel schéma globaliste a peu de chances de se réaliser, en tout cas pas dans un avenir immédiat ni même prévisible. De nombreux obstacles existent en effet, qui tiennent à la fois à la nature du modèle retenu et aux données structurelles des pays en développement, auxquelles la région maghrébine malheureusement participe.

## Une approche par projet

Selon les expériences menées depuis près de trois décennies dans les pays en développement, il convient de ne pas *surestimer le rôle des échanges com*merciaux dans le processus d'intégration. Rappelons à cet égard que les échanges intra-européens des Six (1) représentaient, au départ, plus du quart de leurs échanges totaux, pour moins de 2 % pour les pays maghrébins. De fait, en dehors de quelques ressources comme les hydrocarbures et certains produits agricoles, mais malheureusement *pas les céréales,* on voit *mal, tout* au moins dans un avenir prévisible, quels produits seraient susceptibles d'alimenter l'intensification attendue des échanges.

Notons par ailleurs que les situations *sont très différentes selon les pays. Les* productions algérienne et libyenne s'essoufflent en permanence devant les demandes locales de biens intermédiaires et de produits manufacturés et ne disposent guère de capacités significatives à l'exportation autres que les *hydrocarbures. De plus, les effets per*vers de l'union douanière – dont le renchérissement des sources d'approvisionnement – ne peuvent que mécontenter les consommateurs locaux déjà contrariés de devoir consommer des produits nationaux plus chers, réputés inférieurs à leurs homologues internationaux.

Par contre, l'interdépendance maghrébine peut se construire sur la *base d'activités communes spécifiques* porteuses au plan scientifique et technologique. Il s'agit de promouvoir les activités non optimales en dimension au plan national pour les hisser au niveau international et pour insérer de façon efficace la région dans l'économie mondiale. L'avantage de cette « intégration par projet » est qu'elle est complémentaire au développement de chacun des pays participants et permet de régler facilement les problèmes – ô combien sensibles ! – de répartition des bénéfices et des coûts de l'opération.

Il est en effet essentiel que les processus d'intégration – notamment industriels (substitution d'importation dans les biens intermédiaires et biens capitaux) – puissent être menés à terme et que les emplois nécessaires soient fournis aux *millions* de demandeurs attendus. Or chacun sait que la distribution inégale du pouvoir et des connaissances (coûteuses à acquérir) fait que les forces « intégrantes » aujourd'hui – les sociétés transnationales – ont souvent les moyens, et la *volonté, de transformer les structures à* leur propre avantage au sein de l'espace économique intégré.

## Des réalités structurelles

Un autre obstacle dans les pays du tiers-monde est la difficulté rencontrée à respecter la séquence d'étapes convenue au départ, de l'union douanière, ou marché commun. Un certain nombre d'expériences, dont celle du marché centraméricain, soulignent les dangers d'une rigidité excessive liée au concept d'intégration progressive, dont la conséquence est de faire passer au second rang la promotion d'activités fécondes. Le processus d'intégration peut générer des facteurs qui réduisent sa viabilité.

L'intégration économique en tant que stratégie de développement ne saurait donc se limiter purement et simplement au choix d'un certain nombre d'instruments et à la mise sur pied de cadres institutionnels censés valoir pour *tout pays. Le Maghreb est dans l'inca*pacité de reproduire *in extenso* le modèle européen avec ses séquences. Les économies maghrébines restent sous-développées et disparates, leurs échanges infimes. Ces économies sont en outre extraverties sur le Nord et *figurent parmi les plus ouvertes dans le* monde.

Des réalités structurelles évidentes *interdisent pour l'heure, et même à* long terme, tout espoir d'accroissement substantiel des échanges intra-maghrébins. La faiblesse des potentiels industriels combinée à l'inexistence de capacité de recherche et de base technologique, la médiocrité des systèmes de formation et le débouché essentiel que constitue le marché européen pour les exportations de la région, signifient que les déterminants cruciaux du *développement resteront encore* pour longtemps hors de la zone.

L'intégration maghrébine ne peut *donc constituer à court* et moyen terme une alternative viable à la coopération avec les voisins du Nord. En revanche, à long terme, les gains potentiels de l'intégration paraissent importants dès lors qu'elle fonde une stratégie de développement à un coût acceptable. Il s'agit alors non plus d'harmoniser à tout prix, mais de mettre en place les mécanismes pertinents du développement en sélectionnant un certain nombre d'objectifs et *de tâches considérés* comme prioritaires.

Plus concrètement, l'intégration doit en priorité concerner les *domaines où* existent des possibilités significatives d'accroissement de production. La promotion de certaines spécialisations *intra-industrie* permettrait ainsi de créer dans chacun des Etats-membres de précieuses capacités technologiques et managériales, tout en renforçant l'avantage comparatif de la zone. Il s'agit non pas de rationaliser l'activité économique, mais d'accélérer le développement. Toute autre *approche* lourde et mimétique est par avance condamnée, compte tenu de la puissance des solidarités hors zone.

► **Chercheur algérien.**

(1) Le gros des échanges intra-maghrébins porte sur les produits manufacturés (47,9 %) et les combustibles minéraux (36,9 %), les produits alimentaires ne représentant que 12,7 %.

# Des convergences nouvelles

par Habib El-Malki

SOUS l'effet conjugué de facteurs internes et *externes, le Maghreb* bouge en profondeur. Eveil vigoureux de la société civile. Démocratisation. *Conquête difficile mais réelle* de nouveaux espaces de liberté. Le Maghreb est en train d'accéder à un nouvel âge politique.

De tels changements sont à l'origine d'une nouvelle dynamique régionale que traduit le renouveau de l'idée maghrébine. La création de l'Union du Maghreb arabe à Marrakech, en février 1989 répond à une demande politique et sociale de plus en plus pressante qui s'exprime aussi bien par le haut que par le bas.

L'échec des multiples tentatives unitaires par le passé, au Maghreb comme dans le monde arabe, a *contribué à installer la culture du* doute et du scepticisme. C'est aussi, pour certains, un alibi qui justifie l'immobilisme.

Cependant, une série de facteurs soulignent les particularités de l'expérience en cours :

1. L'UMA résulte d'un accord *politique à cinq (Algérie, Libye,* Maroc, Mauritanie, Tunisie). C'est là une nouveauté. Selon la conjoncture régionale, des accords bilatéraux ou trilatéraux ont été signés auparavant. Mais sans effets d'entraînement réels sur le multilatéral. Bien au contraire !

2. Les tentatives de coopération-intégration, dans le cadre du Comité permanent consultatif maghrébin sont restées prisonnières d'une vision technico-économique, souvent sectorielle.

Avec l'UMA, le schéma est inversé. C'est le politique qui joue le rôle de catalyseur de l'économique. *Par ailleurs,* avec *une prési*dence tournante, à l'image de l'exemple européen, la constitution d'une assemblée consultative – *qui laisse préfigurer le futur* Parlement maghrébin, – la mise sur pied du « comité du suivi » et la création d'un tribunal d'arbitrage, l'UMA, en tant qu'entité politique, semble placer son action dans la durée.

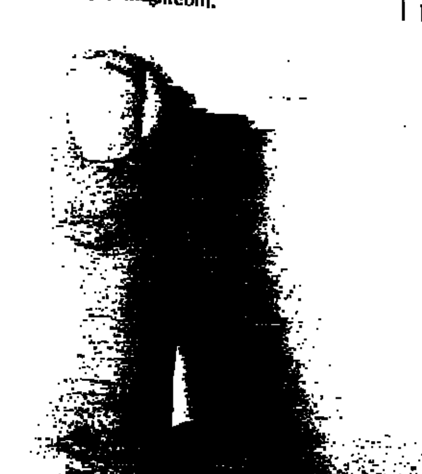
3. Au Maghreb, les années 80 représentent la décennie des convergences économiques. Le poids grandissant de la contrainte *extérieure (dette, débouchés,* immigration...) et les limites intrinsèques à des espaces économiques nationaux étroits ont contribué à rapprocher les modèles de développement maghrébins. Des convergences économiques réelles non seulement porteuses mais amplificatrices des convergences politiques !

A ce niveau, le problème du « comment ? » est crucial. C'est celui de la recherche d'« une méthode opérationnelle » adaptée à l'environnement et prenant en considération les spécificités de chacun des pays de la région. Agir sur le temps – et non le subir – pour créer les structures capables d'asseoir l'édification d'une com*munauté maghrébine nécessite* l'élaboration d'une charte et l'adoption d'un échéancier d'exécution. La crédibilité de l'UMA est à cette condition.

Par ailleurs, le Maghreb est non *seulement saharien et atlantique* : il est aussi « méditerranéen ». Il constitue une composante essentielle pour l'équilibre et la stabilité de la Méditerranée, notamment *dans sa partie occidentale. Sur la* rive nord, son partenaire privilégié est la CEE. Les expériences de trois accords (1969, 1976 et 1987-1988) qui ont été tentés d'organiser et de réguler les flux commerciaux, financiers, techniques, ainsi que les flux migratoires ont conduit à la création d'une série de déséquilibres structurels dont souffrent les économies maghrébines.

L'Europe actuelle, de plus en plus fixée vers l'Est, se redéploie sur elle-même. La perspective du marché unique, en déclenchant un vaste mouvement de restructuration, conforte cette tendance. Les *années 90 seront la décennie de la* mise à l'épreuve des relations traditionnelles entre le Maghreb et la CEE. Elaborer un nouveau modèle de relations tourné vers l'avenir est une tâche urgente. Et, à ce stade, la concertation politique est *à privilégier* pour aboutir à « un accord régional » hardi et imaginatif entre l'UMA et la CEE. Accord qui traduirait une « vision partagée de la Méditerranée ».

► **Professeur à l'université Mohamed-V de Rabat.**



**CHRONIQUE**

PAUL FABRA

# Pourquoi aider l'Union soviétique

NE nous y trompons pas. Si, par chance, les autorités responsables à Moscou, si elles existent encore, en viennent à formuler un programme de redressement économique et financier digne d'être mis en application, il sera d'abord, à l'intérieur et à l'extérieur, accueilli par un flot de critiques et, plus encore, avec un grand scepticisme. Psychologiquement, les conditions sont pourtant beaucoup plus favorables qu'elles ne le furent à l'occasion d'autres expériences de rétablissement menées par d'autres pays. Qui croyait en France, au mois de mars 1983, que le troisième gouvernement de Pierre Mauroy et son ministre des finances Jacques Delors parviendraient, en l'espace de quelques mois, à ramener de 12 % à moins de 4 % le rythme annuel de hausse des salaires et à rétablir *de facto* l'équilibre de la balance des paiements bien avant le terme fixé (deux ans) ?

Plus loin de nous, la grande réforme financière (plan Pinay-Rueff) lancée le 27 décembre 1958 par le dernier gouvernement de la IVe République – celui du général de Gaulle – heurtait de front, par son inspiration libérale, pratiquement tous les préjugés de la classe dirigeante de l'époque. Beaucoup la jugeaient à la fois très risquée et injuste. Quant à Ludwig Erhard, à qui l'Allemagne – et l'Europe – doit tant, c'est contre l'avis des experts des puissances victorieuses, contre l'opinion dominante au sein de son propre parti (CDU) sans parler de l'opposition de la SPD qu'il accompagne la réforme monétaire draconienne de juin 1948 (donnant naissance au deutschemark) de mesures économiques non moins radicales : levée de tous les contrôles des prix et salaires, de presque toutes les restrictions à l'importation, etc. Cependant, aujourd'hui, rare et bienheureuse circonstance, le radicalisme économique est en faveur. Toutefois, comprendre la nécessité, voire la vérité, d'une chose ne veut pas dire, sauf pour une petite minorité d'esprits, y ajouter foi. Il y a moins de quelques mois, on estimait généralement, dans les milieux financiers, une union monétaire germano-allemande impossible à réaliser dans un court délai.

De ce point de vue, l'implication étroite, confirmée et étendue par le dernier sommet de Houston, des grandes institutions internationales, dans l'étude des recommandations à faire à l'Union soviétique – en réalité des conditions à lui poser pour l'octroi d'une aide concertée des pays d'Occident – apparaît simultanément comme un élément favorable et comme un élément défavorable.

*Facteur négatif*, dans la mesure où ces institutions, comme l'atteste une expérience quasi constante, jouent plutôt le rôle, à l'égard des préjugés ambiants, de miroirs grossissants que de filtre de décantation. Par exemple, l'OCDE, dans son dernier rapport sur les perspectives économiques, fait écho à l'idée qu'il faudra bien dix à vingt ans pour que l'ouverture des pays de l'Est européen à l'économie de marché fasse sentir à plein ses effets bénéfiques sur la partie occidentale de l'Europe et le reste du monde. Tant le raisonnement (l'échange appelle l'échange) que l'histoire tendent à prouver au contraire la promptitude avec laquelle un programme de réformes libérales, à condition d'être appuyées par un assainissement financier, peut donner des résultats. Pour rester dans le cadre de l'URSS qui nous intéresse ici tout particulièrement, rappelons les succès que la nouvelle politique économique (NEP) introduite par Lénine dans les années qui suivirent la Révolution avait obtenus, et cela malgré les incertitudes qui pesaient sur ses chances de durée.

LE facteur positif, c'est évidemment l'assistance technique de grande valeur qu'une institution comme le FMI est en mesure d'apporter. L'intervention d'une équipe extérieure d'experts respectés peut se révéler décisive dans des domaines aussi cruciaux que le contrôle des dépenses publiques et l'assainissement du bilan de la banque centrale pour empêcher que de la monnaie soit émise en contrepartie des créances fictives comme le sont, précisément, les créances sur un Trésor exsangue ou sur des entreprises d'Etat lourdement déficitaires. Conclusion (trop souvent perdue de vue) : à chacun sa fonction. Celle des fonctionnaires internationaux est d'assister et, à la limite, de guider. Comme cela a été dit à Houston par le président Mitterrand, on imagine mal que pour un pays comme l'Union soviétique, la fonction de définir une politique économique revienne à d'autres que ses propres hommes politiques éclairés par leurs conseillers les plus directs.

A cet égard, l'optimisme des réformateurs radicaux, dont certains appartiennent à l'entourage du président Gorbatchev, est, à lui seul, une raison d'optimisme. Moyennant, faut-il le dire, plusieurs conditions essentielles dont aucune n'est réunie aujourd'hui. Mais c'est la chance elle-même, quand elle se présentera, qui risquerait d'être immanquablement gâchée, si des hommes comme Nikolaï Petrakov, économiste entré en janvier dernier dans le cabinet de Gorbatchev et grand partisan de la liberté des prix, ou Stanislav Chatalin, membre du « conseil présidentiel », n'étaient pas suffisamment convaincus, comme l'étaient en leur temps Erhard et Rueff, de l'efficacité et du bienfait (facile à vérifier rapidement) de la politique audacieuse par eux préconisée. En attendant, ils se déclarent « indignés » de voir aujourd'hui les idées de réformes économiques, de marché, présentées au public soviétique comme autant d'épouvantails, annonciateurs de sacrifices supplémentaires pour l'homme de la rue, alors qu'il s'agit pour lui de la promesse, au prix, certes, de beaucoup de travail, de revenus plus élevés et d'un mode de vie autrement plus attrayant.

A ces sentiments, un membre en vue de l'Académie des sciences, l'économiste Guergui Arbatov, faisait récemment écho (dans un article publié le 2 mai dernier par le *Financial Times* sous le titre : « Challenge by the radicals »), en écrivant : « *Des lecteurs se demanderont si réellement je pense qu'il soit possible de passer à l'économie de marché sans peine et sans que la société soit amenée à payer un prix pour cette transition. A cela je réponds : la société soviétique ne paye-t-elle pas tous les jours un prix très haut pour l'absence de marché ?* »

Remarquons que les associations d'idées (« réformes économiques ») et sacrifices (sous-entendu : sacrifices plus cruels que ceux que l'on est obligé de consentir déjà), « marché et chômage inévitable », « libération des prix et hausse (vertigineuse) du coût de la vie », ne sont pas surgies spontanément des crânes soviétiques endoctrinés par soixante-dix années de propagande marxiste. Ces sombres pronostics ne sont que le reflet de la conception qu'on se fait couramment du marché dans les pays « capitalistes ». Qu'au cours des huit ou neuf dernières années, l'emploi ait été préservé et accru au Japon et dans les pays à économie de marché les plus dynamiques (Corée, Taïwan, etc.), qu'il ait rétabli et augmenté aux Etats-Unis ; qu'il ait encore fortement progressé malgré toutes les prévisions contraires, en Europe occidentale, ne semble rien changer à l'affaire. Quoi qu'ils en aient, les économistes, dans leur majorité, restent prisonniers des concepts forgés par Keynes pendant la grande dépression des années 30 (une période à tous égards atypique) et qui s'appellent : « équilibre de sous-emploi », rigidité des courants commerciaux, « multiplicateur » des dépenses publiques, etc.

Que les Cassandre de la marche longue et pénible vers l'économie de marché puissent avoir tort laisse entières, ou à peu près, les deux questions qui préoccupent aujourd'hui les pays spectateurs mais forcément impliqués de la déroute marxiste. Convient-il, politiquement, d'aider Gorbatchev ? A supposer qu'une telle aide soit opportune, a-t-elle des chances d'être économiquement efficace ?

La première question revient à se demander si répondre positivement aux demandes de concours formulées par le chef de l'Etat soviétique n'équivaut pas à prolonger la vie du Parti communiste. Elle est plus ou moins subtilement associée à une thèse fort répandue, et, elle, fort peu subtile, et qu'on pourrait désigner sous le nom d'argument de la « sincérité » de Gorbatchev. Celui-ci, dit-on, avait, en prenant les rênes du pouvoir, en 1985, de toutes autres intentions que celles qu'on lui prête généreusement. Son objectif était de régénérer le régime de son parti, de changer les vieux dirigeants aux commandes dans les pays satellites pour mieux sauver l'empire. Et alors ?

L'aspect internationnel n'est certainement pas le plus important pour apprécier le rôle joué par un homme amené à orchestrer un grand mouvement de l'histoire. De Gaulle savait-il précisément, en mai 1958 (quand il est revenu au pouvoir), ce qu'il allait faire en Algérie ? L'aurait-il su (ce qui paraît très improbable) que cela ne répondrait pas à cette autre question : pouvait-il mesurer dans toute leur ampleur les conséquences de ses actes, et cela quelles que soient les intentions qui les lui inspiraient ?

L'IDÉOLOGIE marxiste est bien morte et avec elle l'utopie entretenue pendant soixante-dix ans en URSS et dans le monde (si les hommes croyaient vraiment aux raisonnements – voir plus haut – il y aurait bien eu quelques esprits pour prévoir que le propre d'une utopie c'est de s'affondrer sans rémission !). Voilà le fait important. Que Gorbatchev soit l'homme du passage à un autre régime ou qu'il soit « dépassé », ce n'est, au fond, pas notre affaire, à ceci près (mais là commence à poindre la subjectivité) qu'on peut difficilement rester indifférent au sort d'un homme grâce auquel la transition a été pacifique dans l'Europe de l'Est.

Notre affaire, c'est que la transition en URSS se passe, elle aussi, pacifiquement, et qu'elle tienne ses promesses, je veux dire qu'elle conduise non pas à je ne sais quelle restauration du système précédent (cela, c'est presque impossible à concevoir et surtout à réaliser) mais à la démocratie ; qu'elle débouche aussi sur une économie de marché à travers laquelle le peuple russe et les autres nationalités de l'URSS pourront – enfin – satisfaire leurs besoins matériels, tout en s'intégrant progressivement aux courants des échanges internationaux. Dans une prochaine chronique, on essayera de montrer premièrement pourquoi une aide extérieure importante est pratiquement indispensable (proposition qu'on pourrait juger contradictoire avec la vision optimiste du passage au marché exposée ci-dessus) et deuxièmement à quelles conditions, et sous quelles formes, cette aide devrait être accordée.

**BIBLIOGRAPHIE**

« La Politique américaine du commerce avec l'Est (1969-1989) », de Marie-Hélène Labbé

## Les aléas de la diplomatie économique

RAREMENT la diplomatie économique s'est déployée avec une telle ampleur dans le monde et en France. Le bouleversement des rapports Est-Ouest conduit l'Occident à regarder de près l'évolution vers la démocratie de ce qui fut le « bloc soviétique », afin d'assortir son aide et son commerce aux progrès politiques et économiques accomplis par les nations du COMECON. De même, l'Afrique francophone devra fournir maintenant des gages d'avancée vers le multipartisme pour obtenir de Paris des appuis financiers.

On lira avec d'autant plus d'intérêt le livre de Marie-Hélène Labbé, *la Politique américaine du commerce avec l'Est (1969-1989)*, adaptation pour le grand public d'une thèse imposante soutenue il y a un peu plus d'un an. Un ouvrage solide, clair, qui s'appuie sur une recherche de première main.

De la liberté complète des échanges au blocus, toute une gamme d'interventions peut être enregistrée pour faire pression sur un partenaire. Le cas des Etats-Unis étudié depuis l'entrée en fonctions de Nixon est très révélateur : le maniement de cet instrument de politique étrangère qu'est le commerce avec l'URSS et ses satellites nous rappelle opportunément les inconséquences de l'administration, la force des lobbies, le brouillage des « signaux » envoyés vers l'Est, les bagarres au sein du camp occidental.

En gros, deux « idéologies » s'opposent : le libre commerce est une « *arme de la paix* » (Samuel Pisar) ; rien ne doit servir l'ennemi potentiel à se raffermir et l'embargo inconditionnel doit être adopté (Peter Wiles). C'est en fait une voie moyenne qui a été le plus souvent suivie, celle que les Américains appellent le *linkage* (1). Sur cette dernière pratique, une analyse conceptuelle de Marie-Hélène Labbé est particulièrement bien venue ainsi que celle des difficultés de sa mise en œuvre, notamment à propos de l'émigration des juifs soviétiques (1969-1975).

### Deux moyens de pression

Les Etats-Unis ont eu à leur disposition deux moyens de pression très importants : l'arme alimentaire et la vente des produits de haute technologie, qui ont souvent été employées de manière très divergente. Carter décide en 1980 un embargo céréalier en représailles contre l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et Reagan le lève en 1981 sans aucune concession de Moscou, sous la pression des agriculteurs américains qui veulent écouler leurs surplus de blé. Un an après, alors qu'il signe avec l'URSS un accord d'approvisionnement céréalier massif pour plusieurs années, le président américain prétend interdire aux Européens la vente d'équipements pour le gazoduc saharien.

Malgré ces sautes de conduite, notre auteur estime qu'à moyen et long terme les effets de la diplomatie américaine ont pesé d'un poids certain dans la transformation radicale des régimes communistes. Aujourd'hui, le gant se retourne et la question la plus grave est celle-ci : comment faire en sorte que l'aide ne tombe pas sur un terrain qui neutralisera ses effets. Il ne s'agit pas d'alimenter une machinerie économique mais de la créer. On n'arrose pas des cailloux.

PIERRE DROUIN

► *La Politique américaine du commerce avec l'Est (1969-1989)*, de Marie-Hélène Labbé, PUF, 216 p., 98 F.

(1) Stratégie qui consiste à lier (*to link*) les rapports économiques avec un pays étranger à l'octroi par ce pays de concessions politiques ou économiques.





Avec Le Monde sur Minitel
Admission
EAP (Berlin, Madrid)
CENTRALE, SUPELEC
36.15 LE MONDE
Tapez RES

L'HERMÈS
Editeur
la Collection
« OUTILS DE »
entraîne aux B.T.S.
du secteur tertiaire
Rappels de cours
Exercices
Corrigés sélectionnés
Diffusion: MEDILIS S.A.
9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél. 46 34 07 70


AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS


Les Sicav du Groupe des Banques Populaires

Des placements adaptés à vos objectifs :

SICAV ACTIONS, pour dynamiser vos placements en accédant à tous les marchés

SICAV OBLIGATIONS, pour valoriser votre capital à moyen ou long terme

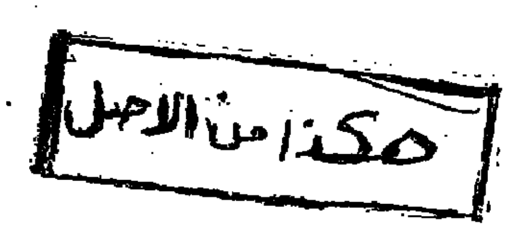
SICAV COURT TERME, pour gérer vos liquidités en les gardant disponibles.


SITUATION A FIN JUIN 1990

| AU 30.06.1990 | Valeur liquidative de l'action en F | Dernier dividende servi (montant net en F) | Actif net en MF | Performance depuis le 30.06.89 (coupons net réinvestis) |
|---|---|---|---|---|
| SICAV ACTIONS | | | | |
| FRUCTIFRANCE* | 952,24 | – | 3.564,02 | + 9,94 % |
| PLANINTER | 1.089,27 | 13,37 (27.04.90) | 438,09 | + 6,27 % |
| VALOREM | 560,28 | 15,96 (11.05.90) | 396,43 | + 3,09 % |
| FRUCTIVALOR | 578,44 | 16,15 (22.12.89) | 673,82 | + 7,95 % |
| A.A.A.* | 1.137,81 | – | 839,54 | + 17,02 % |
| FRUCTIMMO* | 33,16 | – | 172,41 | + 14,54 % |
| SICAV OBLIGATIONS | | | | |
| FRUCTIDOR | 232,27 | 19,01 | 1.048,34 | + 5,39 % |
| FRUCTI-CAPI* | 34,71 | – | 790,87 | + 6,15 % |
| SICASDEN | 693,85 | 64,00 | 260,96 | + 5,34 % |
| FRUCTI-PREMIÈRE | 11.070,12 | 939,87 (21.07.89) | 563,81 | + 4,34 % |
| FRUCTI-ÉCU* | 554,29 | – | 109,36 | – 0,71 % |
| FRUCTI-ÉPARGNE* | 29,66 | – | 136,31 | + 5,66 % |
| SICAV COURT TERME | | | | |
| FRUCTIVAR* | 4.579,79 | – | 1.134,59 | + 7,48 % |
| VALORG* | 1.756,11 | – | 766,64 | + 7,56 % |
| FRUCTI ASSOCIATIONS* | 30,01 | 1,74 (03.07.89) | 8.995,11 | + 8,81 % |
| FRUCTI COURT* | 119.246,50 | 7.743,07 (06.07.89) | 13.372,66 | + 9,57 % |

*Sicav de capitalisation


BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

# MARCHÉS FINANCIERS

## Dégradation de la balance des paiements en 1990

Pour les cinq premiers mois de 1990, la balance des transactions courantes (échanges commerciaux plus services), autrement dit la balance des paiements, s'est dégradée : son déficit atteint 17,1 milliards de francs en données brutes au lieu de 9,1 milliards de francs pour la même période de 1989, et 6 milliards en données corrigées des variations saisonnières (CVS), contre un excédent de 2,6 milliards de francs l'an dernier.

Cette dégradation est due, pour une part, à un recul de l'excédent traditionnel de la balance des services, qui compense l'essentiel du solde négatif de la balance commerciale. Ce recul est imputable à l'apparition d'un déficit sur les revenus du capital, en raison du développement rapide de la détention d'avoirs en francs par les non-résidents. En 1989, par exemple, ces derniers ont acheté 106 milliards de francs d'obligations du Trésor, dont ils perçoivent les intérêts. Une autre cause de la dégradation réside dans l'alourdissement des transferts unilatéraux, due, notamment, à la charge croissante des transferts nets du secteur public aux communautés européennes.

En ce qui concerne la balance de base des capitaux à long terme, un excédent de 2,8 milliards de francs a été dégagé au premier trimestre 1990. Les achats nets de titres français par les non-résidents sont restés soutenus (+ 35,9 milliards de francs), les sorties de capitaux dus aux investissements directs des résidents à l'étranger s'élevant, en sens inverse, à 22,2 milliards de francs.

*Envisageant une réduction de la production*

## L'OPEP partisan d'une hausse du prix du baril de pétrole

**L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devrait s'efforcer d'amener les cours mondiaux du brut à 20 dollars le baril, en réduisant, si nécessaire, la production, a estimé, dimanche 15 juillet, le ministre iranien du pétrole M. Gholamreza Akazadeh.**

Dans un entretien accordé après une rencontre avec le président algérien Chadli Bendjedid et le président de l'OPEP Sadek Boussena, M. Akazadeh a aussi, fait inhabituel, remercié les adversaires arabes les plus farouches de Téhéran, l'Arabie saoudite et l'Irak, pour avoir contribué à réduire la production d'or noir dans le Golfe.

Les Saoudiens ont notamment contribué à obtenir du Koweït et des Emirats arabes unis (EAU) une réduction de leur production respective. La surproduction de ces deux pays membres de l'OPEP avait constitué un facteur de baisse des cours très en dessous de 18 dollars, l'objectif fixé par l'organisation. « *L'acceptation de quotas par le Koweït et les EAU est un exemple de la façon dont l'Arabie saoudite fait de son mieux pour résoudre le problème* », a déclaré le ministre iranien. Pour M. Akazadeh, la principale question à l'ordre du jour de la réunion de l'OPEP, le 25 juillet prochain à Genève, est de trouver le moyen de faire monter les cours du pétrole au-dessus de ce prix-plancher de 18 dollars. « *20 dollars le baril, en ce moment, sur le marché, est un très bon prix* », a-t-il dit.

□ **Eastern Airlines aurait falsifié des documents d'entretien de ses avions.** – Selon la chaîne de télévision américaine NBC, des responsables de la compagnie aérienne Eastern Airlines auraient enjoint aux mécaniciens des aéroports de La Guardia et Kennedy de ne pas respecter les procédures d'entretien des avions prévues par les constructeurs et par l'administration. Pour camoufler ces violations qui seraient intervenues avant le mois de mars 1989, date à laquelle la compagnie a été déclarée en état de cessation de paiement, Eastern Airlines aurait falsifié les documents récapitulant les opérations d'entretien de chaque avion. Une enquête officielle a été ouverte sur ces agissements.


*AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS*

**ROSIÈRES**

Réunie le 7 juin 1990 sous la présidence de M. Peppino Fumagalli, l'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Dans son allocution, le président a d'abord rendu hommage à la mémoire de M. Niso Fumagalli, président-directeur général de Rosières et du groupe Candy, et a évoqué l'enthousiasme et la créativité d'un homme qui a marqué l'histoire du groupe et de l'électroménager en Europe.

Il apparaît clairement que les résultats du bilan de l'exercice montrent les effets des synergies mises en place entre la société Rosières et le groupe Candy.

Pour l'activité du groupe Rosières, les résultats de l'exercice font ressortir un chiffre d'affaires de 769,293 millions de francs contre 758,653 millions de francs en 1988 et un résultat net de 13,011 millions de francs contre 6,580 millions de francs en 1988 après dotations aux amortissements et provisions de 40,338 millions de francs en 1989 contre 37,858 millions de francs en 1988.

Le groupe a poursuivi sa stratégie de consolidation financière pour renforcer sa solidarité et sa capacité de réaction à moyen et à long terme.

*Pour la société Rosières, l'amélioration de l'autofinancement (le cash-flow est* passé de 26 749 en 88 à 31 458 en 89) et une politique de distribution restreinte des dividendes ont permis la réduction de l'endettement à long terme même en présence du développement des investissements, qui passent de 15,347 millions de francs en 1988 à 23,091 millions de francs en 1989.

Malgré que le marché début 90 semble se stabiliser, les actions menées sur le plan recherche et développement des nouveaux produits et les améliorations effectuées dans le secteur productif laissent prévoir des résultats conformes aux attentes.

**CDME**

**AU CARREFOUR DES MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ**

L'Assemblée Générale qui s'est tenue le 28 juin 1990 sous la présidence de Bernard CLERC a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui se traduisent par **un chiffre d'affaires consolidé de 10,4 milliards de FF** (+ 36 %) et par les résultats suivants :

- **Bénéfice net consolidé (part du groupe) de 219 MF (+ 72,6 %).**
- **Bénéfice net de la CDME (holding) de 91,8 MF.**
- **MBA consolidé de 339 MF (+ 54 %).**

L'Assemblée Générale a voté **la distribution d'un dividende de 6,40 F par action**, soit compte tenu de l'avoir fiscal un revenu global de 9,60 F par action (+ 14,3 %) qui est mis en paiement depuis le 2/7/90.

L'Assemblée Générale a renouvelé pour 6 ans les mandats d'administrateurs de Messieurs Bernard CLERC et Patrick RAVAUD et ratifié la cooptation de Messieurs François PINAULT, Serge WEINBERG, Stephen DECAM et Jean-Louis LISIMACHIO.

Au cours de l'Assemblée, Bernard CLERC a confirmé la volonté du groupe de poursuivre une politique active de développement tant en France qu'à l'étranger et d'accroître, dans le cadre nouveau de CDMI (Compagnie de Distribution de Matériel Industriel) les positions du groupe en Fournitures Industrielles.

Il a également indiqué qu'à fin mai les ventes du groupe avaient progressé de 7 % à structure comparable.

Au cours du Conseil d'Administration qui a suivi l'Assemblée, les mandats de Bernard CLERC, Président Directeur Général, Jean-Louis LISIMACHIO, Vice-Président Directeur Général, et Jean FISCHER, Administrateur Directeur Général, ont été renouvelés.

Groupe CFAO




### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| | 5 juillet 1990 |
|---|---|
| Total actif | 678 476 |
| dont | |
| Or | 168 967 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 94 233 |
| Ecus | 50 844 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 14 302 |
| Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire | 49 485 |
| Concours au Trésor public | 36 750 |
| Titres d'Etat (bons et obligations) | 38 793 |
| Autres titres des marchés monétaire et obligataire | 436 |
| *Effets privés* | 158 265 |
| Effets en cours de recouvrement | 42 074 |
| Total passif | 678 476 |
| dont | |
| Billets en circulation | 251 684 |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 88 958 |
| Compte courant du Trésor public | 33 417 |
| Reprises de liquidités | 15 272 |
| Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux | 8 020 |
| *Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire* | 51 190 |
| Réserve de réévaluation des avoirs publics en or | 191 340 |

### TAUX DES OPÉRATIONS

| | |
|---|---|
| – Taux de la dernière opération sur appel d'offres | 9,50 % |
| – Taux des pensions de 5 à 10 jours | 10,25 % |
| – Taux des avances sur titres | 12 % |

### LIFFE : activité record en 1989

Le LIFFE (London International Financial Futures Exchange - marché à terme international des instruments financiers de Londres) a été particulièrement actif en 1989, enregistrant un volume record de transactions.

Les progressions ont atteint pour les contrats à terme 57 % et pour les contrats d'options 24 % par rapport à l'année précédente.

*Quelque 21,68 millions de* contrats à terme ont été traités et 2,17 millions de contrats d'options, soit 23,85 millions au total.

Trois nouveaux contrats ont élargi l'an dernier la gamme des contrats européens du LIFFE: une *option sur le contrat à terme* existant sur des obligations ouest-allemandes (« Bund option ») et un contrat à terme sur le taux d'intérêt de l'eurodeutschemark à trois mois (« euromark future ») en avril 1989, enfin un contrat à terme sur le taux d'intérêt à trois mois en *ECU* en octobre *1989 (le premier du genre dans le monde).*

### PARIS, 16 juillet ↑

#### La hausse se poursuit

La troisième semaine de juillet s'est ouverte à la Bourse de Paris comme la précédente s'était achevée : sur un air triomphant. Après moult hésitations à l'ouverture, le marché devait en fin de matinée prendre résolument les chemins de la hausse. En maigre progrès de 0,13 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 montait ensuite à 0,52 % avant de réduire son allure (+0,41 %), puis de l'accélérer. Vers 13 heures, son avance atteignait 0,82 %. Plus tard dans l'après-midi, elle était encore de 0,90 % portant à 2,7 % la hausse *moyenne* des cours depuis le 11 juillet.

Manifestement, les très bonnes dispositions de Wall Street, dopée par la décision de la Réserve fédérale de faire reculer les taux d'intérêt, ont fait une forte impression sur la place parisienne.

*Mais la communauté boursière a* également appris que le différentiel d'inflation entre la France et la RFA avait disparu avec la hausse des prix à la consommation de 0,2 % en juin, qui porte l'inflation à 1,6 % pour les six premiers mois de l'année, soit au même niveau qu'outre-Rhin. Enfin, l'analyse du centre de prévisions de *l'Expansion* qui constate la reprise de l'activité au niveau mondial, après le ralentissement du premier semestre, a été bien notée.

Du coup, la dégradation de la balance française des transactions courantes pour mai (– 5,89 milliards de francs contre 4,43 milliards le mois précédent) est passée inaperçue. Elle est surtout due, il est vrai, au versement d'intérêts d'emprunt à l'étranger.

Enfin, si toutes les conversations portaient sur Tuffier, dont les activités ont été suspendues, cette affaire a cessé, pour l'instant, d'empoisonner l'atmosphère.

*Tapie Finance annonce avoir* acquis 80 % d'Adidas et trouvé les moyens de financement adéquat *(lire page 15)*. La société demande à la Société des Bourses françaises de reprendre la cotation de Testut, Terraillon et Bernard Tapie Finance.

### TOKYO, 16 juillet ↑

#### Au-dessus des 33 000 points

Pour la quatrième séance consécutive, les cours ont progressé lundi au Kabuto-cho. Et même bien progressé, puisque, après avoir franchi la barre des 33 000 points pour la première fois depuis plus de cinq semaines, l'indice Nikkei enregistrait une avance de 377,36 points (+ 1,16 %) pour s'établir à 33 021,73. La décision de la Réserve fédérale américaine de passer de la déclaration d'intentions aux actes en injectant des liquidités pour faire reculer les taux d'intérêt a produit une excellente impression sur le marché japonais. La demande s'est concentrée sur les valeurs de haute technologie et sur les vedettes de la construction électrique, tandis que l'annonce d'une augmentation des commandes par le Moyen-Orient poussait les chantiers navals de l'avant. Beaucoup sur le parquet estiment que la détente sur le front de l'argent aux Etats-Unis devrait permettre au Japon d'échapper à un relèvement de ses propres taux.

| VALEURS | Cours du 13 juillet | Cours du 16 juillet |
|---|---|---|
| Akai | 1 010 | 1 010 |
| Bridgestone | 1 520 | 1 580 |
| Canon | 1 880 | 1 940 |
| Fuji Bank | 2 610 | 2 620 |
| Honda Motors | 1 750 | 1 780 |
| Matsushita Electric | 2 160 | 2 230 |
| Mitsubishi Heavy | 980 | 1 000 |
| *Sony Corp.* | *8 000* | *8 080* |
| Toyota Motors | 2 270 | 2 340 |

## FAITS ET RÉSULTATS

□ **Montedison prend le contrôle total de Moplefan.** – Montedison (Groupe Ferruzzi) a annoncé la reprise des 50 % du capital de Moplefan, société détenue conjointement avec Hercules Incorporated, spécialisée dans le flocon, le fil et le film de polypropylène. Le contrôle total de Moplefan permettra à Montedison de donner une plus grande impulsion au développement de ce secteur et d'atteindre d'importants objectifs stratégiques notamment au-delà des frontières européennes. Moplefan avait déjà conclu un accord de joint-venture avec le Sud-Coréen Kolon en avril 1989. Moplefan a enregistré en 1989 un chiffre d'affaires de 1,48 milliard de francs.

□ **Groupe Z (Zannier) : hausse de 33,4 % du chiffre d'affaires semestriel.** – Le chiffre d'affaires semestriel du groupe Z, distributeur de vêtements et de chaussures pour enfants, a progressé de 33,4 % au cours des six derniers mois pour passer de 489,6 millions de francs à 653,3 millions de francs. Cette performance est imputable à la *bonne santé de Kickers, marque* du groupe, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 80 %, passant de 68,3 millions de francs en 1989 à 123 millions de francs pour le premier semestre 1990. Le résultat net du groupe sur la même période n'a pas été communiqué.

□ **Grundig : 5 % de profits en plus.** – Le groupe ouest-allemand d'électronique grand public Grundig annonce pour l'exercice 1989-1990 un bénéfice de 140 millions de DM en hausse de 5 % par rapport à l'exercice précédent. Pour la même période de référence, le chiffre d'affaires est *passé de 3,22 milliards à 3,43 mil*liards (+ 6,5 %). L'année 1990 a bien commencé pour le groupe de Fürth avec une augmentation de son chiffre d'affaires de 46 % pour le premier trimestre. Pour l'exercice commercial entier, le président du directoire, M. J. van Tilburg, *s'attend à une croissance* à deux chiffres.

□ **Ferodo revient.** – Après avoir pendant soixante-dix-neuf ans concédé par contrat de licence à la SA de Ferodo la distribution de ses *produits en France, la firme* britannique Ferodo Limited vient de retrouver sa liberté et le plein usage de sa marque dans l'Hexagone. Une division Ferodo France a donc été créée au sein de la société ABEX Equipements, comme Ferodo Limited, filiale du *groupe britannique T. and N. (ex-*Turner and Newall), un des deux principaux fabricants en France de matériaux de friction (plaquettes de freins à disque, segments pour freins à tambour) pour l'automobile, avec Valeo pour la rechange libre (22,5 millions de plaquettes par an, soit 64 % de la rechange globale, constructeurs inclus, et deux millions de machoires).

# PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Arnaut Associés | 420 | 426 |
| Asystel | 105 | .... |
| B.A.C. | 215 | 215 |
| B. Demachy Ass. | 575 | .... |
| Bqe Tarneaud | 177 | .... |
| B.I.C.M. | 841 | 844 |
| Boiron (Ly) | 385 | 375 10 |
| Boisset (Lyon) | 252 40 | .... |
| Câbles de Lyon | 3447 | 3479 |
| C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.) | 1051 | .... |
| Calberson | 530 | 530 |
| Cardif | 665 | 689 |
| C.E.E. | 351 | 350 |
| C.E.G.E.P. | 280 | 280 |
| C.F.P.I. | 244 80 | 235 |
| Ciments d'Origny | 729 | 714 |
| C.N.I.M. | 1285 | 1285 |
| Codetour | 284 | 284 40 |
| Comareg | 351 80 | 350 60 |
| Conforama | 1120 | 1124 |
| Creeks | 385 | 384 |
| Defixa | 210 50 | .... |
| Dauphin | 720 | 715 |
| Desquenne et Giral | 276 60 | 278 50 |
| Devanlay | 1270 | .... |
| Deville | 482 | 485 |
| Dolisos | 175 | .... |
| Editions Belfond | 262 60 | .... |
| Elysée Invest. | 15 40 | 15 30 |
| Europ Propulsion | 402 | 405 |
| Finacor | 182 | 187 50 |
| Garonor | 915 | .... |
| GFF (group.fon.f.) | 468 | 468 40 |
| Grand Livre | 480 | 480 |
| Gravograph | 250 | 252 |
| Guntoli | 1165 | 1131 |
| I.C.C. | 267 | 267 |
| IDIA | 364 | 356 |
| Idianova | 160 | .... |
| I.M.S. | 1300 | 1300 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| IN2 | 300 | 300 |
| I.P.B.M. | 135 80 | 135 |
| Loca investis | 328 | 329 |
| Locamic | 126 | 126 50 |
| Matra Comm. | 176 40 | 179 90 |
| Métall. Minière | 215 | 215 |
| Molex | 233 50 | ... |
| Navale-Delmas | 1250 | 1255 |
| Olivetti Logabax | 590 | 599 |
| Om. Gest. Fin. | 615 | 601 |
| Presbourg | 88 | 92 |
| Présence Assur. | 550 | 512 |
| Publ.Filipacchi | 691 | 703 |
| Razel | 700 | 690 |
| Rhône-Alp.Ecu (Ly.) | 320 | 320 |
| St-H. Matignon | 260 | 260 |
| S.C.G.P.M. | 620 | ... |
| Segin (Li) | 340 | 340 |
| Select Invest (Ly) | 102 50 | 103 |
| Serbo | 485 | 485 |
| S.M.T. Goupil | 203 80 | 212 |
| Sopra | 210 | 201 60 |
| Supra | 200 | ... |
| TF1 | 295 | 297 |
| Thermador H. (Ly) | 310 | ... |
| Unilog | 197 10 | 199 80 |
| Union Fin. de Fr. | 480 | 470 |
| Viel et Cie | 185 50 | ... |
| Y. St-Laurent Groupe | 1050 | 1050 |


LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE


## Marché des options négociables le 13 juillet 1990

Nombre de contrats : 12 936

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Sept. dernier | Déc. dernier | Sept. dernier | Déc. dernier |
| Bouygues | 720 | – | – | 95 | – |
| CGE | 600 | – | – | 8 | 14 |
| Elf-Aquitaine | 720 | 13 | 27 | – | – |
| Eurotunnel SA-PLC | 50 | 3,40 | 6,50 | 3,40 | – |
| Euro Disneyland SC | 110 | 2 | – | – | – |
| Havas | – | – | – | – | – |
| Lafarge-Coppée | 520 | 5,50 | 17 | – | – |
| Michelin | 100 | 6,50 | 10 | – | – |
| Midi | 1 300 | 25 | – | – | – |
| Paribas | 680 | 10 | 22 | – | – |
| Pernod-Ricard | 1 330 | 5 | – | – | – |
| Peugeot SA | 760 | 31,50 | 61 | 32 | 32 |
| Rhône-Poulenc CI | 480 | 8 | – | – | – |
| Saint-Gobain | 560 | 25 | – | 20 | – |
| Source Perrier | 1 500 | 60 | – | 48,60 | – |
| Société générale | 560 | 18 | – | 27,50 | – |
| Suez Financière | 440 | 15,40 | 24,90 | – | – |
| Thomson-CSF | 120 | 4,80 | – | 7,10 | 8,10 |

## MATIF

**Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 13 juillet 1990**

Nombre de contrats : 60 114.

| COURS | ÉCHÉANCES | | |
|---|---|---|---|
| | Septembre 90 | Décembre 90 | Mars 91 |
| Dernier | 102,38 | 102,56 | 102,26 |
| Précédent | 101,82 | 101,92 | 101,90 |

**Options sur notionnel**

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|---|---|---|---|---|
| | Sept. 90 | Déc. 90 | Sept. 90 | Déc. 90 |
| 102 | 1,48 | – | 0,27 | 0,82 |

## *INDICES*

### CHANGES

#### Dollar : 5,555 F ↑

Sur des marchés des changes, extrêmement calmes, le dollar s'est redressé contre toutes les devises après son recul de la fin de la *semaine dernière, dû aux déclarations* apaisantes du président de la Réserve fédérale. En fait, c'est plutôt la faiblesse du mark qui a raffermi le billet vert. Les événements de RDA, grèves et manifestations, ont impressionné les marchés. A Paris, le mark est tombé à 3,3520 F.

| FRANCFORT | 13 juillet | 16 juillet |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,6420 | 1,66 |
| **TOKYO** | **13 juillet** | **16 juillet** |
| Dollar (en yens) | 147,40 | 148,30 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE** (effets privés)

| | |
|---|---|
| Paris (16 juillet) | 9 7/8-10 % |
| *New-York* (13 juillet) | 8 1/16-8 1/8 % |

### BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

| | 12 juillet | 13 juillet |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 95,30 | 95,90 |
| Valeurs étrangères | 95,10 | 96,30 |
| (SBF, *base 100 : 31-12-81)* | | |
| Indice général CAC | 529,64 | 533,20 |
| (SBF, *base 1000 : 31-12-87)* | | |
| Indice CAC 40 | 1 975,18 | 1 998,34 |

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

| | 12 juillet | 13 juillet |
|---|---|---|
| Industrielles | 2 969,80 | 2 980,20 |

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

| | 12 juillet | 13 juillet |
|---|---|---|
| Industrielles | 1 870,10 | 1 880,10 |
| Mines d'or | 172,70 | 175,70 |
| Fonds d'Etat | 78,72 | 78,94 |

TOKYO

| | 13 juillet | 14 juillet |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 32 644,37 | 33 021,73 |
| *Indice général* | *2 369,84* | 2 400,16 |

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + | ou dép. – | Rep. + | ou dép. – | Rep. + | ou dép. – |
| $ E.-U. | 5,5585 | 5,5605 | + 75 | + 93 | + 175 | + 195 | + 550 | + 590 |
| $ can. | 4,7889 | 4,7948 | – 174 | – 136 | – 292 | – 239 | – 725 | – 610 |
| Yen (100) | 3,7456 | 3,7495 | + 66 | + 88 | + 148 | + 175 | + 457 | + 503 |
| DM | 3,3527 | 3,3554 | + 35 | + 58 | + 93 | + 118 | + 273 | + 325 |
| Florin | 2,9709 | 2,9735 | + 42 | + 56 | + 92 | + 109 | + 252 | + 290 |
| FB (100) | 16,2815 | 16,2969 | + 34 | + 129 | + 183 | + 294 | + 701 | + 877 |
| FS | 3,9478 | 3,9520 | + 17 | + 46 | + 63 | + 94 | + 244 | + 303 |
| L (1 000) | 4,5787 | 4,5841 | – 74 | – 33 | – 100 | – 51 | – 247 | – 182 |
| £ | 9,9386 | 9,9477 | – 473 | – 424 | – 819 | – 762 | – 2155 | – 2052 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 8 | 8 1/4 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/8 | 8 1/4 |
| Yen | 7 1/4 | 7 1/2 | 7 7/16 | 7 9/16 | 7 7/16 | 7 9/16 | 7 5/8 | 7 3/4 |
| DM | 8 | 8 1/4 | 8 1/8 | 8 1/4 | 8 1/8 | 8 1/4 | 8 3/8 | 8 1/2 |
| Florin | 7 3/4 | 8 | 7 15/16 | 8 1/16 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 3/8 | 8 1/2 |
| F.B. (100) | 9 3/8 | 9 3/4 | 9 1/4 | 9 1/2 | 9 5/16 | 9 9/16 | 9 1/8 | 9 3/8 |
| F.S. | 8 5/16 | 8 9/16 | 8 7/8 | 9 | 8 7/8 | 9 | 8 3/4 | 8 7/8 |
| L (1000) | 11 1/2 | 12 1/2 | 11 | 11 1/2 | 11 | 11 1/2 | 11 1/4 | 11 5/8 |
| £ | 14 13/16 | 15 1/16 | 14 7/8 | 15 | 14 7/8 | 15 | 14 3/4 | 14 7/8 |
| F franç. | 9 15/16 | 10 3/16 | 9 15/16 | 10 1/16 | 10 | 10 1/8 | 10 3/16 | 10 5/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 13 h 47

## BOURSE DU 16 JUILLET

### Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

### COMPTANT (sélection)

#### Obligations

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

#### Actions

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Cambodge | [illegible] | [illegible] |
| Carbone Lorraine | 1072 | 1073 |
| Case Poclain | 28 10 | 28 10 |
| C.E.G.F. (Frigor.) | 405 | 398 |
| Cerabati | 605 | 605 |
| Centenaire Blanzy | 118 | 119 |
| Cerabati | 144 70 | .... |
| Champex Ny | 222 50 | 222 50 |
| CIC (CIP) | 821 | 822 |
| C.I.M. | 2225 | .... |
| C.I.T.R.A.M. (B) | 700 | 644 o |
| Clause | 1230 | .... |
| Cofradel | [illegible] | [illegible] |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Lille Bonnières | 314 | 314 |
| Loca-Expansion | 450 | 448 |
| Locafinancière | 375 | 375 |
| Locatel | 1010 | 999 |
| Louis Vuitton | 5450 | 5300 |
| Louvre | 1955 | 1960 |
| Lucia | 74 | 75 |
| Machines Bull | 208 | 201 |
| Mag. Uniprix | 920 | 986 d |
| Magnant | 589 | .... |
| Métal Déployé | [illegible] | [illegible] |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Testut-Aequitas | 295 | 295 |
| Tour Eiffel | 1310 | 1310 |
| Ufiner | 258 90 | 259 90 |
| Ugine Acier Ch.-G. | 2571 | .... |
| U.T.A. | 3560 | 3585 |
| Vicat | 2125 | 2120 |
| Viniprix | 177 | 177 |
| Virax | 1340 | .... |
| Waterman | 275 | .... |
| Maroc Sté Brasseries | [illegible] | [illegible] |

#### Etrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

#### Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Bque Hydro Energie | 315 | .... |
| Buitoni | 815 | .... |
| Calciphos | 157 | .... |
| C G H Cogenhor | 122 | .... |
| C. Occid. Forestière | 180 | 180 |
| Chambourcy (M.) | 978 | .... |
| Cochery Bourdin | 380 | .... |
| Coparex | 590 | 599 |
| Europ. Accum. | 68 | .... |
| Gachot S.A. | 123 | .... |
| Guy Degrenne | 430 | .... |
| Haribo Riqlès Zan | 210 | .... |
| Hoogovens | 297 | .... |
| Lecteurs du Monde | 381 | .... |
| Marin Imm. | 240 | .... |
| Nicolas | 960 | .... |
| Particip. Percier | 378 | .... |
| Rorento N.V. | 178 80 | 177 20 |
| St-Gobain-Emballage | 3502 | .... |
| Serra Metra | 316 50 | 340 |
| S.E.P.R. | 1820 | .... |
| Sici | 420 | .... |
| S.P.R. act. B | 392 90 | .... |
| Ufiner | 380 | .... |
| Wonder | 968 | 755 o |

## SICAV (sélection) 13/7

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

## Cote des Changes

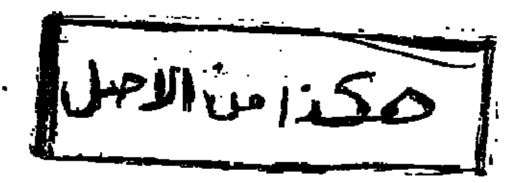
| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 16/7 | COURS DES BILLETS achat | COURS DES BILLETS vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis (1 usd) | 5 518 | 5 555 | 5 350 | 5 750 |
| Ecu | 6 950 | 6 946 | .... | .... |
| Allemagne (100 dm) | 335 620 | 335 280 | 326 500 | 347 |
| Belgique (100 F) | 16 300 | 16 282 | 15 800 | 16 850 |
| Pays-Bas (100 fl) | 297 740 | 297 400 | 280 500 | 308 |
| Italie (1000 lires) | 4 583 | 4 580 | 4 350 | 4 850 |
| Danemark (100 krd) | 88 230 | 88 150 | 84 | 92 |
| Gde-Bretagne (1 L) | 9 977 | .... | 9 550 | 10 350 |
| Grèce (100 drachmes) | 3 432 | .... | 4 050 | 4 050 |
| Suisse (100 f) | 395 610 | .... | 382 | 404 |
| Suède (100 krs) | 92 600 | .... | 89 | 97 |
| Norvège (100 k) | 87 490 | .... | 84 | 92 |
| Autriche (100 sch) | 47 710 | .... | 46 500 | 49 600 |
| Espagne (100 pes) | 5 477 | .... | 5 200 | 5 750 |
| Portugal (100 esc) | 3 825 | .... | 3 650 | 4 350 |
| Canada (1 $ can) | 4 774 | .... | 4 650 | 5 050 |
| Japon (100 yens) | 3 740 | .... | 3 860 | 3 660 |

## Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 16/7 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 64100 | 64900 |
| Or fin (en lingot) | 64100 | 64950 |
| Napoléon (20 f) | 387 | 388 |
| Pièce Fr (10 f) | 375 | ..... |
| Pièce Suisse (20 f) | 418 | 419 |
| Pièce Latine (20 f) | 375 | 375 |
| Souverain | 469 | 478 |
| Pièce 20 dollars | 2155 | 2180 |
| Pièce 10 dollars | 1250 | 1270 |
| Pièce 5 dollars | 800 | ..... |
| Pièce 50 pesos | 2400 | 2425 |
| Pièce 10 florins | 385 | 387 |

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu







Le Monde

## INDE

# Le premier ministre a retiré sa démission

Le premier ministre, M. V. P. Singh, a accepté, dimanche 15 juillet, de retirer sa démission, après *qu'elle eut été refusée la veille par* son parti, le Janata Dal (Parti du peuple), et par la coalition gouvernementale de cinq partis, a annoncé N. T. *Rama Rao, prési*dent du Front national. *« L'honorable premier ministre a donné suite à notre requête et accepté de retirer sa démission »*, a déclaré M. Rama Rao.

Au pouvoir depuis moins de huit *mois, M. Singh avait démissionné* samedi, estimant qu'il avait perdu le soutien du Front national et la confiance de son peuple, après la *crise politique déclenchée jeudi* par la réintégration dans ses fonctions à la tête de l'Etat d'Haryana (nord), du fils du vice-premier ministre Devi Lal (*le Monde* daté 15-16 juillet). La réintégration de M. Om Prakash Chatalaula, limogé en mai pour avoir orchestré des violences lors d'une élection dans son Etat, avait été interprétée comme le résultat d'un accord *« secret » entre* MM. Singh et Lal.

Des dirigeants du Front national, la coalition de cinq partis au *pouvoir*, ont rencontré le premier ministre dimanche pour lui demander de retirer sa démission, alors qu'auparavant environ 500 habitants de la province du Haryana avaient manifesté sous les fenêtres du domicile de M. Singh, *le suppliant de rester à son poste et* criant des slogans hostiles à MM. Dal et Chatalaula. Selon une source du *Janata Dal, « le premier ministre n'avait pas envie de revenir sur sa décision* (...). *Nous lui avons dit qu'il était le seul dirigeant acceptable ». « L'autre possibilité, c'est l'anarchie »*, a ajouté cette source.

Trois ministres du gouvernement, considérés comme des proches de M. Singh, avaient démissionné vendredi en signe de protestation, suivis par six autres samedi. Dimanche, le ministre des affaires étrangères, M. Inder Kumal Gujral, qui rentrait de *voyage à l'étranger, a démissionné* à son tour, ce qui laisse entendre que la crise n'est pas terminée. – *(AFP.)*

## URSS

# L'Ukraine déclare sa souveraineté

La République soviétique d'Ukraine a déclaré, lundi 16 juillet, sa souveraineté et la primauté de ses lois sur celles de l'Union soviétique. Selon l'agence de presse Interfax, le parlement ukrainien a adopté une déclaration en ce sens par 355 voix contre quatre.

L'Ukraine se donne le droit de former ses propres forces armées et de frapper sa propre monnaie. La République introduit la citoyenneté ukrainienne, mais permet aux Ukrainiens de conserver également la citoyenneté soviétique. – *(Reuter).*

# La Chine teste avec succès un nouveau lanceur lourd

La Chine a tiré avec succès, *lundi 16 juillet, un lanceur lourd* d'un nouveau type (Longue Marche 2-E) depuis sa base de Xichang, située [illegible] la province méridionale du Sichuan, à 1500 kilomètres au sud-ouest de Pékin. Cette [illegible] a permis la mise en orbite d'un satellite chinois aux caractéristiques non précisées et d'un petit satellite expérimental pakistanais.

Cette nouvelle génération de fusées chinoises devrait permettre à Pékin de mieux se placer sur le marché des services de lancement de satellite, dans la mesure où elle est capable, dans sa version à quatre fusées d'appoint, de mettre en *orbite basse une charge utile d'en*viron 8 tonnes, comparable à celle que peuvent emporter certains des lanceurs européens Ariane-4. Le 7 avril, la Chine avait pour la première fois mis en orbite un satellite étranger, Asiasat-1, pour le compte du consortium Asia Satellite Communications basé à Hongkong.

## ÉGYPTE : les intégristes soupçonnés

# Deux touristes, dont une Française tuées dans un attentat

LE CAIRE

*de notre correspondant*

Deux touristes, une Francaise et une Allemande, *ont trouvé la mort*, vendredi 13 juillet, dans l'incendie criminel d'un restaurant, à Hourgada sur la mer Rouge. Un autre touriste allemand, souffrant de graves brûlures, a été rapatrié par avion spécial.

*La police a arrêté un jeune isla*miste soupconné d'avoir jeté la bouteille incendiaire qui a causé le sinistre . L'accusé a avoué, selon la presse cairote, avoir premédité l'attentat *« après avoir été outré par les mœurs dissolues des touristes »*. Il y a quelques années, la revue islamiste *el Nour* avait mené une campagne contre le Club Méditerranée de Hourgada, qualifié *« de village du démon où les touristes se livrent en public au stupre et à la fornication »* .

Au moment même où avait lieu l'attentat à Hourgada, deux isla*mistes étaient tués et sept autres* blessés par la police à Dayrout, près d'Assiout (400 km au sud du Caire). Selon la version officielle, les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser une manifestation de près de cinq cents maximalistes musulmans ; les intégristes ont tiré sur la police, qui a répliqué. Les islamistes protestaient contre l'arrestation, une semaine auparavant, de vingt-six des leurs qui avaient perturbé une cérémonie de mariage où se produisait une danseuse du ventre. Les assail*lants avaient blessé plusieurs des* convives et saccagé les instruments des musiciens.

A. B.

## EN BREF

□ **Des exportations américaines interdites vers l'Irak.** – Le Pentagone, selon le *New York Times*, a demandé au département d'Etat d'interdire l'exportation en Irak de trois fours industriels susceptibles de fabriquer des éléments en titane et autres métaux stratégiques pour l'armement. La compagnie Consarc Corporation avait initialement reçu l'approbation du département du commerce pour la vente à l'Irak de ces fours qui devaient, selon le gouvernement de Bagdad, servir à la fabrication de prothèses médicales. – *(AFP.)*

□ **IRAK : Liberation d'une infirmière britannique.** – Le Foreign Office a annoncé, lundi 16 juillet, à Londres, la libération de M^me^ *Daphne Parish, infirmière bri*tannique arrêtée en Irak en même temps que le journaliste Farzad Bazoft, exécuté en mars pour espionnage . M^me^ Parish avait été condamnée à quinze ans de prison pour complicité. Cette libération *aurait été facilitée par l'interven*tion du président zambien Kenneth Kaunda auprès du président irakien Saddam Hussein. M^me^ Parish a pris lundi matin un avion à destination de Lusaka. – *(AFP.)*

□ **ISRAËL : plan d'urgence pour loger les immigrants d'URSS.** – Pour faire face à l'afflux massif *d'immigrants d'Union soviétique*, les autorités israéliennes ont dévoilé, dimanche 15 juillet, un plan d'urgence pour héberger les nouveaux arrivants dans des hôtels, des auberges de jeunesse, des fermes collectives et des instal*lations militaires*. Le *ministre du* logement, M. Ariel Sharon, a déclaré que ces mesures devraient permettre de disposer de cinquante mille lits et soulageraient ainsi le marché du logement (*le Monde* du 12 juillet). Des dizaines d'Israéliens, obligés de vivre dans des tentes à cause de l'inflation des loyers, ont manifesté samedi et dimanche dans les rues de Tel Aviv. – *(Reuter.)*

□ **BULGARIE : M. Petar Dertliev proposé par l'opposition pour la présidence de la République.**- L'Union *des forces démocratiques* (UFD), principal rassemblement d'opposition, a présenté samedi 14 juillet M. Petar Dertliev comme candidat à la présidence de la République pour succéder à M. Petar Mladenov, qui a démissionné la semaine dernière. M. Dertliev, dirigeant du Parti social-démocrate, qui est uni à l'UFD, est considéré comme le député le plus populaire de l'opposition. – *(AFP.)*

□ **RDA : le terroriste Abou Daoud aurait séjourné à Berlin-Est.** – Un des terroristes les plus recherchés du monde, le palestinien Abou Daoud, *soupçonné d'avoir parti*cipé à l'attentat des Jeux Olympiques de Munich en 1972, aurait séjourné plusieurs fois à Berlin-Est, a écrit dimanche 15 juillet un quotidien de Berlin-Ouest. Par ailleurs, M^me^ Sigrid Sternebeck, la *quatrième membre présumée de la* Fraction armée rouge (RAF), qui a été arrêtée récemment en RDA, a été remise samedi à la justice ouest-allemande. – *(AFP.)*

□ **PAKISTAN : 38 morts dans le Sind.** – Six bombes de fabrication artisanale ont explosé, dimanche 15 juillet, dans la province du Sind, dans le sud du Pakistan, faisant 38 morts *et une centaine de* blessés, a-t-on appris auprès des hôpitaux. Les attentats, perpétrés en l'espace d'une demi-heure, ont coïncidé avec une journée de protestation organisée par le mouvement nationaliste Jiay Sind, ont rapporté des témoins. Cinq bombes ont explosé à Hyderabad, la deuxième ville du Sind, faisant 23 morts. Quinze autres personnes ont été tuées dans une sixième explosion, survenue dans un train qui assurait la liaison Karachi-Lahore. – *(Reuter.)*

□ **Violent séisme aux Philippines : au moins 43 morts** Un tremblement de terre d'une magnitude de 7,7 sur l'échelle de Richter a secoué l'île de Luzon, la principale île de l'archipel philippin, et Manille, la capitale du pays, lundi 16 juillet dans la matinée. Selon un premier bilan officiel, la secousse tellurique *aurait fait 43 morts, dont au moins* trente étudiants, tués dans l'effondrement d'un bâtiment universitaire à Cabanatuan, à 90 kilomètres au nord de la capitale, où se situait l'épicentre du séisme. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **NOUVELLE-ZÉLANDE : grave incident dans une synagogue.** – Quatre enfants juifs, dont des jumeaux de six ans, ont été blessés à coups de couteau, lundi 16 juillet, à Auckland par une femme criant des slogans antisémites, a-t-on appris de source policière. *Les enfants se trouvaient* dans des locaux attenants à la principale synagogue d'Auckland quand, selon un témoin cité par le journal *Auckland Star*, une femme brandissant un couteau les a agressés. La police a immédiatement installé un dispositif dans le quartier qui a permis l'arrestation d'une suspecte. Selon des responsables de la com*munauté juive de la ville, la femme* souffrirait de troubles psychiques. – *(AFP.)*

## CARTES POSTALES

# *Le carnaval du Cap*

Le soir, au Bar du Cap, on regarde le défilé. S'il y avait du soleil, on *le regarderait se cou*cher. Mais il fait gris, toutes sortes de gris et d'éclaircies, et on n'a pas de regrets. C'est un temps parfait pour le carnaval du cap Gris-Nez.

Le soir, au Bar du Cap, le vent *secoue le toit de tôle ondulée*. On commande des moules et des frites et on encourage les mouettes, elles qui ne désespèrent pas de voler. Ceux qui sont sortis sur la falaise, pour voir l'Angleterre de plus près, sont *déjà revenus, assommés.* Les bateaux, de toute façon, ne demandent qu'à passer.

Que le cap Gris-Nez ne soit pas gris, on s'en moque. Les noms n'ont pas toujours raison. Qu'il le soit devenu par une *erreur de traduction – Craig Ness*, cap des rochers, est devenu Gris-Nez – n'a pas plus d'importance. Le cap est noir, il est peut-être disgracieux. Mais il est bordé de rouge coquelicot, de vert betterave et de vert *blé tendre*. La *mer du Nord* et la Manche se marient à ses pieds. Et on est venu, de toute façon, pour le défilé.

Ce sont, paraît-il, des bateaux. Des pétroliers, des minéraliers enrôlés par la sidé*rurgie allemande*, des *chalutiers* empruntant le détroit du Pas-de-Calais. Il y aurait aussi des car-ferries se risquant à traverser cette autoroute, des hydroglisseurs, dans une traînée de poudre, des *flobards*, pêcheurs *boulonnais essayant de rentrer* à bon port, des barques, des voiliers. Quatre cent cinquante navires par jour, aiguillés au radar sur le boulevard marin le plus fréquenté du monde.

Mais le soir, au Bar du Cap, on voit des choses bien plus extraordinaires sous toutes ces teintes de gris. Des objets flottants aux formes étranges surgissent derrière la vitre, et ils sont si nombreux qu'on n'aperçoit plus *l'horizon*. Des monstres, des nains, tous à la file indienne, tous glissant dans le *même sens*, tous *allant* quelque part. Des chars, qui avancent à pas lents. Longs, plats, lourds, gras. Un carnaval des brumes.

Il défile des convois grande largeur, des grues, des boîtes à savon, des cloches à fromage. *Des usines de métal rouge*, des tourelles lumineuses, une felouque égyptienne. Un radeau, qu'on ne distingue qu'à la jumelle, sur le point d'être mangé par la baleine qui suit. Un paquebot fellinien, illuminé malgré les nuages. On jurerait que les mêmes embarcations repassent, après changement *de costume, à l'envers du* décor. Et le bal masqué ne s'arrête jamais. La nuit, *« ça voyage encore »*, disent ceux qui restent à terre.

Hier soir, au Bar du Cap, quelques-uns ont même vu le vaisseau fantôme. On l'a reconnu. La lune avait réussi à passer au travers des nuages. Elle avait *laissé sur la mer une piste toute* ronde et argentée. Attiré par la lumière, le Hollandais volant, sous ce projecteur, est venu se glisser. Et, cette fois, le Bar du Cap n'a pas rêvé.

CORINE LESNES

# L'ESSENTIEL

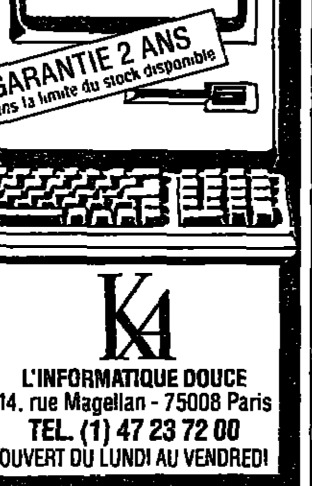


La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

*Le numéro du « Monde » daté 15-16 juillet 1990 a été tiré à 501 936 exemplaires.*








Le Monde DE L'ÉDUCATION
JUILLET / AOUT
DOSSIER SPÉCIAL
S'INSCRIRE
EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Étonnante collection de lits de repos...
En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes ; également *transformables en couchage de deux personnes* (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII[e] siècle, jusqu'à l'Art Nouveau et même l'Art Déco.
Rémy 80-82, faubourg St-Antoine 75012 PARIS - 43-43-65-58 (aucune succursale)

